

12^e Congrès de l'Association des Cercles francophones
d'Histoire et d'Archéologie de Belgique

59^e Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie
et d'Histoire de Belgique

Congrès de Bruxelles

20-23 août 2026

Actes Volume 1



BRUXELLES
2026

12^e Congrès de l'Association des Cercles francophones
d'Histoire et d'Archéologie de Belgique

59^e Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie
et d'Histoire de Belgique

Congrès de Bruxelles

organisé par la Société royale
d'Archéologie de Bruxelles

20-23 août 2026

Actes
Volume 1



BRUXELLES

2026

Éditeur scientifique : Didier MARTENS

Éditeur responsable : Alain DIERKENS

Coordination rédactionnelle et édition : Alexandre DIMOV

Aide à la relecture : Martine VRIJENS

Mise en page des couvertures : Françoise VIGOT

DAO : André DE HARENNE

Dépot légal : D/2026/2968/0001

ISBN : 978-2-930020-00-6

Première de couverture : Maarten van Rode, *Girouette de la flèche de l'Hôtel de Ville de Bruxelles* (détail du saint Michel), 1455. Bruxelles, Musée de la Ville de Bruxelles – Maison du Roi. © SRAB / photo : Françoise Vigot, 2026.

Deuxième de couverture : Maarten van Rode, *Girouette de la flèche de l'Hôtel de Ville de Bruxelles* (détail de la créature démoniaque), 1455. Bruxelles, Musée de la Ville de Bruxelles – Maison du Roi. © SRAB / photo : André de Harenne, 2018.

Troisième de couverture : 1, 2 : Relevés sommaires de la *Girouette de la flèche de l'Hôtel de Ville de Bruxelles* : a) flanc droit ; b) vue de face avec superposition de l'armature en fer (en rouge). © SRAB / conception : Pierre Anagnostopoulos / DAO : Laurent Benois, Frédéric Légar & Pierre Anagnostopoulos. Les relevés ont été réalisés dans le cadre du rapport inédit de Pierre Anagnostopoulos, « La girouette de saint Michel de l'Hôtel de Ville de Bruxelles (1454-1996) », 2017. 3 : Développement complet de la *Girouette de saint Michel* et de son socle tels qu'ils se présentent à la Maison du Roi. © SRAB / photo : Françoise Vigot, 2026.

Quatrième de couverture : Maarten van Rode, *Girouette de la flèche de l'Hôtel de Ville de Bruxelles*, 1455. Bruxelles, Musée de la Ville de Bruxelles – Maison du Roi. © SRAB / photo : Françoise Vigot, 2026.

Président d'honneur
† Jean-Marie Duvosquel

COMITÉ D'ORGANISATION

Président
Alain Dierkens

Vice-Présidents
Christian Vandermotten
Jean-Jacques De Gheyndt
Benoît Beyer de Ryke

Secrétaire général
Stéphane Demeter

Secrétaire général adjoint
David Guillardian

Trésorier
David Guillardian

Membres
Pierre Anagnostopoulos
Frédéric Boquet
Éric Bousmar
Claude Depauw
Alexandra Depoorter
Michel Fourny
Didier Martens
Anne Vandenbulcke

**Président du Comité
scientifique**
Michel de Waha

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Président
Michel de Waha

Secrétaire
Stéphane Demeter

**Responsable des publications
scientifiques**
Didier Martens

Les présidents des sections
François Blary
Catherine Lanneau
Éric Geerkens
Jean-Marie Cauchies
Philippe Desmette
Geneviève Xhayet
Nicolas Schroeder
François de Pierpont
Isabelle Lecocq
Isabelle Leroy
Marc Libert Zuckermann
Nathalie Nyst

**Président du Comité
d'organisation**
Alain Dierkens

Le 12^e Congrès de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique (59^e Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique), organisé à Bruxelles du jeudi 20 au dimanche 23 août 2026, est dédié à la mémoire de

Jean-Marie DUVOSQUEL
(29 janvier 1946 - 18 novembre 2023),
professeur honoraire de l'Université libre de Bruxelles,
membre de l'Académie royale de Belgique.



Jean-Marie Duvosquel, chef du Département culturel du Crédit communal de Belgique, fut un incomparable animateur de la recherche scientifique et de la vie culturelle en Belgique. Il a notamment donné un souffle nouveau aux congrès de la Fédération des Cercles d'Histoire et d'Archéologie de Belgique en repensant l'organisation, les statuts et les modalités de financement en 1980.

Vice-président de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, il déposa et défendit la candidature de la SRAB pour organiser à Bruxelles le 12^e Congrès de l'ACF HAB. Il avait accepté avec plaisir d'être président d'honneur de ce congrès.

Le Congrès de Bruxelles 2026 : quelques mots d'introduction

Stéphane DEMETER, *Secrétaire général du Congrès*

Michel DE WAHA, *Président du Comité scientifique du Congrès*

Alain DIERKENS, *Président de la Société royale d'Archéologie
de Bruxelles et Président du Congrès*

La Société royale d'Archéologie de Bruxelles a été chargée d'organiser à Bruxelles le 12^e Congrès de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique (qui est aussi le 59^e Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique). Cette manifestation scientifique, largement ouverte aux professionnels comme aux amateurs, se tiendra dans les locaux de l'Académie royale de Belgique, du jeudi 20 au dimanche 23 août 2026.

Ce n'est pas la première fois que la SRAB assume une telle responsabilité. Elle a, en effet, déjà organisé les septième, trentième et trente-septième Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique en 1891, 1935 et 1958 à Bruxelles ; elle a accueilli aussi les délégués du Congrès de la même Fédération organisé à Malines en 1928¹. De quoi s'agit-il exactement ? Plus loin dans ce volume, Claude Depauw et Jacques Toussaint en rappelleront les lignes de force², mais il n'est pas inutile d'insister ici sur certaines d'entre elles.

Les congrès de l'association d'abord dénommée Fédération archéologique et historique de Belgique sont organisés depuis

1 Alain DIERKENS, « Pour une histoire de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, depuis sa fondation en 1887 », voir *infra*, pp. 25-35.

2 Claude DEPAUW et Jacques TOUSSAINT, « L'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique : désormais bien plus qu'un congrès ! », voir *infra*, pp. 19-23.

1885, un an après la constitution de la FAHB³. Les assises des congrès se tenaient tous les ans, puis tous les deux ans et mobilisaient les cercles de l'ensemble de la Belgique. Il s'agissait de rassembler les membres des « sociétés savantes » – celles que Godefroid Kurth appelait les « sociétés de province » – autour de questions liées au patrimoine, à l'histoire, à l'art, à l'archéologie, au « folk-lore » (le mot apparaît dans ces années-là). Une de ces sociétés qui s'était portée volontaire était chargée de l'organisation pratique (programme des exposés, des discours, des banquets, des excursions, ...) et de la publication des *Actes* de cette manifestation qui rassemblait la plupart des membres (surtout des notables) de ces « sociétés savantes », évidemment francophones. Les premiers congrès se tinrent à Anvers (1885), Namur (1886), Bruges (1887), etc. La Société d'Archéologie de Bruxelles est présente dès l'année de sa fondation, en 1887 et elle est associée à la publication des *Actes* du bouillant Congrès de Charleroi de 1888⁴.

Quarante-quatre congrès nationaux de la FAHB ont été organisés entre 1885 et 1976 (Huy) et ont donné lieu à des publications, généralement de très bonne tenue. En 1978, la régionalisation et la communautarisation de l'État provoquèrent la scission en deux de la Fédération. Il fut alors décidé de distinguer une *Federatie van Nederlandstalige Verenigingen voor Oudheidkunde en Geschiedenis van België* et une *Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique* (ACFHAB). Les congrès devaient avoir lieu tous les deux ans, organisés à tour de rôle par chacune des communautés ; ils conserveraient une numérotation nationale, à laquelle s'ajouterait une numérotation spécifique. Le congrès de Comines (1980) est ainsi le 45^e Congrès national et le 1^{er} congrès « francophone » ; le congrès de Hasselt (1982), le 46^e

3 En attendant la publication des recherches de Gregory Verbaanderd (résumé partiel ci-dessous, pp. 95-97), l'exposé le plus récent sur l'histoire des congrès de la FAHB est celui de Jean-Marie CAUCHIES, « Des congrès de sociétés d'histoire et d'archéologie à grande échelle : pourquoi encore et toujours ? », dans *Actes du 11^e Congrès de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique* (= 58^e Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique, Congrès de Wallonie picarde. Tournai, 19-22 août 2021), vol. 1, Tournai, 2021, pp. 23-32, qui mentionne la bibliographie antérieure.

4 Alain DIERKENS, « Godefroid Kurth, Clovis et les 'études franques' », dans *Actes du 10^e Congrès de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique* (= 57^e Congrès de la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique, Arlon, Institut Sainte-Marie, 18-21 août 2016), vol. 2, Arlon, 2018, pp. 26-41.

Congrès national et le 1^{er} congrès néerlandophone ; etc. Du côté flamand, le 2^e Congrès (Courtrai (1986) aurait dû être suivi par un 3^e Congrès organisé à Bruxelles (1990), qui aurait aussi été le 50^e Congrès national. Mais ce Congrès ne fut jamais organisé et, depuis, la Communauté flamande s'est hélas complètement désintéressée de ces manifestations.

Il en fut tout autrement du côté francophone. Comme il a été dit plus haut, son premier congrès – véritable congrès du renouveau de la Fédération des Cercles d'Histoire et d'Archéologie de Belgique (45^e congrès) – se tint en 1980 à Comines-Warneton sous l'impulsion de Jean-Marie Duvosquel (1946-2023). Jean-Marie joua un rôle essentiel dans la création et le développement de l'ACFHAB, qu'il présida de 1980 à 1984. Il est un des artisans des nouveaux statuts de l'Association, dont il contribua aussi à définir de nouvelles règles de financement. Depuis 1980, les assises, financées en grande partie par la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles), ont lieu tous les quatre ans dans une ville francophone de Belgique, successivement en provinces de Hainaut (Comines 1980, Mons 2000), de Brabant (Nivelles 1984, Ottignies-Louvain-la-Neuve 2004), de Namur (Namur 1988 et 2008), de Liège (Liège 1992 et 2012) et de Luxembourg (Herbeumont 1996 et Arlon 2016). En 2020, la 11^e édition du congrès, organisée à Tournai conjointement par trois cercles d'histoire de Wallonie picarde (Tournai, Mouscron et Ath), n'a pu avoir lieu à la date initialement fixée. La mise en application du nouveau mode d'attribution des fonds confiés désormais à l'ACFHAB et, surtout, les mesures prises contre la pandémie de Covid-19 ont retardé d'un an sa tenue. Elle a eu lieu les 19-22 août 2021 sous la dénomination « Congrès wapi Wallonie picarde Tournai 2020-2021 ».

C'est à Tournai qu'est prise la décision de confier le Congrès « brabançon » de 2024 à la SRAB. La scission de la province de Brabant en Brabant wallon et Brabant flamand remonte au 1^{er} janvier 1995, excluant *de facto* Bruxelles, devenue Région à part entière, de la tournante entre provinces francophones. Il était donc légitime de rendre à Bruxelles sa place dans l'organisation des congrès de l'ACFHAB. L'idée avait déjà été présentée au Congrès d'Arlon (2016) et avait été bien reçue. En 2021, Jean-Marie Duvosquel plaida en ce sens ; il proposa la candidature de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, dont il était vice-président. L'ACFHAB se rangea sans problème à ses arguments.

Le choix de la Société accueillant les congrès est, en effet, confié à l'ACFHAB, dont le siège est actuellement basé à Namur. Créée en 1978 et refondée après le Congrès wapi 2021, cette Association a alors vu ses buts redéfinis et élargis : fédérer les cercles locaux et régionaux historiques et archéologiques de Wallonie et de Bruxelles autour de projets communs, mais aussi renforcer leurs échanges et coordonner des manifestations scientifiques comme le congrès quadriennal ou des journées d'étude. Depuis 2025, elle est reconnue officiellement comme fédération professionnelle, ce qui renforce sa légitimité et sa capacité à défendre les intérêts de ses membres.

Pourquoi la tenue du 12^e Congrès de l'ACFHAB n'a-t-elle pas eu lieu en 2024 ? Les deux raisons principales sont le décès du président d'honneur du Congrès, Jean-Marie Duvosquel (novembre 2023) et les difficultés de définir les termes de l'accord entre l'ACFHAB et la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). L'idée même de sa tenue en 2026 s'est heurtée à des résistances liées aux incertitudes financières et politiques de la Région Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à des doutes quant à la capacité de la SRAB à se réorganiser en interne suffisamment vite – après l'absorption d'une partie des employés et des missions de la Fédération des Archéologues de Wallonie et de Bruxelles et du volet « recherche » de l'Association du Patrimoine artistique en 2026 – pour assumer la charge d'opérateur. Cependant, ajouter une troisième année de retard n'était plus concevable et il fallut évidemment faire confiance dans les ressources de la SRAB pour relever le défi. Les dates du 20 au 23 août ont été fixées de façon à ne pas empiéter sur la reprise des cours le lundi 24 août en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Congrès se déroulera dans les locaux de l'Académie royale de Belgique, principalement dans le bâtiment des anciennes écuries et dans le bâtiment principal. Dans le patio des écuries seront installés le bureau d'inscription et le point-café, lieu de rencontres et d'échanges, ainsi que des stands de vente des publications des sociétés participantes. Il convient de maintenir le principe de la gratuité des boissons pour favoriser les moments conviviaux de discussions. Autour du patio, s'alignent des salles de conférence, de dimensions différentes.

Les travaux du congrès (242 communications) sont organisés en douze sections, sur le modèle des congrès antérieurs et notamment de celui du congrès wapi (2021). L'idée de réserver une section spécifique à Bruxelles a été abandonnée au profit

d'une complète intégration des communications des sociétés savantes bruxelloises dans les sections existantes.

Le découpage des journées part du principe que chaque communication dure vingt minutes, suivie de dix minutes de discussion. Quatre tranches horaires sont prévues : 9-10h30, 11-12h30, 14-15h30 et 16-17h30. Dans chaque section, trois communications par tranche horaire en totalisent six par demi-journée, avec des pauses-café de trente minutes. Durant le congrès, des facilités d'entrées et/ou la visite de sites inhabituels seront proposées⁵.

Nous espérons de tout cœur que les auditeurs seront nombreux à s'inscrire au Congrès pour écouter l'une ou l'autre communication, pour profiter des visites organisées par Pierre Anagnostopoulos, pour rencontrer dans une atmosphère sympathique et détendue des passionnés d'histoire et de patrimoine, pour découvrir des sociétés d'histoire ou d'archéologie et acquérir leurs publications. Ou mieux encore pour partager leur enthousiasme et leur curiosité, présenter leurs recherches en cours et les soumettre à discussions.



Nous souhaitons remercier de tout cœur le secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, Didier Viviers, qui a immédiatement accepté de nous soutenir dans l'organisation du Congrès, notamment en mettant à notre disposition les locaux nécessaires. Il a été suivi, dans cette démarche généreuse, par Karel Velle, alors secrétaire perpétuel de la Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten, puis par ses successeurs. Cette mise à disposition s'accompagne de l'aide efficace des services « Accueil et infrastructures » et « Communication » (Thierry de Crombrughe, Audrey Bukeye, Anne-Catherine Loncin, Lionel Fricq, Laura Blanco Suarez et d'autres, comme Nicolas Simon, qui étaient en charge de certaines de ces responsabilités au début de notre entreprise).

5 La SRAB assure l'organisation générale du congrès, du secrétariat associé, de la publication des *Actes*, ainsi que de la conception et de la réalisation du site internet de l'ACFHB au sein duquel le congrès disposera de pages dédiées et arborescentes pour les futures éditions. La SRAB constitue également l'instance de recours en cas de problème.

Si un tel Congrès a pu être organisé, c'est grâce à la confiance des responsables de l'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique, singulièrement de son président, Claude Depauw. L'ACFHAB bénéficie d'un subside important accordé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ; une partie de ce subside est destinée à favoriser l'organisation de nos congrès quadriennaux.

Par ailleurs, la Société royale d'Archéologie de Bruxelles a pu compter sur l'ensemble de son équipe. Nous ne pouvons pas passer sous silence le rôle véritablement remarquable et essentiel assumé par Françoise Vigot dans l'organisation et la coordination du Congrès. Pierre Anagnostopoulos s'est chargé de l'important volet des visites et des activités culturelles, qui complètent avec bonheur les communications scientifiques. La responsabilité des publications a été, comme d'habitude à la SRAB, confiée à notre vice-président, Didier Martens, qui a pu compter sur le travail et la collaboration d'Alexandre Dimov et de notre infographiste André de Harenne.

L'existence d'une telle équipe n'est possible que grâce à l'appui logistique et financier de la Ville de Bruxelles et de l'aide sans faille de son département Culture dirigé par Anne Vandembulcke. De la même façon, nous pouvons aussi solidement compter sur l'appui de l'administration régionale bruxelloise en charge du Patrimoine (Urban.brussels), avec laquelle notre collaboration est permanente.

Une de nos plus grandes satisfactions a certainement été de découvrir l'extraordinaire proactivité et l'amabilité permanente des membres du Comité d'organisation, du Comité scientifique et, surtout des Bureaux des douze sections. Si l'organisation, extrêmement complexe, a pu être menée à bonnes fins dans des temps fort brefs, c'est certainement grâce à l'implication des présidents et présidentes ainsi que des secrétaires de section. La rapidité de leur réaction devant les demandes de notre coordinatrice, mais aussi la qualité des orateurs conviés ont permis la réussite de ce qui devrait être une fête des amateurs du patrimoine.

À tous nos remerciements chaleureux et sincères.

Liste des congrès organisés depuis 1885

Congrès organisés par la Fédération des Cercles d'Archéologie et d'Histoire de Belgique

I.	Anvers	28-30 sept. 1885
II.	Namur	17-19 août 1886
III.	Bruges	22-25 août 1887
IV.	Charleroi	5-8 août 1888
V.	Anvers / Middelbourg	2-5 sept. 1889
VI.	Liège	3-6 août 1890
VII.	Bruxelles	2-7 août 1891
VIII.	Anvers	10-14 août 1892
IX.	Mons	5-8 août 1894
X.	Tournai	5-8 août 1895
XI.	Gand	2-5 août 1896
XII.	Malines	8-11 août 1897
XIII.	Enghien	7-10 août 1898
XIV.	Arlon	30 juil.-2 août 1899
XV.	Tongres	4-8 août 1901
XVI.	Bruges	10-14 août 1902
XVII.	Dinant	9-13 août 1903
XVIII.	Mons	30 juil.-6 août 1904
XIX.	Chimay	16-21 sept. 1906
XX.	Gand	2-7 août 1907
XXI.	Liège	31 juil.-5 août 1909
XXII.	Malines	5-10 août 1911
XXIII.	Gand	8-13 août 1913
XXIV.	Tournai	31 juil.-4 août 1921
XXV.	Tongres	16-18 sept. 1923
XXVI.	Bruges	2-5 août 1925
XXVII.	Mons	28 juil.-1 ^{er} août 1928
XXVIII.	Anvers	16-21 août 1930
XXIX.	Liège	1 ^{er} -4 août 1932
XXX.	Bruxelles	28 juil.-2 août 1935
XXXI.	Namur	23-29 juil. 1938
XXXII.	Anvers	27-31 juil. 1947
XXXIII.	Tournai	4-8 sept. 1949
XXXIV.	Verviers	22-25 juil. 1951
XXXV.	Courtrai	26-30 juil. 1953
XXXVI.	Gand	12-15 avr. 1955
XXXVII.	Bruxelles	24-30 août 1958
XXXVIII.	Arlon	24-30 juil. 1960

XXXIX.	Bruges	16-18 sept. 1966
XL.	Liège	6-12 sept. 1968
XLI.	Malines	3-6 sept. 1970
XLII.	Malmedy	29 juil.-6 août 1972
XLIII.	Saint-Nicolas-Waes	21-25 juil. 1974
XLIV.	Huy	18-22 août 1976

**Congrès organisés par l'Association des Cercles francophones
d'Histoire et d'Archéologie de Belgique**

XLV.	Comines	28-31 août 1980
XLVII.	Nivelles	23-26 août 1984
XLIX.	Namur	18-21 août 1988
LI.	Liège	20-23 août 1992
LII.	Herbeumont	22-25 août 1996
LIII.	Mons	24-27 août 2000
LIV.	Ottignies-Louvain-la-Neuve	26-28 août 2004
LV.	Namur	28-31 août 2008
LVI.	Liège	23-26 août 2012
LVII.	Arlon	24-27 août 2016
LVIII.	Tournai	19-22 août 2021
LIX.	Bruxelles	20-23 août 2026

**Congrès organisés par la Federatie van Nederlandstalige
Verenigingen voor Oudheidkunde en Geschiedenis van België**

XLVI.	Hasselt	19-22 août 1982
XLVIII.	Courtrai	21-24 août 1986
L.	Bruxelles (projet non abouti)	24-27 août 1990

Bureaux des douze sections

Section 1 : Archéologie

Présidence : François BLARY
Vice-présidence : Ann DEGRAEVE
Philippe SOSNOWSKA
Secrétariat : Émeline MARTIN

Section 2 : Histoire politique, militaire et relations internationales

Présidence : Catherine LANNEAU
Vice-présidence : Michael DEPRETER
Secrétariat : Perrine STENNIER

Section 3 : Histoire économique et sociale (en ce compris numismatique, démographie et vie quotidienne)

Présidence : Éric GEERKENS
Vice-présidence : Alexis WILKIN
François DE CALLATAY
Secrétariat : Antoine BONNIVERT

Section 4 : Histoire des institutions et du droit (en ce compris sigillographie)

Présidence : Jean-Marie CAUCHIES
Vice-présidence : Marc RONVAUX
Frederik DHONDT
Secrétariat : Nicolas SIMON

Section 5 : Histoire des religions et des mouvements philosophiques

Présidence : Philippe DESMETTE
Vice-présidence : François DE VRIENDT
Cécile VANDERPELEN
Secrétariat : Mathilde WATTIER

Section 6 : Histoire des sciences, des techniques et des savoirs anciens

Présidence : Geneviève XHAYET
Vice-présidence : Caroline POLET
Sophie GLANSDORFF
Secrétariat : Arnaud PÉTERS

Section 7 : Histoire de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Présidence : Nicolas SCHROEDER

Vice-présidence : Guérard GAUTIER

Secrétariat : Violette POUILLARD

Section 8 : Généalogie et histoire des familles (en ce compris héraldique)

Présidence : François DE PIERPONT

Vice-présidence : Christophe DEFOSSA

Secrétariat : Bernard VANDERMEERSCH

Section 9 : Histoire des arts

Présidence : Isabelle LECOCQ

Vice-présidence : Cecilia PAREDES

Noémie PETIT

Secrétariat : Sacha Zdanov

Section 10 : Patrimoine oral et immatériel, folklore

Présidence : Isabelle LEROY

Vice-présidence : Jean-Pierre DUCASTELLE

Secrétariat : Delphine CLARINVAL

Section 11 : Archives et bibliothèques

Présidence : Marc LIBERT ZUCKERMANN

Vice-présidence : David KUSMAN

Nathaël ISTASSE

Secrétariat : Nicolas RUFFINI-RONZANI

Section 12 : Patrimoine mobilier et musées

Présidence : Nathalie NYST

Vice-présidence : Julien MAQUET

Bérengère de LAVELEYE

Secrétariat : Claire LEBLANC

L'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique : désormais bien plus qu'un congrès !

Jacques TOUSSAINT, *Secrétaire général permanent de l'ACfHAB*
Claude DEPAUW, *Président de l'ACfHAB*

L'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique (ACfHAB) s'est refondée à la suite de son congrès des 19-22 août 2021 à Tournai : nouveaux statuts, nouvelle équipe, nouvelles ambitions...

Car l'ACfHAB reste la courroie de transmission pour la tenue de ces congrès où périodiquement se réunissent les membres des cercles et des sociétés dans une ville chaque fois différente. Le congrès mis sur pied cette année à l'initiative de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, du 20 au 23 août dans les locaux de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, s'inscrit dans une tradition ouverte en 1885.

Il faut d'emblée rappeler que les cercles et sociétés d'histoire et d'archéologie participent au mouvement des sociétés savantes du XIX^e siècle, ce qui leur donne une profondeur historique depuis la création de la Belgique. D'une quête à l'autre, du sentiment national aux racines locales, à travers l'histoire, mais aussi les arts, les traditions populaires et l'environnement, les cercles et les sociétés assurent aussi la protection et la valorisation du patrimoine immobilier, mobilier et immatériel. Toujours prêts à entreprendre une action concrète en faveur des patrimoines, ils assument un foisonnement de missions et d'activités trop peu connues. Ils enrichissent des collections de musées. Ils se dotent de bibliothèques. Ils organisent des colloques, des congrès, des journées d'étude, des conférences et bien d'autres animations à destination de tous les publics. Mais l'activité essentielle de la plupart des cercles, c'est la production de publications et d'écrits originaux, parfois informatifs, souvent scientifiques.

Tant pour les recherches à caractère historique, artistique et autres que pour celles, davantage autonomes, des archéologues, les publications des cercles mettent à la disposition de tous les citoyens, amateurs comme experts, le résultat de recherches inédites qui, sans ces cercles, n'auraient peut-être pas vu le jour. On ne peut que déplorer que le milieu scientifique n'accorde pas une meilleure reconnaissance aux publications des associations, particulièrement celles émanant de jeunes chercheurs. Par ailleurs, les cercles pratiquent souvent une réelle politique de diffusion scientifique, par l'échange de publications entre associations voisines.

La faiblesse des moyens financiers, tirés des cotisations ou des aides publiques, déjà limitées et qui tendent encore à s'amenuiser, est un souci général et constant, qu'accentue le manque d'implication de certains membres. Car à côté du personnel exceptionnellement mis à disposition par un tiers, souvent au niveau local, le fonctionnement bénévole reste dominant, alors que la nécessité d'un certain professionnalisme se fait sentir. Beaucoup de cercles comptent trop peu de membres pour assurer les ressources humaines nécessaires à leur pérennisation. Et mobiliser une relève constitue pour nombre de sociétés une préoccupation non dissimulée car la moyenne d'âge de leurs membres est de 60 ans ou plus. Si ces jeunes retraités peuvent offrir du temps, en revanche, les jeunes générations sont davantage préoccupées par la recherche d'un emploi, ce qui est parfaitement légitime, au détriment d'une offre de service gracieuse au sein d'un cercle.

Il importe de tenir compte de cette réalité à l'heure où nos sociétés doivent être plus solidaires que jamais dans le dialogue avec les pouvoirs publics, dont les subsides directs ou indirects sont bien souvent plus que nécessaires pour mener à bien leurs activités. Il apparaît clairement que c'est en parlant d'une seule voix que nous avons les meilleures chances de faire entendre nos espoirs et nos craintes quant à l'avenir. En cela, l'ACFHAB souhaite jouer un rôle majeur auprès des acteurs du patrimoine, de tous les patrimoines. Reconnue comme fédération professionnelle en 2025, elle est ainsi appelée à représenter officiellement le secteur auprès des instances de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Afin d'élargir son éventail d'activités et d'établir des liens avec les sociétés actives dans la partie francophone du pays, une première journée d'étude a eu lieu à Rochefort le 17

octobre 2023, en collaboration avec les sociétés d'histoire de Ciney et de Rochefort. Sur le thème *Folies de pierres. Grottes, rochers, rocailles*, près de 120 personnes ont pu entendre dix orateurs. Les actes de cette journée sont disponibles au prix de 34 €, port compris, en s'adressant au siège social à l'adresse ci-dessous : Jacques TOUSSAINT (éd.), *Folies de pierre. Grottes, rochers, rocailles. Actes de la Journée d'étude du 17 octobre 2023* (Belisama 1), Namur, 2024, 128 p.

Une deuxième journée d'étude, consacrée au *Patrimoine historique, archéologique et artistique au défi des inondations*, s'est déroulée à Verviers le 19 avril 2024 avec le soutien des sociétés verviétoises. Elle a rassemblé une cinquantaine de personnes pour écouter une douzaine d'exposés. Les actes sont également disponibles, au même prix, auprès du siège social : Geneviève XHAYET (éd.), *Le patrimoine historique, archéologique et artistique au défi des inondations. Actes de la Journée d'étude du 19 avril 2024* (Belisama 2), Namur, 2025, 120 p.



Le chemin du Rosaire du sanctuaire marial de Conjoux (© B. Van den Driessche). Couverture des Actes de la journée d'étude *Folies de pierre. Grottes, rochers, rocailles* du 17 octobre 2023 à Rochefort (ACFHAB, coll. Belisama 1, 2024).



Cabinet anversoïsis du xvii^e siècle sinistré au Musée des Beaux-Arts et de la Céramique de Verviers (© Musées de Verviers). Couverture des Actes de la journée d'étude *Le patrimoine historique, artistique et archéologique au défi des inondations* du 19 avril 2024 à Verviers (ACFHAB, coll. Belisama 2, 2025).

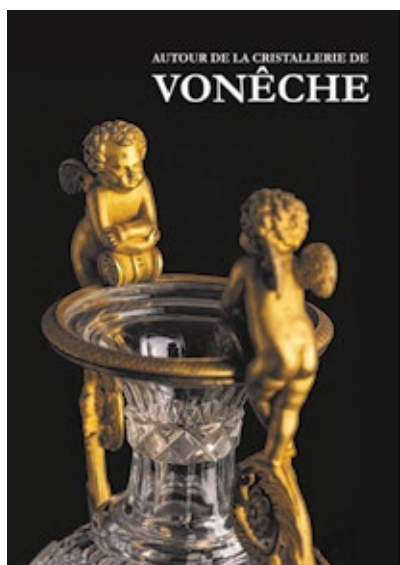
Une troisième journée d'étude, en deux phases, s'est tenue à Charleroi le 25 octobre 2025 et à Liège le 12 décembre 2025 sur le thème *Médecine et architecture*. La quinzaine d'exposés qui y ont été donnés, dans le cadre d'un groupe de contact FNRS dédié à l'histoire de la médecine et des sciences de la santé, seront bientôt publiés sous la direction d'Annie Piérard-Verbanck et de Geneviève Xhayet.



Vue aérienne de la verrière du CHU du Sart Tilman, prise par drone (© CHU Liège). Projet de couverture des Actes des journées d'étude Médecine et architecture des 25 octobre et 12 décembre 2025 à Charleroi et Liège (ACFHAB, coll. Belisama 3, à paraître).

Une quatrième journée d'étude a eu lieu à Beauraing le 29 mai 2026, de concert avec, entre autres, le Cercle historique de Beauraing. À l'occasion d'une exposition présentant *Vonèche, une cristallerie au cœur de l'Europe*, une dizaine d'intervenants ont évoqué *Autour de la cristallerie de Vonèche* les premiers pas de la cristallerie européenne. Jacques Toussaint ne manquera pas d'assurer la publication des actes dans l'année qui suivra.

Une cinquième journée d'étude est programmée le 15 octobre 2026 à Saint-Hubert, en collaboration avec Saint-Hubert d'Ardenne, Société régionale d'histoire, d'archéologie et de sauvegarde du patrimoine hubertine. Cinq orateurs se succéderont pour faire le point à propos de *La chasse aux sorcières en Europe occidentale 1450-1700 et en terre de*



Vase-pendule en cristal de Vonèche taillé et bronze doré, détail. Horloger : Warnon à Namur, coll. privée (© M. Van Coile). Projet de couverture des Actes de la journée d'étude Autour de la cristallerie de Vonèche du 29 mai 2026 à Beauraing (ACFHAB, coll. Belisama 4, à paraître).

Saint-Hubert. Ici aussi l'ACFHAB, sous la direction de Claude Depauw, publiera les textes présentés.

Une autre journée d'étude se met sur pied. Elle sera consacrée aux *Cloches et carillons des beffrois. Laboratoires de patrimoines*. Elle aura lieu à Tournai les 15 et 16 octobre 2027 sous la direction de Florian Mariage.

D'autres journées d'étude sont projetées. Si vous désirez vous informer à propos de nos journées d'étude, consultez sur le site acfhab.be l'onglet ACFHAB ou adressez un courriel à jacquestoussaint@scarlet.be.

Dans la mesure des moyens disponibles et des collaborations à établir, l'ACFHAB veut développer des actions de soutien réel aux associations sur le terrain en leur proposant des services concrets qualifiants et des formations qui visent à professionnaliser la gestion des cercles. L'association souhaite à terme jouer le rôle de facilitateur afin que les intérêts de ces derniers puissent être mieux défendus auprès des autorités publiques.

Dans ces perspectives multiples, les cercles et les sociétés d'histoire et d'archéologie sont vivement encouragés à rejoindre l'ACFHAB. La cotisation annuelle est fixée à 25 euros, à verser sur le compte BE36 0682 2109 7581. Des informations relatives à votre adhésion ou à celle de votre association vous seront ensuite demandées.

Pour une histoire de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, depuis sa fondation en 1887

Alain DIERKENS, *Président de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles*

Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, les réseaux de sociabilité « savante » connaissent un essor considérable. En France, en Angleterre, en Italie, se créent des Sociétés qui rassemblent les amateurs d'art, de science, d'histoire, de patrimoine. Le plus souvent solidement ancrées dans une ville ou un terroir bien défini, elles développent des études locales ou régionales, mais elles pratiquent aussi entre elles une large politique d'échanges d'idées et de publications ; les visites d'une Société chez une autre sont fréquentes. Les membres de ces Sociétés appartiennent à la petite noblesse et, surtout, à la grande bourgeoisie. Les professions libérales « respectables » y occupent une place majeure (médecins, pharmaciens, juristes, notaires, dirigeants d'entreprises, etc.) à côté de membres du clergé.

Ces Sociétés éditent des publications périodiques (*Annales, Documents et Rapports, Bulletins, Handelingen, Mémoires...*) et mettent en valeur leurs collections privées (issues de dons, d'achats, de recherches archéologiques) dans des musées dont la richesse est parfois considérable. Elles sont étroitement liées aux dépôts d'archives, communales ou nationales, alors en cours d'organisation et d'inventorisation et donc mines inépuisables de renseignements inédits.

Ces considérations très générales s'appliquent à la plupart des sociétés belges : Bruges 1839, Namur 1845, Tournai 1846, Arlon 1847, Liège 1850, Mons 1856, Charleroi 1863, Huy 1875, etc. La Société d'Archéologie de Bruxelles (SAB, puis SRAB) s'en différencie pourtant sur plusieurs points, à commencer par la date relativement tardive de sa fondation (1887) alors qu'il s'agit de la capitale du Royaume. L'explication de ce retard semble précisément liée au statut de Bruxelles qui, comme capitale, abrite les musées nationaux (Musées royaux d'Art et d'Histoire,

Musée royal des Beaux-Arts) et le siège des institutions culturelles belges (Bibliothèque royale, Archives générales du Royaume, Commissions royales d'Art et d'Archéologie). La plupart des préoccupations des sociétés locales sont donc déjà assurées à Bruxelles par les organismes nationaux, avec lesquels la SRAB entretiendra toujours des relations privilégiées.

La Société (royale depuis 1912) d'Archéologie de Bruxelles

La Société d'Archéologie de Bruxelles fut constituée le 16 juin 1887, lors de son assemblée inaugurale qui eut lieu dans la grande salle du Palais des Académies de Bruxelles¹. Les statuts de l'association, publiés aux pages xxiii à xxxviii du premier volume de nos *Annales* (1887-1888), précisent clairement ses buts (article 3) : a) concourir au progrès de l'archéologie, de l'histoire et ou de l'histoire de l'art et des sciences qui s'y rattachent, en cherchant à encourager surtout l'étude des antiquités nationales et leur utilisation pour l'industrie et l'art moderne ; b) réunir et conserver une bibliothèque et des collections d'étude ; c) pratiquer ou faire pratiquer des fouilles, empêcher la destruction des monuments et tous objets offrant un intérêt au point de vue de l'art ancien et de l'histoire, et s'efforcer, le cas échéant, d'en obtenir la restauration ; d) créer des publications, organiser des expositions, des conférences théoriques et pratiques, des concours et des excursions².

Dès sa fondation, l'association – qui, après son premier quart de siècle d'existence, deviendra la Société royale d'Archéologie de Bruxelles en 1912 –, bénéficia de la sympathie des pouvoirs publics : le Gouvernement, la Province de Brabant et la Ville de Bruxelles la soutinrent financièrement et moralement. Elle fut aussi régulièrement encouragée par la famille royale : le comte de Flandre, son épouse, ainsi que le prince Albert en furent présidents d'honneur, et Léopold II la prit sous sa

1 Pour cette présentation, j'ai largement mis à profit – et parfois cité littéralement – l'excellente notice historique publiée sur le site de la SRAB (srab.be) : l'essentiel de cette notice est dû à Anne Buyle, alors attachée comme historienne de l'art à la SRAB. J'ai eu l'occasion de présenter l'histoire de la SRAB à l'Académie royale d'Archéologie de Belgique (3 déc. 2022) dans le cadre de l'entreprise en cours sur l'*Historiographie belge de l'histoire de l'art, 1830-2000*. Le présent texte a bénéficié de la lecture attentive et des remarques de Stéphane Demeter et de Michel Fourny, que je remercie chaleureusement.

2 Les statuts ont été révisés à plusieurs reprises, et en dernier lieu en 2015, mais sans modifier les termes de l'article 3.

protection. C'est certainement avec la Ville de Bruxelles et ses bourgmestres que les liens furent les plus efficaces. Presque tous les responsables des Archives et Musées de la Ville (Alphonse Wauters, Guillaume Des Marez, Mina Martens, Arlette Smolar, Anne Vandenbulcke notamment) jouèrent un rôle essentiel au sein de la SRAB. Il en est de même des archivistes de la CPAS (Commission publique d'Assistance sociale, aujourd'hui Comité public d'Action sociale) de Bruxelles : Paul Bonenfant, Anne-Marie Bonenfant-Feytmans, Claire Dickstein, David Guillardian, David Kusman. Même si l'ULB n'est en rien liée à la création de la SRAB qui apparaît surtout comme une émanation de la Ville, les relations entre la SRAB et l'Université libre de Bruxelles sont inévitablement nombreuses (de nombreux professeurs de l'ULB ont été étroitement liés à la SRAB : Guillaume Des Marez, Paul Bonenfant, Pierre Bonenfant...).

Aussitôt fondée, la SRAB est présente sur de nombreux terrains. Elle est ainsi active lors du 3^e Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique (22-25 août 1887) à Bruges, deux mois seulement après sa fondation, et elle jouera un rôle clé lors du colloque de Charleroi (5-8 août 1888). Elle organise de nombreuses excursions sur des sites majeurs qu'elle entreprend de défendre et de protéger, que ce soit à Bruxelles ou en province : l'abbaye de Villers, le château de Beersel, la Porte de Hal, la tour de l'ancienne église Sainte-Catherine, le Jardin botanique, la chapelle de Nassau, l'église Saint-Nicolas, sans oublier l'hôtel Ravenstein où elle occupa des locaux pendant de nombreuses années. Elle coopéra à la fondation du Comité d'études du Vieux-Bruxelles en 1902 (rôle majeur de Paul Combaz, de Georges Cumont et du bourgmestre Charles Buls), et par le truchement de ses membres, contribua à diverses opérations de conservation, de protection et de mise en valeur du patrimoine : un de ses présidents, Guillaume Des Marez, a été Président des Amis de la Cambre ; Raymond Pelgrims de Bigard, membre de l'association, fit sa spécialité de la restauration de vieux châteaux ; d'autres de ses membres ont fondé la Société pour la Sauvegarde des Souvenirs brabançons...

Elle organisa les septième, trentième et trente-septième Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique en 1891, 1935 et 1958 à Bruxelles où elle accueillit aussi les délégués du Congrès de la même Fédération organisé à Malines en 1928. Souhaitant intensifier les recherches historiques centrées sur la capitale, elle organisa les Journées d'Histoire de Bruxelles en 1932, et créa l'année suivante un groupe de travail spécifique

au sein de la SRAB, une Section d'Histoire de Bruxelles et du Brabant. Ses contacts privilégiés avec différentes institutions et organismes lui permirent d'entreprendre et de mener à bien diverses activités parmi lesquelles on compte des excursions et visites exceptionnelles sous la conduite du Secrétaire général, le comte Joseph de Borchgrave d'Altena, ainsi que des voyages organisés en Italie dans les villas palladiennes et en Bavière par le chevalier de Ghellinck, président de l'Association royale des Demeures historiques et des Jardins de Belgique à l'époque.

Alors qu'il arrive fréquemment que la vie des cercles d'histoire et d'archéologie soit fortement marquée par la personnalité de leur président, la SRAB a préféré assurer la continuité du travail en privilégiant des mandats de longue durée attribués à son secrétaire général³. Ainsi, le comte Joseph de Borchgrave d'Altena, conservateur en chef des Musées royaux d'Art et d'Histoire, devenu Secrétaire général-adjoint de la SRAB dès 1928, puis Secrétaire général jusqu'à son décès en 1975, a été pendant quelque cinquante ans l'animateur de la Société en organisant des dizaines de visites et de conférences suivies par un public extrêmement fidèle, dont de nombreux représentants de la noblesse et des châtelains qui nous ouvraient volontiers les portes de leur patrimoine architectural historique. Les publications de la SRAB sont alors toutes marquées par ses intérêts (par exemple des inventaires du patrimoine mobilier d'églises ou d'arrondissements brabançons)⁴. Dans un tout autre style, particulièrement efficace, André Vanrie, chef de Département honoraire aux Archives générales du Royaume et aux Archives de l'État à Namur, qui lui succéda, est resté

3 Liste incomplète des présidents et présidentes de la SRAB depuis 1887 (mandats annuels ou bi-annuels) : Alphonse Wauters, le comte Maurin de Nahuys, le comte François van der Straten-Ponthoz, le comte Eugène Goblet d'Alviella, Victor Jamaer, Théodore Hippert, Georges Cumont, Paul Combaz, Julien Vanderlinden, Gustave de Bavay, Louis Paris, Victor Tahon, le baron Alfred de Loë, Franz Cumont, Guillaume Des Marez, Albert Joly, le comte d'Arschot-Schoonhoven, F.A. Ouverleaux-Lagasse, le baron Edouard Joly, Henri Velge, Pierre Bautier, Paul Bonenfant, le vicomte Charles Terlinden, Marthe Crick-Kuntziger, Baudouin van de Walle, Fernand de Visscher, Mina Martens, le baron Paul Verhaegen, Leo van Puyvelde, le général baron de Greef, le chevalier Joseph de Ghellinck d'Elseghem, Claire Dickstein-Bernard, Arlette Smolar-Meynart, Pierre Bonenfant.

4 Alain DIERKENS, « Joseph de Borchgrave d'Altena (1895-1975) », dans Janette LEFRANCQ, Martine VILQUIN-VAN STRAETEN & Serge GOYENS DE HEUSCH (éds), *Institut supérieur d'Histoire de l'Art et d'Archéologie de Bruxelles 1903-2003. Centième anniversaire*, Bruxelles, 2003, pp. 47-48.

secrétaire général de 1977 à 2014⁵. Ce poste-clé est actuellement occupé par Stéphane Demeter. Le premier président dont le mandat a dépassé un ou deux ans est Pierre Bonenfant († 11 janvier 2010) : on lui doit l'organisation actuelle de la Société, particulièrement en ce qui concerne le volet archéologique et l'intégration d'une équipe de salariés.

Le tournant de la décennie 1970-1980

Un grand tournant dans l'histoire de la SRAB se produisit dans la décennie 1970-1980 : le décès du comte Joseph de Borchgrave d'Altena, la désignation d'André Vanrie comme secrétaire général, la nomination de Pierre Bonenfant comme président ... et l'obligation de quitter la Porte de Hal qui hébergeait le secrétariat de la Société. Avec l'appui de nombreuses autorités académiques de l'Université de Bruxelles, la bibliothèque de la Société a pu être transférée dans les réserves de la bibliothèque universitaire. Les fonctions de Pierre Bonenfant, directeur du Service des Fouilles de l'ULB, ont permis à la SRAB de disposer, dans l'enceinte de l'université, de bureaux, de locaux de travail et de compactus précieux pour un premier classement de matériel archéologique, d'autant plus nécessaire qu'en l'absence de législation régionale archéologique à Bruxelles, une collaboration entre le Service des Fouilles de l'ULB et la SRAB s'est révélée indispensable. En 1983, la Société put s'adjoindre une cellule permanente de fouilles grâce aux programmes proposés par le Ministère de l'Emploi et du Travail (sous l'appellation de Troisième circuit de Travail, puis d'Agents contractuels subventionnés ; ou, plus simplement, de « plan Spitaels »), aujourd'hui gérés par ACTIRIS, l'Office régional bruxellois de l'Emploi. Cette équipe a été peu modifiée jusqu'à la fin de l'année 2025 : une secrétaire, un dessinateur-infographiste, un archéologue, un historien de l'art-documentaliste, trois (puis deux) opérateurs.

Mais tout récemment, en 2026, les employés de deux asbl – l'une ayant opté pour la dissolution, l'autre pour une mutation profonde de son fonctionnement – ont rejoint l'équipe de la SRAB. Il s'agit de la défunte Fédération des Archéologues de Wallonie et de Bruxelles, dont la moitié (3 emplois à temps

5 Alain DIERKENS & George LAURENT, « André Vanrie (16 mai 1940 - 8 mars 2026), un des grands hommes de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles », dans *Bulletin d'information de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles* 104 (juin 2026), pp. 8-15.

plein) du personnel ressortissait à ACTIRIS et bénéficiait d'un statut comparable à celui des employés de la SRAB (l'atelier de restauration archéologique et l'atelier de dessin archéologique) ; et de l'Association du Patrimoine artistique, qui occupait trois historiens de l'art, également sous la tutelle d'ACTIRIS. La SRAB reçoit d'importants subsides annuels de la part de la Ville de Bruxelles ainsi que de la part de la Région de Bruxelles-Capitale par le biais d'une convention quinquennale signée avec l'administration en charge du Patrimoine (Urban. brussels) qui lui permet, moyennant une série de services (archéologie et histoire de l'art), de recevoir un indispensable complément financier.

La mutation des années 1970-1980 se marque aussi au niveau des publications⁶. Les *Annales* de la Société royale d'Archéologie de Belgique, qui ont paru chaque année de 1887 à 1946, avaient connu une sortie de presse plus irrégulière de 1948 à 1975 : elles ont retrouvé leur annualité en 1977, notamment grâce au travail éditorial de Didier Martens (1993) et d'Alexandre Dimov. Notre *Bulletin trimestriel*, successeur de l'*Annuaire* (1890-1925), a été interrompu en 1963 et jusque juin 1995 : il est maintenant publié tous les trois mois, sous une forme renouvelée grâce au talent de notre infographiste et à l'aide matérielle de l'imprimerie de la Ville de Bruxelles. La collection de monographies, *Investigations*, avait été inaugurée en 2008 par une monographie sur l'église Notre-Dame du Finistère (Anne Buyle) ; elle va enfin connaître une suite avec la parution longtemps retardée (2026) sur les fouilles de l'*Aula*

6 Outre ses publications sérielles, son activité éditoriale compte les catalogues d'expositions qu'elle a organisées, comme *La cathédrale Saint-Michel. Trésors d'art et d'histoire*, à la cathédrale en 1975, *Trésors d'Art des églises de Bruxelles* à l'église Notre-Dame de la Chapelle en 1979, *Autour du néo-classicisme en Belgique (1770-1830)* au Musée communal d'Ixelles en 1985. Quelques publications extraordinaires virent le jour : la conférence faite par Gustave Hagemans en 1888 intitulée *Le poignard de silex, étude de mœurs préhistoriques*, dont le texte se présente comme un des premiers romans préhistoriques, celle d'Alphonse Wauters sur *l'Art roman dans ses diverses transformations* donnée à l'Hôtel de Ville en 1889 et celle des conférences organisées autour de l'exposition consacrée à Bernard Van Orley en 1943 aux Musées royaux d'Art et d'Histoire. Elle a collaboré à d'autres expositions comme celle que les mêmes Musées organisèrent sur l'art mérovingien en 1954 et, plus récemment, à la suite des fouilles de la Place Royale, aux halles Saint-Géry et sur le site de la chapelle de l'ancien palais du Coudenberg. Elle a également réalisé, en collaboration avec le Crédit communal et le Palais Royal, l'exposition *Le Palais de Bruxelles. Huit siècles d'art et d'histoire*, ainsi que l'ouvrage publié sur le même sujet en 1991.

magna du palais du Coudenberg. La parution d'autres volumes est prévue dans un avenir proche.

La SRAB et les recherches archéologiques

À la lecture de ce qui précède, on aura compris ce que la bonne santé de la SRAB doit à l'excellence et au dévouement de son équipe, mais aussi à l'aide de la Ville de Bruxelles, de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'Université libre de Bruxelles qui met gracieusement à notre disposition nos locaux de travail et d'autres pour abriter nos vastes réserves. Mais elle est aussi la conséquence directe de la nouvelle orientation de la Société, impulsée par Pierre Bonenfant qui a développé le volet archéologique de nos compétences.

Certes, une Commission des fouilles avait été créée dès les premières années d'existence de la Société d'Archéologie de Bruxelles mais elle ne s'intéressait pas au sol de la Ville de Bruxelles elle-même⁷. L'intérêt était alors très limité pour l'archéologie urbaine d'une part, pour l'archéologie médiévale et post-médiévale d'autre part. Ses activités de terrain dont les publications de la SRAB font état se déroulèrent dans la forêt de Soignes, à Anderlecht et dans d'autres sites de Belgique. Les premières fouilles systématiques *intra muros* furent celles que la Société entreprit, dès 1937, sous la direction de Simon Brigode dans la collégiale Saints-Michel-et-Gudule. La cellule permanente de fouilles créée en 1983 a permis des interventions d'abord limitées et ponctuelles, puis de très grande ampleur. La fouille d'un atelier de pelletier du xv^e siècle rue au Beurre (1986-1987) est un modèle d'analyse pluridisciplinaire⁸. Les trois plus importants chantiers de fouilles effectués sous la direction de Pierre Bonenfant dans l'hexagone aboutirent à la création de nouvelles entités muséales d'envergure : *Bruxella 1238* (1988 et 2020-2023), la crypte de l'ancienne collégiale (1987-2000) et le site de l'ancien palais du Coudenberg (1995-2006).

L'aménagement muséologique des vestiges du couvent des Récollets (Musée de la Bourse, *Bruxella 1238*) avait été salué comme un exemple-modèle de mise en valeur de vestiges

7 Voir l'introduction de Pierre Bonenfant au 59^e volume des *Annales* (1994) consacré aux « fouilles récentes » de la SRAB.

8 Le n° 257 de la revue *Le Folklore brabançon* (1988) et la quasi-totalité du 59^e volume des *Annales de la SRAB* (1994) sont consacrés à cette fouille-modèle.

architecturaux enfouis en milieu urbain (1993) ; une toute nouvelle présentation a été inaugurée en 2025⁹. Les travaux menés dans l'actuelle cathédrale Saints-Michel-et-Gudule ont, eux aussi, connu un retentissement international, en particulier grâce à la mise au jour de la crypte romane dont les murs sont couverts de graffiti médiévaux (ca 1050-fin XIII^e siècle)¹⁰. Mais les recherches archéologiques les plus impressionnantes ont été réalisées sur le site de l'ancien palais ducal du Coudenberg, où la SRAB a fouillé l'intégralité de l'*Aula magna* de Philippe le Bon (milieu du XV^e siècle) grâce à l'appui logistique de la Ville de Bruxelles et la volonté d'un échevin (le regretté Michel Van Roye) conjuguée à celles de Pierre Bonenfant et d'André Vanrie¹¹. La SRAB est associée à la Ville et à la Région, dans la gestion du site au sein de l'asbl Palais de Charles Quint¹².

Conférences et visites

L'association a joué un rôle didactique en vue de promouvoir la connaissance du patrimoine artistique et monumental non seulement en organisant de manière constante depuis sa création des visites de musées, de collections et de monuments, des excursions et voyages en Belgique, en France, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne et Pays-Bas principalement, destinée à ses membres, mais aussi en proposant dès 1924 une

9 Pierre BONENFANT & Madeleine LE BON, *Bruxella 1238. Sous les pavés, l'histoire*, Bruxelles, 1993 ; Marc MEGANCK & Marie VANHUYSE, *Bruxella 1238. Du couvent des Frères mineurs au musée archéologique* (*Historia Bruxellæ* 23), Bruxelles, 2026.

10 Pierre BONENFANT, Madeleine LE BON & Michel FOURNY, *La crypte romane de la cathédrale de Bruxelles*, Bruxelles, s.d. ; Pierre BONENFANT, « À la découverte des origines : romanes ou préromanes ? », dans Guido Jan BRAL (éd.), *La cathédrale des Saints-Michel-et-Gudule*, Bruxelles, 2000, pp. 54-71 ; Pierre ANAGNOSTOPOULOS & Michel FOURNY, « Pierres sculptées ensevelies au XIII^e siècle dans la crypte romane de l'ancienne collégiale Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles. Des fouilles archéologiques à l'interprétation », *Revue belge de Philologie et d'Histoire* 95 (2018), pp. 89-120

11 Vincent HEYMANS (éd.), Laetitia CNOCKAERT & Frédérique HONORÉ (coord.), *Le palais du Coudenberg à Bruxelles. Du château médiéval au site archéologique*, Bruxelles, 2014 ; Claire DICKSTEIN-BERNARD, Alain DIERKENS & Michel FOURNY (éds), *Au cœur de l'ancien palais de Bruxelles, l'Aula magna. Construction, vestiges et iconographie de la grande salle d'apparat de Philippe le Bon (1452-1459)* (*Investigations* 2), vol. 1 (*Les sources*), Bruxelles, 2026.

12 La publication des rapports de fouilles et l'étude d'objets mis au jour (de simples tessons à des ivoires de qualité ou à des fragments de vitrail) mérite certainement une mention spéciale.

formation spécialisée, un Certificat d'aptitude à servir de guide pour la région de Bruxelles-Tervuren, dont les cours étaient donnés surtout dans les musées, devant les œuvres et les objets. Ses réunions et réceptions jubilaires ont eu lieu au fil du temps entre autres à l'hôtel de Brabant, mis à sa disposition par la Ville, à l'hôtel Ravenstein, au Palais des Académies, au Musée d'Art ancien, au Gouvernement provincial du Brabant (en 1937), à l'Hôtel de Ville... Plus récemment, ses conférences ont été données aux Musées royaux d'Art et d'Histoire, puis dans les locaux de la Bibliothèque et du Centre culturel des Riches Claires, à l'Institut des Hautes Études de l'Université libre de Bruxelles, dans l'auditoire des ateliers Conservart (à Uccle) et actuellement dans la salle du Grand Serment royal et de Saint-Georges des Arbalétriers de Bruxelles ; leur succès ne se dément pas. Quant aux visites de monuments, de sites, d'expositions, elles se déroulent presque exclusivement en Région bruxelloise ; très appréciées et bien suivies, elles donnent lieu à un compte rendu publié systématiquement dans notre *Bulletin d'information* trimestriel.

Et aujourd'hui ?

L'accroissement récent des membres de l'équipe de la Société a suscité une distinction d'activités sous la forme de deux cellules : l'une, ancrée depuis longtemps dans notre fonctionnement, est consacrée à l'archéologie (sous la supervision de Michel Fourny), l'autre à l'histoire de l'art (sous la supervision de Didier Martens). Elle permettra de développer un de nos champs d'expertise reconnus : la peinture « flamande » des ^{xv}^e-^{xvii}^e siècles, qui occupe déjà une bonne partie des articles publiés dans les *Annales*. Mais il s'agit également de gérer une partie des missions de ces deux cellules qui s'exercent en étroite collaboration avec Urban.brussels, pour l'archéologie préventive et l'entretien des musées de sites, d'une part, et pour l'inventaire du patrimoine mobilier régional bruxellois et la rédaction de fiches détaillées d'œuvres d'art (peintures, sculptures par exemple), d'autre part. Parallèlement et plus largement, nous avons consacré de longues études à des œuvres de la fin du ^{xix}^e et du début du ^{xx}^e siècle, comme la statue dédiée à Francisco Ferrer, la décoration de la salle du Sénat ou l'œuvre de l'architecte Henri Jacobs.

En plus de l'archéologie et de l'histoire de l'art dont il vient d'être question, nos intérêts majeurs portent sur l'histoire

bruxelloise et brabançonne, particulièrement du point de vue des institutions et de la culture (au sens large)¹³. Nous avons, par exemple, publié la thèse de doctorat d'Arlette Smolar sur la justice ducale en Brabant du XII^e au XVI^e siècle (1991) et celle de Claire Dickstein sur les finances communales bruxelloises de 1334 à 1467 (1977), ainsi que les volumes de *Mélanges* offerts à Mina Martens (1981) et à Claire Dickstein (1999). Nous entretenons les meilleures relations avec la revue des Archives et Musées de la Ville de Bruxelles, les *Cahiers bruxellois*, quitte à redistribuer des articles qui, par leur thématique, conviendraient mieux à l'une des deux revues. De récents legs et donations (par exemple Jacqueline Mousson et Madeleine Lequeux, Thomas Jaeger et Jean-Marie Duvosquel) ont permis d'enrichir substantiellement notre bibliothèque dans ces différents domaines.

Nos projets sont nombreux. L'équipe est solide, expérimentée et compétente. Notre inquiétude majeure rejoint celle de la plupart des sociétés d'histoire et d'archéologie, en Belgique et à l'étranger : la difficulté de recruter durablement des membres jeunes, enthousiastes et prêts à s'engager de façon souvent bénévole dans l'exigeante, mais stimulante vie quotidienne des associations d'amateurs et de défenseurs du patrimoine.

13 Contrairement à de nombreuses Sociétés d'histoire et d'archéologie, la SRAB ne possède pas de musée. Les œuvres acquises ont été systématiquement déposées aux Musées royaux d'Art et d'Histoire (c'est particulièrement le cas du résultat des fouilles archéologiques, notamment celles du baron Alfred de Loë) ou au Musée de la Ville de Bruxelles. Il conviendrait de dresser un inventaire global de ces dépôts.

La Société royale d'Archéologie de Bruxelles en août 2026

Conseil d'administration

Alain Dierkens, Président
Anne Vandenbulcke, Vice-Présidente
Didier Martens, Vice-Président
Stéphane Demeter, Secrétaire général
David Guilardian, Trésorier
David Kusman, Trésorier adjoint

Membres : Laurent Bavay, Ann Degraeve, Robert
de Mûelenaere, Alexandra De Poorter, Christophe Loir,
Sylvianne Modrie et Marina Peltzer

Membres d'honneur de la société

Jean-Claude Échément
Jean-Pierre vanden Branden
Jean-Didier van Puyvelde

Équipe

Pierre Anagnostopoulos (historien de l'art)
Tiphaine A. Besnard (historienne de l'art)
Alice Cuénot (technicienne en restauration)
André de Harenne (infographiste)
Ousmane Diallo (opérateur)
Alexandre Dimov (historien de l'art)
Michel Fourny (archéologue)
Alessandro Giummarra (opérateur)
Letizia Nonne (conservatrice-restauratrice)
Marco Quercig (dessinateur)
Nancy Scarpitta (secrétaire)
Françoise Vigot (coordinatrice)

Visites et activités culturelles

Organisées par Pierre ANAGNOSTOPOULOS

Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique



En 1769, l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche crée la Société littéraire de Bruxelles chargée de déterminer les conditions d'installation d'une académie. Trois ans plus tard, elle signe les lettres patentes instituant l'Académie impériale et royale des Sciences et Belles-Lettres de Bruxelles. Celle-ci suspend ses travaux en 1794 et durant toute la période française.

En 1816, Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, rétablit la Compagnie sous le nom d'Académie royale des Sciences et Belles-Lettres de Bruxelles. L'Académie est ensuite réorganisée en 1845 sous l'impulsion du roi Léopold I^{er}. Elle se voit dotée d'une Classe des Arts et est renommée Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique. C'est en 1876, que le Palais ducal, anciennement Palais du prince d'Orange, est mis à la disposition de l'Académie, ainsi que de l'Académie royale de Médecine de Belgique. En 1924, une loi octroie la personnification civile à l'Académie. Une loi de 1971 y prescrit l'usage administratif exclusif de la langue française. En 2009 est créée la Classe Technologie et Société et en 2022, dans le cadre de son 250^e anniversaire, l'Académie installe le Collegium.

Depuis sa création, l'Académie met le savoir au service de la société et contribue à l'excellence scientifique et artistique. Sous l'égide de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Académie joue aujourd'hui un rôle unique dans la société belge. Elle soutient les scientifiques et les artistes par l'attribution de quelque 130 prix ou subventions dans les domaines les plus variés. Elle accueille des talents internationaux dans le cadre de chaires et

de résidences (Chaire du Québec, Chaire Mondes francophones, Chaire André Jaumotte). Les résidents et résidentes peuvent séjourner plusieurs mois au cœur de la capitale européenne et partager leurs travaux avec les membres de l'Académie et avec l'ensemble de la communauté scientifique et artistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Grâce au soutien d'un généreux mécène, l'Académie dispose pour ces résidences de la Maison-Atelier Pierre Braecke, bâtiment Art Nouveau dessiné en 1901 par l'Académicien Victor Horta à la demande de son confrère sculpteur, qui fut directeur de la Classe des Arts. Ce lieu prestigieux accueille également des séminaires et les répétitions du Quatuor en résidence que sélectionne et accompagne la Classe des Arts.

L'Académie permet également à un ou une jeune scientifique de séjourner durant trois ans à l'École française d'Athènes et gère la collaboration entre l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS) de Paris et des équipes de recherche et de doctorants des Universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'Académie mène une mission de diffusion des savoirs, notamment par des publications. Elle publie une vingtaine d'ouvrages par an, répartis en six collections, allant de textes accessibles au grand public à des travaux scientifiques de haut niveau. Elle fournit en outre un cadre à des conférences et des colloques mis sur pied par le Collège Belgique, sous le patronage du Collège de France. Il s'agit de quelque 120 activités, dont la plupart sont ensuite mises en ligne, non seulement à Bruxelles, mais aussi à Namur, Liège, Mons, Charleroi et Arlon, ainsi qu'à Paris, Rome, Londres et Oxford. Ces activités couvrent des thématiques très variées, des plus pointues jusqu'aux enjeux qui touchent directement un large public. Elles contribuent ainsi à la formation d'opinions critiques, indispensables au débat d'idées, dans un cadre résolument scientifique, pluraliste et humaniste.

Enfin, l'Académie émet des avis sur des enjeux scientifiques, artistiques et sociétaux. Ses rapports visent à fournir un cadre d'expertise, de conseil ou d'alerte, sur lequel peuvent s'appuyer les politiques publiques. L'Académie participe également à différents jurys artistiques organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Indépendance critique, tradition et ouverture : telles sont les valeurs qui guident l'Académie dans toutes ses missions. Elle

favorise le dialogue et la collaboration entre scientifiques et artistes, et rend le savoir vivant et accessible à tous.

L'Académie rassemble des personnalités reconnues pour l'excellence de leurs travaux scientifiques, intellectuels ou artistiques. Elle compte 240 membres titulaires ainsi que 200 membres associés, majoritairement établis à l'étranger, qui contribuent à son rayonnement international. Les membres sont élus par leurs pairs selon une procédure exigeante, fondée sur la reconnaissance de parcours remarquables et d'apports significatifs à leur discipline, tout en veillant à une représentation équilibrée des genres.

Les membres se répartissent en quatre Classes : Classe des Sciences, Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, Classe des Arts et Classe Technologie et Société. Le Collegium réunit 40 jeunes chercheuses et chercheurs, créatrices et créateurs, élus pour un mandat de cinq ans avant l'âge de 40 ans. Ils incarnent une nouvelle génération, appelée à nourrir le dialogue entre disciplines.

L'Académie dispose de sa propre bibliothèque, qui conserve près d'un million d'ouvrages grâce à une politique active d'échanges et d'acquisitions. Elle rassemble les publications de l'Académie, celles de ses membres ainsi que celles d'autres académies. La bibliothèque abrite également les archives de l'institution, qui constituent une source essentielle pour l'étude de son histoire. Elle héberge en outre le fonds de la bibliothèque du Crédit Communal, comprenant notamment 45000 titres consacrés à l'histoire de la Belgique, 77000 cartes postales, ainsi qu'une remarquable collection d'affiches de la Révolution de 1830. Ces ensembles, accessibles au public, font de la bibliothèque un centre de documentation unique pour la recherche scientifique et historique.

L'Académie royale de Belgique est membre de nombreux réseaux et associations d'académies, à l'échelle européenne et internationale. Elle participe notamment aux travaux de la Fédération européenne d'académies (ALLEA), de l'International Science Council (ISC), de l'European Academies Science Advisory Council (EASAC), qui conseille les décideurs politiques européens, ainsi que d'Euro-CASE, dédié à l'ingénierie et aux sciences appliquées. L'Académie contribue également à l'élaboration de rapports destinés à la Commission européenne, notamment dans le cadre du consortium SAPEA.

Depuis 1919, l'Académie assure en outre le secrétariat général de l'Union académique internationale, qui regroupe plus d'une centaine d'académies de 63 pays et promeut la collaboration scientifique internationale en sciences humaines et sociales.

Construit de 1823 à 1828 dans le style néoclassique pour le prince d'Orange, fils de Guillaume I^{er} des Pays-Bas, le Palais des Académies fut mis sous séquestre lors de la Révolution de 1830 et connut diverses affectations avant d'être mis à la disposition des deux Académies existantes en 1876. S'y sont ajoutées trois autres : l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises de Belgique, la Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten et la Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België.



Archives de la Ville de Bruxelles



Depuis le début du XIX^e siècle, le service des Archives de la Ville de Bruxelles assure la gestion et la conservation du patrimoine documentaire de la Ville. Celui-ci se compose non seulement de documents produits par l'administration communale, de diverses collections relatives à l'histoire de Bruxelles, mais aussi d'archives anciennes générées par le Magistrat urbain depuis le Moyen Âge. Avant d'être rassemblées à l'Hôtel de Ville au début du XVI^e siècle, ces dernières étaient conservées en l'église Saints-Michel-et-Gudule et dans la tour de l'église Saint-Nicolas. En 1695, le bombardement du maréchal de Villeroy a cependant détruit une part considérable de la mémoire administrative de Bruxelles. Malgré ce désastre, le service des Archives a enrichi ses collections de sources variées de diverses provenances, des sources qui présentent un intérêt capital pour l'étude de l'histoire urbaine.

En 1979, le service s'installe dans les bâtiments de la société Jules Waucquez et C^{ie}, situés rue des Tanneurs. Cet établissement, qui a maintenu ses activités durant 75 années, a connu des agrandissements successifs, menés au rythme de la croissance commerciale de l'entreprise. En choisissant de conserver ses archives dans les grands magasins Waucquez, la

Ville de Bruxelles décidait également de sauvegarder un témoin important de l'architecture commerciale du début du xx^e siècle.

Les Archives de la Ville constituent l'un des plus grands dépôts communaux d'archives du pays avec 31 km d'archives, répartis sur deux sites : le site de la rue des Tanneurs et l'étage -4 du Brucity. Ces archives représentent une source d'information capitale pour l'histoire sociale, politique, intellectuelle, artistique et quotidienne à Bruxelles, du xiii^e siècle à nos jours.

Les Archives conservent en effet une très belle collection d'archives historiques. Si le plus ancien document de cette série est une charte de 1244 concernant la cession d'une maison à Saints-Michel-et-Gudule, la collection compte plusieurs autres joyaux :

- des cartulaires richement décorés ;
- des registres armoriés ;
- des arbres généalogiques d'exception ;
- le plus ancien registre paroissial actuellement connu en Belgique (Registre des bans, des fiançailles et des mariages de la paroisse des Saints-Michel-et-Gudule, 1482-1497).

Pour les périodes plus récentes, les Archives conservent :

- une riche collection des journaux et périodiques ;
- des cartes et plans de Bruxelles et de la Région, du xvi^e siècle à nos jours ;
- des plans de nombreux bâtiments de la Ville, dont certains de la main d'illustres architectes tels Victor Horta ;
- une collection iconographique remarquable (40.000 photos analogiques et 20.000 photos numériques, 15.000 cartes postales, 6.700 gravures, 4.600 cartes porcelaines, 1.400 dessins) ;
- une riche collection d'affiches, dont certaines portent la signature de Privat-Livemont ou de René Magritte ;
- un riche fonds de partitions musicales provenant du Théâtre de la Monnaie ;
- des archives privées (particuliers, associations, entreprises) ;
- les versements périodiques opérés par les différents services communaux : par exemple, les archives des travaux publics (plus de 120.000 dossiers), de la police (plus de 100.000 dossiers, dont des documents exceptionnels comme l'arrestation de Verlaine, le dossier d'étranger de Rodin ou encore celui de Karl

Marx), de l'instruction publique (plus de 6.000 dossiers), des finances, du secrétariat communal (plus de 7.000 dossiers), de l'état civil (depuis 1795), de la population (dont les recensements de la population depuis 1795), de la bienfaisance, du personnel, etc. ;

- la Collection *Bruxellensia*, qui regroupe des documents relatifs à la vie économique, sociale et culturelle de Bruxelles ; cette collection, unique en son genre, constitue une véritable mine d'informations dans laquelle chercheurs et journalistes puisent constamment.

Le Service des Archives abrite également une bibliothèque scientifique et administrative qui compte plus de 30.000 volumes, dont des ouvrages précieux et des incunables.

Les missions du service des Archives s'articulent autour de quatre axes majeurs : collecter, inventorier, conserver et rendre accessible.

La mission première, légalement obligatoire, du service des Archives est de collecter les documents produits par les services administratifs dans le cadre de leurs fonctions. Cette mission nécessite l'élaboration de tableaux de tri déterminant les durées de conservation des documents et leur destination finale (conservation permanente ou destruction).

Les collections des Archives peuvent s'enrichir, si l'occasion se présente, par le biais d'achats auprès de particuliers ou en vente publique, de dons ou de dépôts de fonds d'origine privée, qui complètent la mémoire de la Ville grâce à celle de ses habitants et de ses organisations.

Le service des Archives effectue également des missions de conseil et de sensibilisation au classement et à la conservation des documents auprès des services communaux.

L'inventoriage est la deuxième grande mission d'un service d'archives. Il convient en effet de traiter les archives collectées en procédant, le cas échéant, à des tris et des éliminations. Tous les documents produits ne doivent pas être conservés. Certains n'ont plus de valeur administrative ou juridique ; passé un certain délai, ils peuvent donc être détruits. Il en va de même pour les multiples doubles.

Trier donc, puis classer et élaborer un instrument de recherche (inventaire, fichier, guide de recherche, etc.) qui décrit les archives et permet de retrouver facilement les informations recherchées. Aujourd'hui, une grande part de ces informations est informatisée.

Cette mission, qui permet de rendre les archives accessibles au public grâce à la rédaction d'un instrument de recherche, est fondamentale : sans inventaire, pas d'archives !

La conservation est l'une des fonctions fondamentales du service des Archives qui doit pouvoir préserver les archives grâce à des techniques de conditionnement et de restauration répondant à des normes scientifiques en vue de transmettre le patrimoine de la Ville aux générations futures. Il est en effet essentiel d'assurer la conservation des archives dans des locaux adaptés (en prenant en considération climat, lumière, lutte contre les agents biologiques, polluants, modalités de stockage), par un conditionnement qui évite leur dégradation (boîtes et fardes non acides), le cas échéant en les restaurant et, si besoin est, en réalisant des copies de substitution ou de consultation courante sur support argentique (microfilms) ou numériques (fichiers électroniques).

La Constitution consacre désormais en son article 32 le droit à la publicité des actes administratifs. Communiquer les documents à quiconque le demande (publicité de l'administration), dans le cadre des délais légaux et des procédures réglementaires (protection de la vie privée), tout en veillant à leur conservation, est une obligation. Et c'est là l'aboutissement des trois missions précédentes : rendre les archives accessibles au public et permettre leur exploitation. Le service des archives dispose donc d'une salle de lecture ouverte au public.

Enfin, valoriser les archives et les rendre visibles par le biais d'expositions, de publications, de colloques, de visites, d'activités éducatives, en fonction des moyens qui sont mis à la disposition du service.



Arkadia

arkadia

Depuis 1983, Arkadia explore les richesses du patrimoine belge et bruxellois et propose des visites guidées à Bruxelles. Celles-ci traitent de l'architecture, de l'urbanisme, de la culture et des arts plastiques, depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours.

Voir et comprendre la ville et son développement architectural, approcher la création artistique et lui donner un sens, telles sont les activités que nous voulons partager avec le public. Spécialistes du patrimoine architectural et de l'art contemporain, nous (re)découvrons Bruxelles à travers des visites guidées, des conférences et autres projets culturels en plusieurs langues, et développons une pédagogie du regard, car nous sommes persuadés que comprendre sa ville aide à la préserver et à la défendre.



Bourse de Bruxelles et site archéologique *Bruxella 1238*



La construction de la Bourse s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet d'urbanisme, celui de la canalisation de la Senne et du percement des grands boulevards. Le chantier amorce l'une des premières grandes mutations de la ville et de son tissu médiéval vers une vision haussmannienne de la cité. Le bâtiment de la Bourse, qui ne constitue qu'un jalon de ce vaste plan de transformation, adopte de la manière la plus aboutie le vocabulaire architectural du 3^e quart du XIX^e siècle.

Le bâtiment, qui présente la forme d'un temple néo-Renaissance, s'impose au passant. Il est installé sur un puissant soubassement en pierre bleue, précédé par un ample escalier qui mène au grand portique à colonne. A l'intérieur, la vaste salle des marchés donne également le ton avec ses dimensions hors norme. Le choix de la pierre dans les façades, d'un décor sculpté foisonnant, d'aménagements intérieurs particulièrement riches et d'un imposant mobilier participent aussi à l'esthétique

générale. Les archives ont conservé la trace des noms d'artistes célèbres qui ont participé à la construction et à la décoration de l'édifice : Albert Carrier-Belleuse, Julien Dillens, Guillaume De Groot, Antoine Van Rasbourgh, Auguste Rodin...

Au cours de son histoire, le bâtiment a dû s'adapter aux nouvelles habitudes de travail dans le contexte d'un secteur professionnel particulièrement exposé aux fluctuations. L'architecte Jules Brunfaut a été amené à ajourer les façades des transepts et les berceaux des voûtes pour accroître l'éclairage naturel des salles. L'architecte François Malfait a réussi à gagner des espaces de travail supplémentaires, en remaniant les locaux techniques du soubassement, en optimisant les espaces de réception et de circulation et en construisant un étage supplémentaire derrière l'acrotère de toiture. Enfin, il faut signaler l'intervention fonctionnaliste de la société de bourse Euronext, dont les habillages ont préservé certains décors d'origine.

Entre 2015 et 2023, la Bourse a été entièrement restaurée et ses espaces intérieurs revalorisés, en cherchant à combiner harmonieusement le respect de l'ancien et les interventions contemporaines. À la demande de la Ville de Bruxelles, l'édifice est aujourd'hui ouvert au public.



Bruxelles Bavard



Active depuis plus de 40 ans, l'asbl Bruxelles Bavard a pour vocation de faire connaître et de promouvoir le patrimoine culturel, architectural et folklorique de la Région bruxelloise et de ses 19 communes. Dans cette perspective, cette association polyglotte organise des visites guidées, des parcours thématiques et des activités exploratoires pour des groupes et des particuliers.

Ainsi participe-t-elle, avec ses guides bavards et au gré de ses marottes thématiques, aux annuels *Heritage Days* (*Journées du Patrimoine*), aux *Slow Ways Weekend* ou encore au *Brussels Renaissance Festival*.

Membre fondateur et actif d'Explore.Brussels, Bruxelles Bavard est également l'une des chevilles ouvrières et organisatrices du BANAD (Brussels Art Nouveau Art Deco) Festival et de l'ANTE Festival, deux événements majeurs, le premier au printemps, le second en automne, qui valorisent l'architecture patrimoniale bruxelloise.

Constitué de guides formés à la petite et à la grande histoire, Bruxelles Bavard a pour mission de transmettre, partager, distraire avec passion ... Réputée pour ses vertus conviviales et participatives, l'association entretient un catalogue sans cesse renouvelé de près de 120 visites guidées, originales et vivantes.

Au menu des grands axes exploratoires de Bruxelles Bavard :

- Nos classiques parcours belgo-belges : Art nouveau, Art Déco, BD, bière, chocolat, surréalisme... Démonstrations, preuves et dégustations à l'appui !
- Le tour des quartiers et communes de la Région bruxelloise : avec des vrais morceaux d'histoire, d'urbanisme, d'architecture, l'évocation de personnages illustres et de vestiges disparus, le tout saupoudré d'anecdotes, de récits de vie et souvent la collaboration d'habitants.
- Les promenades nature, parcs et jardins et notre cycle Forêt de Soignes, à pied ou en calèche, qui sillonnent le territoire au fil des saisons sous les prismes de l'histoire et de l'archéologie, du design paysager, des écosystèmes et de la biodiversité.
- Des balades citoyennes et humanistes autour des questions de démocratie et liberté, occupation et résistance, droits des femmes, histoire européenne, symboles maçonniques, ...

Des parcours dégustations, des rallyes, des incentives à la carte : comme les *Délicieuses traditions gourmandes de fin d'année* où les fins palais découvrent les légendes de Saint-Nicolas, les rituels de Noël et autres douceurs liées à l'Épiphanie. À moins qu'ils n'explorent les accents houblonnés des estaminets de la Belle Époque, les cafés Art nouveau, les bars Art Déco...



Cathédrale Saints-Michel-et-Gudule



Joyau de l'architecture gothique brabançonne, la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule de Bruxelles reste méconnue du grand public. Pourtant bien visible, dominant fièrement la ville depuis huit siècles, elle invite les visiteurs à passer la porte et à découvrir ses trésors. Ses attraits sont multiples et d'un grand intérêt historique, architectural, artistique, archéologique et bien entendu religieux.

Dès l'entrée, c'est une impression d'harmonie, d'équilibre et de luminosité qui domine et ne laisse nullement deviner qu'il aura fallu presque 300 ans pour achever la construction. L'édifice déploie ainsi un véritable parcours à travers les époques et les styles, du Roman jusqu'à notre époque, en passant par le Gothique, la Renaissance et le Baroque.

Diverses campagnes de fouilles et de grands travaux de restauration, dès l'Avant-Guerre et dans les années 1980-2000, ont mis au jour d'intéressants vestiges de la première collégiale, de style roman, sans doute elle-même déjà bâtie à l'emplacement d'édifices plus anciens.

Nous pouvons ainsi visiter le plus ancien site visible de Bruxelles : les restes de la crypte, dont on ignorait l'existence jusqu'en 1987 et dont les murs sont couverts de graffitis d'époque médiévale. Il est aussi loisible au visiteur de descendre dans les vestiges archéologiques du côté ouest, où se dressait la nouvelle façade de l'église romane, à la fin du ^{xii}^e siècle.

Les siècles qui suivirent virent l'édification du bâtiment actuel en style gothique, de 1226 à la fin du ^{xv}^e siècle, un bâtiment dont nous pouvons suivre l'évolution, entre le style romano-ogival des débuts, au chevet et dans le haut chœur, jusqu'au Gothique flamboyant, dans la chapelle du Saint-Sacrement du début du ^{xvi}^e siècle.

À la suite de la destruction en 1579 d'une bonne partie du mobilier et du riche décor sculpté lors des guerres de religion, c'est dans le style baroque que la Contre-Réforme s'exprima au ^{xvii}^e siècle, avec douze grands apôtres ornant les colonnes de la nef, une imposante chaire de vérité et de superbes confessionnaux.

La cathédrale peut aussi s'enorgueillir d'une riche collection de 47 vitraux anciens, remontant aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xix}^e siècles. Les plus prestigieux, offerts par la dynastie des Habsbourg au ^{xvi}^e siècle, ont été conçus par de grands peintres de la Renaissance flamande comme Bernard van Orley et Michel Coxcie. Au ^{xix}^e siècle, c'est à un maître verrier, Jean-Baptiste Capronnier, qu'il fut demandé de concevoir de nombreuses fenêtres pour l'église.

À l'époque contemporaine, en 2000, la cathédrale s'est dotée d'un nouvel orgue, accroché en hauteur, en nid d'hirondelle, et de diverses œuvres d'artistes de nos régions.

Aujourd'hui, si le culte demeure sa principale raison d'être, les diverses expositions, conférences et concerts qui s'y déroulent contribuent à la vitalité et au rayonnement de la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule.



Cercle d'Histoire de Bruxelles



Le Cercle d'Histoire de Bruxelles est une association apolitique et non confessionnelle créée fin 1983. Il a pour but d'étudier et de faire connaître le passé historique, folklorique, linguistique et culturel du territoire de la Région bruxelloise, sans s'interdire l'une ou l'autre incursion dans une entité dont l'histoire aurait un rapport avec elle.

Il fonctionne exclusivement grâce à des bénévoles. Il a constitué des collections d'archives (bibliothèque, photothèque), accessibles gratuitement à ses abonnés et aux étudiants. Depuis septembre 1983, une revue trimestrielle propose des articles, dus à la plume de correspondants bénévoles ou d'éminents experts, qui rappellent ou font découvrir aux lecteurs le riche passé de Bruxelles, ville plus que millénaire.

Nos activités témoignent de la vitalité et du dynamisme de collaborateurs actifs : conférences, visites guidées, expositions... Elles sont toutes annoncées dans les éditions successives de notre revue, sur notre site web www.cehibrux.be et sur notre page Facebook.



Centre historique belge du Scoutisme



Le Centre historique belge du Scoutisme réserve quelques surprises aux anciens des mouvements scouts et guides (ou pas). Il conserve depuis plus de 40 ans le patrimoine scout et guide belge et étranger. C'est une véritable caverne d'Ali Baba, puisqu'il est à la fois centre d'archives, bibliothèque et petit musée. Mais c'est aussi un lieu de travail, qui accueille chercheurs et autres amateurs d'histoire guide et scoute, semaine après semaine depuis 1986, aisi que le lieu de production d'une des très rares publications scientifiques consacrées au scoutisme masculin et féminin dans le monde.

À côté du musée se trouve le plus ancien local scout conservé de Belgique. Qui plus est, il fut décoré par un certain Georges Remi et sa patrouille en 1922. Redécouvert fortuitement, classé, bientôt restauré, il n'est pas souvent ouvert au public.

Les bénévoles du Centre historique belge du Scoutisme seront heureux de vous faire découvrir ces trésors. Pour plus d'information : www.chbs.be



GardeRobe MannekenPis



La GardeRobe MannekenPis, inaugurée en 2017, est un musée singulier au cœur de Bruxelles. Il est entièrement consacré à l'une des traditions les plus étonnantes et emblématiques de la ville : l'habillage de Manneken-Pis.

Installé au 19 rue du Chêne, à quelques mètres seulement de la célèbre fontaine, il offre un espace intimiste mais riche, où le visiteur découvre l'incroyable *dressing* de la petite statue la plus célèbre de Belgique. En s'implantant à proximité immédiate du monument, le musée renforce le lien entre la statue, son histoire et les milliers de visiteurs qui viennent chaque année l'admirer.

La collection, auparavant conservée à la Maison du Roi sur la Grand-Place, compte aujourd'hui plus de 1100 costumes,

auxquels s'ajoutent chaque année près de 25 nouvelles tenues. Une sélection représentative d'environ 150 habits est exposée en permanence, organisée autour de sept grands thèmes : géographie, folklore, bienfaisance et associations citoyennes, métiers, personnalités et personnages, sports et stylistes. La présentation met en lumière la diversité, l'exubérance et parfois l'humour qui émanent de cette collection atypique, tout en révélant la dimension patrimoniale d'une tradition vieille de plusieurs siècles.

L'histoire de l'habillement de Manneken-Pis est en effet multiséculaire et les premières traces remontent au début du ^{xvii}e siècle. Jusqu'en 1914, la garde-robe ne comptait que quelques habits d'apparat, offerts par des personnalités de haut rang ou par les autorités communales.

Après la Première Guerre mondiale, la pratique se transforme. Les dons se multiplient, les profils des donateurs se diversifient : états, régions, villes, associations culturelles, sportives, étudiantes, caritatives ou folkloriques... La tradition s'intensifie jusqu'à devenir un élément majeur du folklore bruxellois. Aujourd'hui encore, elle reste présente : en 2025, la statue a été habillée à 212 reprises, un chiffre qui témoigne de la vitalité et de l'actualité du rituel.

Parmi les pièces les plus remarquables figure l'habit offert en 1747 par Louis XV. Cet ensemble somptueux, accompagné de la médaille de l'ordre de Saint-Louis, est remis à la statue pour réparer l'affront causé par des soldats français ayant tenté d'enlever Manneken-Pis en pleine guerre de Succession d'Autriche. Il s'agit du plus ancien costume original conservé. Une copie fidèle du costume a été réalisée pour l'ouverture du musée, permettant au public d'admirer ce témoignage exceptionnel de l'histoire européenne et bruxelloise.

Le musée s'adresse à un public très large. Les touristes, nombreux à Bruxelles, y trouvent une porte d'accès ludique et surprenante, ouverte sur le patrimoine local. Les habitants du quartier et les Bruxellois y reconnaissent un symbole identitaire fort, souvent associé à la convivialité et à l'autodérision qui les caractérisent. Les groupes scolaires ou parascolaires constituent également un public prioritaire : la collection se prête particulièrement bien à des activités pédagogiques autour du folklore, de l'histoire urbaine ou de la diversité culturelle. Le musée développe également des dispositifs adaptés aux publics

spécifiques, notamment grâce à des outils de médiation et à une expérience sonore immersive disponible en neuf langues.

Les missions de la GardeRobe MannekenPis s'articulent autour de la conservation, de la valorisation et de la transmission d'un patrimoine unique au monde. Conserver, c'est assurer la préservation matérielle d'habits souvent fragiles, réalisés dans des matériaux variés et parfois précieux. Valoriser, c'est proposer une exposition claire, vivante et renouvelée, permettant de comprendre les origines, les significations et les enjeux de la tradition. Transmettre, enfin, c'est offrir aux visiteurs une expérience culturelle accessible, amusante et instructive, qui éclaire un aspect essentiel de l'identité bruxelloise.

Dans le réseau muséal bruxellois, la GardeRobe MannekenPis occupe une place complémentaire et originale. Elle ne se veut ni encyclopédique ni monumentale, mais offre un regard intime et singulier sur un symbole mondialement connu. Avec ses 85 m² d'exposition, ses outils de médiation multilingues et ses 37 854 visiteurs en 2025, elle contribue à la richesse culturelle de la ville, en offrant un espace où patrimoine, folklore et diplomatie culturelle se rencontrent.



Grand Serment Royal et de Saint-Georges des Arbalétriers de Bruxelles



Depuis le XIII^e siècle, des arbalétriers se sont regroupés en compagnies pour défendre Bruxelles. La compagnie de Saint-Laurent obtint ainsi, pour un fait d'armes devenu légendaire, le droit de planter l'arbre de mai, le *Meyboom*, ce qu'elle fit à partir de 1308. Par ailleurs, les archives nous apprennent que, le 2 avril 1304, l'hôpital Saint-Jean, nouvellement créé, céda à une compagnie d'arbalétriers, peut-être la même, une partie de son cimetière, situé au sommet de la colline du Sablon, pour y édifier une chapelle dédiée à la Vierge. Elle deviendra l'église Notre-Dame des Victoires au Sablon. Chaque année s'y déroulait le *Tir au Roy* :

les compagnons visaient l'oiseau (*papegay*) placé au sommet du clocheton de leur chapelle et celui qui l'abattait était proclamé *Roy de la Gilde*. S'il réussissait l'exploit à trois reprises consécutives, il devenait *Empereur de la Gilde* à vie.

Au Moyen Âge, ces titres étaient très prestigieux, car leur détenteur devenait automatiquement le responsable de la défense de la ville. C'est pourquoi de nombreuses familles belges les prirent comme patronymes. Entre-temps, une représentation de la Vierge fut amenée d'Anvers, selon la légende par Béatrice Soetkens, et confiée aux arbalétriers dont elle devint la patronne. Alors, à l'issue du *Tir au Roy*, ils prirent l'habitude d'organiser une procession mariale pour montrer aux Bruxellois leur nouveau champion. Comme celle-ci faisait le tour du Sablon, on l'appela l'*Ommegang* ('qui tourne autour'). En 1549, cet *Ommegang* prit une tournure particulière pour accueillir Charles Quint et son héritier, le futur Philippe II, puisqu'il se termina par un défilé de sept heures sur la Grand-Place. L'empereur dut se souvenir alors de l'exploit qu'on lui attribuait naguère, puisqu'il avait été proclamé *Roy de la Gilde* en 1509.

Par une charte datée du 4 mai 1381, Jeanne de Brabant contraignit les arbalétriers à se réunir en une seule gilde, ce qui lui permettait de n'avoir qu'un seul interlocuteur pour contrôler tous ces gens des métiers disposant d'une arme aussi terrible. Elle deviendra la Grande Gilde de Bruxelles. Quelques années plus tard, elle autorisa la création d'une Petite Gilde de Saint-Georges, mais dont l'autorité militaire était confiée au capitaine de la Grande Gilde. C'est en 1421, par la charte communale de Philippe de Saint-Pol, que les compagnons de saint-Georges furent amenés à prêter serment d'allégeance au duc de Brabant, ce qu'ils font toujours le samedi qui suit l'Ascension. C'est à partir de cette date que les cinq gildes militaires de Bruxelles prirent le nom de serments.

Le 15 mai 1615, l'archiduchesse Isabelle abattit le *papegay* et devint *Reine du Serment*. La Gilde lui offrit un *Ommegang* digne de son grand-père, le 31 mai suivant. Le défilé fut représenté par ses peintres de cour, Denis van Alsloot et Antoine Sallaert. Ce sont les plus anciennes illustrations de la manifestation. L'archiduchesse y assista depuis le balcon de la Maison de la Gilde accrochée à la Halle aux pains, toute pavoisée de croix de Saint-Georges, qui, parce que le champion des arbalétriers y fêtait sa victoire lors du banquet de la gilde, prit le nom de *Maison du Roy*.

Le banquet constitue un rituel important des gildes. C'est lors de celui-ci que les compagnons plaçaient leur écot dans le trésor de la gilde. Grâce à ce trésor, la gilde concrétisait matériellement l'esprit de solidarité entre les compagnons, l'ancêtre de notre sécurité sociale.

Durant la période française, le Directoire ordonna la dissolution des gildes et la nationalisation de leurs biens. Le Grand Serment perdit ainsi sa chapelle, ses trésors, la Grande Grange (*Grote Schuur*) où il rangeait les chars et les géants de l'*Ommegang*, qui désormais défileraient au *Meyboom*, la *Maison du Roy*, son jardin de tir sur le Coudenberg et, à côté, la *Domus Isabellæ* dont nous fêtons, cette année, les 400 ans.

Les serments se remirent difficilement de cette période, malgré quelques soubresauts. Il fallut attendre les années 1830 pour qu'ils renaissent sous la forme d'une myriade de groupuscules constitués en partie par des compagnons de l'Ancien Régime et dont certains rétablirent le nom de Grand Serment. Ensuite, par regroupements successifs, on revint à l'existence de deux Serments d'arbalétriers héritiers de cette longue histoire. Les archers et les escrimeurs connurent des histoires à peu près identiques. Les arquebusiers furent absorbés par l'Ancien Grand Serment des arbalétriers. Les quatre Serments survivants sont reconnus désormais comme Patrimoine immatériel de la Région de Bruxelles-Capitale et, au travers de la reconnaissance de l'*Ommegang* par l'Unesco, également comme patrimoine immatériel de l'humanité.

Être arbalétrier au *xxi*^e siècle, c'est perpétuer ces traditions et ce patrimoine culturel : le compagnonnage, les *Tirs au Roy*, la remise en grande pompe des colliers de *Roy*s le samedi qui suit l'Ascension au cours de la grand-messe solennelle en l'église Notre-Dame au Sablon, en présence d'un représentant de Sa Majesté le Roi, haut protecteur de la gilde. Au cours de cette cérémonie, les nouveaux compagnons prêtent le serment de fidélité au Roi, à la Ville de Bruxelles et à la gilde séculaire et les *Roy*s de l'année se voient remettre le collier qui manifeste leur exploit.

La Maison de la gilde est à la fois, le lieu de ses rituels, dont son banquet annuel, sa salle de tir (pas de tir à 6, 10 et 20 mètres), son musée qui raconte l'histoire de l'arbalète et du serment et, bien sûr, son lieu de convivialité. Le musée est ouvert aux visiteurs tous les mardis après-midi ou sur réservation.

Début juillet, le Grand Serment participe à l'*Ommegang*, événement capital de l'année. Celui-ci tomba dans l'oubli pendant plus de cent ans, après le mariage de Napoléon et de Marie-Louise. C'est à l'initiative du Grand Serment qu'il fut recréé. Dès 1926, la gilde projeta de fêter avec éclat son 550^e anniversaire, prévu pour 1931. Toutefois, la Ville souhaitant fêter avec faste le centenaire de l'indépendance du pays, demanda d'avancer les festivités en 1930. Le Grand Serment est également représenté au tour Sainte-Gertrude, au début de l'automne, à Nivelles.

Les arbalétriers sont aussi actifs sur le plan sportif. Ils pratiquent, au Grand Serment, quatre disciplines de tir : le tir à la petite arbalète au but à 6 et à 10 mètres, le tir à la grande arbalète au but à 20 mètres et le tir vertical à la grande perche historique à 36 mètres de hauteur.

Les compagnons s'affrontent chaque semaine en joutes amicales et participent à des tournois avec d'autres sociétés. Certains participent également aux championnats régionaux et nationaux au cours desquels ils gagnent chaque année plusieurs médailles par équipe et à titre individuel.

Les armes utilisées sont de type traditionnel, en bois avec arc en métal, adaptées au tir de précision. Elles ne sont plus celles des champs de bataille du Moyen Âge. Elles ne se trouvent plus dans le commerce, mais sont fabriquées, une à une, par des membres habiles ou des artisans. Ainsi chaque arme est une pièce unique et souvent une véritable œuvre d'art.



Hôtel de Ville de Bruxelles et Discover-B

The City Hall

Situé sur la Grand-Place de Bruxelles, l'Hôtel de Ville constitue l'un des plus remarquables exemples de l'architecture gothique civile en Europe. Édifié principalement au xv^e siècle, il est dominé par sa tour élancée de 96 mètres surmontée de la statue de saint Michel, patron de la ville. Témoignage exceptionnel de l'histoire bruxelloise, il demeure aujourd'hui le siège de l'administration communale et un symbole majeur du patrimoine de la capitale belge. Inscrit avec l'ensemble de la Grand-Place au patrimoine mondial de l'UNESCO, il accueille

chaque année de nombreux visiteurs venus admirer ses façades, ses salles historiques et son riche décor.

Discover-B est une société de guides spécialisée dans la découverte du patrimoine historique, culturel et architectural de Bruxelles et de la Belgique. À travers des visites adaptées à différents publics, l'équipe de guides passionnés met en valeur la richesse du territoire, son histoire, ses traditions et son évolution contemporaine. L'approche allie rigueur historique, pédagogie et convivialité, offrant aux visiteurs une expérience immersive et enrichissante.



Maison de l'histoire européenne



La Maison de l'histoire européenne est un musée qui se concentre sur l'histoire récente du continent européen et sur le processus d'intégration européenne. À l'initiative du Parlement européen, il a ouvert ses portes le 6 mai 2017.

La Maison de l'histoire européenne propose une perspective unique sur l'histoire du continent. Elle adopte une approche transnationale pour présenter les principaux événements qui ont uni et divisé les Européennes et les Européens des deux derniers siècles et les diverses façons dont ces événements ont été interprétés. La visite permet de mieux connaître le passé de l'Europe pour comprendre le présent et penser l'avenir.

Le musée est installé sur le site de l'ancien Institut George Eastman, une clinique dentaire pour enfants défavorisés. Le bâtiment de style Art Déco, inauguré en 1935, a été conçu par le célèbre architecte Michel Polak.

Le musée est ouvert tous les jours de la semaine et l'entrée est gratuite. Des tablettes multimédia sont disponibles dans 24 langues. Des visites guidées, des ressources pour les écoles et des parcours pour les familles avec enfants sont proposés en français, néerlandais, allemand et anglais.

L'exposition permanente présente l'Europe sous différents points de vue et invite à réfléchir et à s'interroger sur notre

patrimoine commun, depuis le mythe d'Europe jusqu'aux bouleversements politiques et sociaux contemporains, en passant par les deux guerres mondiales et la construction européenne.

Les expositions permanente et temporaires de la Maison de l'histoire européenne présentent une riche sélection d'objets originaux, œuvres d'art, objets de la vie quotidienne, documents exceptionnels et témoignages variés de l'histoire de l'Europe. Le musée expose des objets prêtés par de nombreuses institutions patrimoniales de tout le continent. Il développe aussi sa collection propre. Pour en savoir plus, voir notre collection en ligne : <https://online-collection.historia.europa.eu/en/>



Maison de la Fraternelle des Agents parachutistes



La Maison des Parachutistes, ou Maison de la Fraternelle des Agents parachutistes, a été acquise par d'anciens parachutistes après la Seconde Guerre mondiale. En effet, nombre d'entre eux appartenaient à une classe sociale élevée ou occupaient de belles situations et ils ont désiré rendre hommage aux agents parachutistes et pérenniser leurs exploits.

Le salon, dans lequel un bar a été aménagé, est décoré de nombreux souvenirs, tels l'insigne des agents parachutistes et un panneau encadré reproduisant les photographies des 300 agents belges parachutés en Belgique. Quelques emplacements sont restés vides. Il se peut que l'on ne possédât pas de photos de ces agents, mais fort probablement, l'étude des dossiers secrets n'a pas permis de faire correspondre le nom de guerre à la véritable identité de l'agent.

Le musée présente les différents trajets empruntés pour quitter la Belgique, les étapes et les dangers encourus pour arriver en Angleterre, où les voyageurs sont accueillis et rassemblés par nationalité avant de suivre une formation. Celle-ci avait lieu en Écosse, où quelques maisons étaient utilisées à cet effet. Il est à noter que tous les volontaires étaient dotés immédiatement d'une identité fictive.

L'entraînement devait couvrir toutes les méthodes et tous les types de sabotages, préparer les agents à réagir correctement

dans toutes les situations, mais aussi et surtout leur inculquer l'art de sauter en parachute et de bien se recevoir. Pour ce faire, on fit parfois appel à des circassiens.

Dans une seconde pièce, la salle polyvalente ou *Agents' room*, dont les murs sont garnis de photos, par exemple de Churchill, on peut notamment voir un mannequin revêtu de la salopette prévue pour le saut en parachute, qui préserve le costume de ville, et un parachute en soie, comme il se doit.



Musée de la Porte de Hal

MUSÉE PORTE DE HAL

La Porte de Hal constitue certainement l'un des témoins les plus précieux de l'histoire urbaine de Bruxelles. Intégré au second rempart bruxellois, le bâtiment contrôlait l'accès sud de la ville dès la fin du ^{xiv}^e siècle. Deux siècles plus tard, le système de fortification est renforcé par des ouvrages avancés, entraînant déjà une diminution du rôle défensif de la porte de Hal.

Alors que le rempart est démantelé entre 1782 et 1830, la porte est d'abord préservée grâce à la fonction de prison qu'elle occupe depuis plusieurs décennies. Menacée de destruction autour de la naissance de la Belgique, elle est, en 1842, le premier monument sauvé par la nouvelle Commission royale des Monuments, créée pour l'occasion. Cédée par la Ville au jeune état belge, elle est alors destinée à devenir un musée national. C'est en 1847 que la porte de Hal est officiellement reconvertie en Musée royal d'Armures, d'Antiquités et d'Ethnologie. L'architecte Henri Beyaert intervient pour adapter l'édifice à sa nouvelle fonction, notamment par l'ouverture de baies, la réorganisation des espaces intérieurs et l'ajout d'une toiture néogothique monumentale, devenue l'un des traits distinctifs du bâtiment.

Le nouveau musée joue un rôle clé dans la naissance et l'accroissement des collections nationales. Mais celles-ci sont progressivement transférées dans le nouveau palais du Cinquantenaire à la fin du ^{xix}^e siècle, tandis que l'ancienne porte conserve les collections d'armes et d'armures jusqu'aux années 1980.

Aujourd'hui, le Musée de la Porte de Hal met l'accent sur l'histoire du bâtiment et des remparts de Bruxelles, replacés dans leur contexte urbanistique et social, en abordant aussi les groupes qui assuraient la défense de la ville. Le parcours, nourri par les résultats des recherches archéologiques, et particulièrement apprécié des familles et des touristes, présente des chefs-d'œuvre issus des collections des Musées royaux d'Art et d'Histoire, ainsi qu'une riche iconographie et des reconstitutions, dans un cadre magnifiquement restauré. Ces éléments éclairent l'histoire et l'architecture du bâtiment et permettent de mieux comprendre le système défensif médiéval, très bien conservé. Depuis plus de 30 ans, des expositions temporaires valorisent également des œuvres issues des réserves du Musée Art et Histoire, renouvelant ainsi l'intérêt du site.

À la suite de son classement comme monument majeur du patrimoine, la porte de Hal a fait l'objet d'études historiques qui ont permis de mieux comprendre ses origines et ses différents usages. À partir des années 1990, plusieurs campagnes archéologiques, menées par les Musées royaux d'Art et d'Histoire et la Région de Bruxelles-Capitale, ont mis au jour les structures défensives médiévales. Ces recherches ont accompagné les travaux de restauration du bâtiment ainsi que l'aménagement du parc qui l'entoure, tout en nourrissant le discours muséal actuel.

La dernière grande campagne de restauration, entamée en mars 2025, concerne la toiture néogothique et les menuiseries. Elle prévoit notamment le remplacement des ardoises et la restauration des portes extérieures et fenêtres dans leur état d'origine. Certaines parties ont été fermées pendant les travaux, dont l'achèvement est prévu cet été 2026, marquant une nouvelle étape dans la mise en valeur de ce monument emblématique.

Plus d'informations sur www.portedehal.be



Musée de la Ville de Bruxelles - Maison du Roi



Maison du Roi, *Broodhuis* ...
Autant de noms pour une seule institution, le Musée de la Ville de Bruxelles. Ouvert en 1887 dans un bâtiment néogothique sur la « plus belle place du monde », il invite à découvrir

la passionnante histoire de Bruxelles. Chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture, maquettes, retables et tapisseries exceptionnelles, le tout *Made in Brussels* évidemment !

Les deux noms du musée évoquent une longue histoire. *Broodhuis* en néerlandais fait référence à la halle au pain qui occupait son espace au Moyen Âge, tandis que Maison du Roi en français évoque le bâtiment du xvi^e siècle, siège de l'administration de Charles Quint, roi des Espagnes. L'édifice actuel est le résultat de la reconstitution effectuée au xix^e siècle par l'architecte de la Ville Victor Jamaer. Classée dans sa totalité en 1936, la Maison du Roi est, depuis 1998, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO avec l'ensemble de la Grand-Place.

Le lieu est consacré à la connaissance et la compréhension de l'histoire de Bruxelles. Depuis la fin du xix^e siècle, les équipes du musée mènent un travail de conservation et d'enrichissement des collections, d'étude et de valorisation auprès des publics. Les collections sont aussi riches et variées que l'histoire de la ville elle-même.

Au rez-de-chaussée, les visiteurs sont baignés dans les arts bruxellois : sculptures, étains et faïences, orfèvreries et porcelaines, sans oublier tapisseries et retables. Au premier étage, ils découvrent le territoire de la Ville, son relief, ses espaces verts, l'importance de l'eau et les différents programmes d'urbanisation qui ont radicalement modifié son aspect. À travers des expositions-capsules, l'Espace Parenthèse dévoile des pièces sorties exceptionnellement des réserves. Enfin, au dernier étage, les originaux de la statue de Manneken-Pis et de la girouette de l'Hôtel de Ville sont exposés. Dans la grande salle, le musée propose également des activités ludiques et créatives.

Pour en savoir plus, www.museedelavilledebruxelles.brussels



Musée des Égouts



Le Musée des Égouts prend place dans les deux anciens pavillons d'octroi de la Porte d'Anderlecht. On y entre par l'un et on en ressort par l'autre. Entre les deux, le visiteur parcourt plusieurs salles et s'immerge pour une balade souterraine le long de la Senne, puis dans le collecteur d'égout de la Chaussée de Mons. Vivant, le musée plonge le visiteur en conditions réelles et apporte une expérience concrète et multisensorielle d'une partie largement méconnue de la Ville : son sous-sol. Mais ce lieu est bien plus qu'une surprenante promenade dans les entrailles de Bruxelles. À grand renfort de maquettes, films, objets et anecdotes, le musée fait la part belle à l'histoire de la Senne. Il accueille en ce moment et jusqu'en fin d'année 2026 une exposition temporaire dédiée à cette rivière, qui a contribué à l'émergence de la ville au Moyen Âge et qui est désormais vouée sur les deux tiers de son parcours dans Bruxelles. Un musée unique en Belgique où dialoguent histoire, art et sciences.



Musée des Instruments de Musique - MIM



Le MIM abrite une collection d'instruments de musique de renommée mondiale dans un magnifique écrin Art nouveau. Situé au cœur du Mont des Arts, au milieu d'autres musées et lieux culturels incontournables, il occupe l'ancien magasin Old England, l'un des plus beaux exemples d'architecture Art nouveau à Bruxelles. Il met à l'honneur aussi bien les instruments anciens que modernes, ainsi que les instruments du monde et populaires. Les collections sont réparties sur quatre étages d'exposition, chacun offrant un éclairage unique. On peut y flâner des heures, tout en écoutant la musique des instruments présentés.

Les salles d'exposition ont été aménagées en un parcours attrayant, réparti en une trentaine de sections thématiques organisées sur quatre niveaux, chacun offrant un éclairage spécifique. La scénographie, centrée sur la mise en valeur des

instruments et de leur sonorité, propose un véritable voyage à travers le monde musical.



Musée Mode & Dentelle



Le Musée Mode & Dentelle a deux objectifs principaux : faire découvrir la dentelle à la main et la dentelle de Bruxelles d'une part, et rendre intelligible la mode contemporaine et passée à travers des expositions annuelles thématiques d'autre part. Il est le seul sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles à collecter le patrimoine mode généré par les diplômés des différentes écoles de stylisme et de création de mode. Il est également la seule institution publique où l'on peut voir de la dentelle à la main de façon permanente.

Le musée conserve plus de 20.000 pièces de dentelles, vêtements et accessoires. Les plus anciennes dentelles de la collection datent du xvi^e siècle, le plus ancien costume conservé du xviii^e siècle. Les collections continuent de s'enrichir de nouvelles pièces acquises par dons et par achats, réalisés auprès de particuliers, directement auprès des créateurs ou en vente publique.

Parce que les textiles constituent un matériau fragile à l'instar du papier, des normes strictes régissent leur conservation. Aussi bien la chaleur et la lumière que le taux d'humidité sont régulés dans les pièces où ils sont exposés. C'est pourquoi il fait assez sombre dans les différents espaces d'exposition. Pour cette même raison, les pièces ne sont pas présentées de façon permanente mais par rotation, selon les thématiques d'exposition.

Créé en 1977 par la Ville de Bruxelles pour mettre en valeur, dans les conditions adéquates, son patrimoine dentellier jusque-là conservé à la Maison du Roi, le musée a constitué une collection de costumes historiques, afin de montrer cette étoffe de luxe en contexte. La dentelle, apparue en Europe vers 1550, est le troisième fleuron textile de l'économie bruxelloise après le drap de laine et la tapisserie.

La Chambre des dentelles, espace semi-permanent, fait découvrir la dentelle de Bruxelles et sa riche histoire.

La politique d'acquisition a été redéfinie depuis une dizaine d'année pour intégrer la collecte du patrimoine mode généré par des stylistes des deux genres formés dans les différentes écoles situées à Bruxelles et en Wallonie. Elle s'articule désormais autour de quatre axes :

- 1) la dentelle, celle de Bruxelles en particulier mais également d'autres dentelles à la main ;
- 2) la mode belge, spécifiquement celle liée à Bruxelles et à la Wallonie ;
- 3) l'histoire internationale de la mode, prêt-à-porter et haute couture, avec une attention pour les créateurs et créatrices qui utilisent la dentelle mécanique ;
- 4) les tenues de personnalités bruxelloises connues ou anonymes.

Le Musée comprend deux espaces d'exposition supplémentaires dont le plus grand, le Triplex, accueille la grande exposition annuelle thématique de huit à neuf mois, de mi-avril à début janvier de l'année suivante.

Le Studio est un espace dédié à l'étude des collections et accueille une exposition par an, de mi-janvier à début avril. Pendant la durée de l'exposition du Triplex, le Studio accueille l'espace de médiation et le visiteur peut réaliser l'activité pédagogique autonome créée pour l'occasion.

Pendant la fermeture du Triplex, de mi-janvier à mi-avril, la formule Petit Musée accueille les visiteurs dans la Chambre des dentelles et dans le Studio qui présente une exposition thématique sur ses collections.



Palais de la Nation



Édifié à la fin du règne de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche selon des plans de Barnabé Guimard, le Palais de la Nation abrite depuis l'indépendance belge de 1830 le Sénat de Belgique et la Chambre des représentants. Son fronton, orné d'un bas-relief dû originellement à Gilles-Lambert Godecharle montrant la *Justice récompensant la vertu et punissant les vices*,

témoigne de sa fonction judiciaire sous les régimes autrichien et français.

Afin d'adapter l'édifice à sa fonction parlementaire en 1814, Charles Vander Straeten le dota d'un premier hémicycle, devenu celui de la Chambre et des Chambres réunies en 1830, tandis que Tilman-François Suys ajouta l'hémicycle du Sénat en 1849. Deux escaliers d'honneur y mènent depuis le péristyle.

Après un incendie dévastateur fin 1883, le péristyle ainsi que l'hémicycle de la Chambre furent rebâtis dans l'esprit néoclassique par Henri Beyaert, tandis que divers salons et salles de lecture recevaient une décoration néo-Louis XVI. L'hémicycle du Sénat, préservé, avait alors déjà été décoré en style Second Empire par Léon Suys en 1863.

À l'avant, vers la rue de la Loi, les ailes formant la Place de la Nation, occupées par divers organes depuis 1783, furent transformées en salons de la présidence du Sénat et de la Chambre dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle. Ils sont, à l'instar des autres salles du Palais de la Nation et de ses dépendances, richement ornés de peintures, sculptures et tapisseries, dues au talent des artistes belges du ^{xvii}^e au ^{xxi}^e siècle.

À l'arrière du bâtiment, qui donne sur la rue de Louvain, le square reçoit en 1935 la fontaine des agenouillés de Georges Minne et plus loin, au centre de la balustrade, dès 1883, un vase monumental de Charles Brunin.



Palais du Coudenberg



Perché sur la colline du Coudenberg qui dominait la ville, le palais de Bruxelles était sans aucun doute l'une des plus belles résidences princières d'Europe. Ses origines remontent au ^{xii}^e siècle. Au siècle suivant, les ducs de Brabant décident de conférer à Bruxelles un rôle central dans leur politique. De fait, le château défensif ne tarde pas à devenir un haut lieu de la diplomatie et un endroit de plaisance.

Lorsque le duché de Brabant échoit aux mains des ducs de Bourgogne, et plus particulièrement à Philippe le Bon, la Ville de Bruxelles entend bien attirer ces riches princes, les plus dépensiers de l'époque, entre ses murs. À cette fin, elle entreprend l'édification, entre 1452 et 1460, d'une prestigieuse salle d'apparat, l'*Aula Magna*. Charles Quint, successeur des ducs de Bourgogne et l'empereur le plus puissant d'Occident, veille personnellement au développement du palais durant la première moitié du xvi^e siècle. C'est sous son règne qu'une imposante chapelle de style gothique est érigée, non sans peine.

Les autres ailes du palais ne sont pas en reste : le corps de logis est tantôt élargi, tantôt agrandi, surélevé aussi. On y perce des fenêtres, on y érige une vaste galerie décorée de statues. Cet ample complexe se transforme pendant plusieurs siècles et chaque souverain entend le marquer de son empreinte, successivement brabançonne, bourguignonne, espagnole et autrichienne. Des œuvres d'art d'un grand raffinement décorent les appartements : tapisseries et broderies les plus délicates, somptueux objets d'orfèvrerie, luxueux livres enluminés ou imprimés, statues et bustes, verres et vaisselles les plus fins, sans oublier les innombrables tableaux d'artistes aussi renommés que Titien, Rubens, Jan Brueghel...

Le 3 février 1731, après une journée harassante, la gouvernante générale des Pays-Bas, Marie-Élisabeth d'Autriche, rejoint ses appartements du palais de Bruxelles. Prise par le sommeil, la sœur de l'empereur Charles VI néglige de faire éteindre bougies et braséros. Le feu se communique aux panneaux de bois puis aux pièces adjacentes.

Toute la nuit, la garde du palais lutte contre l'incendie avec les moyens de l'époque : seaux en cuir et seringues à eau. Les gardes bourgeoises rapidement rassemblées sont pourtant repoussées dans la confusion. Le respect strict du protocole, qui interdit formellement l'accès aux appartements privés de la gouvernante, ne permet pas de s'attaquer à la source du sinistre. La gouvernante n'est sauvée que par l'intervention d'un grenadier qui a osé enfoncer les portes de ses appartements. En outre, le vent est fort et le gel complique l'approvisionnement en eau. Au petit matin, la plus grande partie du palais a disparu dans les flammes.

Il apparaît à la lecture du rapport d'enquête que les témoins n'osaient pas accuser directement la signora Capellini, femme de chambre et favorite de la gouvernante, mais la croyaient

coupable. Les conclusions de l'enquête veilleront à protéger la gouvernante en établissant que le feu a pris dans des cuisines situées sous ses appartements, lors de la fabrication de confitures pour le grand bal prévu au palais deux jours plus tard.

Après le drame de 1731 qui détruit la moitié du palais, la cour déménage dans l'hôtel voisin de la famille de Nassau, futur palais de Charles de Lorraine. Les ruines seront laissées dans un abandon presque total pendant quarante ans et surnommées la 'Cour brûlée'.

Dans les années 1770, volonté politique et conditions financières sont enfin réunies autour d'un projet architectural d'envergure. Il s'agit de repenser l'ensemble du quartier de la cour. Les ruines de l'ancien palais, ainsi que de nombreux bâtiments des alentours sont rasés et nivelés pour permettre la création d'un nouvel espace : la place Royale. Elle est entourée de bâtiments néoclassiques, toujours visibles aujourd'hui. Quant au parc et aux nombreux jardins du palais, ils sont remplacés par un parc néoclassique, et l'aspect vallonné du Coudenberg disparaît du paysage urbain. Certains éléments anciens sont néanmoins conservés pour servir de caves et de fondations aux nouveaux bâtiments. Ce sont ces vestiges que l'on peut aujourd'hui découvrir dans le site archéologique du Coudenberg.

Après la construction de la place Royale, les Bruxellois oublièrent peu à peu l'ancien palais. Et pourtant, de nombreux espaces avaient survécu et étaient utilisés par les entreprises et institutions installées dans les hôtels de Grimbergen et de Bellevue, comme cave à vin pour l'hôtel Bellevue au XIX^e siècle, comme lieu de stockage des archives pour la banque.

Lorsque les premiers projets de réaménagement des soubassements de la chapelle palatine et d'une partie de la rue Isabelle sont entamés en 1984, rares sont ceux qui savent ce que cachent ces lieux. La première campagne de fouilles de l'ancien hôtel de Hoogstraeten débute la même année. Près de dix ans plus tard, en 1994, des sondages sont entrepris par la Ville de Bruxelles afin de retrouver les vestiges de l'*Aula Magna* sous la place Royale. Les fouilles sont réalisées entre 1995 et 2000. L'année 1998 voit le dégagement du corps de logis du palais, sous la rue Royale.

La couverture des vestiges par une dalle de béton et la connexion entre l'hôtel Bellevue et le site sont conçues et

réalisées pour *Bruxelles 2000*. Entre 2004 et 2008, dans le cadre de travaux de rénovation du siège de la Région de Bruxelles-Capitale, l'ancien hôtel de Hoogstraeten est restauré et aménagé.

Entre 1984 et 2004, tous les vestiges composant le site archéologique ont été classés à titre de Monument. Les travaux de connexion entre le site et l'hôtel Bellevue (actuel musée BELVue), réalisés en 2000, permettent désormais au visiteur individuel et aux groupes d'accéder au site et de visiter les vestiges pour eux-mêmes. Un premier aménagement muséographique minimum est alors réalisé. Un deuxième aménagement plus complet mais provisoire est installé en 2004, tandis qu'un troisième, permanent cette fois, est inauguré en mars 2009.

Pour en savoir plus, visitez le site web www.coudenberg.brussels



Théâtre Royal de Toone



On peut découvrir les racines de Bruxelles dans une maison vénérable de 1696 se trouvant à quelques centaines de mètres de la Grand Place. C'est l'un des endroits les plus chers au cœur des Bruxellois : la Maison de Toone.

Il s'agit d'un estaminet tricentenaire où, dans une ambiance authentique de briques roses espagnoles, poutres noircies et sol dallé, on apprécie des bières, dont la célèbre gueuze, tout en dégustant une tartine de fromage blanc aux fines herbes.

Il y a aussi un théâtre de marionnettes pour adultes, unique en Europe, dans un grenier typique avec ses bancs et ses coussins à festons multicolores cloués dans les planches de bois brut, ainsi qu'un atelier de confection des poupées, une bibliothèque et un musée de la marionnette, où pendent les 'retraités de la scène', héros de Toone du passé et personnages fétiches de confrères marionnettistes du monde entier.

Le Théâtre Royal de Toone poursuit la tradition séculaire du théâtre populaire de marionnettes depuis 1830. Un marionnettiste

Toone est intronisé par le Toone précédent. Il dirige le théâtre et le Musée de la Marionnette dans l'impasse Sainte-Pétronille, un trésor bruxellois bien caché. Toone (diminutif d'Antoine), le huitième du nom, est un vrai personnage. Il prête sa voix à toutes les marionnettes et crée les nouveaux spectacles, notamment en adaptant des pièces célèbres du répertoire de théâtre classique.

Les marionnettes tireraient leur origine d'une ordonnance de Philippe II d'Espagne, fils de Charles Quint, qui, détesté par la population, avait fait fermer les théâtres pour éviter qu'ils ne deviennent des lieux de rassemblement renforçant l'hostilité à son égard. Les Bruxellois auraient alors remplacé les comédiens par des *poechenelles* (polichinelles) dans des théâtres clandestins.

Au début du XIX^e siècle, les théâtres de marionnettes bruxelloises sont l'un des divertissements pour adultes qui obtient le plus de succès. Ils se déplacent souvent dans les quartiers populaires. Le théâtre de marionnettes permet une grande liberté de ton. Le répertoire, très varié, est emprunté aux légendes populaires, aux histoires de chevalerie ou encore aux pièces religieuses ou historiques, découpées en feuilleton et interprétées très librement.

Toone joue un vaste répertoire, allant de l'opéra pour marionnettes, tels que *Faust* et *Carmen*, à des titres plus surprenants comme *Dr Jeckyll et Mr Hyde*. La programmation est basée sur les grands classiques du théâtre comme *Cyrano de Bergerac*, *Les Trois Mousquetaires* ou encore *Roméo et Juliette*. Les pièces sont cependant revisitées et adaptées. Les pièces, essentiellement jouées en 'bruxellois français', c'est-à-dire dans un patois francophone qui inclut quelques expressions d'un flamand sonore et truculent, peuvent également être présentées, à la demande de groupes, en néerlandais, anglais, allemand, italien et espagnol.

Programme du Congrès

Jeudi 20 août 2026

Dès 9h00 : Accueil des congressistes

10h00-12h30 : Séance inaugurale

- *Ouverture du congrès*, par Alain DIERKENS, Président du Congrès
- *Quelques mots d'accueil*, par Didier VIVIERS, Secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique
- *L'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique : désormais bien plus qu'un congrès !*, par Claude DEPAUW, Président de l'ACFHAB
- *La Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de Belgique : portrait d'une communauté savante (1885-1940)*, conférence inaugurale par Gregory VERBAANDERD
- *Au cœur de l'ancien palais de Bruxelles, l'‘Aula magna’. Construction, vestiges et iconographie de la grande salle d'apparat de Philippe le Bon (1452-1459)*, conférence inaugurale par Michel FOURNY & Alain DIERKENS
- *Quelques renseignements pratiques sur l'organisation du Congrès*, par Alain DIERKENS

12h30-14h00 : Pause-repas

14h00-15h30 : Séances de travail

15h30-16h00 : Pause-café

16h00-17h30 : Séances de travail

Soirée : Activités culturelles

Vendredi 21 août 2026

9h00-10h30 : Séances de travail

10h30-11h : Pause-café

11h00-12h30 : Séances de travail

12h30-14h00 : Pause-repas

14h00-15h30 : Séances de travail

15h30-16h00 : Pause-café

16h00-17h30 : Séances de travail

18h00-18h30 : Séances de travail (Section 9)

Soirée : Activités culturelles

Samedi 22 août 2026

9h00-10h30 : Séances de travail

10h30-11h00 : Pause-café

11h00-12h30 : Séances de travail

12h30-14h00 : Pause-repas

14h00-16h00 : Séances de travail (-16h30 pour la Section 9)
ou

14h00-16h30 : Réunions de l'ACFHAB

- 14h00 : Conseil d'Administration de l'ACFHAB
- 15h30 : Assemblée générale extraordinaire de l'ACFHAB

16h30 : Séance de clôture

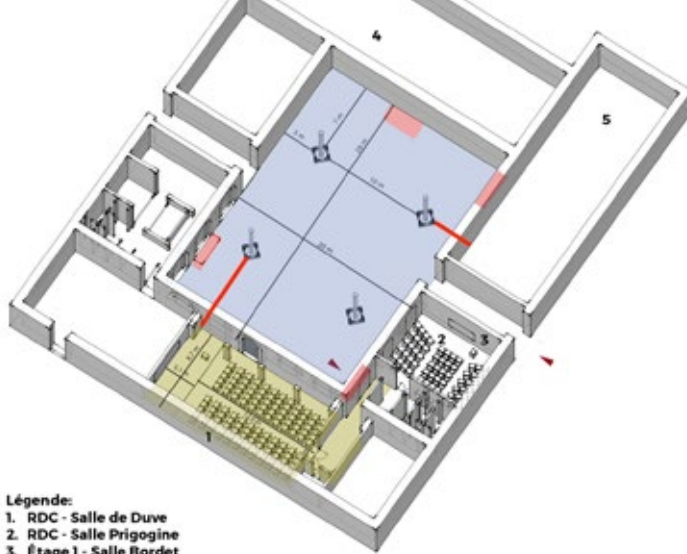
- *Conclusions du colloque et motions proposées par les sections*, par Stéphane DEMETER & Michel DE WAHA
- *Annonce du colloque de 2030*, par Claude DEPAUW & Alain DIERKENS

Soirée : Banquet de clôture

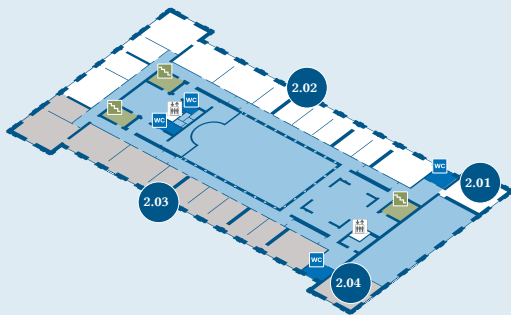
Dimanche 23 août 2026

Dès 10h00 : Activités culturelles et visites

Palais des Académies Paleis der Academiën Palace of Academies

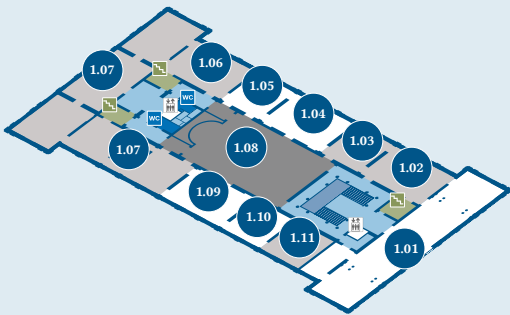


- Légende:
1. RDC - Salle de Duve
 2. RDC - Salle Prigogine
 3. Étage 1 - Salle Bordet
 4. RDC - Ockeghemzaal
 5. RDC - Leeszaal



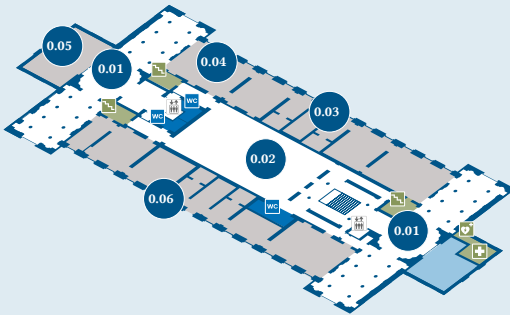
+2

- 2.01 Adolphe Quetelet Room
- 2.02 ARB Offices
- 2.03 ARMB Offices
- 2.04 ARMB Library



+1

- 1.01 The Marble Gallery
- 1.02 Stevin Room
- 1.03 Lipsius Room
- 1.04 Marie-Thérèse Room
- 1.05 Léopold Room
- 1.06 Albert I Room
- 1.07
- 1.08 Trone Room
- 1.09 Baudouin Room
- 1.10 ARMB Executive office
- 1.11 ARB Executive office



0

- 0.01 Vestibule Hall
- 0.02 Albert II Auditorium
- 0.03 KVAB Offices
- 0.04 Rubens Room
- 0.05 Vesalius Room
- 0.06 KAGB Offices

Communications (liste par section et ordre alphabétique des orateurs)

Conférences inaugurales

93

Michel FOURNY & Alain DIERKENS – Au cœur de l’ancien palais de Bruxelles, l’*Aula magna*. Construction, vestiges et iconographie de la grande salle d’apparat de Philippe le Bon (1452-1459)

Gregory VERBAANDERD – La Fédération des sociétés d’histoire et d’archéologie de Belgique : portrait d’une communauté savante (1885-1940)

Section 1 : Archéologie

99

Antoine BAUDRY, Sylvie BYL, Paulo CHARRUADAS, Ann DEGRAEVE, Stéphane DEMETER, Yannick DEVOS, Patrice GAUTIER, Valérie GHESQUIÈRE, Louise HARDENNE, Sylvianne MODRIE, Philippe SOSNOWSKA, Julie TIMMERMANS, Benjamin VAN NIEUWENHOVE & Armelle WEITZ – Urbanisation autour de la porte Sainte-Catherine à Bruxelles

Gérard BAVAY – Bardeaux et terre crue : analyse d’un cas de structure ‘plafond-plancher’ dans un immeuble du XVIII^e siècle à Soignies (Province du Hainaut)

Lou COGNARD & Jef PINCEEL – Le laboratoire archéologique d’Urban.brussels

Sylvie COLLIGNON, Valentina LIMINA, Nicolas MEUNIER & Vinciane SCHOCKERT – La villa romaine de Mageroy (Habay) : nouvelles découvertes et perspectives de fouilles (2018-2026)

Marie DEMELENNE, Caroline POLET, Bérénice CHEVALIER, Line VAN WERSCH & Sébastien VILOTTE – Ciply (Province du Hainaut), ambitions et réalités de la recherche sur les collections historiques mérovingiennes

Xavier DERU – Le site romain de Freyenter Wald (Eynatten)

Michel DE WAHA – Un plan du château de Jehay à reconsidérer : Archives de l’État à Liège, Fonds van den Steen, 136

Baptiste DRUGMAND – Standardisation et singularisation : trajectoires de charpentes ferroviaires de quais en Belgique (1858-2026)

Fannie FRANCKX – Décrypter les assemblages fauniques du Trou de Han (Province de Namur)

Patrice GAUTIER, Louise HARDENNE & Sylvianne MODRIE, en collaboration avec le laboratoire de dendrochronologie de l'IRPA – Les abbayes de Forest et de la Cambre. Reconstruction de deux abbayes de femmes en périphérie bruxelloise dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les apports de l'archéologie.

Else HARTOCH – Les *tabulæ ceratæ* de la Tongres gallo-romaine : des archives antiques inédites

Vincent LABBAS, Guillaume MORA-DIEU & Philippe SOSNOWSKA – La commanderie Saint-André de l'Ordre teutonique à Liège : apport de l'archéologie et de la dendrochronologie à l'histoire d'un site majeur

Aurélien LACROIX – Les chemins de l'eau : les réseaux hydrauliques des abbayes bénédictine de Gembloux et prémontré de Floreffe

Florence LIARD Marco CAVALIERI & Johan YANS – La tradition vinicole de la Toscane tardo-antique : l'apport de la recherche pluridisciplinaire belge à la villa d'Aiano (San Gimignano, Sienne)

Justine LOHAY – Réparer et restaurer en Lorraine : le cas de Notre-Dame d'Avioth (XVI^e-XXI^e siècle)

Émeline MARTIN – L'eau dans les monastères du Brabant du XII^e au XVI^e siècle : mythe cistercien ou adaptations locales ?

Catarina PEREIRA & Camila MAGHRAOUI HASSANI – Par hasard, sous la pluie : le récit d'une fouille archéologique au début du XX^e siècle

Florian THEUNISSEN – La construction en pan-de-bois de la ville de Herve : de l'inventaire à la typochronologie

Fabian VAN BOXEM – De l'âtre à la souche, la cheminée à Bruxelles (XV^e siècle-1^{ère} moitié du XIX^e siècle) : le cas du n° 104 rue Neuve

Section 2 : Histoire politique, militaire et relations internationales

117

Jérémie BEYER DE RYKE – Comment Hérode précipita la Judée dans l'Empire

Eric BOUSMAR, Michael DEPRETER & Quentin VERREYCKEN – Les conseillers du Prince en procès : révolte, justice et État dans l'espace bourguignon (1474-1477)

Olivier DAMME – Un épisode méconnu et sanglant durant le règne des États belgiques unis : la mise à mort de Guillaume Van Kriecken à Bruxelles en octobre 1790

Jean-Louis DELAET – Profils et portrait-robot des bourgmestres de Charleroi (1817 à 2024)

Claude DEPAUW – Capitaine-meneur ou capitaine-stratège ? La position de Georges Basta dans « Le Gouvernement de la cavalerie légère »

Claude DEPAUW – La « munition » du château de la ville de Tournai (1570-1577)

Charles DESCHUYTENEER – Par voie de terre et d'eau : pour une nouvelle analyse de la logistique des raids vikings

Jean-François HUSSON – Namur dans l'histoire militaire britannique : 1695-1945

Charles J. A. LEESTMANS – Portrait d'un vaincu : le maréchal de Villeroy et les campagnes de 1705-1706 aux Pays-Bas

Maxime RENARD – Extraction, production et distribution de salpêtre et de poudre dans les Pays-Bas méridionaux (1598-1609) : un monopole d'état sur des ressources stratégiques ?

Matthias ROZEIN & Bastien VANOVERSCHELDE – La destitution d'Hilduin de Tongres-Liège (920-921) : compétitions aristocratiques autour d'un siège épiscopal en Lotharingie

Alain SERVANTIE – Ambassadeurs de Charles Quint auprès de Soliman le Magnifique : « l'on peut comprendre que les Turcs sont enclins plustost à faire paix que guerre »

Isabelle VANDEN HOVE – Arenberg en de grenspolitiek op het einde van de 17^{de} eeuw

Grégory VERBAANDERD – Repenser la Résistance à l'échelle locale : Ganshoren, un cas d'étude pour une histoire régionale (1940-1944)

Romain VERMEERSCH – Une légion de volontaires dans une guerre d'extermination : enquête sur les crimes commis par la Légion Wallonie sur le front de l'Est (novembre 1941-février 1942)

Geneviève WARLAND, Marc BOONE, Agnès GRACEFFA & Floriana CERESATO – Les réseaux savants, belges et internationaux d'Henri Pirenne (1862-1935) [Table ronde]

Section 3 : Histoire économique et sociale (en ce compris numismatique, démographie et vie quotidienne) 131

Antoine BAUDRY – Lambert Bonmariage ou l'aventure industrielle d'un maître de carrières à Comblain-au-Pont au XIX^e siècle

Gérard BAVAY – Un équipement industriel à travers la comptabilité relative à sa construction : la première machine à feu de la Société du Bois du Luc (1779)

Antoine BONNIVERT – Le droit de lagan à l'épreuve : un double naufrage au large de L'Écluse en 1408

Pierre BRIMBERT & Aymeric JOURQUIN – Lessines pestiférée, Lessines traumatisée : entre contagion et dévotion

Céline CARDOEN – L'Hôpital de Lessines et sa dotation

Patrick DEBOUVERIE – Le Quartier Louise du XIX^e au premier quart du XXI^e siècle

Dominique DE THIBAUT – L'avenue Louise, marqueur des bouleversements urbanistiques bruxellois

Adrien DUPONT – L'activité industrielle dans le « ruage » d'Ath de 1676

Roxane DURY – Rendre compte du soin : édition et analyse du registre de comptes de l'hôpital Saint-Nicolas de Nivelles (1429-1430)

Adnen EL GHALI – Les *Akhdam* du Yémen : métissages, migrations et construction d'un statut social dans les récits de voyage (1762-1962)

Eddy FELIX – Les règles de la Société Générale : genèse d'une normalisation comptable dans l'industrie charbonnière en Belgique (1848-1876)

René LEBOUTTE – Les Cockerill, mécaniciens de la révolution industrielle (1800-1825)

Déborah LO MAURO – Entre commandes monastiques et production locale : l'orfèvre montois Grégoire-Joseph Monoyer au service de l'abbaye de Bonne-Espérance (xviii^e siècle)

François PASQUASY – Les patrons de l'industrie liégeoise des xix^e et xx^e siècles

Marc RONVAUX – Stratégies autour des voies du commerce : le cas du Comté de Namur (1650-1794)

Benoît VANWIJNSBERGHE – L'affaire Wattecamps (1944-1961) : une fenêtre sur le marché de l'art en Belgique

Jean-Marie YANTE – Chartes de franchises, stimulation et encadrement des échanges commerciaux dans les Pays-Bas méridionaux (xii^e-xiv^e siècles)

Section 4 : Histoire des institutions et du droit (en ce compris sigillographie)

145

Renaud ADAM – Imprimer la loi en Principauté de Liège au cours de la Première modernité

Sarah AUSPERT – Tolérance ou répression ? Régime de la prostitution et attitudes envers les prostituées à Liège au xviii^e siècle

Benoît BEYER DE RYKE – Albert et Léon Vanderkindere, bourgmestres d'Uccle

Aurore CARLIER – Visages du pouvoir : le Magistrat de Namur révélé par la peinture (1633-1634)

Raphaël DE NAYER – La condition des serfs dans les chartes-lois du comté de Hainaut entre le XII^e et le XIV^e siècle : retour sur une question controversée

Frederik DHONDT – Le mémoire méconnu du comte de Calenberg sur la Compagnie d'Ostende (1725)

Julie DOULEY – La grâce au féminin : a pratique de la clémence en matière de justice criminelle dans les Pays-Bas autrichiens (1716-1794)

Jérémie FERRER-BARTOMEU & Nicolas SIMON – Figures politiques de la première modernité (XVI^e-XVII^e siècles) : opérateurs de mise en forme du pouvoir

Renaud GAHIDE – Pots de vin, *drinkgeld*, droits de buvette et émoluments des échevins : les dessous de l'hôtel de ville de Warneton dans le premier XVII^e siècle

Alix GIET – L'Officialité de Liège à l'époque moderne : un acteur politique et judiciaire méconnu

Frank JUDO – Discours anti-joséphistes en Hongrie et aux Pays-Bas méridionaux vers 1790 : similitudes et différences

Arthur LECLERCQ – Restaurer la mémoire des droits seigneuriaux au lendemain des guerres du XVI^e siècle : le cas du comté de Beaumont par Charles de Croÿ (1596-1612)

Antoine LECLÈRE – Faire face à l'héritage immédiat de la Révolution liégeoise : l'Édit fondamental et constitutionnel du 10 août 1791

Hérold PETTIAU – Le *Libellus de libertate epternacensis* dans le *Liber aureus* de l'abbaye d'Echternach : réflexions sur la stratégie d'autoreprésentation d'une communauté monastique lotharingienne entre la fin du XII^e et le début du XIII^e siècle

François PIERRARD – Des coutumes aux 'loix nationales' : le droit criminel des 'provinces belgiques' de 1549 à 1789

Thomas PIOT – La Section de législation du Conseil d'État belge : genèse historique et fonction de la 'conscience du législateur'

Antoine RENGLLET – La police au tribunal : le traitement judiciaire des violences policières en Belgique au XIX^e siècle

Marc RONVAUX – Trucs et tics d’avocats : la pratique judiciaire au XVIII^e siècle

Mathilde VAN ACKERE – Les violences intrafamiliales saisies par le droit et la justice dans la Province du Brabant (1867-1914)

Marine VISART – La prison de Forest, un carrefour des trajectoires de femmes enfermées dans les établissements pénitentiaires belges entre 1939 et 1989

Section 5 : Histoire des religions et des mouvements philosophiques

161

Janick APPELMANS – “La longue poursuyte [...] pour paruenir a la possession deladicte abbaye” : Joos Bruylants pogingen om het abbatiaat in Grimbergen te grijpen en te behouden (1468-1480)

Laure AXENSALVA – La fabrique des images bollandistes. Ou comment les archives nous éclairent sur la collecte et le traitement du matériel iconographique des *Acta Sanctorum*

Sarah BARTHÉLEMY – La Retraite du Sacré-Cœur de Bruges : les écrits personnels de Mère Saint Benoît Labre (1854-1936)

Julie BOTT – Sur le seuil du couvent, expériences féminines de la sécularisation à Bruxelles (1783-1790)

Marceau BROOTCORNE – Un pape en Hainaut : les reliques de Marcel I^{er} († 310) et l’essor de son culte depuis Hautmont à partir du XI^e siècle

Jérémy BUSSCHOTS – Relecture d’*In translatione beati Bertuini* : nouveaux regards sur le culte de saint Bertuin et sur l’abbaye de Malonne au XII^e siècle

Manon CHAIDRON & Michel DE WAHA – Prolégomènes à une nouvelle édition de la *Vita Guidonis* (BHL 8870)

Thierry DE CODT – Une grande figure du renouveau monastique bénédictin en Belgique et de l’apostolat missionnaire : dom Gérard van Caloen, moine de Maredsous (1853-1932)

Philippe DESMETTE – Les chroniques de l’abbaye de Ghislenghien : des témoins méconnus de l’histoire locale et régionale au XVII^e siècle

François DE VRIENDT – Quand le prénom devient offrande : les vitraux néogothiques de l’église Saint-Martin d’Hyon (Mons), leurs donateurs et leurs saints éponymes

Julie DURY – Le réseau paroissial du diocèse de Liège des origines à 1559 : instruments de recherche

François HERMAND – Brogne et Saint-Ghislain : une mémoire commune autour de la figure de saint Gérard (x^e-xv^e siècle)

Camille HOLVOET – L’‘affaire Bataille’ : conflit entre autorités civiles et religieuses à la fin du XIX^e siècle

Jean-François HUSSON – Financer les convictions : mutations et continuités dans le paysage religieux et philosophique belge

Jean-Philippe LAHOUSTE – Une source historique méconnue : un recueil de l’abbaye Notre-Dame de Cambron

Patrick MARTIN – Mgr Xavier de Merode (1820-1874) à travers sa correspondance : un Belge au service du Saint-Siège au cœur du XIX^e siècle

Farah MERCIER – Plongée au cœur du travail des Bollandistes : les *Acta Sanctorum* et leurs gravures

Jean-Baptiste MUREZ – Les frères des écoles chrétiennes en Belgique (1830-1945)

Pierre PETIT – Les médailles religieuses dans le Hainaut occidental : topographie des dévotions et du colportage sous l’Ancien Régime

Alicia SCARCEZ – Le rituel cartusien de Sainte-Catherine-du-Mont-Sinaï : découverte d’un manuscrit liturgique et musical anversoïis du XVI^e siècle

Jean-Philippe SCHREIBER – L'architecture synagogale en Belgique au XIX^e siècle : le judaïsme se transforme

Martin STRASSER – Produire la sainteté à Bruxelles à l'époque post-tridentine : édition hagiographique et modèles de sainteté

Bernard VAN DEN DRIESSCHE – Un témoin disparu de la piété mariale au XIX^e siècle : le Calvaire et la crypte de Notre-Dame des Sept Douleurs à Jolimont (Hainaut)

Section 6 : Histoire des sciences, des techniques et des savoirs anciens

181

François ANTOINE, Arnaud PÉTERS & Marie TIELEMANS – *Archisols* : histoire publique et sciences citoyennes au service de l'intelligence des sols [Table ronde *ArchiSols*]

Antoine BAUDRY, Céline MOUREAU & Xavier LAMBERT – La centrale électrique des carrières de Correux à Sprimont à l'aube du XX^e siècle

Benoît BEYER DE RYKE – La querelle de l'héliocentrisme, de Copernic à Galilée

James DEBOEUR – Genèse et développement de la galvanisation à Liège (1845-1914)

Jean-Jacques DE GHEYNDT – Le Cardinal Bellarmin et les procès Galilée

Nicolas DEMASY – Reconstitution de la première expérience de mesure de la radioactivité réalisée en 1897 par Pierre et Marie Curie

Ivan DEMIÉVILLE & Arnaud PÉTERS – Les archives du Gouvernement Provincial de Brabant (AEB, 1827-1965) et leur apport à la connaissance des sols bruxellois [Table ronde *ArchiSols*]

Pierre DEVAHIF – Potentiel souvent insoupçonné...

Augustin DEWULF – Les animaux dans les écrits de l'Académie thérésienne de Bruxelles : un règne en questionnement (1772-1794)

Marie-Anne DRAGON – Au-delà des traités : l'artiste et la construction du savoir sur l'oiseau américain aux xvi^e et xvii^e siècles

Anne-Catherine DUMONT – Isala Van Diest : un autre regard

Romain DURIEUX – Projet *SATURN* et documentation cadastrale : perspectives de recherche pour l'histoire des entreprises, des pratiques industrielles et des pollutions à Bruxelles [Table ronde *ArchiSols*]

Jean-Pierre EVERS – Corphalie, le bicentenaire !

Vincent GEENEN – Léon Fredericq (1851-1935), fondateur de l'école liégeoise de physiologie

Sophie GLANSDORFF – Botanique et médecine à Bruxelles au xvii^e siècle : l'herbier du collège jésuite de Bruxelles (1666)

Anne GODARD – Une flore 'exotique' dans les herbiers et les florilèges des Pays-Bas méridionaux aux xvi^e et xvii^e siècles

Jean-Marie KREINS – Les *Précis historiques* : science et apologétique dans une revue belge de la Compagnie de Jésus (1852-1898)

Stéphanie LEVECQ, Julien DESTATTE & Anne MOMBER – L'album photographiques des papeteries Godin : (re) découverte d'un document exceptionnel

Benoît PAINCHART – Une nouvelle pièce du puzzle de l'histoire du verre des Pays-Bas méridionaux : l'acquisition des techniques italiennes par ses verriers endémiques, les Colnet, au xvii^e siècle

Caroline POLET – Jalons et figures de la paléopathologie en Belgique, du xix^e siècle à nos jours

Olivier SKA – Histoire des techniques et risques de pollution en région bruxelloise : interpréter les activités industrielles historiques au regard des actuelles rubriques d'installation classée [Table ronde *ArchiSols*]

Estelle SLUSE – L'ananas par les voyageurs et colons aux Guyanes (1589-1741)

Kevin TROCH – De l’enseignement « par l’exemple et par les yeux » aux objets « boîtes noires » : l’électrométrie à la Faculté polytechnique de Mons des années 1880 aux années 1930

Lien VANDENBROUCKE – Vergeten kennis : de impact van botanica op de geneeskunde in de zuidelijke Nederlanden aan de hand van medicinale recepten (17^{de} en 18^{de} eeuw)

Lionel VANVELTHEM – L’apport de l’histoire orale au projet *ArchiSols* : retour d’expérience [Table ronde *ArchiSols*]

Section 7 : Histoire de l’environnement et de l’aménagement du territoire

205

François ANTOINE & Marie TIELEMANS – L’histoire industrielle de Cureghem gravée dans les sols : un héritage à connaître pour le réinventer

Antoine BAUDRY – Le bassin carrier d’Ourthe-Amblève au fil du XIX^e siècle : entre mutation industrielle, développement infrastructurel et transformation du paysage

Antoine BONNIVERT – La chasse aux loups et aux loutres dans l’ancien comté de Namur (XIV^e-XVI^e siècles)

Marie CHAIDRON – Protéger les oiseaux plutôt que leurs habitats ? Un choix politique dans la Belgique du XIX^e siècle

Odile DE BRUYN – Planter pour financer l’assistance aux pauvres : la gestion des bois de la Confrérie Saint-Éloy de Bruxelles, puis des Hospices civils de Bruxelles et successeurs, au hameau de Verrewinkel à Uccle (XVI^e-XX^e siècle)

Stéphane DEMETER & Cecilia PAREDES – Paysages baroques : exploration des panoramas urbains de Bruxelles à l’époque des Habsbourg d’Espagne

Cécile DUBOIS – L’architecture Art Déco, fil conducteur de la découverte des communes

Françoise JURION – L’œuvre de l’architecte Charles Soubre à Spa

Marguerite LAGAGE – Le Groupe des promeneuses et promeneurs du Centre Culturel d’Uccle

Christophe LOIR, Cecilia PAREDES, Thomas SCHLESSER, Nicolas SIMON & Christian VANDERMOTTEN – Au-delà du pittoresque ! La carte postale comme source essentielle pour l’histoire et l’étude des paysages urbains [Table ronde]

Martine PARMANTIER – Le château du Cherridreux aujourd’hui disparu

Stéphanie QUÉRIAT – Trajectoires des bâtiments hôteliers en Wallonie, depuis leur origine jusqu’à leur reconversion (1850-2020)

Benoît VANWIJNSBERGHE – Reconstruire Bruxelles après 1945 : le cas de la rue André Fauchille à Woluwe-Saint-Pierre

Section 8 : Généalogie et histoire des familles (en ce compris héraldique)

217

Jan CALUWAERTS – Généalogie en panne ? Cherchez la soutane !

Louis-Donat CASTERMAN – D’une cime à l’autre : le cimier de Bonifacio Roero, patricien d’Asti en Piémont, sur son triptyque votif probablement réalisé à Tournai au XIV^e siècle

Colette CLAES-PINSON – En quête des ‘Pinson’ : histoire familiale

Jean-Edgar DARIMONT – Généalogie des familles : créer un outil de recherche

Bernard DE LOVINFOSSE – Généalogie d’une famille, les Lovinfosse à Liège : état de la recherche

Thomas DELVAUX – Du haut Moyen Âge à l’Antiquité : jusqu’où peut-on faire remonter une généalogie ?

Loïc DE MOFFARTS – Décrypter les registres Grommen : de l’archive au roman historique, en passant par l’intelligence artificielle. Sept générations d’une famille de la noblesse liégeoise (1622-1876)

Didier DESCAMPS – La Maison de Berlaimont, de Gilles de Chin à Charles de Berlaymont

Philippe-Edgar DETRY – Le colonel Georges Vigneron (1892-1979) : un héros de guerre et une mitraillette en guise de prénom pour la postérité

Mathieu GILLION – Les Gillion, meuniers, bourgeois et magistrats en Avesnois, 1431-2026

Alexandre GROSJEAN – Les Galeries royales Saint-Hubert, une histoire de famille depuis six générations

Olivier HAMAL – Le monde bancaire liégeois du XIX^e siècle

Liliane HIERRO – Généalogiste : un métier d'enquête au service des familles et des successions

Jean-François HOUTART – La famille van Caloen à Bruges depuis le XVII^e siècle : son rayonnement dans l'espace public

Michel MARY – Le comte Adrien van der Burch, un grand mécène

Benoît PAINCHART – Fidélité au *roy* d'Espagne : la destinée de Guillaume Le Vasseur et de ses descendants au comté d'Artois (1540-1659)

Daniel STEVENS – L'intégration de la 'première' émigration de familles russes en Belgique : cadre et contribution de leur généalogie à son analyse

Herman SWINNEN – Plus de 10.000 juristes de l'ancienne Université de Louvain recensés

William TIMMERMANS – De Zeven Geslachten van Brussel, een levende traditie

Vincent VAGMAN – Deux manières de sortir de la généalogie pour découvrir ou s'approprier l'histoire de sa famille

Daniel VAN STEENBERGHE – L'héraldique des vitraux à l'église Notre-Dame des Victoires au Sablon à Bruxelles

Bernard VANDERMEERSCH – « Un putsch familial » ? Le coup d'état de la Cour Saint-Bavon (28 octobre 1577) et les familles patriciennes de Gand

Michel VANWELKENHUYZEN – Les archives fiscales : une source peu utilisée en généalogie

Section 9 : Histoire des arts

235

Pierre ANAGNOSTOPOULOS – Les sculptures du jubé Renaissance et la recherche d'harmonisation dans la collégiale Sainte-Waudru au premier quart du XIX^e siècle : les interventions du sculpteur François Rude et de l'architecte Charles Vanderstraeten

Erika BASSO – Orfèvrerie religieuse et dévotion dans le Hainaut au début du XVI^e siècle : le cas d'une croix-reliquaire de Valenciennes (1531)

Tiphaine A. BESNARD – « Les œuvres sont sœurs comme les deux artistes » : réceptions des peintres Héva (1860-1939) et Diana (1861-1952) Coomans et de leurs œuvres antiquisantes

Annick BORN – *Byzantium Nunc Constantinopolis* : la capitale ottomane dans l'atlas *Civitates Orbis Terrarum* de Georg Braun et Frans Hogenberg

Michel BOUTILLIER – Des commandes de retables anversoises à Châlons-en-Champagne à l'orée du XVI^e siècle

Alix BUISSET – Besançon au XV^e siècle : un centre artistique méconnu entre réseaux, mobilités et production manuscrite

Meggy CHAIDRON – Étude de la mise en scène et de la représentation du roi Salomon dans l'œuvre de Gerbrand van den Eeckhout

Sarah COLLARD – Simon Bonneau (ca 1660-1731), un sculpteur montois d'« un mérite inférieur » ?

Ralph DEKONINCK – L'illustration des *Acta Sanctorum* : l'image 'document', témoin de 'monuments' hagiographiques

Antoinette DE LAET & Alain JACOBS – La *Vierge consolatrice des affligés* peinte par Jean Portaels (1850-1852) au tympan du fronton de l'église Saint-Jacques-sur-Coudenberg à Bruxelles : d'un enjeu national à un enjeu patrimonial

Guy DELMARCEL – Antoine de Lalaing (1480-1540), comte de Hoogstraten, conseiller de Marguerite d'Autriche, et ses tapisseries

Wendy FRÈRE – Le buste en marbre de Charles II d'Angleterre du Design Museum de Gand : éléments en faveur d'une attribution à Arnold Quellinus

Thomas GRECK – Clément Léonard, Hubert Froment et Louis Lange : trois architectes du tournant du xx^e siècle au service d'un néo-médiévalisme rationnel et moderne

Alain JACOBS – Les projets du sculpteur Joseph Fernande pour le concours d'un monument en l'honneur de l'impératrice Marie-Thérèse et de son fils Joseph II à Bruxelles (1779-1780)

Emmanuelle JOB, Paula CORDEIRO & Marie-Noëlle MARTOU – La Maison du Roi : étude et compréhension des décors de façade

Eduardo LAMAS & Isabelle LECOCQ – L'inventaire : une démarche scientifique en péril dans l'étude des arts

Anne-Sophie LARUELLE – Les tapisseries aux armes d'Adrien de Croÿ-Roeulx (vers 1530) : usages et fonctions

Fiona LEBECQUE – Et que vive l'audace des fous...

Isabelle LEROY – Palais Stoclet – Klimt, l'accomplissement

Didier MARTENS – L'image miraculeuse de Kláštor pod Znievom : une composition de Quinten Massys au potentiel miraculeux ?

Sylvie OLIVIER & Nicole GESCHÉ-KONING – Géo De Vlamynck : éloge de la polyvalence artistique

Natasja PEETERS – Tournai, une plaque tournante pour les artistes anversois autour de Cornelis et Frans Floris vers 1570 ?

Noémie PETIT – Les autels et retables néogothiques de l'église Notre-Dame du Sablon

Jean-Luc PYPAERT – Bavière et Luxembourg à Bruxelles : le culte des saints Henri et Cunégonde et sa réception dans l'art des anciens Pays-Bas vers 1480

Ines SANCHEZ CIENFUEGOS – « Un cours d'histoire à l'usage des artistes et des artisans » : l'émergence de l'enseignement de l'histoire de l'art en Belgique en dehors des universités (1830-1914)

Mathieu SOMON – Champaigne – Rubens : une émulation créatrice

Alexis TANGETEN – Les archiducs Albert et Isabelle dans les cabinets de peinture : entre programme iconographique et appropriation artistique

Jacques TOUSSAINT – L'art de la médaille visité par le sculpteur André Willequet (1921-1998)

Thomas VANDORMAEL – « *Parva, sed apta mihi* » : les vitraux domestiques à Bruxelles à la Belle Époque (1880-1914)

Section 10 : Patrimoine oral et immatériel, folklore 259

Delphine CLARINVAL – Le pèlerinage de Notre-Dame de Laeken selon le père Jean-Antoine Gurnez (1647) : un récit oratorien témoin d'une dévotion mariale vécue au XVII^e siècle

Delphine CLARINVAL – À la rencontre des praticiens et praticiennes de la marionnette à tringle en Fédération Wallonie-Bruxelles : mise à jour du cadastre d'une communauté du Patrimoine culturel immatériel

Jean-Jacques DE GHEYNDT – *Schieven Architek* ! Les langues endogènes à Bruxelles

Jean-Pierre DUCASTELLE – Les compétitions de chants de pinsons au Pays d'Ath (XIX^e-XX^e siècles)

Alain GRAUX – Le cheval d'osier binchois du XVII^e au XVIII^e siècle

Isabelle LEROY – Dix ans de mise en œuvre de la compétence Patrimoine immatériel en Région de Bruxelles-Capitale : enjeux et résultats

Murielle LESECQUE – Quand l'élément matériel se met au service de l'immatériel : le cas du *Monument aux Forains* ou le *Pierrot héroïque* à Anderlecht

Badri Anne SORKHI – Chanter la Révolution : l'éventail comme vecteur de transmission idéologique (1790-1793)

Guy VANDE PUTTE – Notre-Dame-au-Bois (Jezus-Eik) : chronique d'un topocide annoncé

Brigitte VAN WYMEERSCH – Cloches et conflits : le sonore comme enjeu de pouvoir entre autorités civiles et religieuses sous l'Ancien Régime

Section 11 : Archives et bibliothèques

271

Michel BERRÉ – Abrégés grammaticaux et rudiments en concurrence : trois dispositifs nouveaux pour enseigner le français et le latin dans les Pays-Bas autrichiens

Guy BIART – Le Fonds Weissenbruch à l'Université de Liège : au terme réussi d'une saga chaotique

Jean-Michel BRUFFAERTS – Projet d'implémentation d'un « service des archives » à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

Céline CARDOEN – Le chartrier de l'Hôpital de Lessines (XIII^e siècle)

Lucie CASTAIGNE – Des archives à l'objet : explorer le métier de relieur à travers le fonds Berthe Van Regemorter

Thierry DELPLANCQ, Anne-Sophie HANSE & Romain DURIEUX – Prévention et préparation aux risques : défis, projets et résultats en matière de protection du patrimoine culturel face aux situations de crise

François DERÈME – Quels sont les outils juridiques pour transmettre, préserver et pérenniser une bibliothèque et/ou un fonds d'archives ?

Romain DURIEUX – Projet *SATURN* : enjeux archivistiques et perspectives de recherche dans les archives fiscales centrales et bruxelloises

Christian DURY – Le journal de Jacques Jamotte, architecte du chapitre de Saint-Paul à Liège (1760-1762)

Julie DURY & Christian DURY – Les cartes et plans du chapitre Saint-Paul de Liège (xvii^e-xviii^e siècles)

Fanny EVRARD – L’archiviste face aux demandes d’accès aux dossiers personnels : enjeux et harmonisation des pratiques

Damien HANET – Pérégrinations dans Namur : itinéraire d’une bibliothèque

Valentine JEDWAB & Marie TIELEMANS – Les archives communales et provinciales au service de l’histoire des sols : le travail des métaux à Bruxelles (1880-1900)

Olivier LATTEUR – Intérêt et valorisation d’un fonds documentaire méconnu : les correspondances savantes d’Auguste Bellynck, François Dierckx et Désiré Lucas (1850-1914)

Marie LEJEUNE – Vers une gestion de l’information organisée et contrôlée : l’expérience du Service Fédéral Audit Interne

Déborah LO MAURO – Découvrir un fonds éclaté : les archives de l’abbaye de Bonne-Espérance entre Ancien Régime et Petit Séminaire de Tournai

Estelle MARTINAZZO – Les bibliothèques des anciennes écoles normales du Nord (1880-1990) : genèse d’un fonds patrimonial, reflet de la formation des maîtres

Nicolas RUFFINI-RONZANI – Un travail de veille relatif aux documents médiévaux circulant sur le marché privé : le projet *GUARD*

Martine SIBILLE-MICHEL – Numériser ses collections, un long processus : le cas du Cercle Royal d’Histoire et d’Archéologie du Canton de Soignies

Sophie WITTEMANS – Quarante ans de promotion de la recherche en histoire du scoutisme et guidisme : le Centre Historique Belge du Scoutisme

Section 12 : Patrimoine mobilier et musées

287

Thomas BEYER & Nicolas NAVARRO – Concevoir, expérimenter, créer une exposition dans un musée universitaire : l'exemple de l'exposition Verropolis (Uliège)

Méliha BIÇAK, Mélanie CORNELIS & Benoît FOURNEAU – De la consultation à la coopération : le défi de la représentativité

Sophie BRIARD – La Wittockiana, musée des arts du livre et de la reliure : de la bibliothèque bibliophilique privée au musée public

Liévin CASTELAIN, Michèle LONEUX & Nathalie NYST – Restauration d'un spécimen d'exception en sciences naturelles : choix, pratiques et potentiel patrimonial

Marieke DE BAERDEMAEKER – Het Museum van de Stad Brussel – een rijk verleden, een spannende toekomst

Dorian DOS SANTOS – L'intelligence artificielle face aux contraintes de gestion quotidienne des musées en Belgique francophone : quels leviers pour des institutions aux statuts et organisations diversifiés ?

Maxime DUMÉNIL – La structuration du MUMONS : une évolution progressive pour structurer le musée universitaire de l'UMONS

Christine DUPONT – *History Lab Europe* ou comment repenser la Maison de l'Histoire européenne

Caroline ESGAIN & Nicolas LOR – Du Musée du Costume et de la Dentelle au Musée Mode & Dentelle : enjeux de la rencontre entre deux collections

Paul GROSJEAN – Du bon usage de la communication historique

Éléonore HEROUFOSSE – Entre conservation et valorisation : le cas des collections patrimoniales de l'UMONS

Pascale INGELAERE – L’inventaire du patrimoine mobilier de la Région bruxelloise, outil de valorisation des collections

Diane LOUIS – La joaillerie belge à l’époque de l’Art nouveau : processus de patrimonialisation et stratégies de légitimation

Anne MALMENDIER – Les politiques d’acquisition muséales contemporaines et la part des dons : vers une patrimonialisation raisonnée ?

Gordana MICIC – Un musée sous les pavés : le récit d’une scénographie singulière, porteuse de mémoire et de valorisation patrimoniale

Patrick MUDEKEREZA BULONZA – Entre pseudo-musées et pseudo-rituels : pratiques artistiques et expérimentation d’une muséologie sociale dans la perspective de la restitution

Letizia NONNE – Un laboratoire de conservation-restauration ‘hors les murs’ : retour d’expérience

Valérie PEUCKERT – Les expositions comme engagement : initiatives artistiques et sociales de Charles Gaspar dans l’Entre-deux-guerres à Arlon

Valérie PEUCKERT & Héloïse SMETS – De la mutualisation à la cocréation : 10 ans de collaboration au sein du collectif *Lux Musea*

Cécile QUOILIN – Un patrimoine protéiforme : enjeux de conservation et de valorisation au Musée de la Vie wallonne

Christelle SCHOONBROODT – Le Musée diocésain de Liège au sein du Grand Curtius

Héloïse SMETS – Décloisonner le musée par ses collections : la vannerie au Musée gaumais

Philippe TOMSIN – Un précurseur de l’archéologie industrielle en Belgique : René Evrard (1907-1963). Nouvelles informations tirées d’archives privées inédites

Jean-Marie YANTE – Les musées de terroir ou de société : une mission déclinée en trois temps

Conférences inaugurales

Michel FOURNY & Alain DIERKENS

**Au cœur de l'ancien palais de Bruxelles, l'*Aula magna*.
Construction, vestiges et iconographie de la grande salle
d'apparat de Philippe le Bon (1452-1459)**

La plupart des documents administratifs médiévaux de la Ville de Bruxelles ont péri dans le terrible incendie qui ravagea l'hôtel de ville et le centre urbain en août 1695, à la suite du bombardement par les troupes du roi de France Louis XIV. Néanmoins, le livre des receveurs de la Ville nous est parvenu. Ce registre, tenu durant la seconde moitié du xv^e siècle, est connu sous l'appellation de *Percquement boeck mette taitsen* (*Livre en parchemin avec des cabochons ou avec des fermoirs*). Il contient la compilation de documents que les receveurs et leurs clercs consignaient dans le but de conserver la trace de transactions financières liées à des contrats susceptibles de donner lieu à des litiges et dont l'exécution était prévue sur le moyen terme. Tel était le cas des commandes de matériaux et de services rémunérés pour la construction de l'*Aula magna* du palais du Coudenberg, chantier dont il avait été convenu que l'achèvement du gros œuvre s'échelonnerait sur huit années, entre 1452 et 1460. On conserve par ailleurs des actes émis par le duc Philippe le Bon. Ils éclairent les intentions et la portée politique du projet de la construction de la grande salle d'apparat, dont la mise en œuvre et la plupart des frais inhérents furent imposés à la Ville de Bruxelles, probablement à titre compensatoire pour un récent délit de 'trahison'. Les Bruxellois avaient en effet pris le parti des Gantois en révolte contre le duc en 1451. La Ville de Bruxelles comptait toutefois sur les retombées économiques importantes qu'amènerait l'installation durable du duc et de la Cour en ses murs. En dépit de la dette morale de la Ville envers le duc, l'accord négocié devait *in fine* être bénéfique aux deux parties.

Le travail d'édition des documents manuscrits par l'historienne Claire Dickstein-Bernard (1933-2020) constitue, dans la série *Investigations*, la base du premier des volumes

consacrés aux fouilles de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles sur le site de l'ancien palais du Coudenberg¹.

Les descriptifs des tâches à accomplir sont la plupart du temps très succincts. Ils consistent en une énumération de matériaux, dont l'usage n'est pas toujours précisément localisé dans le bâtiment en construction. Certaines descriptions sont accompagnées de métrés susceptibles d'aider à leur positionnement dans l'espace et dans la succession des opérations. Les faits objectifs constitués par les vestiges archéologiques tangibles – donc mesurables et quantifiables –, exhumés par la SRAB entre 1995 et 2006, permettent dans la plupart des cas de confirmer ou d'éclairer l'interprétation des sources écrites. Ainsi, les premiers documents d'archives, datés des années 1452 et 1453, s'attachent aux fondations du bâtiment qui servent de socle à la grande salle d'apparat, installée au bel-étage. On observe en général une bonne adéquation avec des faits précis, tout en constatant d'importantes lacunes dans les descriptifs.

Un document particulier, relatif à la charpente du bâtiment, est plus détaillé. Rédigé dans le jargon technique de l'époque et donc malaisé à décrypter, il s'apparente à un véritable cahier des charges destiné à un spécialiste du métier. Pour son interprétation, il a été fait appel à l'ingénieur civil et architecte Dieter Nuytten, expert en charpentes anciennes du xv^e siècle, qui a permis de lever bien des doutes et des approximations. En définitive, la charpente de l'*Aula magna* se révèle conforme aux standards du milieu du xv^e siècle, appliqués à des bâtiments civils ou religieux de moindre ampleur. La charpente de l'*Aula magna* était toutefois significativement surdimensionnée, sans qu'il fût pour autant nécessaire d'inventer des formes originales de mise en œuvre.

L'historienne de l'art Anne Buyle complète notre connaissance de la charpente par l'analyse de documents d'archives du xviii^e siècle qui sont illustrés par les seuls dessins connus de l'édifice. Des croquis cotés ont été dressés en vue de réparations urgentes, à réaliser sous peine de conséquences graves pour la stabilité de l'édifice.

Si les faits de fouilles, relatés par l'archéologue Michel Fourny,

1 Claire DICKSTEIN-BERNARD, Alain DIERKENS & Michel FOURNY (éds), *Au cœur de l'ancien palais de Bruxelles, l'Aula magna. Construction, vestiges et iconographie de la grande salle d'apparat de Philippe le Bon (1452-1459) (Investigations 2)*, vol. 1 (*Les sources*), Bruxelles. Société royale d'Archéologie de Bruxelles, 2026.

se limitent aux parties basses, seules conservées, du bâtiment détruit, l'agencement de ces dernières permet néanmoins de comprendre l'organisation des étages supérieurs, complètement ruinés, y compris la salle d'apparat pour laquelle nous disposons de plans anciens. Ainsi, la localisation des cinq fosses d'aisance dont les vestiges ont été reconnus lors des fouilles indique très précisément l'emplacement des latrines, qui avaient été aménagées à l'étage au-dessus de la salle d'apparat.

Enfin, l'analyse de l'iconographie abondante du palais du Coudenberg se révèle complémentaire et indissociable de celle des vestiges archéologiques et des recherches archivistiques. À défaut de plans de détail conservés, on peut mettre en relation les images avec les mentions des onze foyers renseignés aux étages, en localisant les espaces laissés libres entre deux fenêtres et en les confrontant aux souches de cheminées émergeant de la toiture. Du recensement de l'iconographie du palais effectué par Anne Buyle avec des compléments apportés par Pierre Anagnostopoulos, nous n'avons retenu dans cet ouvrage que les éléments utiles au propos. Le catalogue complet des images de l'*Aula Magna* est prévu pour un prochain volume de la série *Investigations*, qui comprendra aussi des analyses complémentaires sur des questions de détail, trop rapidement évoquées ici.



Gregory VERBAANDERD

La Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de Belgique : portrait d'une communauté savante (1885-1940)

Fondée en 1885 par l'Académie d'archéologie de Belgique, la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de Belgique naît à la croisée de deux dynamiques opposées : l'épanouissement des sociétés savantes locales et la professionnalisation croissante de l'histoire dans un cadre universitaire. Son projet fondateur vise à rassembler des cercles isolés et à créer un dialogue entre érudits locaux et universitaires, posant d'emblée une question qui traversera toute son histoire : comment concilier l'autonomie des initiatives régionales avec les exigences d'une coordination nationale ?

Loin de surgir de nulle part, la Fédération s'inscrit dans une longue tradition intellectuelle. La sociabilité savante

belge plonge ses racines dans le modèle académique français, lui-même héritier de l'académisme classique revivifié à la Renaissance. Après l'Indépendance de 1830, une sociabilité spécifique se structure progressivement, donnant naissance à des sociétés d'histoire et d'archéologie ancrées localement, portées par l'idéologie romantique et la nécessité de construire une identité nationale. C'est dans ce terreau que la Fédération prend racine, comme aboutissement de près d'un siècle de vie savante en 'Belgique', de la fondation de la Société Littéraire de Bruxelles en 1769 à sa propre naissance en 1885.

Inspirée notamment par la Société française d'archéologie d'Arcisse de Caumont, dont les représentants assistent régulièrement aux congrès belges, la Fédération adopte une approche centrée sur la valorisation de l'histoire locale. Son originalité réside dans sa forme fédérative, qui garantit l'autonomie des sociétés affiliées, tout en constituant un espace de rencontre entre amateurs éclairés et professionnels de la recherche. Ses congrès, d'abord annuels puis biennaux, en sont l'expression la plus visible. Les excursions organisées dans ce cadre rencontrent un succès constant : loin de n'être qu'un accompagnement, elles forment un moment de sociabilité à part entière, où la découverte du patrimoine architectural, archéologique et naturel se mêle aux échanges scientifiques informels. Elles témoignent de la vocation profondément inclusive de la Fédération, soucieuse de toucher un public aussi large que varié.

La composition de ce public évolue sensiblement entre la fin du XIX^e siècle et 1940. Dans ses premières décennies, la Fédération est largement dominée par des amateurs éclairés (juristes, membres du clergé, enseignants du secondaire, etc.), dont l'engagement assure la continuité de l'institution, notamment lors de la crise organisationnelle des années 1890-1907. À partir des années 1920, et plus encore des années 1930, le profil des congressistes se transforme. La présence des professionnels de l'histoire s'accroît, tant parmi les participants actifs qu'au sein des instances dirigeantes, et la participation féminine connaît une nette progression. Ces évolutions témoignent de transformations plus larges de l'historiographie belge, portées par le développement de l'enseignement supérieur et la redéfinition des métiers du milieu historique. Les congrès deviennent ainsi des lieux de formation pour la nouvelle génération d'historiens et des espaces d'expérimentation méthodologique, où professionnels

et amateurs s'élèvent mutuellement par le partage de leurs savoirs et de leur rigueur.

Sur le plan historiographique, la Fédération contribue principalement à la production d'une histoire à dominante locale, la part de l'histoire nationale tendant à décroître au fil du temps. Pourtant, en légitimant les recherches régionales, elle démontre que celles-ci, loin de se réduire à un localisme, peuvent alimenter et renouveler l'historiographie nationale. Elle apparaît ainsi comme un médiateur essentiel entre les deux niveaux, favorisant la circulation des savoirs et les collaborations entre amateurs et professionnels.

L'histoire de la Fédération éclaire ainsi les défis de la construction collective des savoirs historiques en Belgique entre la fin du ^{xix}^e siècle et 1940. Elle incarne une symbiose entre tradition et renouveau, ancrée dans l'héritage académique européen, tout en demeurant perméable aux transformations politiques et intellectuelles de son temps. Amateurs et professionnels, autonomie et coordination, histoire locale et histoire nationale s'équilibrent dans une relation toujours renégociée. Son étude, encore largement à construire, constitue un champ historiographique pleinement ouvert.

Section 1 : Archéologie

Présidence : François BLARY

Vice-présidence : Ann DEGRAEVE

Philippe SOSNOWSKA

Secrétariat : Émeline MARTIN

Antoine BAUDRY, Sylvie BYL, Paulo CHARRUADAS, Ann DEGRAEVE, Stéphane DEMETER, Yannick DEVOS, Patrice GAUTIER, Valérie GHESQUIÈRE, Louise HARDENNE, Sylvianne MODRIE, Philippe SOSNOWSKA, Julie TIMMERMANS, Benjamin VAN NIEUWENHOVE & Armelle WEITZ

Urbanisation autour de la porte Sainte-Catherine à Bruxelles

La première enceinte de Bruxelles, érigée au ^{xiii}e siècle constitue un repère chronologique et physique bien connu des archéologues qui travaillent sur la cité médiévale. Dans le bas de la ville, le quartier Sainte-Catherine a livré depuis la fin du ^{xix}e siècle plusieurs vestiges du mur et de son fossé dans le sous-sol et le bâti. Ils ont parfois pu être complétés par des plans et des descriptions d'époque. Les recherches archéologiques récentes menées rue du Vieux Marché aux Grains et dans plusieurs propriétés de la rue Sainte-Catherine permettent de compléter ces données et de mieux aborder l'urbanisation des parcelles établies de part et d'autre de l'enceinte à partir du ^{xvi}e siècle. À cette époque, le quartier est encore faiblement occupé, ce qui a facilité son remaniement urbanistique lors de la création du quartier des bassins, tronçon intérieur du canal de Willebroeck. La relation entre le magistrat de la ville, propriétaire de l'enceinte, et les acquéreurs de terrains gagnés sur les fossés comblés ou accolés à la muraille et à la porte Sainte-Catherine, démilitarisées, a pu être abordée par la documentation textuelle (actes fonciers et textes de nature administrative). L'étude fine du bâti et le recours systématique aux analyses dendrochronologiques complètent la recherche. Cette synergie traduite par le nombre d'intervenants sous l'égide d'Urban.brussels permet de restituer l'histoire du quartier jusqu'à nos jours et alimente nos connaissances

relatives à plusieurs 'objets' archéologiques, depuis la formation et la composition des couches pédologiques observées en caves jusqu'à l'élaboration architecturale de la fortification et des différentes habitations étudiées. Les matériaux et leurs mises en œuvre respectives constituent dans ce cas un puissant observatoire des pratiques constructives du secteur de la construction bruxellois depuis le XIII^e siècle jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.



Gérard BAVAY

**Bardeaux et terre crue : analyse d'un cas de structure
'plafond-plancher' dans un immeuble du XVIII^e siècle à
Soignies (Province du Hainaut)**

À la suite des prospections menées dans les campagnes entre Reims, la Normandie et la Belgique, l'usage de la terre crue dans les bâtiments antérieurs à la période industrielle est devenu une réalité assez familière. Si les murs que nous disons aujourd'hui *de bauge* en Belgique francophone ou *en carreaux* dans la Montagne de Reims finissent par se signaler assez facilement aux yeux de l'observateur averti, il n'en va pas de même pour des usages plus particuliers de la technique, notamment dans les intérieurs. C'est le cas des cheminées, des *bourguets* et, parce qu'elles sont partiellement inaccessibles, des structures 'plafond-plancher'.

La restauration d'une maison située dans le cœur historique de la ville de Soignies a conduit à mettre au jour une telle structure entre un quasi-rez-de-chaussée et un étage. Malgré l'état de dégradation, elle a pu être analysée et progressivement approchée de manière archéologique, pour ne pas dire fouillée. Le dégagement de ladite structure a, par ailleurs, permis de comprendre des observations ponctuelles qui restaient problématiques, réalisées au fil du temps dans des contextes différents.

L'exposé portera sur la découverte, la description, l'interprétation mais aussi sur les mesures de conservation et de restitution partielle qui ont pu être prises.



Lou COGNARD & Jef PINCEEL
Le laboratoire archéologique d'Urban.brussels

Les objets et échantillons collectés lors d'une fouille sont d'une importance primordiale pour l'interprétation d'un site. Dans de nombreux cas, toutefois, l'accès à l'information qu'ils contiennent n'est pas aisé. Après un long séjour dans le sol, ils sont souvent devenus illisibles. De plus, dès leur mise au jour, ils risquent d'être exposés à une dégradation rapide et irréversible.

Le laboratoire de conservation et de restauration archéologique d'Urban.brussels poursuit dès lors deux objectifs principaux. D'une part, il s'efforce de rendre accessible aux chercheurs un maximum d'informations contenues dans les objets qui seront étudiés. D'autre part, il vise à préserver le plus longtemps possible le matériel, et ainsi son potentiel scientifique, afin que ce matériel puisse encore être étudié dans le futur.

La communication propose un bref aperçu du processus de traitement des découvertes archéologiques, qui débute dès la fouille elle-même. La nécessité d'une collaboration interdisciplinaire efficace sera soulignée. La problématique du traitement de certains matériaux courants sera examinée. Enfin, l'importance de la conservation passive, de la gestion efficace et de la valorisation d'une collection archéologique sera brièvement abordée.



Sylvie COLLIGNON, Valentina LIMINA, Nicolas MEUNIER
& Vinciane SCHOCKERT

**La villa romaine de Mageroy (Habay) : nouvelles
découvertes et perspectives de fouilles (2018-2026)**

Le site de la villa gallo-romaine de Mageroy à Habay (Province de Luxembourg) fait l'objet de fouilles programmées depuis 1984 par l'asbl *Arc-Hab (Groupe d'Archéologie de Habay)*, avec le soutien de l'AWAP, du Forem et de la commune de Habay. Ces recherches ont révélé une vaste exploitation agricole occupée du milieu du I^{er} à la fin du IV^e siècle de notre ère. Cette communication propose de présenter les principaux résultats des campagnes menées entre 2018 et 2025, tout en introduisant les objectifs de la campagne 2026. Entre 2018 et 2023, l'étude du plus grand des quatre bâtiments agricoles

(annexe II), dans la partie nord-est de la *pars rustica*, a permis de mieux comprendre son histoire, son organisation et ses fonctions, qui combinaient activités domestiques, agricoles et artisanales. Les campagnes de fouilles 2024 et 2025, menées au sud-est de la *pars urbana*, ont apporté des données inédites. La mise au jour d'un fossé à la périphérie de l'édifice résidentiel, dont la présence dans ce secteur n'était jusqu'alors qu'hypothétique, constitue une avancée significative dans la connaissance du site. Le tracé de ce fossé met en évidence une structuration étroite de l'espace autour de la zone résidentielle, tandis que l'étude stratigraphique de ses comblements ouvre de nouvelles perspectives pour reconstituer les différentes phases d'évolution du site. Enfin, les recherches en cours, notamment les analyses paléo-environnementales, ainsi que la présentation des objectifs et des activités liées à la campagne 2026, permettront d'affiner la compréhension des dynamiques d'occupation et de l'organisation spatiale de Mageroy, une villa qui continue de livrer progressivement son histoire.



Marie DEMELENNE, Caroline POLET, Bérénice CHEVALIER, Line VAN WERSCH & Sébastien VILOTTE

Ciply (Province du Hainaut). Ambitions et réalités de la recherche sur les collections historiques mérovingiennes

Depuis 2019, un vaste programme collectif de recherche se concentre sur la plus grande nécropole mérovingienne connue à ce jour en Belgique, celle de Ciply (Mons, Province du Hainaut).

Utilisée entre le ^v^e et le ^{viii}^e siècle de notre ère, elle a pu compter jusqu'à 2000 sépultures, dont plus de 1000 ont été fouillées à la fin du ^{xix}^e siècle. Près de 2677 artefacts et les ossements de 292 individus, dont plusieurs dizaines de squelettes très bien préservés, sont parvenus jusqu'à nous.

L'étude reprise entend s'appuyer sur le croisement de données actualisées, obtenues grâce à des méthodes et à des analyses inaccessibles ou balbutiantes à l'époque de la fouille et de la synthèse publiée en 1970. L'archéométrie de l'artisanat du feu (céramique, orfèvrerie, armes...), complète les études typochronologiques, lesquelles sont confrontées aux résultats des datations ¹⁴C effectuées sur certains individus. Les caractéristiques biologiques individuelles comme l'âge au décès, le sexe (diagnoses sexuelles primaire et secondaire,

complétées par des analyses paléogénétiques) et la stature ont tout d'abord été réévaluées à l'aune de méthodes fiables. L'étude des marqueurs osseux d'activités, des traumatismes et autres pathologies a ensuite été menée. Elle nous informe sur les conditions de vie des sujets inhumés et sur certains aspects de la structuration sociale du groupe, notamment la division genrée des tâches. Les résultats concernant l'état de santé bucco-dentaire et ceux sur les isotopes stables du carbone et de l'azote permettent de préciser le régime alimentaire.

Toutes ces données biologiques et culturelles, croisées entre elles, devraient permettre de définir une nouvelle identité pour ces populations mérovingiennes, parfois bien différente de ce qui était soutenu jusqu'il y a peu à leur sujet. La nature des résultats est toutefois dépendante de celle du gisement : son état de préservation et son évolution en tant que collection sont déterminants, tout comme le processus organique de la recherche. Ce sont ces réalités de la recherche archéologique en musée que nous proposons de présenter ici.



Xavier DERU

Le site romain de Freyenter Wald (Eynatten)

En 1964, le musée de Raeren a entrepris quelques sondages sur des vestiges romains situés dans la forêt de Freyent (Eynatten). Depuis cinq ans, un chantier-école de l'Université de Liège y a repris les fouilles. Le secteur présente un substrat argileux, mal drainé, mais le site s'étend sur environ 1 ha à l'intérieur d'un îlot plus sec.

Le site fait l'objet de prospections pédestres et de sondages, mais surtout d'une fouille en aire ouverte dans les conditions d'un milieu boisé. Le bâtiment mis au jour présente plusieurs phases de construction et différentes techniques de construction. Il comporte des murs maçonnés présentant encore plusieurs assises en élévation, les sols d'occupation et les matériaux de la toiture.

Il compte un premier bâtiment de 10,4 m sur 7,2 m (phase 1). À celui-ci est accolé un second bloc (phase 2). Il connut deux phases de construction. À l'heure actuelle, il semble que lors de la phase 2.1, le nouvel espace se situe dans le prolongement du premier et présente une longueur de 12,2 m. À la phase suivante, il est élargi de 3,5 m vers l'est. Par ailleurs, un couloir

extérieur longe le mur occidental du premier bâtiment. Il fut construit dès la phase 1 ou lors de la suivante.

L'activité économique se partageait sans doute entre une activité agricole et l'exploitation du minerai de fer. Plusieurs concentrations de scories ont en effet été repérées sur le site. En cela, il s'intègre dans un ensemble de petits ateliers répartis au nord de l'Eifel, souvent datés du ^{III}^e siècle de notre ère.



Michel DE WAHA

Un plan du château de Jehay à reconsidérer : Archives de l'État à Liège, Fonds van den Steen, 136

Cette communication conçue avec la collaboration de nos collègues Antoine Bonnivert et Alexis Wilkin se propose de soumettre à un nouvel examen un dessin d'architecture conservé dans le fonds van den Steen aux Archives de l'État à Liège. Ce document connu du personnel attaché au château a été daté du ^{XVIII}^e siècle sur la base de son écriture. Si celle-ci est bien de cette époque, on peut néanmoins s'interroger sur le statut du document, original ou copie d'une pièce plus ancienne. Certains éléments, liés à l'architecture des bâtiments encore conservés, nous incitent à tenir le dessin pour une copie d'un document plus ancien. Il est donc à considérer d'un œil nouveau et vient compléter les éléments fournis par les analyses dendrochronologiques effectuées par l'IRPA.



Baptiste DRUGMAND

Standardisation et singularisation : trajectoires de charpentes ferroviaires de quais en Belgique (1858-2026)

Au ^{XIX}^e siècle, le développement des réseaux de communication en Belgique s'accompagne de l'émergence et de la diffusion massive de nouvelles typologies architecturales. C'est notamment le cas des chemins de fer, qui développent des séries de bâtiments largement conçus sur la base de modèles prédéfinis. Longtemps, ce type d'architecture a été perçu comme une production standardisée, conçue en série afin d'optimiser la rapidité et l'économie de la construction.

Cette vision masque pourtant une réalité plus complexe. La multiplicité des acteurs impliqués, les contraintes du terrain

et l'évolution des besoins d'exploitation remettent en question l'idée d'une standardisation pleinement maîtrisée.

Dans ce contexte, l'apport de l'archéologie du bâti permet de renouveler l'approche des bâtiments sériels du XIX^e siècle, en dépassant les limites des sources archivistiques. En s'appuyant sur la répétition des modèles, la lecture comparative des charpentes met en lumière les contributions propres à chaque acteur dans le processus de conception, de construction et de transformation. L'observation fine des matériaux et de leur mise en œuvre révèle un ensemble de singularités et d'adaptations qui caractérise le cycle de vie propre à chaque charpente.

Cette contribution propose de présenter le phénomène en se focalisant sur une charpente-type, développée à partir de 1858 par les chemins de fer de l'État belge et destinée à couvrir plus d'une cinquantaine de quais de gare. Grâce à une étude archéologique des treize exemplaires encore conservés, il s'agit de retracer les phases successives de singularisation du modèle. L'objectif est de confronter l'idée originale à la réalité du terrain sur le temps long (1858-2026). Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un projet doctoral mené au laboratoire DIVA de l'Université de Liège.



Fannie FRANCKX

Décrypter les assemblages fauniques du Trou de Han (Province de Namur)

Situé à la résurgence de la Lesse, le Trou de Han (Rochefort, province de Namur) constitue un site archéologique majeur, caractérisé par des occupations humaines répétées depuis la fin du Néolithique jusqu'à des périodes récentes. Ce contexte fluvio-karstique particulier offre une archive stratigraphique exceptionnelle, bien que marquée par une forte complexité taphonomique.

L'analyse taxonomique et taphonomique de 2579 restes fauniques issus des campagnes de fouilles subaquatiques de 2023 et 2024, dont la majorité est attribuée à la fin du Néolithique et à l'âge du Bronze, permet de mieux comprendre les dynamiques de formation des assemblages. L'étude met en évidence une prédominance des espèces domestiques, associées à des taxons sauvages.

L'ensemble des données contribue à affiner l'interprétation de la nature des dépôts fauniques du Trou de Han. Elle oblige à s'interroger notamment sur la part respective des activités humaines et des processus naturels dans leur constitution. Plus largement, les résultats ouvrent de nouvelles perspectives sur les interactions entre sociétés humaines et environnement dans les contextes karstiques.



Patrice GAUTIER, Louise HARDENNE & Sylvianne MODRIE,
en collaboration avec le laboratoire de dendrochronologie
de l'IRPA

**Les abbayes de Forest et de la Cambre. Reconstruction
de deux abbayes de femmes en périphérie bruxelloise
dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les apports de
l'archéologie.**

Les abbayes de Forest et de la Cambre, situées à quelques kilomètres l'une de l'autre, font l'objet d'importants travaux de reconstruction dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. La première est transformée sous l'abbesse Marie Victoire Josèphe de Bousies de Rouveroÿ, la seconde sous l'abbesse Séraphine Snoy.

Depuis 2018, une convention entre les archéologues des Musées royaux d'Art et d'Histoire et la Région de Bruxelles-Capitale (Urban.brussels) encadre l'étude et le suivi archéologiques de la restauration de ces deux sites de moniales, respectivement bénédictines et cisterciennes. Dans ce cadre, de nombreuses opérations d'archéologie globale, incluant fouilles sédimentaires et analyses du bâti, ont été menées, en amont des travaux ou parallèlement à ceux-ci.

Ces recherches, complétées par des analyses dendrochronologiques des charpentes conservées, réalisées par l'IRPA et l'ULiège et commanditées par Urban.brussels, ont permis de préciser les datations et d'enrichir considérablement les connaissances sur la matérialité des deux complexes religieux périurbains du XVIII^e siècle.

Les données archéologiques couplées aux résultats des recherches archivistiques permettent d'établir un parallèle entre les deux grands chantiers de reconstruction menés entre les années 1760 et 1780. Ils ont profondément modifié la

physionomie des deux abbayes, notamment par l'aménagement de cours d'honneur en forme de fer à cheval dans chacun des ensembles, remplaçant la cour de travail des périodes antérieures.



Else HARTOCH

Les *tabulæ ceratæ* de la Tongres gallo-romaine : des archives antiques inédites

Une vaste enquête scientifique pluridisciplinaire à portée internationale a été consacrée à un corpus exceptionnel de 85 tablettes à cire romaines provenant d'Atuatuca Tungrorum, chef-lieu de la cité des Tongres, et datées des I^{er}-III^e siècles de notre ère. Longtemps considérés comme anépigraphes, ces objets – dont la plupart furent mis au jour dans les années 1930 – ont récemment fait l'objet d'un réexamen approfondi. Il a permis l'identification de vestiges d'écriture latine manuscrite jusqu'alors inaperçus. Le corpus se compose de deux ensembles. Le premier comprend 73 tablettes découvertes sur le site de Broek(berg), interprété comme dépotoir antique située à proximité du sanctuaire. Le second rassemble douze exemplaires exhumés en 2013 dans un puits romain désaffecté près du Beukenbergweg. La redécouverte de ces tablettes et la lecture de leurs inscriptions renouvellent profondément l'interprétation des artefacts et leur confèrent désormais une importance documentaire de premier ordre.

Les fragments de textes identifiés relèvent principalement des domaines juridique et administratif. Ils comportent notamment des mentions de fonctions publiques, des références à des vétérans et à des cérémonies religieuses, ainsi que plusieurs nouveaux anthroponymes. Certaines tablettes témoignent également d'exercices d'écriture. Cet ensemble suggère l'existence d'archives municipales et offre un témoignage direct sur l'existence d'un appareil administratif structuré selon les normes romaines. Il éclaire de manière inédite la culture juridique, l'organisation institutionnelle et la vie quotidienne dans les premiers siècles de notre ère au sein de la cité des Tongres.

Le projet, coordonné par le Gallo-Romeins Museum, a bénéficié des compétences de Jürgen Blänsdorf (Johannes Gutenberg-Universität Mainz) et de Markus Scholz

(Goethe-Universität Frankfurt), chargés de l'examen et de l'interprétation des incisions laissées par les stylets. Lieve Watteeuw et Hendrik Hameeuw (KULeuven) ont réalisé des images interactives ayant permis la lecture des traces d'écriture. L'analyse du bois a été confiée à Koen Deforce (KBIN, Ugent). Annie Verbanck-Piérard (ULB) et Alain Vanderhoeven (Gallo-Romeins Museum) ont replacé les tablettes dans leur contexte historique, et Dirk Pauwels, archéologue de la ville de Tongres, a reconstitué les contextes de découverte originaux. Enfin, Marie-Thérèse Raepsaet-Charlier et Georges Raepsaet (ULB) ont analysé le cadre social et juridique, ainsi que les institutions et l'onomastique associées à ce corpus exceptionnel.



Stylet en fer provenant de la fouille du temple Tongeren-Keverstraat posé sur Tablette à cire provenant de Tongeren-Broek. Tongres, Gallo-Romeins Museum, inv. GRM 10989, GRM 4500. © Gallo-Romeins Museum / photo : L. Daelemans



Vincent LABBAS, Guillaume MORA-DIEU & Philippe
SOSNOWSKA

La commanderie Saint-André de l'Ordre teutonique à Liège : apport de l'archéologie et de la dendrochronologie à l'histoire d'un site majeur

La commanderie Saint-André de l'Ordre teutonique occupe une place privilégiée dans le paysage urbain liégeois. Implanté face au palais des princes-évêques, le site se développe au carrefour de deux voiries médiévales, tout en s'étendant sur les coteaux dits de la Citadelle, ce qui permet l'aménagement

de nombreux jardins d'agrément en terrasse. Si l'histoire de l'institution religieuse apparaît relativement bien cernée, le site, dans sa dimension architecturale et archéologique, reste relativement mal connu. Riche d'une histoire architecturale remontant probablement au ^{xiv}^e siècle, l'ensemble, constitué à l'origine de quelques bâtiments, s'est progressivement organisé autour d'une cour pour former au ^{xvii}^e siècle un hôtel en U. Il n'a cessé de se développer jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle. Tombé en déshérence durant le quatrième quart du ^{xx}^e siècle, il a suscité un important projet de réhabilitation qui verra sa substance historique largement altérée. C'est dans ce cadre que l'Université de Liège et l'Agence wallonne du Patrimoine (AWAP) collaborent depuis peu pour étudier un témoin majeur de l'histoire liégeoise, mais également de celle de l'Ordre teutonique.

Cette contribution visera à présenter les premiers résultats des études archéologiques et archéométriques menées depuis 2024. Si l'ensemble des données de terrain sera mobilisé, nous insisterons aussi sur l'étude des charpentes en bois et les résultats des analyses dendrochronologiques. L'étude des structures ligneuses a en effet permis de fixer une série de phases d'aménagement durant les ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles tout en offrant la possibilité de restituer l'implantation de plusieurs bâtiments et leur évolution à travers le temps. L'analyse dendrochronologique a en outre permis d'explorer l'ensemble de la chaîne opératoire d'approvisionnement du chantier, tout en abordant certaines questions d'exploitation forestière.

L'étude questionne ainsi les stratégies d'approvisionnement du bois d'œuvre. Certaines charpentes structurellement cohérentes sont clairement construites à l'aide de bois abattus dans un intervalle d'une quinzaine d'années (1679-1680 et 1694-1695). L'hypothèse de possibles réfections précoces n'est pas écartée, tout comme celle d'un stockage de bois. En outre, il apparaît que les séries de cernes analysées, dont les longueurs varient de 33 à 97 années – avec une majorité comprise entre 50 et 70 ans –, révèlent l'utilisation de chênes relativement jeunes, voire à peine matures. Les rythmes de croissance observés, stables et exempts de perturbations majeures, suggèrent des milieux forestiers plutôt ouverts. Ces caractéristiques pourraient correspondre à des régimes d'exploitation de type futaie sur souche ou à des pratiques similaires. Elle révèle, de manière inédite, une exploitation intermédiaire entre les vieilles futaies, utilisées dans les charpentes monumentales

des grandes églises, et les arbres à croissance rapide et parfois perturbée, que l'on rencontre fréquemment dans l'habitat privé tout au long de l'époque moderne.



Aurélien LACROIX

Les chemins de l'eau : les réseaux hydrauliques des abbayes bénédictine de Gembloux et prémontré de Floreffe

L'eau est une ressource naturelle essentielle pour les communautés religieuses, en atteste le chapitre 66 de la *Règle de saint Benoît* : « *Monasterium autem, si possit fieri, ita debet constitui, ut omnia necessaria, id est, aqua, molendinum, hortum vel artes diversas intra monasterium exerceantur [...]* ». La recherche scientifique sur l'hydraulique monastique s'est fortement concentrée sur l'ordre de Cîteaux, comme en témoigne le colloque de Royaumont de 1992 sur *L'hydraulique monastique, milieux, réseaux, usages*, où plus de la moitié des communications concernaient les moines blancs. En Belgique, ce sont également des abbayes cisterciennes qui ont grandement occupé le champ de la recherche. Ainsi, Cambron, Villers, Aulne, Grandpré, Val-Saint-Lambert, La Paix-Dieu et Clairefontaine ont fait l'objet d'une publication dédiée à leurs réseaux hydrauliques en 2004, aux côtés de huit abbayes cisterciennes du nord de la France. Cette surreprésentation ne peut uniquement s'expliquer par l'excellente maîtrise de l'eau par les cisterciens. En effet, l'état de préservation généralement bon de leurs monastères, par rapport à ceux des autres obédiences, facilite leur étude.

Le croisement de sources écrites et cartographiques, avec des prospections archéologiques de terrain, a permis de restituer une partie des réseaux hydrauliques des abbayes bénédictine de Gembloux et prémontré de Floreffe, fondées respectivement au ^x^e et au ^{xii}^e siècle. Il en résulte que ces religieux possédaient un savoir-faire hydraulique indéniable, qui leur a permis d'aménager leur monastère et les paysages environnants afin de répondre à leurs besoins en eau.



Florence LIARD, Marco CAVALIERI & Johan YANS
La tradition vinicole de la Toscane tardo-antique : l'apport de la recherche pluridisciplinaire belge à la villa d'Aiano (San Gimignano, Sienne)

Cette communication explore les pratiques socioculturelles et les dynamiques économiques qui sous-tendent la production de vin dans l'arrière-pays toscan, entre le I^{er} siècle avant notre ère et le V^e siècle de notre ère. Cette communication traite des découvertes faites à Aiano, dans le Val d'Elsa, où une villa de l'Antiquité tardive est l'objet d'un programme de fouilles depuis 2005 sous la direction de Marco Cavalieri (UCLouvain). Le site, d'une superficie estimée à 10.000 m², comprenait une *pars urbana* luxueuse et une *pars fructuaria* dédiée depuis le IV^e siècle à la production de vin. Le cellier aux dimensions imposantes, 30 x 9 m, a révélé 23 *dolia defossa*, mais il pouvait en contenir une cinquantaine.

Un cachet – un *unicum* – sur l'une des jarres vient dater cette dernière au I^{er} siècle de notre ère. Dès lors, il semble que la prospérité économique de la villa ait, du moins en partie, reposé sur le recyclage de matériaux plus anciens. Cette hypothèse concorde avec le fait que les *dolia* étaient des objets coûteux, leur manufacture requérant des savoir-faire et des moyens spécialisés. En outre, la vinification en céramique est suspectée d'être remplacée par l'usage de barriques dans l'Antiquité tardive. Si cette hypothèse vaut pour la Gaule, elle reste à valider archéologiquement pour la péninsule italienne. Les découvertes d'Aiano offrent de nouveaux indices à ce propos.

La pétrographie a permis d'identifier l'origine régionale des *dolia* d'Aiano, avec une diversité de pâtes témoignant peut-être d'ateliers distincts. Ce résultat concorde avec le développement sur la côte tyrrhénienne, dès le règne d'Auguste, d'un réseau d'industries potières municipales (amphores, *dolia*) et de *villæ maritimæ*, toutes liées à l'économie du vin. Cette économie semble aussi démontrer une indépendance par rapport au *patrimonium Cæsaris*, pourtant bien implanté pour l'activité vinicole en d'autres endroits de l'Étrurie, notamment sur l'île d'Elbe. La pétrographie a aussi identifié un dégraissage des argiles à partir de gabbro broyé, un type de roche disponible à proximité du site. Son usage comme dégraissant s'inscrit dans l'héritage techno-culturel étrusque. Il permettait l'obtention de céramiques réfractaires, offrant un microenvironnement

stable pour la fermentation du vin. Le site d'Aiano illustre ainsi la longévité d'une tradition vinicole toscane, peut-être indépendante du pouvoir impérial durant le Haut-Empire, et enracinée dans des savoir-faire étrusques, dont le potentiel est resté reconnu et exploité, par le recyclage, pour la vinification au Bas-Empire.



Justine LOHAY

Réparer et restaurer en Lorraine : le cas de Notre-Dame d'Avioth (xvi^e-xxi^e siècle)

En 1539, l'édification de la chapelle Saint-Jean-Évangéliste marquait l'achèvement de l'église Notre-Dame d'Avioth (Lorraine), impressionnant édifice gothique dont la construction avait débuté trois siècles plus tôt. Cette date, généralement reprise par l'historiographie pour clore l'histoire de l'édifice, ne signifie pas pour autant la fin des travaux. Dès la fin du xvi^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, l'église a connu de multiples phases de réparation, d'adaptation et de restauration qui ont profondément modifié son apparence.

Toutes ces modifications s'accompagnèrent d'une abondante production d'archives, de documents iconographiques et cartographiques. L'exploitation de ce corpus, associée aux méthodes de l'archéologie du bâti – des observations *in situ* aux études dendrochronologiques, en passant par les dernières techniques de relevé numérique – permet de retracer précisément l'histoire du bâtiment aux époques modernes et contemporaines. Ravagée par un incendie dès les années 1590, l'église souffrit ensuite, tout au long du xvii^e siècle, des conflits qui affectaient la Lorraine. Sous l'impulsion d'un 'curé bâtisseur', elle fut remise à neuf à l'aube du xviii^e siècle puis, après la Révolution, on s'efforça de lui rendre un aspect médiéval fantasmé. Les résultats obtenus ne se limitent pas, toutefois, à une simple énumération d'événements : ils éclairent en effet divers aspects relatifs au domaine de la construction, tels que l'origine et la nature des matériaux employés, l'adoption et/ou l'abandon de certaines techniques. Ces paramètres témoignent des motivations et des impératifs qui évoluaient au fil des chantiers successifs et reflètent l'histoire sociale et économique de la communauté qui gravitait autour de l'édifice.



Émeline MARTIN

L'eau dans les monastères du Brabant du XII^e au XVI^e siècle : mythe cistercien ou adaptations locales ?

L'importance de l'eau en milieu monastique est aujourd'hui bien établie, mais son rôle dans les établissements brabançons reste peu exploré en dehors des abbayes cisterciennes. Cette communication présente les résultats préliminaires de notre recherche doctorale sur les fonctions et la gestion de l'eau dans plusieurs établissements, dont Villers-en-Brabant, La Cambre, Forest et le prieuré du Rouge-Cloître.

Le croisement des sources écrites, iconographiques et archéologiques permet d'interroger la pertinence d'un 'modèle cistercien' de gestion hydraulique. Les premiers résultats montrent en effet que les aménagements, plutôt que de suivre un schéma unique, s'adaptent aux contraintes locales et aux besoins propres à chaque communauté. Ces observations ouvrent ainsi la voie à une réflexion sur la diversité des pratiques hydrauliques dans le Brabant médiéval, où les adaptations locales semblent jouer un rôle aussi déterminant que les traditions ou les savoir-faire spécifiques à chaque ordre.



Catarina PEREIRA & Camila MAGHRAOUI HASSANI

Par hasard, sous la pluie : le récit d'une fouille archéologique au début du XX^e siècle

Cette communication porte sur l'étude d'un carnet de terrain rédigé en 1917, en pleine Première Guerre mondiale, lors des fouilles archéologiques menées dans les cavités karstiques des roches de Néviau à Dave (Jambes, Namur) par Jean Colette et André Decelle, alors jeunes scouts intéressés par l'histoire locale.

Le mobilier, peu abondant mais composé de quelques pièces rares, témoigne d'occupations humaines en hauteur, entre la transition du Néolithique et de l'âge du Bronze, jusqu'à la fin du Haut-Empire romain.

Mais l'enjeu de cette communication réside ailleurs : dans le carnet de Jean Colette lui-même. Ce document associe anecdotes, descriptions, théories, et croquis, devenant ainsi

une véritable cartographie de l'expérience vécue par ce jeune amateur.

Conservé dans le fonds de la Société archéologique de Namur déposé aux Archives de l'État à Namur, ce document s'inscrit dans un genre discursif à la croisée entre journal intime et documentation scientifique. Il peut également être envisagé en tant qu'objet ethnographique, révélateur des pratiques, attitudes, et modes de production du savoir au début du xx^e siècle.



Florian THEUNISSEN

La construction en pan-de-bois de la ville de Herve : de l'inventaire à la typochronologie

L'architecture en pan-de-bois en Belgique témoigne d'une tradition constructive remontant à la période médiévale où elle était mise en œuvre dans l'habitat ordinaire et modeste des cités des Pays-Bas méridionaux et de la principauté épiscopale de Liège. À partir des xvi^e et xvii^e siècles, ce mode constructif 'disparut' progressivement dans un mouvement d'embellissement des villes qui atteint son paroxysme durant les phases de modernisation au xix^e siècle. Plusieurs études archéologiques ont mis en évidence la richesse de l'architecture de bois et ont constaté qu'elle subsiste aujourd'hui de manière invisible, dissimulée dans les murs mitoyens ou derrière des enduits de façade. Elles échappent ainsi aux inventaires patrimoniaux et se trouvent fragilisées par l'absence de protection juridique et l'adoption de nouvelles normes énergétiques.

C'est au travers de ces différents constats et dans une volonté de s'inscrire dans les travaux scientifiques mentionnés qu'a été entreprise une première étude, toujours en cours, consacrée à l'habitat privé en pan-de-bois de la ville de Herve, capitale d'une région bocagère située entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Si ce bâti représentait encore 75% du centre historique en 1774, il n'en subsiste aujourd'hui qu'une dizaine de cas visibles. La recherche vise ainsi à démontrer la persistance de cette architecture à travers l'analyse des structures internes de bâtiments aux façades pétrifiées. Elle veut tout à la fois pallier les lacunes de l'*Inventaire du patrimoine wallon*, sensibiliser la population hervienne à l'ancienneté de son

habitat et mettre en évidence l'influence des territoires voisins et bocagers sur celui-ci.

La méthodologie repose sur la constitution d'un corpus non exhaustif, établi à partir d'une prospection des pans-de-bois visibles depuis l'espace public mais surtout observables par opportunité à l'intérieur des bâtiments. Cette démarche est complétée par des relevés *in situ*, des descriptions archéologiques et architecturales, des investigations d'archives et des prélèvements dendrochronologiques et analyses du torchis lorsque possible. Cette recherche pluridisciplinaire permet d'esquisser une typochronologie des structures, de questionner la chaîne opératoire tant au niveau technique que socio-écosystémique et d'aborder les formes et usages de l'habitat hervien dans une perspective diachronique. La communication présentera les premiers résultats de l'enquête.



Fabian VAN BOXEM

De l'âtre à la souche, la cheminée à Bruxelles (xv^e siècle-1^{ère} moitié du xix^e siècle) : le cas du n° 104 rue Neuve

Dans cette communication, nous voulons présenter notre projet de thèse ainsi qu'un premier cas d'étude. Autrefois élément central de nos sociétés, la cheminée tend aujourd'hui à disparaître au gré des opérations de rénovation ou de réhabilitation. En effet, face aux enjeux climatiques, à de nouveaux modes de chauffage ou à d'autres facteurs, cet équipement a fréquemment perdu son sens. C'est en partant de ce constat que nous avons entamé en octobre 2025 un doctorat sous la supervision de Philippe Sosnowska (ULiège – DIVA) et de Caroline Heering (UCLouvain – GEMCA) grâce à une bourse d'aspirant F.R.S.-FNRS. Ce projet intitulé *De l'âtre à la souche. La cheminée au cœur des pratiques constructives, sociales et législatives à Bruxelles (xv^e siècle-1^{ère} moitié du xix^e siècle)*, a pour but de mieux saisir les usages, rôles et fonctions de la cheminée en mobilisant archéologie, histoire de l'art et histoire. Elle sera ainsi examinée en tant que reflet des pratiques constructives et des modes d'habiter des individus qui l'ont édifiée.

Durant ces premiers mois, nous avons eu l'opportunité de fouiller certains sites bruxellois en collaboration avec Urban.brussels. Cette communication porte sur le chantier des n^{os} 104 et 106 de la rue Neuve à Bruxelles, dirigé par Sylvianne

Modrie (archéologue attachée à Urban.brussels). Notre étude s'intéresse plus particulièrement à l'analyse des cheminées superposées du bâtiment avant du n° 104. Cet ensemble constitue un premier jalon pour appréhender les pratiques constructives et les savoir-faire techniques mis en œuvre pour l'édification de ce type d'équipement.

Section 2 : Histoire politique, militaire et relations internationales

Présidence : Catherine LANNEAU

Vice-présidence : Michael DEPRETER

Secrétariat : Perrine STENNIER

Jérémie BEYER DE RYKE

Comment Hérode précipita la Judée dans l'Empire

À l'époque d'Auguste, la Judée est un état vassal de Rome. Elle peut conserver un roi local pour l'administrer, pour autant qu'il se conforme à ce que l'empereur désire pour ce pays qui fait déjà partie de son Empire. Auguste choisit Hérode. Ce dernier avait toutes les qualités requises ainsi que la capacité d'action nécessaire pour devenir un excellent roi-client. Or, ce sont les actions de cet homme qui provoquèrent un chaos tel dans le pays qu'Auguste n'eut aucune autre alternative : il mit fin à la royauté juive et prit le contrôle total du territoire. Le but de cette communication est d'expliquer comment les actions du roi Hérode ont pu mener à un tel échec de l'état-client de Judée.



Eric BOUSMAR, Michael DEPRETER & Quentin VERREYCKEN

Les conseillers du Prince en procès : révolte, justice et État dans l'espace bourguignon (1474-1477)

Cette communication examine les liens entre révoltes, justice et formation de l'État dit 'moderne' dans l'espace bourguignon à la fin du Moyen Âge, à travers le prisme de deux procès de conseillers du duc de Bourgogne menés dans les années 1470 par des sujets révoltés. Le premier concerne Pierre de Hagenbach, grand bailli de Haute-Alsace nommé par Charles le Téméraire. Il fut capturé, jugé et exécuté au printemps 1474 à la suite de la révolte de la ville de Brisac contre son gouvernement militaire. Le second procès concerne Guillaume Hugonet et Guy de Brimeu, respectivement chancelier et gouverneur pour le duc de Bourgogne. Ils sont arrêtés et exécutés à Gand en

mars-avril 1477 dans le cadre des bouleversements politiques provoqués par la mort de Charles le Téméraire à la bataille de Nancy en janvier.

Par l'analyse du contexte de ces deux affaires, de la composition des tribunaux et du déroulé des procès, la communication révèle un paradoxe fondamental : loin de constituer de simples obstacles à la construction étatique, les révoltes urbaines et procès politiques de la fin du Moyen Âge participent avant tout, en période de contestation, d'une reconfiguration des rapports entre différents pouvoirs, princiers, nobiliaires ou encore urbains. De ce processus de reconfiguration, il ressort par ailleurs des résultats très différents. En Flandre, on observe la poursuite de la centralisation étatique par la dynastie Habsbourg, succédant aux ducs de Bourgogne. En Haute-Alsace, en revanche, on assiste au rétablissement d'une mosaïque de droits seigneuriaux et urbains sous la houlette lointaine de l'autorité impériale. Ces deux affaires nous invitent à reconsidérer le rôle des révoltes et des procès politiques dans les dynamiques, nécessairement non linéaires, de genèse des États dits 'modernes' au xv^e siècle.



Olivier DAMME

Un épisode méconnu et sanglant durant le règne des États belgiques unis : la mise à mort de Guillaume Van Kriecken à Bruxelles en octobre 1790

Le premier épisode d'indépendance nationale de la Belgique est tout aussi bref que peu connu. Objet de tous les mécontentements depuis plusieurs années à la suite des réformes voulues par l'empereur Joseph II et confronté à un soulèvement armé, le gouvernement des Pays-Bas autrichiens n'eut d'autre choix que de quitter Bruxelles dans la précipitation en décembre 1789. Il s'ensuivit l'établissement des États belgiques unis en janvier 1790. La politique du nouveau régime prit très rapidement une tournure cléricale et conservatrice, celle des 'statistes', aux dépens des démocrates modérés, les 'vonckistes', qui avaient participé au soulèvement du pays quelques mois plus tôt. Ces derniers furent par conséquent contraints à l'exil. Leur lutte continua cependant et, parallèlement, les troupes de l'empereur d'Autriche tentèrent de récupérer les provinces belgiques en menant une

guerre contre les troupes du nouvel état à partir du duché de Luxembourg, resté fidèle à la couronne autrichienne.

Dans un tel contexte, un régime tend à se radicaliser. Les autorités du nouveau pays ne faillirent pas à la règle. Les manifestations religieuses, comme les processions en soutien aux troupes au combat dans le Luxembourg, ou politiques, comme les marches de paysans, se multiplièrent. L'exaltation et l'intolérance gagnèrent les esprits. Guillaume Van Kriecken allait le payer de sa vie. Le 6 octobre, en effet, il fut accusé d'avoir outragé une statue de la Vierge lors d'une procession dans les rues de Bruxelles. La foule décida immédiatement de le mettre à mort dans des conditions épouvantables. Avant de rendre le dernier souffle, le malheureux fut sabré, pendu et démembré. Les bourreaux n'étant visiblement pas très agiles, le supplice se prolongea jusqu'à une décapitation improvisée avec une scie. Après le trépas, l'infamie continua de plus belle ; des morceaux du corps furent exhibés dans les rues de Bruxelles. Pour décrire cette mise à mort, nous nous baserons principalement, mais pas uniquement, sur les nombreux pamphlets royalistes et vonckistes qui dénoncèrent la mort de Van Kriecken.



Jean-Louis DELAET

**Profils et portrait-robot des bourgmestres de Charleroi
(1817-2024)**

Vingt-et-un bourgmestres se sont succédé à la tête de la ville de Charleroi depuis le Régime hollandais, treize avant la fusion des communes et huit depuis 1977, sans compter les trois bourgmestres de l'occupation. À partir de 1830, ce sont des libéraux, tous francs-maçons, ensuite des socialistes et un social-chrétien. Tous des hommes. Au-delà de leur identité, quels sont les profils et personnalités de ces édiles communaux ?

Dans le cadre d'une étude plus large, qui sera publiée en septembre 2026 aux Éditions de l'UMONS, nous avons listé les paramètres suivants : lieu de naissance, ascendance et origine géographique familiale, condition sociale, études et profession, état civil, profil social de l'épouse, nombre d'enfants, carrière politique, âge d'accès à la fonction, nombre de voix de préférence obtenues, longévité et fin du mandat, âge du décès,

appartenance philosophique, funérailles religieuses ou civiles, officielles ou non.

Avant la fusion des communes, beaucoup ont appartenu à des lignées de mandataires publics, avec une présence importante du monde judiciaire, ou à des dynasties d'industriels ayant joué un rôle économique de premier plan dans l'essor de la capitale du Pays noir. À partir de 1977, les premiers bourgmestres socialistes sont issus de l'appareil politique local. En revanche, les deux derniers sont atypiques, tant par leur origine que par leur profil.

Peut-on néanmoins tirer un portrait-robot du bourgmestre carolo, d'hier à aujourd'hui ? En quelques traits, illustrés de tableaux et de photographies, cette communication retracera deux siècles de vie politique de Charleroi, cette bourgade de moins de 5.000 habitants avant 1830, devenue aujourd'hui la première ville wallonne.



Claude DEPAUW

Capitaine-meneur ou capitaine-stratège ? La position de Georges Basta dans « Le Gouvernement de la cavalerie légère »

L'interrogation qui forme la première partie du titre de cet exposé trouve son origine dans l'ouvrage récent d'Alexandre Jubelin, *Par le fer et par le feu. Combattre dans l'Atlantique, xvr^e-xviii^e siècles*, publié à Paris en 2024. On trouve aux pages 189-197 le chapitre *Le capitaine au cœur du combat*. Dans cette analyse des normes et des pratiques du combat en mer apparaît la figure du capitaine de navire et son attitude au combat : meneur ou stratège ?

Mais qu'en est-il sur terre à la même époque ? On cherchera une première réponse dans l'édition française, parue à Rouen en 1616, du *Gouvernement de la cavalerie légère*, un traité de Georges Basta, commissaire général de la cavalerie légère dans les Pays-Bas de 1580 à 1593, sous le gouverneur Alexandre Farnèse. En suivant la succession des livres et des chapitres de l'ouvrage, on repèrera les droits et devoirs du capitaine d'une compagnie de cavalerie légère. Le « conducteur » de cette unité de base des armées de la fin du xvi^e siècle sera suivi tant au logement qu'à la marche. Mais on verra que le « capitaine

de compagnie en bataille », qui n'est pas seul, est surtout un « chef de guerre », ce qui répondra à la question de départ.

Cependant, le capitaine aux *Travaux de Mars* peut avoir une définition très large. Le capitaine, quelle que soit sa place de commandement au sein de la hiérarchie militaire, du général en chef au capitaine d'une troupe 'particulière', peut être tout aussi bien le chef militaire du pays – gouverneur ou souverain – que le chef d'une armée, petite ou grande, ou encore le chef d'une troupe faisant partie d'une armée – régiment, compagnie, escadron.



Claude DEPAUW

**La « munition » du château de la ville de Tournai
(1570-1577)**

Deux inventaires des « munitions », datés de 1570 et de 1577, ont été retrouvés dans des fonds d'archives distincts à Bruxelles et à Lille. Leur analyse montre qu'ils ont été réalisés à l'occasion de l'entrée en charge, pour le premier, de Jacques de Blondel et, pour le second, de Pierre de Melun, nouveaux capitaines-gouverneurs de Tournai. L'un et l'autre avaient leur siège au sein du château de cette ville construit au début du xvi^e siècle, chargé autant de défendre la ville que de la contrôler à l'époque où le roi Henri VIII d'Angleterre détenait la cité scaldéenne, avant qu'elle ne soit conquise par Charles Quint en 1521.

Sans doute dispersées dans plusieurs arsenaux de ce château, les inventaires énumèrent des pièces d'artillerie, lourde ou légère, mais aussi des armes individuelles, de trait et d'attaque ou de défense. Tout ce matériel comprend peut-être encore des armes confisquées aux bourgeois tournaisiens en 1567.

Les deux « munitions » de guerre en question, dont la qualité n'est pas connue, ne semblent pas toujours en bon état. Certaines sont apparemment devenues obsolètes. Elles restent néanmoins à la disposition des troupes du prince-souverain, à l'intérieur même des remparts d'une ville importante des Pays-Bas, alors agitée par les troubles politiques et religieux qui secouent l'Europe occidentale au xvi^e siècle.



Charles DESCHUYTENEER

Par voie de terre et d'eau : pour une nouvelle analyse de la logistique des raids vikings

Pendant longtemps, les historiens ont analysé les attaques vikings au travers du prisme de déplacements majoritairement fluviaux. Cette vision historiographique est aujourd'hui dépassée. Depuis les années 1990, l'étude de la navigabilité des cours d'eau montre les limites de cette vision simpliste des opérations de pillage. Si les recherches récentes intègrent les attaques par voie de terre dans leurs réflexions, certaines questions logistiques se posent encore. Le but de la présente communication sera d'étudier des cas concrets de questions logistiques. Réginon de Prüm décrit avec le plus de détails les opérations militaires de 881-882 (camp d'« Ascloha ») et 891-892 (camp de Louvain) dans l'espace entre Meuse et Rhin. D'autres annales franques contemporaines de ces événements permettent de recouper les informations de Réginon et d'évaluer les objectifs politiques et militaires qui sous-tendent ces opérations. De nombreux détails sont donnés sur les mouvements d'armées, les agglomérations attaquées et défendues, les routes empruntées, les cours d'eau utilisés ou plus souvent traversés par les belligérants. En reprenant les données sur la navigabilité de la Meuse, les tracés de routes romaines et alto-médiévales et les indices archéologiques des attaques, il est possible de réétudier les possibilités logistiques et de proposer des hypothèses de déplacements pour ces opérations militaires. Quelles routes ont pu être empruntées par les pillards et par les défenseurs ? Comment organisent-ils leurs déplacements et leur logistique ? Répondre à ces questions permettra de réinterroger les questions historiographiques liées aux attaques vikings.



Jean-François HUSSON

Namur dans l'histoire militaire britannique : 1695-1945

Durant plus de 250 ans, la région namuroise a été un espace d'opérations militaires anglaises puis britanniques, un pan d'histoire encore largement méconnu. Parmi ces opérations, retenons ici les principales.

Deux batailles majeures des guerres de Louis XIV se sont déroulées dans la région : le siège de Namur en 1695, puis

la bataille de Ramillies en 1706, dont une partie se déroule dans des territoires 'namurois'. Elles ont laissé d'importants prolongements mémoriels, parfois jusqu'à nos jours : *battle honours*, traditions régimentaires et même dénomination de navires de la Royal Navy.

Lors de la période hollandaise, plusieurs places fortes namuroises sont reprises dans la 'barrière Wellington', système défensif érigé à l'initiative du Duc de Wellington.

En 1914, la région devint le théâtre des premiers vols opérationnels du *Royal Flying Corps* et accueillit 'l'ambulance' de la Duchesse de Sutherland. La guerre y fut aussi marquée par des raids aériens, notamment contre la base de zeppelins de Cognelée, utilisée pour des attaques sur Londres, ainsi que par des activités des services de renseignement britanniques. Bien qu'aucune bataille terrestre majeure n'y ait impliqué les Britanniques, la région namuroise abrita d'importants effectifs de l'Empire entre novembre 1918 et fin 1919, tandis que d'autres y transitaient vers ou depuis l'Allemagne.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la région fut à nouveau ciblée par des raids aériens britanniques, et de nombreux appareils y furent abattus. Outre les opérations clandestines et spéciales impliquant Résistance, SAS et SOE, la bataille des Ardennes, avec Namur comme pivot stratégique, constitua l'épisode le plus marquant. Par ailleurs, de nombreux Namurois servirent sous commandement britannique : le *1st Belgian Group*, les *Commandos*, *SAS*, *Royal Navy*, *RAF*, *Liberated Manpower Units*...

Aujourd'hui, plus de 400 tombes de soldats de l'Empire britannique jalonnent la province de Namur. Depuis 2020, un *Remembrance Sunday* s'ajoute aux commémorations locales, et une rue de Namur porte désormais le nom d'Elsie Gladstone, infirmière britannique inhumée au cimetière de Namur dit de Belgrade.



Charles J. A. LEESTMANS

**Portrait d'un vaincu : le maréchal de Villeroy et les
campagnes de 1705-1706 aux Pays-Bas**

Depuis Saint-Simon, la plupart des historiens se sont gaussés des qualités militaires du vaincu de Ramillies, imposant un truisme incontournable. Sans vouloir faire de ce général malheureux l'égal des Luxembourg, des Vendôme, des Villars, il s'agit de le remettre dans le contexte de son temps, de définir les termes de cette longue amitié qui le liait au roi depuis sa première jeunesse. Blessé lors de la bataille du Mont-Saint-Gothard contre les Turcs en 1684, il est alors âgé de 20 ans. Tout au long des guerres de Dévolution, de Hollande et d'Augsbourg, il fera preuve d'un indéniable courage physique, et Luxembourg l'appréciait. Il tint sa partie lors de la bataille de Saint-Denis, commandant l'aile droite, et se distingua lors des combats de Neerwinden et de Steenkerque. Alors lieutenant-général puis, en 1693, devenu maréchal de France, il se montre à la hauteur dans la mesure où il est subordonné à meilleur que lui. Avec la guerre de Succession d'Espagne, apparaissent les premiers manquements. Au cours de la campagne d'Italie, il est vaincu à Chiari en 1701, puis capturé à Crémone l'année suivante. Cela n'empêche pas le roi de le nommer à la tête de l'armée des Flandres en 1703 où il remporte avec Boufflers et le marquis de Bedmar une incontestable victoire sur les Hollandais à Ekeren. Après avoir couvert l'Alsace en 1704, il reprend le commandement en Flandre. Pressé par le roi, il se résout à livrer bataille à Ramillies sans attendre sa jonction avec Boufflers, adoptant un ordre de bataille incertain sans l'accord de Maximilien-Emmanuel. La retraite qui s'effectue d'abord en bon ordre se termine en désastre, le maréchal perdant tout son sang-froid : la moitié des Pays-Bas anjouains est perdue en quelques jours. Il ne veut pas en convenir, ce malheur ne lui est pas imputable, Marsin ou Tallard, eux aussi, ont été malheureux à la guerre avant lui ! Son entêtement, sa mauvaise foi le conduira, malgré l'amitié du roi, à une disgrâce de plusieurs années. Ses insuffisantes qualités de stratège, son manque de caractère en la circonstance, autant que l'aveuglement du souverain et ami furent la cause de ce désastre.



Maxime RENARD

Extraction, production et distribution de salpêtre et de poudre dans les Pays-Bas méridionaux (1598-1609) : un monopole d'état sur des ressources stratégiques ?

À l'époque moderne, la poudre à canon, dont le salpêtre constitue l'ingrédient principal, devient une ressource stratégique. Sa disponibilité, cruciale pour les armées, exige une maîtrise, voire un monopole étatique.

La communication se concentre sur un cas méconnu : les Pays-Bas méridionaux durant les dix premières années du règne des archiducs Albert et Isabelle (1598–1609). Notre analyse s'articule autour de trois axes. Nous commencerons par explorer la mise en place d'un système exclusif d'approvisionnement en poudre à canon, à travers les ordonnances du Conseil privé des archiducs. Elles confèrent des pouvoirs étendus à des entrepreneurs spécialisés : Jacques Le Roy et Jean Curtius. Ensuite, nous démontrerons comment ce monopole est concrètement régulé et quels profits en retirent ses acteurs. Enfin, nous examinerons les obstacles à sa pérennisation : la guerre, la contrebande, les limites de l'autorité étatique dans certaines régions, ou encore la fin des hostilités, qui réduit la demande en poudre.

De manière plus générale, le cas étudié illustre le pragmatisme politique et économique des archiducs en période de crise. Il met aussi en évidence l'implication de l'état dans la régulation de la production et de la circulation d'une marchandise stratégique, ainsi que la volonté d'utiliser le commerce comme arme de guerre.



Matthias ROZEIN & Bastien VANOVERSCHELDE

La destitution d'Hilduin de Tongres-Liège (920-921) : compétitions aristocratiques autour d'un siège épiscopal en Lotharingie

Peu après son accession à l'épiscopat dans le courant de l'été 920, Hilduin de Tongres-Liège est entraîné dans un âpre conflit. Charles le Simple, roi de Francie occidentale et de Lotharingie, réclame sa destitution, l'accusant d'avoir accédé à l'évêché mosan en violation du droit canon, notamment grâce au soutien que lui aurait prêté le puissant aristocrate

lotharingien Gislebert, en révolte contre l'autorité royale. Le conflit s'achève avec la destitution d'Hilduin au profit de l'abbé de Prüm, Richaire, proche du roi et issu du lignage influent des Matfrid. Richaire sera consacré évêque de Tongres-Liège par le pape Jean X en novembre 921.

De récentes recherches ont permis d'établir la régularité de la procédure de désignation à l'épiscopat d'Hilduin et de mieux cerner les enjeux stratégiques du conflit, en particulier les intérêts du pouvoir royal. Dans notre communication, nous proposons de porter le regard sur les autres participants à la querelle : l'évêque déchu Hilduin, son soutien supposé Gislebert, ainsi que le nouvel évêque, Richaire de Prüm. D'une part, nous entendons démontrer les intérêts divergents d'Hilduin et de Gislebert, le premier étant trop souvent représenté comme simple instrument du second. D'autre part, la désignation de Richaire au siège épiscopal de Tongres-Liège soulève la question de l'influence de son lignage sur la décision du roi de remplacer Hilduin par un des leurs. Cette manœuvre n'a en effet pas seulement consolidé la position du roi, mais également contribué à renforcer celle des Matfrid en Lotharingie. La lecture aristocratique de la querelle épiscopale révèle ainsi un moment de cristallisation dans les jeux de compétition et de rivalité entre les différents groupes qui dominent la Lotharingie à l'aube du x^e siècle, dans un contexte de redistribution des cartes parmi les différents acteurs politiques des royaumes francs.



Alain SERVANTIE

Ambassadeurs de Charles Quint auprès de Soliman le Magnifique : « l'on peult comprendre que les Turcs sont enclins plustost à faire paix que guerre »

En 1533 et 1534, Charles Quint a envoyé deux ambassadeurs à Constantinople, dont Corneille de Schepper, né à Nieuport, à la suite d'une ouverture du grand vizir Ibrahim Pacha, pour appuyer les efforts de son frère Ferdinand, dans le but de récupérer la Hongrie en échange d'un petit port du Péloponnèse, Coron. De Schepper écrit un journal très pittoresque de son voyage. La négociation échoue. De Schepper encourage alors Charles Quint à mener une expédition en Tunisie, qui aura lieu en 1535. Dix ans plus tard, Gérard Veltwijk, né à Utrecht, est envoyé pour essayer d'obtenir une paix qui consoliderait

les frontières entre l'Empire ottoman et les domaines de Charles Quint et Ferdinand, entraînant de ce fait un traité amenant la fin des croisades et la progressive mise en place d'une diplomatie permanente entre Constantinople et Vienne. Les deux ambassadeurs ont joué un rôle très actif en qualité de conseillers de l'empereur et de Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas. Les textes de la correspondance relative aux deux ambassades sont disparates, dans certains cas inédits, peu accessibles aux nouvelles générations, car souvent rédigés en latin.



Isabelle VANDEN HOVE

Arenberg en de grenspolitiek op het einde van de 17^{de} eeuw

Op het einde van de 17^{de} eeuw, wanneer het ene conflict het andere opvolgt, treden twee leden van de adellijke familie Arenberg op als gouverneurs aan Habsburgse zijde. Echter moeten zij de stad waarvoor zij verantwoordelijkheid dragen overlaten aan de vijand: Frankrijk.

Ernest van Arenberg van de tak Croÿ-Chimay (1643-1686) was als gouverneur en kapitein-generaal van het hertogdom Luxemburg en het graafschap Chiny betrokken bij de verdediging van de stad tijdens het 'beleg van Luxemburg' door de Fransen in 1684.

Octave van Arenberg van de tak Ligne-Barbançon (1643-1693), van zijn kant, moest als regimentsofficier in het leger van de Spaanse vorst de stad Namen in 1695 overlaten aan Frankrijk.

In de bronnen wordt geen van beiden uitvoerig vermeld. De iconografie toont vooral de overwinnaar, "zonnekoning" Lodewijk XIV. Met deze bijdrage wordt het onderzoek geopend naar het perspectief van de familie Arenberg in deze Europese conflicten.



Grégory VERBAANDERD

Repenser la Résistance à l'échelle locale : Ganshoren, un cas d'étude pour une histoire régionale (1940-1944)

Loin des projecteurs, Ganshoren, commune du nord-ouest de Bruxelles, s'est imposée comme un pôle logistique de la Résistance bruxelloise. Dès 1940, elle accueille et voit naître des réseaux de renseignement et des cellules de presse clandestine, portés principalement par des hommes francophones de 30 à 50 ans, souvent issus de la bourgeoisie et marqués par l'expérience de la Première Guerre mondiale. Leur engagement, alliant patriotisme et rejet de l'occupant, est favorisé par le calme relatif de la commune, encore flamande à l'époque, et éloignée des principaux foyers bruxellois de la répression allemande.

À partir de 1942, la Résistance à Ganshoren se structure davantage : sabotages, hébergement de clandestins et diffusion de tracts s'intensifient, sans pour autant verser dans la violence. Ganshoren agit surtout comme une base logistique, soutenant des opérations menées au-delà de ses frontières, notamment vers Bruxelles et ses infrastructures critiques, aéroports et voies de communication. Deux logiques résistantes s'entrecroisent : une Résistance locale, discrète et ancrée dans le territoire, et une Résistance expansive, tournée vers l'appui aux réseaux bruxellois. Bien que d'origine flamande, les résistants ganshorenois sont majoritairement francophones, signe de la francisation progressive de la commune. Mieux connectés, les francophones sont en mesure d'agir à une échelle régionale, voire nationale, tandis que les néerlandophones s'engagent davantage dans des actions locales et discrètes.

Ainsi, Ganshoren dévoile un aspect méconnu de son histoire : celui d'un carrefour logistique de la Résistance où se déploient des dynamiques à la fois locales et régionales. La communication invite à redessiner la géographie de l'engagement clandestin, en intégrant les faubourgs bruxellois, et ouvre la voie à une étude régionale de la Résistance, encore inexploitée à ce jour.



Romain VERMEERSCH

**Une légion de volontaires dans une guerre d'extermination :
enquête sur les crimes commis par la Légion Wallonie sur
le front de l'Est (novembre 1941-février 1942)**

Durant la Seconde Guerre mondiale, plusieurs milliers de volontaires belges intègrent la Légion Wallonie afin de combattre en Union soviétique. Si le parcours du bataillon sur le front de l'Est est aujourd'hui bien documenté, son implication dans les crimes de guerre demeure largement méconnue. Au regard de la littérature scientifique et des témoignages des légionnaires, la question d'une implication criminelle wallonne semble appeler une réponse négative. Toutefois, le recours aux dossiers de la justice militaire belge d'après-guerre rend possible une première approche du sujet.

La présente communication se propose d'articuler l'enquête autour de deux études de cas. La première est consacrée aux événements survenus à Novomoskovsk en novembre 1941 et examine la participation spontanée de plusieurs soldats au massacre des Juifs de Dniepropetrovsk. Bien que l'exécution ne semble pas avoir été confiée à la Légion Wallonie, le concours de certains de ses membres révèle la visibilité des tueries génocidaires, menées à proximité des cantonnements wallons. Ces faits nous conduisent, en outre, à repenser les motivations des légionnaires. Si, jusqu'à présent, l'historiographie a privilégié la triade anticomunisme-patriotisme-rexisme pour expliquer les premiers enrôlements, il convient d'interroger la place de l'antisémitisme dans les raisons d'engagement. Afin de cerner la présence de celui-ci, il est nécessaire de dépasser une lecture strictement politique ou patriotique des engagements. À cet égard, le concept du judéo-bolchevisme offre une clé d'analyse particulièrement éclairante. En établissant un lien étroit entre judaïsme et communisme, le judéo-bolchevisme révèle que la motivation anticomuniste peut également intégrer une dimension antisémite, largement occultée dans les récits wallons d'après-guerre.

La seconde enquête, quant à elle, porte sur l'exécution de prisonniers soviétiques à Gromowaja-Balka en février 1942, soulevant la question plus large du traitement des prisonniers de guerre soviétiques. Qu'ils se soient déroulés à Novomoskovsk ou à Gromowaja-Balka, ces événements reflètent l'imprégnation des conceptions nazies quant à la

manière dont les combattants non-Allemands ont mené la guerre sur le front de l'Est.



Geneviève WARLAND, Marc BOONE, Agnès GRACEFFA
& Floriana CERESATO

**Les réseaux savants, belges et internationaux d'Henri
Pirenne (1862-1935) [Table ronde]**

L'historiographie sur Henri Pirenne, médiéviste de réputation internationale, célèbre pour ses thèses sur l'origine des villes, les débuts du Moyen Âge et la nation belge, connaît un nouvel essor. C'est dans ce mouvement que s'inscrit le travail du présent panel. Il a l'ambition d'étudier les relations interpersonnelles d'Henri Pirenne avec ses collègues belges et étrangers, ainsi que les circulations savantes qui en résultèrent, tant du point de vue des influences reçues qu'exercées. La correspondance d'Henri Pirenne constitue une porte d'entrée privilégiée à cette exploration conçue par aires géographiques. L'intervention de Marc Boone, *Henri Pirenne à Gand : 1885-1930, 45 ans de professorat pour former une école ?* envisagera les rapports entre Pirenne et ses élèves de générations différentes sous l'angle de la création d'une communauté d'historiens marqués par son aura intellectuelle mais suivant chacun leur propre voie. L'exposé d'Agnès Graceffa, *De longues amitiés sincères et d'intenses relations de travail : l'axe franco-belge*, portera sur les rapports étroits entretenus par le maître belge avec les historiens français Ferdinand Lot, Maurice Prou, Georges Espinas, ainsi que Marc Bloch et Lucien Febvre, fondateurs des *Annales d'histoire économique et sociale*. Dans une communication sur *Les savants d'Europe de l'Est dans le réseau d'Henri Pirenne*, Floriana Ceresato s'intéressera aux échanges nettement moins connus du savant belge avec ses homologues tchèques, notamment. Quant à Geneviève Warland, son intervention *Pirenne outre-Rhin : réseaux savants et amicaux à l'épreuve de la Première Guerre mondiale* portera sur le monde allemand. Elle se concentrera sur les échanges entre Pirenne et Karl Lamprecht et Fritz Arnhem, le premier étant le commanditaire de l'*Histoire de Belgique* et le second son traducteur allemand.

Section 3 : Histoire économique et sociale (en ce compris numismatique, démographie et vie quotidienne)

Présidence : Éric GEERKENS

Vice-présidence : Alexis WILKIN

François DE CALLATAY

Secrétariat : Antoine BONNIVERT

Antoine BAUDRY

Lambert Bonmariage ou l'aventure industrielle d'un maître de carrières à Comblain-au-Pont au XIX^e siècle

À partir des années 1835-1845, la région Ourthe-Amblève, située au sud de Liège et autrefois largement agricole, se mue progressivement en bassin carrier. À la veille de la Première Guerre mondiale, on y compte une centaine de carrières et sites industriels où besognent environ 3500 ouvriers. Plusieurs entrepreneurs, industriels et maîtres de carrières ont joué un rôle prépondérant dans l'essor de ce secteur économique. Parmi eux figure Lambert Joseph Bonmariage (1831-1903). Issu d'une famille de cultivateurs et de moyens propriétaires terriens, il embrasse un métier dans la pierre vers 1858-1860. Durant plusieurs décennies, il achète et/ou développe de nombreuses carrières de grès, matériau abondamment employé pour le pavage des villes et des voies de communication, ainsi que pour le ballast des chemins de fer. Il est à l'origine de plusieurs grandes sociétés régionales, notamment la société en commandite Bonmariage, Burlion et Compagnie, créée en 1872, et qui devient en 1878 la *Société anonyme des Carrières de Grès de l'Ourthe* (capital de 1.800.000 francs). Il investit également dans des équipements à la pointe de la technologie, comme le premier concasseur mécanique à vapeur d'Ourthe-Amblève, vers 1880. Il est par ailleurs le bourgmestre libéral de la commune de Comblain-au-Pont de 1873 à 1884. Cette figure délaissée par l'historiographie va faire l'objet dans cette communication de l'étude la plus exhaustive possible : origines, héritages, parcours professionnel, participation à la vie associative, actions et initiatives régionales, généalogie industrielle des sites exploités après sa faillite, etc.



Gérard BAVAY

Un équipement industriel à travers la comptabilité relative à sa construction : la première machine à feu de la Société du Bois du Luc (1779)

À la fin du XVIII^e siècle, la société charbonnière du Bois du Luc est déjà plus que centenaire. Le succès industriel de sa formule est ainsi largement démontré. À ce moment, le siège premier de la société se trouve toujours au bout de l'actuelle rue de l'Hospice, à quelques centaines de mètres des carrés de Bosquetville, aujourd'hui localisation du Musée de la Mine et du Développement durable (MMDD). C'est là en effet que passe le ruisseau ou thiriau du Luc(q) et que se voit encore un bois qui couvre tout le versant nord du vallon, lieu que la carte de Ferraris identifie comme le site du « moulin du Luck », à deux pas de la « couture du Bois-du-Luc ». En 1779, la société fait construire à cet endroit, dit « Fosse du Bois », une machine à feu ou pompe d'exhaure. La localisation de cet équipement peut être précisée grâce aux documents cartographiques du XIX^e siècle. La comptabilité très précise tenue par la société et heureusement conservée aux Archives de l'État à Mons permet de suivre les dépenses relatives au chantier. Si d'autres machines à feu de cette époque sont connues à travers leurs traces matérielles, notamment à Bernissart et à Soignies, celle du Bois du Luc, malheureusement disparue – mais peut-être pas au niveau de ses fondations –, l'est à travers la mise en œuvre de ses matériaux et les notes relatives au déroulement du chantier. À ce titre, la complémentarité des traces matérielles et des sources d'archives, notamment comptables, permet de découvrir la réalité des pompes à feu des années 1780 sous deux angles de vue largement convergents.



Antoine BONNIVERT

Le droit de lagan à l'épreuve : un double naufrage au large de L'Écluse en 1408

Le 2 février 1408, une violente tempête provoque le naufrage de deux navires marchands – une caraque génoise et une *hulque* portugaise – en route vers le port de L'Écluse, au large de l'île de Cadzand. Les cargaisons échouées sur les côtes sont saisies par Robert de Capples, bailli de Bruges, agissant au nom du comte de Flandre en vertu de son droit de lagan, lui permettant de s'approprier les épaves et les marchandises que la mer rejetait sur les rivages. La comptabilité du bailli, complétée par

une trentaine de pièces conservées dans la série des *Acquits de Lille* des Archives générales du Royaume à Bruxelles, permet de reconstituer avec précision le déroulement des naufrages et leurs conséquences immédiates. Parmi ces documents figurent notamment un inventaire détaillé des biens récupérés par l'administration comtale (vin, huile, vêtements, tissus, fruits, cuirs, etc.), ainsi que de nombreuses requêtes adressées par des marchands flamands et étrangers aux autorités (duc et duchesse de Bourgogne, Quatre Membres de Flandre, etc.), en vue de la restitution de leurs biens.

Ce dossier met une nouvelle fois en lumière le rôle central de Bruges dans les circuits commerciaux du nord-ouest européen. Plus précisément, il permet d'observer concrètement les mécanismes de circulation des marchandises, l'importance des communautés étrangères dans l'approvisionnement du marché brugeois, ainsi que la ténacité de ces communautés dans la défense de leurs intérêts à l'intérieur d'un espace économique fortement interconnecté.



Pierre BRIMBERT & Aymeric JOURQUIN

Lessines pestiférée, Lessines traumatisée : entre contagion et dévotion

Quelques œuvres d'art pieuses lessinoises et régionales offrent un éclairage particulier sur le culte des saints antipesteux dans la région de Lessines. Saint Eloi, saint Roch, saint Adrien, saint Sébastien, la Vierge Marie y sont habituellement vénérés, mais bien davantage encore en cas de peste. Les familles meurtries, souvent décimées et désemparées, ne savaient plus à quel saint se vouer, tant l'impact de la pandémie sur leur vie était profond. Tableaux, reliquaires, livres, statues, reliefs, enseignes de pèlerinage, colliers de guilde peuvent avoir été commandés tantôt pour des motifs pieux exclusifs, tantôt plus explicitement dans un but prophylactique, lié à la *yersinia pestis*.

La présente communication vise à développer quelques aspects touchant au culte des saints vénérés en période de peste, tant au niveau artistique qu'historique et social. Pour ce qui est de l'histoire de l'art, des parallèles seront établis entre les œuvres conservées à l'Hôpital Notre-Dame à la Rose de Lessines et des témoignages de la vie quotidienne, comme des enseignes de pèlerinage, dont celles de Grammont, liées à saint Adrien. Pour ce qui est de la dimension sociale, seront présentés les apports

des archives de l'institution charitable et hospitalière lessinoise, ainsi que celles de la cure et de la massarderie. Ces sources évoquent en effet le culte des saints antipesteux en période de grande contagion et, plus étonnamment, encore bien après la disparition dans nos régions de la maladie la plus mortelle de l'histoire. Il va sans dire que l'épidémie a eu des impacts traumatisants, significatifs et durables sur la société d'Ancien Régime.



Céline CARDOEN

L'Hôpital de Lessines et sa dotation

L'Hôpital de Lessines, devenu le Musée de l'Hôpital Notre Dame à la Rose, fut fondé par Alix de Rozoy entre 1242 et novembre 1246. Depuis le ^{xix}^e siècle, l'historiographie traditionnelle affirme que cette institution religieuse charitable bénéficia d'une importante dotation dès ses origines et jouit de nombreuses donations foncières, en précisant que le ^{xiii}^e siècle fut la période la plus prospère de son histoire. Toutefois, après avoir édité l'ensemble des sources écrites datant des origines de l'institution jusqu'à 1300 – 76 au total, dont 65 sont conservées au sein du Musée à Lessines, une aux Archives de la Ville d'Audenarde, et dix aux Archives départementales du Nord à Lille –, l'analyse du corpus ne confirme nullement cette théorie. Seize actes de nature juridique différente permettent d'étudier le contenu des transmissions effectuées au profit de l'hôpital. Une approche économique des possessions et revenus a mis en évidence la masse d'argent circulant dans cet établissement de charité et, *a contrario*, la faible part des biens fonciers. Ces derniers, bien que peu nombreux et peu considérables, suffisaient pourtant largement à assurer la subsistance de l'hôpital.



Patrick DEBOUVERIE

Le Quartier Louise du ^{xix}^e au premier quart du ^{xxi}^e siècle

La partie saint-gilloise du Quartier Louise fut urbanisée à partir de 1841, lorsque les propriétaires fonciers Jean-Baptiste Jourdan et Jean-Philippe Dejoncker obtiennent de l'état l'autorisation de bâtir leurs quatre hectares de terrain, ainsi que l'ouverture d'une nouvelle porte urbaine. D'autres propriétaires contribueront à façonner le quartier, notamment les îlots voisins de la chaussée

de Charleroi. Dans un premier temps, le quartier sera limité au Goulet Louise, à une partie de l'avenue de la Toison d'Or, aux rues Jourdan et Saint-Gilles (future rue Stas), ainsi qu'au début de la chaussée de Charleroi. Le quartier se pare alors d'un riche patrimoine architectural habité par une population aisée, attirée par la salubrité des hauteurs de la ville. Pour répondre aux attentes de cette clientèle privilégiée, le Goulet connaît, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, la transformation de nombre de demeures bourgeoises en maisons de commerce. À la fin du XIX^e siècle, le Quartier Louise devient une localisation commerciale de premier ordre et un des centres les plus animés de la capitale. C'est l'endroit désigné pour recevoir une clientèle au grand pouvoir d'achat et qui accueillera, jusque dans les années 2000, l'élite des enseignes. Dans les années 1980, il devient en outre un pôle hôtelier et de restauration dont le succès est toujours d'actualité.

L'évolution du Quartier Louise sera marquée par quelques initiatives publiques et privées malheureuses, mais aussi par nombre de chantiers et de crises qui sonneront le début de son déclin. L'exposé évoquera le développement urbanistique et économique du quartier, en lien avec celui de sa population et de sa fréquentation. Il s'appuie notamment sur la compilation des archives des services de l'administration communale de Saint-Gilles et celles d'acteurs économiques et des associations du quartier.



Dominique DE THIBAULT

L'avenue Louise, marqueur des bouleversements urbanistiques bruxellois

Tracée à partir de 1860 pour relier la ville de Bruxelles au bois de la Cambre, l'avenue Louise est conçue comme une promenade résidentielle arborée, recherchée par la bourgeoisie aisée. Dès 1866, le *Plan d'ensemble pour l'extension et l'embellissement de l'agglomération bruxelloise*, voulu par Léopold II et projeté par l'Inspecteur voyer Victor Besme en 1866, en fait le maillon d'un *park system* qui se développera au XX^e siècle. Sa physionomie générale de large avenue arborée reste à peu près inchangée jusqu'aux années 1930, lorsqu'une nouvelle typologie d'immeubles élevés à appartements introduit des ruptures importantes dans son *skyline*.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'avenue Louise est victime de l'ingénierie de la circulation automobile développée à Bruxelles dans le cadre du Plan Marschall et, à la faveur de l'Exposition universelle de Bruxelles en 1958, elle subit une restructuration profonde. Le creusement de plusieurs tunnels détériore ses qualités résidentielles et entrave la traversée des quartiers qui la jouxtent. Sa réputation d'avenue luxueuse et les premières implantations de la CEE dans la capitale favorisent alors la construction de sièges d'entreprises, d'immeubles de bureaux, puis d'immeubles-tours, qui remplacent les anciens hôtels de maître dans l'indifférence générale. Ainsi, sous la poussée de la spéculation immobilière, l'avenue résidentielle cède peu à peu la place à une avenue tertiaire. C'est à la faveur de la crise immobilière des années 2000, due à une grave inflation des superficies de bureaux à Bruxelles, que leur reconversion en logements est encouragée et qu'une certaine mixité fonctionnelle est réintroduite dans l'avenue. Aujourd'hui, différents projets destinés à réhabiliter son caractère originel et à répondre aux nouveaux enjeux urbains et environnementaux sont à l'étude.



Adrien DUPONT

L'activité industrielle dans le « ruage » d'Ath de 1676

En 1945, l'historien Léo Verriest proposait une analyse d'un rôle d'imposition foncière dressé à Ath en 1676, qu'il dénommait « ruage ». Dans un contexte de réorganisation d'ampleur des fortifications de la cité, ce cahier reprend, rue par rue, les maisons et héritages des contribuables de l'*intra-muros* d'Ath. Jusqu'ici, le document a principalement retenu l'attention des généalogistes. Néanmoins, contrairement à d'autres rôles fiscaux athois des XVII^e et XVIII^e siècles, le « ruage » offre d'autres possibilités d'études. Ainsi, ce recensement relève un certain nombre de proto-industries urbaines. Au gré des rues, apparaissent des métiers en lien avec le travail du cuir : ceux de peaucier, corroyeur et tanneur. Vient ensuite le textile, avec des blanchisseries et teintureries. Sans compter des établissements agroalimentaires, tels que brasseries et moulins à eau. Et enfin, on relèvera deux activités alimentaires, une boucherie et une *mincq* (minque), une halle aux poissons.

Il est proposé ici d'examiner chacune de ces activités industrielles urbaines et d'en dégager des traits communs, comme l'implantation à proximité de la rivière qui traverse la

ville ou la présence d'éventuelles nuisances. Ces activités seront également passées au tamis du règlement général de police athois du xvii^e siècle.



Roxane DURY

Rendre compte du soin : édition et analyse du registre de comptes de l'hôpital Saint-Nicolas de Nivelles (1429-1430)

Cette communication présente l'édition critique et le commentaire d'un registre de comptes de l'hôpital Saint-Nicolas de Nivelles pour l'exercice 1429-1430 (Archives de la Ville de Nivelles, n° GOR 1239). Encore peu étudié, ce document offre un témoignage précis sur le fonctionnement quotidien d'un établissement hospitalier en Brabant à la fin du Moyen Âge et constitue une source particulièrement riche pour l'étude de l'économie concrète de l'assistance. Le travail mené dans le cadre de ce mémoire repose sur l'établissement d'une édition du registre, comprenant la transcription diplomatique du texte, l'identification des abréviations et des unités monétaires, ainsi que la restitution de l'organisation comptable du document. L'édition est complétée par une analyse codicologique et diplomatique portant sur la mise en page, l'ordonnancement des rubriques et les modalités d'enregistrement des opérations, afin de replacer cette comptabilité dans les pratiques d'écriture administrative de la fin du Moyen Âge. L'analyse du registre permet d'observer comment l'écriture comptable structure la gestion ordinaire de l'hôpital et rend possible la prise en charge matérielle des pauvres et des malades accueillis dans l'établissement. La tenue des comptes révèle les modalités concrètes de cette assistance : approvisionnements alimentaires, dépenses domestiques et entretien de la maison hospitalière. Jour après jour, à travers la production de ces écrits de gestion, se dessinent ainsi l'organisation matérielle de l'assistance et l'économie d'un établissement destiné à assurer l'hébergement, la subsistance et le soin aux personnes vulnérables dans un contexte urbain des anciens Pays-Bas.



Adnen EL GHALI

Les *Akhdam* du Yémen : métissages, migrations et construction d'un statut social dans les récits de voyage (1762-1962)

Le Yémen constituait un territoire peu connu et rarement visité par les Occidentaux jusqu'à l'expédition à laquelle prit part l'explorateur et géographe Carsten Niebuhr en 1762-1763 et dont il rendit compte dans un ouvrage intitulé *Voyage de M. Niebuhr en Arabie et en d'autres pays de l'Orient* paru à Genève en 1780. La Révolution française et la campagne d'Égypte qui s'ensuivit inaugurent le long XIX^e siècle qui sera celui des voyages et explorations en Arabie. Ils seront favorisés notamment par la campagne militaire de Muhammad Ali Pacha (1811-1818), l'ouverture d'agences consulaires à Djeddah et par l'installation des Britanniques à Aden (1839). Pays refermé sur lui-même et en constante insurrection contre la domination ottomane (1849-1918), le Yémen sera l'objet de descriptions diverses, variant selon l'intérêt des voyageurs, qu'ils soient explorateurs, botanistes, agents de renseignement ou marchands. La société yéménite, particulièrement celle de San'a, est au cœur de leurs observations, tant elle fascine par la permanence de ses structures sociales et une société organisée en castes. Parmi les groupes sociaux étudiés, les *Akhdam* – terme que l'on peut rendre par 'serviteurs' –, formant un groupe marginalisé et souvent négligé dans les récits historiques dominants, constituent un objet d'études privilégié en raison des nombreuses légendes qui entourent leur origine et justifiant leur statut particulier et le traitement qui leur est réservé dans la société yéménite. Dans cette intervention, je me propose de questionner la production scientifique sur les *Akhdam*, en couvrant la période s'étendant du voyage de Carsten Niebuhr au coup d'État républicain de 1962 et en explorant comment les différents récits recueillis, allant du métissage avec des éléments africains et indiens aux survivances des débris d'une armée africaine mythique, ont construit, légitimé ou contesté les représentations des *Akhdam*.



Eddy FELIX

Les règles de la Société Générale : genèse d'une normalisation comptable dans l'industrie charbonnière en Belgique (1848-1876)

L'annexion française (1794-1814) et la réunion avec la Hollande (1815-1830) vont favoriser la mécanisation de l'industrie textile,

le développement de l'industrie de l'armement, l'aménagement du port d'Anvers et l'extraction houillère en Belgique. Les recherches menées dans les archives comptables de sociétés charbonnières et dans la littérature scolaire et professionnelle conduisent à constater que jusqu'au milieu du XIX^e siècle, il n'y a aucun rapport entre la comptabilité enseignée dans les athénées, les écoles industrielles et dans les manuels et celle pratiquée dans l'industrie charbonnière du capitalisme industriel naissant. C'est avec la crise sociale et politique de 1848, dans les charbonnages patronnés par la *Société Générale* pour favoriser l'industrie nationale et pour faire face aux revendications des ouvriers, que les directeurs des travaux du Couchant de Mons vont se constituer en un comité. Ces ingénieurs vont entreprendre d'analyser systématiquement les conditions particulières de l'exploitation du charbon, par sociétés, par fosses et veines et calculer le prix des diverses opérations qui concourent à l'extraction et au transport du charbon, pour en déterminer le prix de revient. Ces travaux vont aboutir à établir des règles d'évaluation et un plan comptable communs, de manière à concevoir une comptabilité industrielle uniforme pour toutes les sociétés charbonnières du groupement.



René LEBOUTTE

Les Cockerill, mécaniciens de la révolution industrielle (1800-1825)

Notre communication repose sur les résultats du dépouillement des archives de la *Société William Cockerill et fils* (1807-1813) et de la *Société Charles-James et John Cockerill* (1813-1825), conservées dans le fonds de la *S.A. Cockerill Sambre (Groupe ArcelorMittal)*, siège de Seraing (A.É. Liège) et dans le fonds Ernest Mahaim (ULiège). Elle aborde trois thèmes fondamentaux pour l'étude des débuts de la Révolution industrielle. Tout d'abord, les débuts de la Révolution industrielle. Ils seront observés à travers la correspondance de protagonistes, à savoir William Cockerill et ses fils, afin de mieux comprendre le rôle fondamental des 'mécaniciens', de ceux qui ont 'fait' la révolution avec leurs mains.

Ensuite, on constatera que la lecture des archives remet en question quelques éléments-clés des récits habituels sur les débuts de la Révolution industrielle. Ceci vaut notamment pour la localisation géographique, le rôle des sources d'énergie, du savoir-faire technique et de ses modes de transmission.

Enfin, on abordera l'essor de la *Société Cockerill* en Europe continentale à travers le passage de la construction mécanique à la sidérurgie durant la période 1820-1825.



Déborah LO MAURO

**Entre commandes monastiques et production locale :
l'orfèvre montois Grégoire-Joseph Monoyer au service de
l'abbaye de Bonne-Espérance (xviii^e siècle)**

Dans le cadre des recherches menées pour l'exposition 2026 du Centre d'Histoire et d'Art Sacré en Hainaut (CHASHa) à l'abbatiale de Bonne-Espérance, une attention particulière a été portée aux archives de l'abbaye pour la période de l'Ancien Régime. Celles-ci ont permis de mettre en lumière l'activité de l'orfèvre montois Grégoire-Joseph Monoyer, issu d'une famille active dans la production d'orfèvrerie au xviii^e siècle. Cette activité concerne principalement des pièces liturgiques aujourd'hui disparues.

Plusieurs commandes passées à Monoyer témoignent du rôle économique et symbolique de l'orfèvrerie dans la vie monastique. Toutefois, le caractère lacunaire des archives et de leurs inventaires, ainsi que l'absence d'un catalogue exhaustif du corpus conservé imposent une approche prudente, quand il s'agit d'esquisser le profil d'un artisan encore peu étudié ainsi que ses rapports avec l'abbaye. La reconstitution proposée demeure partielle et appelle des recherches complémentaires, notamment en prenant en considération les œuvres encore conservées dans les églises et les collections publiques.

La communication entend démontrer le potentiel des archives de Bonne-Espérance pour l'histoire de l'art, celles du patrimoine mobilier et de la profession d'orfèvre. Le CHASHa joue ici un rôle essentiel dans la valorisation des données, en tant qu'opérateur d'appui de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour le patrimoine religieux en Hainaut. Par la présente étude de Monoyer, le CHASHa veut encourager de nouvelles investigations sur l'orfèvrerie régionale et renforcer les synergies entre recherche scientifique et gestion patrimoniale.



François PASQUASY

Les patrons de l'industrie liégeoise des xix^e et xx^e siècles

La *Société des Bibliophiles liégeois* devrait publier dans les prochains mois l'ouvrage que j'ai consacré aux *Patrons de l'industrie liégeoise de la Révolution industrielle à 1995*. L'analyse biographique des quelque 500 patrons concernés permet de constater que leur profil modal s'est profondément transformé au cours de la période considérée. La communication décrira cette évolution.

Une première période commence à la fin du xviii^e siècle avec l'arrivée à Verviers de W. Cockerill introduisant ses « mécaniques ». Les patrons qui les accueillent sont les propriétaires de leurs entreprises. Ils ont des origines diverses, mais ont tous un point commun : ce sont de vrais entrepreneurs, capables de prendre certains risques en investissant leurs fonds propres dans de nouveaux outils. Les besoins financiers qu'exige le développement de leurs entreprises vont aller croissant et les outils utilisés vont devenir techniquement toujours plus sophistiqués. Les entrepreneurs propriétaires vont avoir besoin de moyens financiers extérieurs, mais aussi de connaissances.

Vint donc le temps des banquiers et des ingénieurs. Ces derniers sont le plus souvent formés par l'*École des Mines de Liège*. Ce règne des ingénieurs va durer du milieu du xix^e siècle à la fin des Trente Glorieuses (1945-1974). Puis arriva la crise des années 1970. La préoccupation première ne sera plus de produire, mais de vendre. Le règne des financiers, des consultants, des 'nouveaux managers' remplaça celui des ingénieurs. En 1988, la *Société générale de Belgique* est absorbée par les Français de la *Compagnie de Suez* et, quelque dix ans plus tard, *Cockerill Sambre* par *Usinor*. Ce passage dans des 'mains étrangères' ne concerna pas seulement des grandes entreprises ; des sociétés plus petites, y compris familiales, furent aussi cédées à des groupes localisés en dehors de nos frontières. Cette mutation ne fut pas sans conséquence.



Marc RONVAUX

Stratégies autour des voies du commerce : le cas du Comté de Namur (1650-1794)

Enserré dans des frontières tortueuses avec la Principauté de Liège et la France, le petit Comté de Namur connaît aux Temps

modernes une importante activité industrielle, principalement métallurgique et extractive (pierre et houille). Si la maîtrise des voies du commerce est importante pour les recettes fiscales, les droits de barrière, les revenus induits par le transport et l'hébergement, elle est capitale pour le flux des marchandises, les siennes propres et celles des concurrents. Le commerce a d'abord surtout emprunté les voies d'eau, la Meuse et la Sambre. Ce n'est que tardivement que le comté a vu se développer un réseau important de 182 kilomètres de chaussées. Nous verrons comment le pouvoir central a parfois dû imposer ces projets, au besoin par la menace, et tenter de lever les entraves tarifaires locales. La menace de routes concurrentes, principalement entre Liège et la France, fait aussi l'objet de stratégies qui relèvent du jeu d'échecs. Ainsi, la voie directe de Liège à Sedan, voulue par Louis XIV en 1665, qui évite les douanes des Pays-Bas espagnols puis autrichiens, ou le projet d'un chemin direct entre Dinant, terre liégeoise, et Givet. Ces stratégies passent aussi par les projets de canaux : si celui pour relier Bruxelles à la Sambre est encouragé, il s'agit de combattre d'autres projets qui détourneraient de Namur le commerce du Brabant vers Liège et au-delà. On verra aussi comment le trafic commercial sur la Meuse et la Sambre, voies naturelles vitales, est détourné vers la route par des obstacles fiscaux croissants.



Benoît VANWIJNSBERGHE

L'affaire Wattecamps (1944-1961) : une fenêtre sur le marché de l'art en Belgique

Le 10 novembre 1944, une bombe volante explose dans la rue André Fauchille (Woluwe-Saint-Pierre). L'ampleur des dommages est considérable, surtout au numéro 5, la résidence de la famille de Joseph Van der Veken et de son gendre Albert Philippot, deux fameux restaurateurs d'art. L'incendie qui se déclare peu après l'explosion réduit en cendres vingt années de la production artistique de Philippot ainsi qu'un tableau dont la restauration venait tout juste d'être achevée. Généreusement attribué à Hans Holbein le Jeune, il appartient à un marchand d'art actif à Bruxelles depuis près de quarante ans : Léon Wattecamps.

Cette contribution examine les circonstances entourant la destruction de ce tableau à partir du dossier d'indemnisation aux dommages de guerre introduit par son propriétaire.

Wattecamps mène ses activités en marge du marché officiel. Toutes les astuces sont bonnes pour maximiser ses profits, jusqu'à livrer des attributions qui laissent sceptiques les professionnels. Le tableau détruit, dont il ne subsiste que deux photographies, avant et après restauration, fait lui aussi l'objet de critiques, et ce malgré un certificat d'authenticité délivré par les restaurateurs. Étalée sur dix-sept années, cette affaire nous offre un aperçu unique du marché de l'art en Belgique, au travers des parcours singuliers d'un tableau 'hyperrestauré' par Van der Veken et de son propriétaire.



Jean-Marie YANTE

Chartes de franchises, stimulation et encadrement des échanges commerciaux dans les Pays-Bas méridionaux (xii^e-xiv^e siècles)

Les chartes de franchises, généralement analysées dans une perspective juridique ou politique, peuvent inclure des dispositions à caractère économique et plus particulièrement commercial. D'aucunes concernent la création, la restauration ou la réanimation de marchés et de foires, l'organisation et la police de ces rendez-vous, la réglementation des transactions et leur fiscalité, d'éventuelles exemptions au bénéfice de partenaires régionaux ou traditionnels, des dispositions à caractère métrologique, ou encore la pratique du crédit et l'exécution d'engagements financiers. À l'analyse de textes pionniers, telle la charte de Huy de 1066, d'archétypes, comme la charte de Prisches de 1158 et celle de Beaumont-en-Argonne de 1182, ainsi que de modèles régionaux, tels les droits de Liège, de Louvain et de Namur, succédera l'examen de quelques chartes spécifiques à des contextes locaux. L'attention se portera également sur l'éventuelle adaptation de diplômes à l'évolution économique et/ou politique. On s'intéressera à la fois à des centres urbains, de taille forcément variable, et au monde rural dans les diverses principautés constitutives des Pays-Bas méridionaux, y compris la Principauté de Liège, du xii^e au xiv^e siècle.

Section 4 : Histoire des institutions et du droit (en ce compris sigillographie)

Présidence : Jean-Marie CAUCHIES

Vice-présidence : Marc RONVAUX

Frederik DHONDT

Secrétariat : Nicolas SIMON

Renaud ADAM

Imprimer la loi en Principauté de Liège au cours de la Première modernité

La communication propose de réévaluer la place de l'imprimerie dans la construction et la diffusion de la loi en Principauté de Liège aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Si les études consacrées au gouvernement princier ont largement documenté les cadres juridiques de l'édition normative, le rôle des ateliers chargés de mettre la loi sous presse demeure encore peu exploré, tant au niveau de leurs privilèges que de leurs stratégies ou de leur position institutionnelle. L'enquête s'articulera autour de plusieurs axes : réglementation du commerce du livre, modalités de production des lois par le prince-évêque, fonctions de l'imprimeur officiel au ^{xvi}^e siècle, tentatives de patrimonialisation héréditaire de cette charge au ^{xvii}^e siècle et, enfin, le statut institutionnel d'un office situé au point de rencontre entre l'administration, l'économie du livre et la communication politique. En mobilisant sources imprimées, archives institutionnelles et bibliographie matérielle, cette communication mettra en lumière la manière dont l'imprimé devient un instrument de gouvernement. C'est un dispositif de diffusion rapide, de normalisation juridique et de publicité du pouvoir dans un état d'Ancien Régime. Notre propos vise à réinscrire la production des lois dans un écosystème où l'imprimeur officiel occupe une position clé, à la fois technique, symbolique et politique.



Sarah AUSPERT

Tolérance ou répression ? Régime de la prostitution et attitudes envers les prostituées à Liège au XVIII^e siècle

Dans l'histoire européenne de la prostitution, l'époque moderne apparaît le plus souvent comme une période de prohibition. Alors qu'elle était réglementée par les autorités urbaines à la fin du Moyen Âge, l'activité prostitutionnelle est progressivement criminalisée et les femmes qui s'y livrent poursuivies et condamnées, par la justice civile aussi bien qu'ecclésiastique. À Liège cependant, la législation des princes-évêques ne porte contre elles aucune peine sous l'Ancien Régime et le nombre de procès intentés à leur encontre semble quasiment nul. On ne peut citer qu'une seule affaire parmi plus de 900 procédures inventoriées pour la Souveraine Justice des échevins et on n'en trouve aucune dans les 1000 dossiers disponibles pour l'Officialité. Faut-il en conclure que les prostituées bénéficiaient dans la cité épiscopale d'une certaine forme de tolérance ?

La présente communication propose de répondre à cette question en croisant un corpus de sources produites au XVIII^e siècle par des instances aussi variées que les tribunaux (scabinal, épiscopal et archidiaconal), le mayeur en féauté, responsable de la police, les curés, les institutions d'enfermement et les notaires. L'objectif sera de montrer que, si leur répression pénale est difficile à documenter, les prostituées ne paraissent pas pour autant tolérées, lorsque l'on considère les attitudes de leurs proches, des forces de l'ordre et du clergé paroissial à leur égard.



Benoît BEYER DE RYKE

Albert et Léon Vanderkindere, bourgmestres d'Uccle

Albert et Léon Vanderkindere ont exercé tous deux la fonction de bourgmestre d'Uccle au XIX^e et au début du XX^e siècle, tout en s'inscrivant dans des trajectoires à la fois proches et complémentaires. Albert Vanderkindere, médecin de formation et figure du libéralisme bruxellois, est actif dans la gestion communale à une époque où Uccle est encore un faubourg en transformation. Il contribue notamment à l'encadrement sanitaire local, en lien avec la création d'un établissement de soins psychiatriques, et participe à

la vie politique provinciale et communale. Son fils, Léon Vanderkindere, prolonge cet engagement. Historien médiéviste formé à l'Université libre de Bruxelles, professeur puis recteur de cette institution, il s'impose comme une figure importante de la recherche historique en Belgique. Parallèlement à cette carrière scientifique, il mène une activité politique soutenue comme conseiller provincial, député libéral et, à partir de 1900, bourgmestre d'Uccle. Son mandat s'inscrit dans une phase de modernisation de la commune, marquée par le développement des infrastructures et des équipements publics. La communication examinera leurs parcours, leurs pratiques du pouvoir communal et leurs priorités, en s'intéressant notamment aux questions de santé publique, d'enseignement, d'infrastructures et d'administration locale. Elle mettra également en lumière leur inscription dans les milieux libéraux bruxellois, ainsi que l'articulation, chez Léon Vanderkindere, entre activité scientifique et responsabilités politiques. Une attention particulière sera accordée aux continuités et aux évolutions entre les deux mandats. L'analyse repose sur des archives communales et des publications contemporaines.



Aurore CARLIER

Visages du pouvoir : le Magistrat de Namur révélé par la peinture (1633-1634)

La communication s'articule autour de trois tableaux exceptionnels conservés par la Société archéologique de Namur, représentant les dix membres du Magistrat de Namur actifs entre 1633 et 1634. Ces œuvres constituent un témoignage unique du fonctionnement institutionnel et politique de la ville au XVII^e siècle, en donnant à voir, dans la seule occurrence connue, l'ensemble des acteurs du corps de la ville réunis. Réalisés par Jean de la Bouverie I, rare peintre namurois identifié, ces portraits de groupe traduisent à la fois les hiérarchies politiques et les codes sociaux de l'époque, à travers une iconographie héritée du XVI^e siècle, mais enrichie d'un décor architectural et d'un traitement stylistique influencé par le rubénisme. Les deux volets de retable figurent le mayeur et les échevins, tandis que le troisième tableau représente le bourgmestre et le second élu dans une composition dévotionnelle. Au-delà de leur intérêt artistique, ces œuvres documentent avec précision la structuration du pouvoir urbain namurois et l'articulation entre nomination comtale et représentation communale. Elles

incarnent ainsi un objet d'étude privilégié à la croisée de l'histoire de l'art, de l'histoire politique et de l'histoire sociale.

Longtemps relégués dans les réserves et profondément altérés par des restaurations anciennes parfois inadaptées, les tableaux présentaient un état de conservation préoccupant. Ce constat a conduit à l'élaboration d'un ambitieux projet de restauration, qui a constitué un véritable catalyseur scientifique. Il a permis de relancer l'étude approfondie des œuvres, de préciser l'identification des personnages représentés et, surtout, de reconstituer les liens étroits unissant les trois tableaux, désormais envisagés comme un ensemble cohérent au service de la représentation du Magistrat namurois. Les recherches engagées ont mis en lumière toute la portée historique, artistique et documentaire d'un ensemble exceptionnel, renforçant la nécessité de sa sauvegarde et de sa valorisation. Fort de ces avancées, le projet s'est construit autour d'une dynamique de financement participatif, mobilisant à la fois la générosité citoyenne, à travers le Fonds des Amis de la Société archéologique de Namur, et le soutien institutionnel de la Fondation Roi Baudouin via le Fonds Courtin-Bouché. Cette double mobilisation permettra d'assurer la restauration, l'étude et la transmission d'œuvres majeures du patrimoine namurois.



Raphaël DE NAYER

La condition des serfs dans les chartes-lois du comté de Hainaut entre le XII^e et le XIV^e siècle : retour sur une question controversée

La condition des serfs dans les chartes-lois hainuyères est une question qui, au sein des études médiévales belges, a longtemps été dominée par les travaux de Léo Verriest. En substance, la thèse de l'auteur affirme que ces chartes-lois n'auraient bénéficié qu'aux libres, l'affranchissement des non-libres empruntant un véhicule juridique distinct, celui des chartes de manumission individuelles. Tempérée d'abord par Léopold Genicot, cette théorie a été largement nuancée par Jacques Nazet à la faveur d'une étude fondamentale parue en 1971. L'écheveau n'était cependant pas entièrement dénoué, notamment car de nouveaux textes – chartes-lois et règlements d'avouerie – ont été édités depuis. Par ailleurs, un certain nombre de chartes *a priori* imprécises quant à leurs destinataires peuvent vraisemblablement s'interpréter

autrement. La présente communication vise à faire le point sur la matière, en s'appuyant sur 49 documents au total, à savoir des chartes-lois et règlements d'avouerie hainuyers datant de 1142 à 1338. Au bout du compte, ces actes ont-ils bénéficié aux serfs ? Oui, dans une large mesure (dix-huit textes bénéficiant aux serfs, soit 39% du corpus analysé) ; non, dans une moindre mesure (huit textes excluant les serfs de leur bénéfice, soit 16% du corpus analysé), étant entendu que l'imprécision d'une grande part des chartes ne permet pas de trancher formellement (21 textes ambigus, soit 43% du corpus analysé). La conclusion principale de l'étude tient en ceci que toute tentative de schématisation excessive doit être évitée. Chaque texte, en effet, est conditionné par des circonstances particulières, dont il convient plus probablement de rechercher les causes au niveau local. Il y a lieu d'en dégager l'« ambiance ».



Frederik DHONDT

Le mémoire méconnu du comte de Calenberg sur la Compagnie d'Ostende (1725)

La Compagnie générale, fondée en 1722 par Charles VI pour le commerce avec les Indes orientales, suscita une importante controverse juridique et diplomatique. D'abord dénoncée comme contraire à la paix de Münster (1648) par Abraham Westerveen, elle fut défendue par Patrick Mac Neny et les États du Brabant. Le traité de navigation et de commerce conclu le 1^{er} mai 1725 entre Charles VI et Philippe V d'Espagne transforma profondément le débat en ouvrant les ports espagnols aux navires d'Ostende à destination du Bengale et de Canton. Ce traité déplaçait la question du droit naturel de navigation en mer libre (*mare liberum*) vers une problématique d'accès conventionnel aux ports espagnols, échappant au contrôle des Provinces-Unies. Jean Dumont relance le débat autour de la maxime *mare liberum, pactis apertum*, s'opposant au célèbre professeur Jean Barbeyrac. J'ai montré ailleurs que la fragilité juridique de la Compagnie fut exagérée : la suspension de sa patente en 1727 et sa suppression en 1731 relevaient davantage de choix politiques que de contraintes juridiques. Dans le cadre du projet espagnol *La Paz de Viena* (1725), je me suis intéressé à un mémoire manuscrit de 1725 écrit par le comte Henri de Calenberg de 1725, conservé aux Archives générales du Royaume à Bruxelles, conçu comme une réponse à Barbeyrac. Bien que peu étudiée, cette réfutation est de grande qualité juridique. À l'heure où le décroisement

du monde moderne occupe une place centrale dans l'histoire économique et des relations internationales, l'analyse de Calenberg sur les Indes et sur l'interprétation de la paix de Münster mérite d'être réévaluée, au même titre que le *Mare Liberum* de Charles Philippe de Patin (1727).



Julie DOULEY

La grâce au féminin : la pratique de la clémence en matière de justice criminelle dans les Pays-Bas autrichiens (1716-1794)

Les recherches portant sur la pratique de la clémence en matière de justice criminelle se sont jusqu'ici concentrées sur une pratique bien définie et circonscrite dans le temps, entre le ^{xiv}^e et le début du ^{xviii}^e siècle : la lettre de rémission octroyée par le souverain pour pardonner le crime. Elles ont mis en évidence la présence discrète des femmes dans ces lettres majoritairement accordées à des hommes. Le constat s'explique par le fait que les lettres de rémission se concentrent sur l'homicide, crime de sang, dont les femmes semblent être traditionnellement éloignées. La disparition de la lettre de rémission au début du ^{xviii}^e siècle semble avoir conduit les chercheurs à délaisser la pratique miséricordieuse dans le dernier siècle de l'Ancien Régime. À cette période pourtant, le recours en grâce se substitue à la rémission, laissant place à un autre type de source, qui s'inscrit néanmoins dans la continuité de la pratique de grâce attestée depuis le Moyen Âge. Il s'agit d'un ensemble de pièces comprenant principalement la requête de grâce, les divers avis rendus tant par les justices locales que par le Conseil compétent sur cette demande et le décret stipulant la décision. Un dépouillement mené sur l'ensemble de la période autrichienne, de 1716 à 1794, a permis de recenser à ce jour plus de 4000 affaires de grâce. Qu'elles aient été introduites de manière ordinaire, à l'occasion du Vendredi saint ou à l'occasion de certains événements particuliers, toutes ces demandes offrent un éclairage précieux sur les évolutions majeures de la pratique miséricordieuse à cette période. La communication se penchera plus particulièrement sur la manière dont l'essor de l'emprisonnement comme peine ouvre indirectement de nouvelles voies d'accès à la clémence souveraine et à la place croissante qu'y occupent les femmes.



Jérémie FERRER-BARTOMEU & Nicolas SIMON

Figures politiques de la première modernité (xvi^e-xvii^e siècles) : opérateurs de mise en forme du pouvoir

Notre communication propose de reprendre à nouveau frais la question des figures politiques inédites qui émergent à l'orée des Temps modernes. La 'figure politique' n'est pas ici un type social rigide ou un simple rôle institutionnel figé. Elle fonctionne comme un opérateur de mise en forme du pouvoir, rendant l'autorité visible et dicible. Cette figure se situe au carrefour de trois éléments : le corps concret de l'individu, les pratiques qu'il met en œuvre et les régimes de représentation mobilisés. Des figures comme la gouvernante générale, le secrétaire, l'ambassadeur, le nonce apostolique, le ministre, l'imprimeur, le musicien ou le cardinal participent d'un même mouvement de convergence vers les pouvoirs politiques *stricto sensu*. Ce processus s'adosse à d'autres : l'établissement d'institutions dotées de compétences mieux définies, d'un personnel mieux circonscrit et de pratiques toujours plus routinisées. L'État agit ainsi comme une banque centrale du capital symbolique, détenant le monopole de la violence symbolique légitime, soit le pouvoir de nommer, classer et consacrer. Les figures politiques de la Première Modernité sont précisément les agents qui distribuent, mettent en scène et rendent efficace ce capital symbolique. Qu'il s'agisse du secrétaire rédigeant, de l'ambassadeur représentant, ou du nonce notifiant, chacun fonctionne comme un relais dans la circulation de la reconnaissance étatique. Dans un contexte de crise politique comme le connaît la fin du xvi^e siècle, la dimension symbolique du pouvoir prend une importance particulière : sa représentation devient une mise en scène où les règles, les vainqueurs et les perdants doivent être clairement établis. La force normative de cette représentation réside dans sa capacité à imposer une vision légitime du monde social et à générer de la reconnaissance au sens de Bourdieu. En d'autres termes, représenter le pouvoir est déjà une forme d'exercice de ce pouvoir. La présente communication propose un panorama de ces figures où textes et images seront mobilisés symétriquement, afin de mettre en évidence la plasticité de la figurabilité du politique et les mécanismes par lesquels l'État naissant se fait connaître et reconnaître à travers ceux qui l'incarnent.



Renaud GAHIDE

Pots de vin, *drinkgeld*, droits de buvette et émoluments des échevins : les dessous de l'hôtel de ville de Warneton dans le premier xvii^e siècle

Alors qu'ils s'investissent pour une année dans des fonctions judiciaires et administratives au service de leur communauté, la plupart des échevins de la ville et châtellenie de Warneton se plaignent de la faiblesse de leurs rémunérations. De quoi ces dernières sont-elles vraiment constituées ? Biens qu'ils multiplient leurs actes auprès des seigneuries subalternes de la châtellenie et de la paroisse foraine de Warneton, comme échevins ou comme baillis, qu'ils s'invitent à l'audition de leurs comptes annuels ou qu'ils siègent à la cour féodale du bourg et château de Warneton, il semble bien que les revenus qu'ils en tirent soient bien malingres. Pour qu'ils s'attachent tant à cette fonction échevinale, le prestige et l'honneur sont-ils suffisants ? Faire partie de l'élite ou des notables est-il un autre stimulant ? Quoi d'autre ?



Alix GIET

L'Officialité de Liège à l'époque moderne : un acteur politique et judiciaire méconnu

Cette communication a pour objectif de présenter les premiers résultats de ma recherche doctorale entamée en octobre 2025 sur l'Officialité de Liège. Plus précisément, ma réflexion se concentre sur le rôle politique de cette institution judiciaire, ainsi que son ancrage dans le maillage institutionnel moderne, tant au niveau local que supralocal (Empire et Papauté). À la croisée de l'histoire des institutions et de l'histoire de la justice, ma communication s'attache à déconstruire le *topos* du déclin des justices ecclésiastiques à l'époque moderne. Mes premiers résultats révèlent une institution dont l'influence dépasse le cadre strictement ecclésiastique, et invitent à repenser la place de la justice ecclésiastique dans l'histoire de la justice et des institutions modernes. Plus précisément, la communication reviendra sur la dissonance entre les compétences théoriques et pratiques de l'institution. Au-delà des compétences traditionnellement attribuées aux officialités, l'Official de Liège, en raison de la double juridiction du Prince-évêque, revendique également une juridiction séculière ordinaire, se plaçant dès lors comme concurrent direct de la justice temporelle. Cette

revendication de l'official nourrit de vives querelles entre la noblesse et le clergé, qui se cristallisent lors des débats soutenus aux journées d'États, assemblées pluriannuelles réunissant le chapitre cathédral, la noblesse et les bourgeois des villes. Cette tension révèle une institution qui, tout en restant ancrée dans le cadre ecclésiastique, intervient dans des domaines variés, notamment au civil, et se révèle être un organe de gouvernance pour le prince. Ce décalage interroge la porosité entre les sphères religieuse et civile, et souligne la plasticité des institutions judiciaires à l'époque moderne.



Frank JUDO

Discours anti-joséphistes en Hongrie et aux Pays-Bas méridionaux vers 1790 : similitudes et différences

Pendant la seconde moitié du règne de Joseph II, la politique impériale fut l'objet de multiples critiques dans de différentes parties de l'empire des Habsbourg. Les Pays-Bas méridionaux virent sans doute l'opposition la plus virulente, qui mena à une éphémère république indépendante en 1789-1790. Mais aussi en Tyrol, en Bohême, dans les possessions italiennes des Habsbourg et surtout en Hongrie, l'opposition se fit entendre. Toutefois, les conditions de ces oppositions étaient fondamentalement différentes, ce qui fut aussi le cas pour le contenu des discours qui devaient soutenir les mouvements oppositionnels. Des concepts comme 'patriotisme', 'constitution' ou 'liberté' prenaient une couleur différente en fonction du contexte dans lequel ils étaient utilisés. En nous appuyant sur le travail d'une équipe internationale qui vient de publier le volume *Pamphlets and Patriots. Oppositional movements in the Austrian Netherlands and Hungary in 1790*, nous essaierons de clarifier les raisons qui peuvent expliquer ces différences. Nous mettrons également en évidence les réseaux qui ont fait que les mouvements oppositionnels en Hongrie et dans les Pays-Bas autrichiens se sont influencés mutuellement, bien que modérément.



Arthur LECLERCQ

Restaurer la mémoire des droits seigneuriaux au lendemain des guerres du xvi^e siècle : le cas du comté de Beaumont par Charles de Croÿ (1596-1612)

Au tournant du xvii^e siècle, les campagnes du comté de Beaumont portent encore les stigmates d'un demi-siècle de guerres, d'épidémies et de disettes. En 1597, Adrien Carpentier, trésorier général de Charles de Croÿ, évalue à 100 000 florins les pertes annuelles subies dans l'ensemble des domaines du prince, conséquence conjuguée des destructions et du relâchement de la discipline seigneuriale. Retiré sur ses terres hennuyères après 1603, ce grand noble mécontent, également duc d'Aerschot et gouverneur de Hainaut, entreprend alors une reprise en main méthodique de son domaine de Beaumont, durant une période de sa vie que l'historiographie a jusqu'ici négligée. Dans le comté de Beaumont, la crise seigneuriale revêt une forme singulière : là où, ailleurs, les historiens ont mis en évidence la contestation ouverte des droits seigneuriaux, les mayeurs et manants beaumontois opposent l'oubli. Terrages, corvées et tonlieux tombent en désuétude, faute d'une mémoire coutumière et documentaire suffisamment entretenue. Comment, dès lors, restaurer ces droits dont le souvenir s'est effacé ? C'est par une reconquête méthodique de la mémoire écrite que Charles de Croÿ entend y répondre : renouvellement systématique des cartulaires, multiplication sans précédent des comptabilités domaniales, production des célèbres 'besognés' – descriptions circonstanciées de chaque seigneurie – et élaboration de plans précadastraux, parmi les plus précoces des Pays-Bas méridionaux. Dans le sillage des travaux pionniers de Jean-Marie Duvosquel, et en s'appuyant notamment sur plusieurs 'besognés' inédits, cette communication se propose de montrer comment, sous l'impulsion du duc d'Aerschot, le comté de Beaumont passa d'une seigneurie amnésique à une seigneurie hypermnésique.



Antoine LECLÈRE

Faire face à l'héritage immédiat de la Révolution liégeoise : l'Édit fondamental et constitutionnel du 10 août 1791

Depuis le 18 août 1789, la principauté épiscopale et territoriale de Liège connaissait sa propre révolution. Longtemps assimilée aux événements révolutionnaires français et belges (Révolution brabançonne/première Révolution belge), la Révolution

liégeoise (1789-1795) produisit une réflexion constitutionnelle et institutionnelle originale, teintée à la fois par son appartenance au Saint-Empire romain et par ses aspirations profrançaises. Mais, en janvier 1791, l'expérience révolutionnaire liégeoise, qui avait débouché sur quelques créations originales comme le Conseil de régence (1790), s'était heurtée à l'intervention de l'armée autrichienne sous l'égide du Cercle de Bourgogne, réanimé pour l'occasion. Dès ce moment et jusqu'à l'entrée de Dumouriez en Belgique en novembre 1792, Liège vécut au rythme de la première Restauration princière, elle aussi productrice d'idées et de normes originales. Parmi celles-ci se trouvait l'Édit fondamental et constitutionnel promulgué par le Prince-évêque le 10 août 1791. Ce dernier prétendait trancher les principaux litiges révolutionnaires et doter la principauté d'un premier texte constitutionnel au sens moderne du terme. Néanmoins, il n'en était rien. Adopté de manière autoritaire, l'Édit fit l'objet d'une importante contestation.

La communication propose d'examiner les dispositions de l'Édit et la contestation environnante afin d'en pointer le caractère ambigu, lié aux débats révolutionnaires antérieurs et toujours entretenus par les Liégeois exilés en France. Plus largement, il s'agit de revenir sur la première tentative constitutionnelle du pouvoir liégeois restauré, pour montrer en quoi celle-ci contribua, *in fine*, à l'effondrement de la première Restauration princière.



Hérolf PETTIAU

Le Libellus de *libertate epternacensis* dans le *Liber aureus* de l'abbaye d'Echternach : réflexions sur la stratégie d'autoreprésentation d'une communauté monastique lotharingienne entre la fin du XII^e et le début du XIII^e siècle

Le *Liber aureus* d'Echternach (manuscrit Gotha 1 71, Gotha, Forschungs- und Landesbibliothek de l'Université d'Erfurt), est un cartulaire-chronique dont le contenu est essentiel pour retracer les origines et le développement du patrimoine de cette importante abbaye lotharingienne jusqu'au début du XIII^e siècle, un patrimoine réparti entre Moselle et Ardennes ainsi qu'en Toxandrie et dans le Bas-Rhin. De prime abord, ce cartulaire peut sembler relativement 'courant', voire banal dans son exécution : c'était une sorte de 'cartulaire-dossier' destiné à défendre les intérêts de la communauté en démontrant les liens récurrents établis au cours des siècles entre souverains des

dynasties successives et l'abbaye, à un moment où l'empereur Henri VI et l'archevêque de Trèves Jean I^{er} procédaient, en 1191, à l'échange de l'abbaye, dépendance impériale, contre le *Burg* de Nassau. Composé vraisemblablement en deux phases, la première entre *ca* 1191 et *ca* 1220, la seconde à partir de *ca* 1222, le cartulaire a fait l'objet d'éditions de l'essentiel du contenu diplomatique par Henri-Camille Wampach et des parties narratives par Ludwig Weiland dans les *Monumenta Germaniæ historica*. La première partie du *Liber* est attribuée à un moine de l'abbaye nommé Thierry, agissant à la demande Godefroid, abbé de 1180 à 1210. Thierry est également l'auteur d'un texte, placé en fin de cartulaire, intitulé ultérieurement *Libellus de libertate epternacensis*, expliquant la position de l'abbaye face au souverain et surtout à la menace constituée par l'archevêque de Trèves. Dans la présente contribution, je propose de commenter ce texte, en le replaçant dans le contexte de l'économie du cartulaire, et de le confronter à l'ensemble du document, en mettant en évidence les relations assez complexes entre cette sorte de *master narrative* et le corpus de chartes auquel il est associé.



François PIERRARD

Des coutumes aux 'loix nationales' : le droit criminel des 'provinces belgiques' de 1549 à 1789

Si le Code pénal de 1867, remplacé par le Code pénal de 2024, constitue le premier code belge, dès l'Ancien Régime, la nécessité d'uniformiser le droit criminel se fait sentir. Au Moyen Âge, le droit criminel différait d'un duché ou d'un comté à l'autre. Mais l'empereur Charles Quint (1500-1558) constitue une union dynastique et de gouvernement des provinces rassemblées par les ducs de Bourgogne. Ainsi, son fils, le roi d'Espagne Philippe II (1527-1598) promulgue dès 1570 trois Ordonnances criminelles applicables dans l'ensemble des dix-sept provinces. À défaut d'une homologation complète des différentes coutumes des Pays-Bas espagnols, c'est le droit romain qui sert de fondement à cette première tentative d'uniformisation de la matière criminelle. Le particularisme coutumier et constitutionnel (Joyeuse entrée de Brabant) empêche d'aller plus loin. En outre, les Ordonnances criminelles de 1570 perdent toute force de loi dès 1576, avec la Pacification de Gand. Pourtant, l'autonomie des 'provinces belgiques' par rapport à la monarchie espagnole, de 1598 à 1621, et surtout l'influence de la doctrine française favorisent l'apparition dès

1635 de la notion de 'droit Belgique'. Néanmoins, il faut attendre le règne de l'impératrice Marie-Thérèse (1717-1780) pour que le principal magistrat du pays, Goswin de Fierlant (1735-1804), prépare un code de 'loix nationales', censé contenir l'ensemble du droit criminel, tant substantiel que procédural, des Pays-Bas autrichiens. Si le projet est repris au début du règne personnel de Joseph II (1741-1790), il ne satisfait pas le désir de l'empereur, qui veut uniformiser la procédure criminelle par son Règlement de 1787, de facture autrichienne. La Révolution brabançonne en 1789, puis l'annexion française en 1795, sonnent le glas d'un code pénal national belge jusqu'en 1867.



Thomas PIOT

La Section de législation du Conseil d'État belge : genèse historique et fonction de la 'conscience du législateur'

L'intervention propose une mise en perspective historique du rôle consultatif du Conseil d'État de Belgique, en se concentrant plus particulièrement sur la Section de législation et sa mission d'avis sur les projets normatifs. Si la création de l'institution en 1946 constitue un moment charnière dans l'histoire du droit public belge, la fonction de conseil auprès du pouvoir normatif s'inscrit dans une tradition institutionnelle plus ancienne. La communication retrace dès lors les racines historiques de cette fonction consultative, en remontant jusqu'aux conseils collatéraux institués sous le règne de Charles Quint, au sein desquels se trouvait déjà, sous une forme embryonnaire, une instance de conseil auprès du pouvoir politique. À partir de cette généalogie institutionnelle, l'analyse examine la longue maturation doctrinale et politique qui conduit à l'adoption de la loi du 23 décembre 1946 instituant le Conseil d'État. Une attention particulière sera accordée à la Section de législation et à la logique qui sous-tend sa mission de contrôle préventif de la légalité, de la répartition des compétences et de la qualité de la législation. Dans cette perspective, la Section de législation peut être appréhendée comme une forme de 'conscience du législateur', appelée à éclairer l'autorité normative avant l'adoption des textes. La contribution mettra enfin en lumière l'évolution et l'extension progressive de cette mission consultative jusqu'à aujourd'hui, en soulignant le rôle central que joue la Section de législation dans la garantie de la cohérence et de la qualité du droit au sein de l'État belge contemporain.



Antoine RENGLET

La police au tribunal : le traitement judiciaire des violences policières en Belgique au XIX^e siècle

L'historiographie reconnaît généralement la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle comme l'époque durant laquelle émerge la police dite moderne, c'est-à-dire la police non plus entendue comme le « gouvernement des hommes et des choses » (Michel Foucault), mais bien comme une institution vouée au maintien de l'ordre et à la préservation de la sécurité des biens et des personnes. Dès ce moment, les policiers et leurs auxiliaires, en raison de leurs missions, sont confrontés régulièrement à la population dans des situations d'interaction qui peuvent vite dégénérer et conduire à des accès de violence. Dans certains cas, les protagonistes de ces conflits, qu'ils soient policiers ou simples citoyens, se retrouvent face à la justice pour répondre de leurs actes. Les récits se confrontent, laissant alors apparaître la complexité des situations, les transformations de l'appareil judiciaire, l'importance des statuts socio-professionnels des uns et des autres face aux juges et l'évolution des répertoires d'action collective ainsi que des modalités du travail policier. À partir de l'analyse des dossiers de procédure issus du Tribunal de première instance de Bruxelles (chambre correctionnelle), de la Cour d'assises du Brabant, ainsi que de la Cour d'appel de Bruxelles, cette communication se propose d'examiner les modalités de traitement judiciaire des violences policières en Belgique, depuis la fin du XVIII^e jusqu'à la fin du XIX^e siècle, soit de la période de la Révolution française à celle de la 'question sociale'. Combinant à la fois un traitement quantitatif et une approche micro-historique des sources, elle souhaite mettre en évidence les ruptures et les continuités dans la réponse judiciaire aux excès et abus des policiers, gendarmes et autres forces de l'ordre dans l'exercice de leur fonction d'une part, et aux violences perpétrées contre ces agents investis de l'autorité publique d'autre part.



Marc RONVAUX

Trucs et tics d'avocats : la pratique judiciaire au XVIII^e siècle

La communication explorera les pratiques des avocats dans les procédures de droit privé, principalement au travers des écrits procéduraux conservés pour le Grand Conseil de Malines. Elle dévoilera un univers judiciaire étonnant pour le

juriste d'aujourd'hui, où le jeu de la rhétorique et l'érudition l'emportent souvent sur la norme. D'abord, par la proximité des plaidoiries : mémoires et 'motifs de droit' comptant des centaines de points, truffés de latin et de longues citations doctrinales d'un rapport parfois lointain avec le sujet. Ensuite par l'exégèse historique où les plaideurs remontent jusqu'au Moyen Âge pour pallier les lacunes documentaires. Sans parler du recours à des références morales et religieuses étrangères au cadre juridique. La communication analysera aussi les techniques argumentatives : anticipation des objections adverses, raisonnement par l'absurde, exagérations oratoires, recours à l'argumentaire imprimé, etc. Enfin, des dérives étonnantes seront signalées : mauvaise foi assumée, torsion de règles claires, distinctions inventées, interprétation partielle d'auteurs, attaques *ad hominem*, flatterie des juges. Des exemples concrets illustreront comment les praticiens exploitent ainsi les marges du droit coutumier et romain. Cette plongée dans la pratique judiciaire révélera une culture du litige riche en habileté, mais aussi en subtilités éthiques, qui intéressera juristes et historiens.



Mathilde VAN ACKERE

Les violences intrafamiliales saisies par le droit et la justice dans la Province du Brabant (1867-1914)

Dans le cadre de notre recherche doctorale, nous étudions la manière dont les violences intrafamiliales sont saisies par le droit et la justice dans le Brabant, depuis l'entrée en vigueur du Code pénal belge jusqu'à la Grande Guerre. Ces violences physiques (homicides et coups et blessures), sexuelles (viol et attentat à la pudeur), ainsi que verbales (menaces de mort) sont appréhendées à travers les archives judiciaires du tribunal correctionnel, de la cour d'appel de Bruxelles et de la cour d'assises du Brabant. Il s'agit d'un matériau riche qui n'a pas encore fait l'objet d'une étude approfondie et globale. Le dépouillement des dossiers prendra fin dans quelques mois pour laisser place à la rédaction de la thèse. Ce stade avancé de recherche nous permet de formuler différentes observations. Le poids des mœurs et habitudes des personnes inculpées et victimes est non négligeable : le juge d'instruction se livre à une enquête approfondie, visant à tracer les contours du mode de vie de ces dernières. Les éléments pris en considération par les acteurs judiciaires pour évaluer la moralité des justiciables

varient en fonction du sexe de la personne concernée. Les attentes concernant les hommes ont trait à leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille, tandis que l'entretien du ménage ainsi que le soin apporté à l'éducation des enfants relèvent des attributions féminines. Ces conceptions des rôles genrés avaient déjà été entérinées dans le Code civil de 1804, qui contribua lui-même à forger les mentalités au XIX^e siècle. Se répondant l'un et l'autre, le droit civil (patrimonial et familial) et la conception inégalitaire des genres dans la société jouent un rôle déterminant dans la commission et la prise en charge des violences intrafamiliales durant cette période.



Marine VISART

La prison de Forest, un carrefour des trajectoires de femmes enfermées dans les établissements pénitentiaires belges entre 1939 et 1989

Les femmes majeures condamnées et enfermées par la justice belge entre 1939 et 1989 sont minoritaires dans les espaces carcéraux du pays. Leur petit nombre explique pourquoi elles s'insèrent mal dans le système de classification et de spécialisation mis en place par les politiques pénitentiaires, lequel est censé déterminer où sera enfermée chaque détenue. Suivre les parcours et expériences de ces femmes à travers l'analyse de plus de 100 dossiers moraux produit par le personnel pénitentiaire à leur sujet, c'est faire une histoire des prisons belge au ras du sol. Ces archives ont été croisées avec les discours de l'administration des prisons et des sources inédites provenant du monde extrapénitentiaire. La démarche entreprise permet d'apporter un éclairage inédit sur l'histoire de l'institution et de comprendre comment elle se construit aussi dans l'entremêlement constant entre le prescrit et la pratique des espaces d'enfermement. La communication offrira l'occasion de mettre en lumière un réseau constitué de nombreux établissements pénitentiaires, tous particuliers, à travers lequel circulent les détenues. Et de comprendre pourquoi la prison de Forest se trouve alors au centre ce réseau pour les détenues. On étudiera les raisons qui expliquent de telles circulations : problèmes de santé, grossesses, visites, cas d'indiscipline, etc. Enfin, c'est l'hétérogénéité et les convergences de ces parcours d'enfermements féminins qu'il sera possible de mettre en lumière, dans le but d'éclairer à partir de la marge la société belge entre 1939 et 1989.

Section 5 : Histoire des religions et des mouvements philosophiques

Présidence : Philippe DESMETTE

Vice-présidence : François DE VRIENDT

Cécile VANDERPELEN

Secrétariat : Mathilde WATTIER

Janick APPELMANS

“La longue poursuite [...] pour parvenir à la possession de l'abbaye”: Joos Bruylants pogingen om het abbatiaat in Grimbergen te grijpen en te behouden (1468-1480)

De terugval van het aantal religieuzen laat zich ook gevoelen in de beschikbaarheid van al dan niet academisch geschoolde bibliothecarissen en archivariissen in de rijke Vlaamse kloosterarchieven die nog *in situ* bewaard worden. Dat geldt ook voor de vijf norbertijnenabdijen. Deze bijdrage wil als introductie een actuele stand van zaken van de ontsluiting en de onderzoeksmogelijkheden van de archieven van Averbode, Grimbergen, Park, Postel en Tongerlo bieden.

Omdat het ook belangrijk blijft om voor historisch onderzoek nog niet *online* toegankelijke archieven te raadplegen, wordt een casus uitgewerkt. In 1468 verwierf de Grimbergse premonstratenzer Joos Bruylant op canonieke wijze het abbatiaat. Minstens tot 1480 bleef hij deze waardigheid claimen met notariële akten en procedures bij de pauselijke curie. Vaak is zijn actie als een verlengstuk van grote commende-abten als Ferry de Clugny en Philibert Hugonet (Tongerlo) of Lucas de Tollentis (Sint-Michiels) voorgesteld. Deze voorstelling gaat echter voorbij aan de specifieke dynamiek, de andere chronologie en de eigen netwerkverbanden van de Grimbergse provisie ten voordele van een eigen religieus.



Laure AXENSALVA

La fabrique des images bollandistes. Ou comment les archives nous éclairent sur la collecte et le traitement du matériel iconographique des *Acta Sanctorum*

Pour l'élaboration de leur vaste entreprise éditoriale d'hagiographie réalisée aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, les *Acta sanctorum*, les Bollandistes bénéficièrent de l'aide de très nombreux correspondants. Ces collaborateurs fournirent une part importante de la documentation sur les saints, en ce compris des renseignements sur l'iconographie. Ceux-ci constituèrent un apport essentiel à l'élaboration des centaines de gravures insérées dans les volumes de la collection. Si les *Acta sanctorum* eux-mêmes fournissent de nombreux renseignements sur la préparation de ces gravures, les *Collectanea bollandiana*, volumes d'archives préparatoires aux volumes imprimés, constituent également des sources de première importance. Nous en présenterons quelques documents représentatifs (lettres, notes, dessins et leurs commentaires...), témoins de la diversité et de la richesse des interactions que les images et leur collecte ont suscitées entre les Bollandistes et leurs associés. Notre objectif est d'éclairer le caractère collaboratif de la construction du savoir iconographique relatif aux saints et, plus largement, d'approfondir la réflexion sur le rôle de l'iconographie dans les *Acta sanctorum* et pour les Bollandistes.



Sarah BARTHÉLEMY

La Retraite du Sacré-Cœur de Bruges : les écrits personnels de Mère Saint Benoît Labre (1854-1936)

Les écrits personnels de Mère Saint Benoît Labre (1854-1936), fondatrice de la branche dite La Retraite de Bruges, offrent un accès privilégié pour interroger les dynamiques de genre au sein d'une congrégation religieuse féminine prenant la retraite comme principal apostolat. À travers l'étude de ses examens particuliers – une pratique visant l'identification des défauts et des négligences dans les Exercices Spirituels d'Ignace de Loyola, outil crucial des Dames de La Retraite depuis le ^{xvii}^e siècle –, il s'agira d'analyser comment Mère Saint Benoît Labre a construit sa parole.

La postérité de ses écrits se mesure ensuite à travers la Vie rédigée après sa mort. Dans un contexte marqué par des

scissions internes et des reconfigurations de la congrégation, notamment en raison de sa filiation compliquée à La Retraite de Vannes, cette hagiographie officielle réinterprète les matériaux autobiographiques laissés par la fondatrice pour façonner les contours de sa sainteté. La valorisation de sa mémoire par la congrégation sera toutefois plutôt liée à des questions de légitimité institutionnelle qu'à sa vie spirituelle.

Ses cahiers permettent de restituer une voix de retraitante dans l'histoire du for intérieur et invitent plus largement à repenser les sources féminines d'un désir de mener une vie spirituelle de qualité.



Julie BOTT

Sur le seuil du couvent, expériences féminines de la sécularisation à Bruxelles (1783-1790)

Entre 1783 et 1787, environ 300 religieuses bruxelloises sont contraintes de quitter leur couvent contemplatif à la suite de l'édit impérial du 17 mars 1783 promulgué par Joseph II. Qualifiant ces maisons d'« inutiles », l'autorité habsbourgeoise impose leur suppression. Cet épisode s'inscrit dans un moment de profondes transformations institutionnelles et sociales des Pays-Bas autrichiens à la fin du XVIII^e siècle, dont Bruxelles constitue un observatoire privilégié en raison de son rôle de capitale politique et administrative ainsi que de la densité de ses communautés religieuses féminines.

À partir des archives du Comité de la Caisse de Religion, l'étude restitue la diversité des trajectoires qu'ouvrent ces années de sécularisation imposée. Certaines femmes cherchent à préserver leur vocation et leur lien communautaire en rejoignant un couvent actif, en s'exilant vers une maison de leur ordre en dehors des Pays-Bas autrichiens ou en reformant, dans des béguinages ou des maisons laïques, des noyaux communautaires qui prolongent l'esprit du cloître. D'autres s'insèrent individuellement dans la ville, s'appuyant sur leurs réseaux familiaux, leurs savoir-faire conventuels ou les pensions versées par l'État. Ces sources révèlent pourtant la fragilité matérielle et sanitaire de beaucoup d'entre elles, confrontées à l'isolement, à la maladie ou à l'insuffisance des secours publics. À travers ces destins contraints, la communication vise à éclairer les effets concrets des réformes

joséphistes sur les femmes cloîtrées et à mettre en évidence la capacité d'adaptation – mais aussi les vulnérabilités – d'un groupe resté trop longtemps en marge de l'historiographie.



Marceau BROOTCORNE

Un pape en Hainaut : les reliques de Marcel I^{er} († 310) et l'essor de son culte depuis Hautmont à partir du XI^e siècle

À la fin des années 1990, Edina Bozoky soulignait l'importance des reliques en Flandre, de la fin du IX^e à la fin du XI^e siècle. Elles attirèrent tout particulièrement l'attention des comtes de Flandre. Dans la première moitié du XI^e siècle, elles jouèrent un rôle central dans le cadre des conciles de paix, les dépouilles saintes faisant l'objet de rassemblements de foule. Ainsi, en 1070, le comte Baudouin VI de Flandre (1067-1070) organisa, en présence d'évêques et de barons flamands, un regroupement de reliques à l'occasion de la consécration de l'église abbatiale d'Hasnon, récemment rénovée. Dans sa relation de cet événement, un moine anonyme de l'abbaye d'Hasnon énuméra 26 corps saints réunis à cette fin : en tête de liste figurent les reliques d'un certain *sanctus Marcellus, papa de Altomonte*. Cette mention est l'une des premières à associer explicitement le pape Marcel I^{er} à l'abbaye hainuyère d'Hautmont.

Cette mention d'un pape en Hainaut a de quoi intriguer. En effet, avant le XI^e siècle, ce culte à Hautmont demeure totalement mystérieux. Pourtant, selon un récit connu sous le nom d'*Acta sancti Marcelli papæ martyris* que l'on doit à la plume de l'abbé Ursion, écrit entre la fin des années 1050 et le début des années 1060, à la suite de la (re)découverte des reliques du pape, les reliques de saint Marcel se trouvaient dans son abbaye depuis sa fondation par Vincent Madelgaire au VII^e siècle.

À en croire l'auteur, Vincent Madelgaire, que les moines d'Hautmont tenaient pour leur fondateur, aurait récupéré les reliques du pape Marcel I^{er} à Rome pour les ramener au sein de son abbaye. Il précise également qu'à cette époque, c'est-à-dire vers le milieu du VII^e siècle, l'abbaye comptait 300 moines. Les reliques auraient ensuite été oubliées à cause d'un appauvrissement général de l'institution sur une longue période, en raison des guerres et des dissensions internes entre moines et chanoines 'dérégés'. Près de quatre siècles plus tard,

Ursion retrouva les reliques du pape enfermées dans un vieux reliquaire. Il ne tarda pas à manifester sa découverte, d'abord auprès de l'évêque Liébert de Cambrai (1051-1076), puis au peuple. Le rituel public d'élévation des reliques suscita un vif intérêt, à tel point que les moines décidèrent de procéder à une quête itinérante, émaillée de miracles, afin de permettre à ceux qui ne pouvaient pas se rendre sur place de vénérer les reliques du nouveau patron d'Hautmont.

Au bout du compte, qu'en est-il du culte voué à saint Marcel à Hautmont ? Peut-on en trouver des traces avant le XI^e siècle ? Et, dans le cas contraire, sur quels éléments s'est-on appuyé pour donner naissance à ce culte nouveau à cet endroit ? Quel en fut le succès ? Sur tous ces points, le dossier hagiographique de saint Marcel constitue un cas exemplaire, qui permet de mieux apprécier la manière dont, au Moyen Âge, un culte naît, se développe et se maintient sur le long terme.



Jérémy BUSSCHOTS

Relecture de *In translatione beati Bertuini* : nouveaux regards sur le culte de saint Bertuin et sur l'abbaye de Malonne au XII^e siècle

Vers 1200-1202, l'abbaye de Malonne organise la translation des reliques de son saint fondateur Bertuin, missionnaire anglo-saxon du VII^e siècle. La cérémonie intervient une cinquantaine d'années après la réforme qui avait substitué, en 1147, une communauté de chanoines réguliers de l'ordre de saint Augustin aux anciens chanoines séculiers. Le récit hagiographique de l'événement, *In translatione beati Bertuini*, constitue la principale source disponible sur cet épisode et l'une des rares sur l'histoire médiévale de l'abbaye.

La relecture critique de ce texte, rédigé par un chanoine ayant connu les deux communautés successives, croisée avec la charte d'Henri de Leeze de 1147, seule autre source directement liée à ce contexte, permet de mieux comprendre une période mouvementée. L'organisation de la translation répond avant tout à une nécessité matérielle et symbolique : relancer un culte trop discret pour générer des flux de pèlerins et les revenus afférents, dans une abbaye qui avait souffert de spoliations foncières et d'une dégradation de ses bâtiments.

La translation est, dans l'immédiat, un succès : une foule nombreuse se déplace, des personnalités ecclésiastiques et laïques de premier plan sont présentes, et des pèlerinages s'ensuivent avec plusieurs guérisons rapportées. Pourtant, l'analyse géographique des miraculés révèle que le rayonnement du sanctuaire ne dépasse pas vingt kilomètres, et la multiplication des miracles s'interrompt rapidement. Deux facteurs structurels expliquent cet essor avorté. D'une part, saint Bertuin appartient à la catégorie des saints 'généralistes', sans spécialisation susceptible de le distinguer dans un environnement culturel compétitif. D'autre part, la situation géographique isolée de Malonne, héritée du choix délibéré de son fondateur de s'établir dans un lieu retiré, freine durablement l'accessibilité du sanctuaire.

Au-delà de son apport à l'histoire de l'abbaye, *In translatione beati Bertuini* est aussi un formidable témoignage des formes de pensée religieuse du tournant des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Les récits de miracles qui suivent la translation, par leur richesse narrative et leurs nombreux détails, éclairent avec précision les représentations du sacré et les croyances de cette époque, et justifient à eux seuls une relecture attentive de la source.



Manon CHAIDRON & Michel DE WAHA

Prolégomènes à une nouvelle édition de la *Vita Guidonis* (BHL 8870)

La *Vita Guidonis* (BHL 8870), rédigée dans la foulée de l'élévation des reliques du saint en 1112, est un document important en ce qui concerne les conceptions de l'Église à propos du commerce, mais aussi pour l'histoire de Bruxelles et de sa région. L'analyse récente du corps présenté comme celui de Guidon date cette relique du ^{xi}^e siècle. Pour certains, cela confirmerait les données de la biographie traditionnelle du saint, mais c'est oublier qu'à l'époque, il n'y a pas de saint sans reliques. Il est donc loin d'être certain que ce corps soit bien celui de l'homme dont la *Vita* raconte les vertus.

Le récit de la *Vita* est fort différent de la 'biographie traditionnelle' de Guidon, qui en fait un ouvrier agricole. Cette 'biographie traditionnelle' fusionne, en fait, deux récits d'âge différent et qui n'ont rien de commun l'un avec l'autre. En nous basant sur les travaux de Manon Chaidron, nous essayerons de

préciser quand le récit faisant de Guidon un ouvrier agricole est apparu et s'est substitué à celui de la *Vita*, écrite pour les chanoines d'Anderlecht en vue de leur présenter un modèle de vertus canoniales. Lorsque Jean Gielemans rédige ses œuvres, il est fidèle à la version 'canoniale', mais cet argument *a silentio* ne constitue pas une preuve de l'inexistence à son époque de la version 'populaire'.



Thierry DE CODT

Une grande figure du renouveau monastique bénédictin en Belgique et de l'apostolat missionnaire : dom Gérard van Caloen, moine de Maredsous (1853-1932)

Le XIX^e siècle a été marqué par une renaissance spectaculaire du christianisme en Europe occidentale, et particulièrement en Belgique. En effet, le siècle des Lumières et son esprit rationaliste et critique, ainsi que les affres de la Révolution française avaient porté un coup extrêmement violent à l'Église : fermeture de couvents, de monastères et d'écoles, obligation pour les prêtres d'être assermentés, églises détruites... Tout donnait à croire que l'Église vivait ses derniers instants, et pourtant. Un certain Joseph van Caloen, originaire de Loppem, éduqué dans une famille très chrétienne et nostalgique du Moyen Âge, entre à l'abbaye bénédictine de Beuron en Allemagne. Ses intentions sont claires : contribuer à un mouvement de renaissance chrétienne par la vie monastique avec une option résolument missionnaire. Joseph van Caloen prend le nom de Gérard. Partant de Beuron, il fera partie de la première équipe qui fondera l'abbaye de Maredsous dont il deviendra rapidement le premier prieur. Infatigable, d'un caractère énergique, extrêmement volontaire, et souvent dérangeant dans sa communauté, il sera à l'origine de très nombreux projets : création de l'école abbatiale de Maredsous, édition du premier missel latin-français et de la *Revue bénédictine* de Maredsous, participation à la création du collège Saint-Anselme à Rome pour tous les étudiants de l'ordre bénédictin, tentative de création d'un monastère de rite oriental visant à l'union entre catholiques et orthodoxes, restauration de la congrégation bénédictine du Brésil, fondation de l'abbaye Saint-André à Loppem en vue des missions au Congo... La vie de dom Gérard van Caloen fut passionnante et constamment balancée entre la vie claustrale, essentielle à la vie monastique, et la fécondité missionnaire.



Philippe DESMETTE

Les chroniques de l'abbaye de Ghislenghien : des témoins méconnus de l'histoire locale et régionale au xvii^e siècle

L'abbaye bénédictine de Ghislenghien (diocèse de Cambrai, comté de Hainaut) fut fondée vers 1126 par deux dames issues de l'aristocratie régionale. Si les institutions ecclésiastiques du Hainaut ancien payèrent un lourd tribut lors de l'incendie des Archives de l'État à Mons en 1940, celles de Ghislenghien furent relativement épargnées. On trouve encore ainsi dans le fonds de l'abbaye, outre nombre de documents de nature administrative, quatre chroniques rédigées au xvii^e siècle par des religieuses. Si elles évoquent pour certaines des faits antérieurs, une large partie des informations qu'elles contiennent sont relatives à l'époque de leur rédaction. La vie de l'institution, le choix des abbesses, leurs réalisations y occupent une place importante. Mais au-delà, ce sont de nombreux pans de l'histoire de la localité et plus généralement de la région qui sont abordés. On pense à des événements religieux, bien entendu, mais également militaires, économiques ou encore sociaux. Or souvent, ces informations échappent aux historiens.

L'ampleur du dépouillement de telles chroniques manuscrites, les difficultés paléographiques qu'elles suscitent ainsi que la nécessité de pouvoir appréhender ces sources dans leur globalité, afin d'en saisir toutes les nuances, freinent leur utilisation, alors même que ce qu'elles évoquent n'est pas connu par ailleurs. C'est pourquoi nous essaierons de montrer, au travers de cet exemple, l'importance d'éditer un tel type de texte au bénéfice des chercheurs.



François DE VRIENDT

Quand le prénom devient offrande : les vitraux néogothiques de l'église Saint-Martin d'Hyon (Mons), leurs donateurs et leurs saints éponymes

Réédifiée en 1875-76 par l'architecte Carpentier, l'église Saint-Martin d'Hyon, près de Mons, abrite diverses pièces néogothiques intéressantes. Parmi elles, une trentaine de vitraux historiés, posés dans la dernière décennie du xix^e siècle. La communication portera sur les donateurs des

verrières et les saints représentés, parfois très peu populaires dans nos régions. Ils illustrent le lien fusionnel entre prénom et dévotion dans le catholicisme du XIX^e siècle.



Julie DURY

Le réseau paroissial du diocèse de Liège des origines à 1559 : instruments de recherche

« La mise en place du réseau paroissial dans le diocèse de Liège des origines à 1559 », année de la création des nouveaux évêchés aux Pays-Bas espagnols, a fait l'objet de notre thèse de doctorat défendue en septembre 2024. Le territoire du diocèse de Liège était immense, comparativement à d'autres : un diocèse au pourtour long d'approximativement 1000 km et riche de 1793 lieux de culte paroissiaux. Dans un premier temps, la contribution aura pour objectif de présenter globalement notre étude de géographie historique consacrée au diocèse, héritier de la *Civitas Tungrorum* : approche méthodologique, sources, objectifs... Dans un second temps, la communication portera sur les instruments de recherche élaborés dans le cadre de la thèse, recelant nombre d'informations utiles à l'histoire des institutions religieuses dans une acception large, et à de futures collaborations pluridisciplinaires. Citons l'important répertoire des églises paroissiales et des annexes du diocèse de Liège avant 1559 comportant les données relatives aux 1793 lieux de culte paroissiaux, le corpus des modifications apportées au réseau paroissial du diocèse de Liège des origines à 1559, les cartes des 28 doyennés, le catalogue des vocables des églises.



François HERMAND

Brogne et Saint-Ghislain : une mémoire commune autour de la figure de saint Gérard (X^e-XV^e siècle)

Les communautés de Saint-Ghislain et de Brogne connurent des destins séparés après l'abbatiate qu'exerça Gérard de Brogne († 959) dans chacune des deux abbayes ? Si l'on s'en tient à l'image déformée laissée par une documentation archivistique extrêmement parcellaire, on serait tenté de le croire. Un certain nombre d'éléments invite pourtant à relativiser cette vision faussée. L'analyse des traditions hagiographiques de Brogne et de Saint-Ghislain montre en effet que les deux établissements

partageaient une mémoire commune. Dès le milieu du x^e siècle, l'auteur de la *Relatio miraculorum sancti Gisleni* intégra à son récit la figure de Gérard, dont le rôle fut considérablement accentué, au début du xi^e siècle, dans la *Vita Gisleni secunda et miracula*. Vers 1074-1075, à Brogne, l'auteur de la *Vita Gerardi* s'inspira directement de ce texte et, conscient de l'importance que revêtait son héros pour l'abbaye hennuyère, prit soin d'adresser son œuvre, non seulement aux moines de Brogne, mais aussi à ceux de Saint-Ghislain. La tradition manuscrite de ces textes prouve l'existence d'échanges littéraires et témoigne des liens qui unissaient étroitement les deux établissements aux xi^e et xii^e siècles. Par ailleurs, l'analyse des manuscrits liturgiques et mémoriels plus tardifs que nous ont laissés les deux abbayes montre que ces liens ont perduré jusqu'à la fin de la période médiévale. Ces volumes révèlent en effet l'existence d'une confraternité de prière établie avant l'année 1038 et attestent la célébration de fêtes liturgiques communes jusqu'au xv^e siècle. Ce cas d'étude démontre que, si Gérard de Brogne n'eut sans doute jamais la volonté de créer un 'ordre', les abbayes dans lesquelles il officia ont cependant pu entretenir des relations durables : à cet égard, la production manuscrite, la circulation des textes, la culture écrite et la liturgie semblent avoir joué un rôle central.



Camille HOLVOET

L'«affaire Bataille» : conflit entre autorités civiles et religieuses à la fin du xix^e siècle

En 1876, à la mort du prêtre attaché à l'Hôpital Notre-Dame à la Rose de Lessines, l'évêque de Tournai nomme comme successeur Félicien Bataille (1841-1911), candidat vivement soutenu par les religieuses hospitalières. Dès son arrivée, un conflit ouvert éclate entre ce dernier et la Commission administrative des Hospices civils au sujet d'une question en apparence anodine : son logement au cœur de l'hôpital.

Derrière cet enjeu matériel se joue en réalité une remise en cause d'un privilège pluriséculaire par la Commission, seule gestionnaire des biens et du fonctionnement de l'institution depuis l'annexion à la France. La Commission, présidée par Philippe Tacquenier, figure majeure du libéralisme local et national, adopte une position inflexible face à ce prêtre qui a osé braver son autorité dès son arrivée, ne reconnaissant

une autorité légitime qu'à l'évêque lui-même. Ce bras de fer s'inscrit-il dans les fréquents rapports de force dont l'hôpital est l'enjeu entre autorités civiles et religieuses et/ou dans les conflits, nombreux à l'époque, entre cléricaux et anticléricaux ? Partie d'un différend a priori mineur, l'« affaire Bataille » s'envenime au point d'entraîner le départ du prêtre et d'une partie des religieuses, et de conduire à la fondation de l'Hôpital de Jolimont par une communauté issue de Lessines.

Cette communication investiguera les nombreux remous insoupçonnés causés par cette « affaire Bataille », ainsi que son rôle dans la redéfinition des rapports entre autorités civiles et religieuses, dans un contexte de recomposition des modes de gouvernance hospitalière.



Jean-François HUSSON

Financer les convictions : mutations et continuités dans le paysage religieux et philosophique belge

Basée sur une recherche doctorale qui a permis d'établir des séries longues sur le financement des communautés convictionnelles en Belgique (1970-2025), cette contribution analyse comment les évolutions du paysage religieux et philosophique se donnent à voir dans leurs traductions budgétaires. Elle met en évidence les principaux points d'inflexion révélés par les données financières, les confronte aux discours politiques sur le financement des communautés convictionnelles et montre comment le dispositif instauré au début du XIX^e siècle demeure prégnant malgré des réaménagements successifs. L'étude souligne enfin que ces mécanismes financiers traduisent moins le « vivre ensemble » invoqué politiquement qu'un « vivre côte à côte » caractéristique d'une société consociative.



Jean-Philippe LAHOUSTE

Une source historique méconnue : un recueil de l'abbaye Notre-Dame de Cambron

Quand on aborde l'histoire de l'abbaye cistercienne de Cambron, on consulte directement l'œuvre du colonel C. Monnier, qui publia son histoire dans les *Annales du Cercle*

archéologique de Mons. Celui-ci eut le grand privilège de consulter une partie des archives de l'abbaye restées *in situ* dans la bibliothèque du comte du Val de Beaulieu, le restant ayant été dispersé après la Révolution française, récupéré par les autorités ecclésiastiques de l'époque ou déposé partiellement aux Archives de l'État à Mons, vers 1877. Malheureusement pour nous, ce dernier dépôt fut détruit lors de l'incendie de 1940.

À l'occasion de la conférence athoise de Didier Martens et de Déborah Lo Mauro ayant pour thème *Aspects de l'iconographie du miracle de Cambron*, je me suis rendu compte que les archives évoquées n'avaient pas été consultées. Devant cette lacune évidente, je propose de redécouvrir une source historique méconnue. À notre connaissance, il n'existe que deux exemplaires de celle-ci qui soient parvenus à ce jour. Le premier recueil, rédigé par Dom Marcq Noël, se trouve actuellement dans les collections de l'Archevêché de Bruxelles-Malines et date de 1595-1642. Le second exemplaire, identique au premier par son contenu et dû au même auteur, a fait l'objet de l'intervention de continuateurs jusqu'à la prélature de Dom Florent Pépin (1795) et à la suppression de l'abbaye. Ce second manuscrit est subdivisé en cinq parties : 1° Abrégé des Prélats (1146-1789), 2° Prélats et noblesse enterrés à Cambron, 3° Acquisitions de Dom Robert d'Ostelart depuis l'an 1573, 4° Extrait du Martyrologe de Cambron, 5° Nécrologe des religieux de 1596 à 1743 et de l'*obit* de Dom Gilles l'Olivier (1610).

Outre son intérêt historique et religieux évident, cette chronique abbatiale intéresse par son contenu des domaines très différents comme l'agronomie, l'astronomie, l'héraldique et les sciences de la terre.



Patrick MARTIN

Mgr Xavier de Merode (1820-1874) à travers sa correspondance : un Belge au service du Saint-Siège au cœur du XIX^e siècle

Mgr Xavier de Merode est un personnage au destin particulier. Né à Bruxelles en 1820 au sein d'une famille de la noblesse franco-belge, il fut d'abord officier dans l'armée belge et suivit les combats de l'armée française en Algérie lors de la campagne contre l'émir Abdelkader (1832-1847) de 1844 à

1845. Peu après ce séjour algérien, le jeune officier décida de quitter l'armée pour se consacrer à Dieu et devenir prêtre. Il fit ses études à Rome et fut ordonné en 1849. Après quelques mois passés comme aumônier militaire, le pape Pie IX le nomma camérier. Xavier de Merode devint ainsi un proche collaborateur du pape dans un contexte politique et religieux troublé notamment par la crise des États pontificaux. C'est dans ce contexte que le pape le nomma pro-ministre des Armes et que le prélat créa le bataillon des zouaves pontificaux. En 1865, Mgr de Merode, déchargé du Ministère de la Guerre, fut nommé aumônier du Saint-Père et archevêque *in partibus* de Mélitène. Il consacra son énergie à l'accueil de communautés religieuses nouvelles à Rome, à la réforme des prisons et à l'urbanisation de la Ville éternelle, au point d'être surnommé le 'Hausmann romain'. Peu d'études ont été consacrées à ce prélat au parcours atypique, qui joua un rôle non négligeable au service du Saint-Siège au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. L'édition prochaine de sa correspondance, un projet porté par la fondation romaine Lambert Darchis, offre l'occasion de s'intéresser de plus près à l'action et à la pensée de ce prélat, beau-frère du politicien Charles de Montalembert et ami de Dom Prosper Guéranger.



Farah MERCIER

Plongée au cœur du travail des Bollandistes : les *Acta Sanctorum* et leurs gravures

En 1643, paraissent les deux premiers tomes des *Acta Sanctorum*, une vaste entreprise éditoriale visant à rassembler les vies de saints, classées selon le calendrier liturgique. La publication de cette œuvre historique et philologique s'étend sur plusieurs siècles et totalise pas moins de 67 tomes. En plus de receler une abondante documentation textuelle, ces volumes – entièrement rédigés en latin – sont ornés d'un nombre considérable de gravures, qui font actuellement l'objet d'un examen approfondi de la part des membres du projet de recherche *Cupra bollandiana*. Ces images sont notamment caractérisées par leur variété typologique. Nous rencontrons, bien évidemment, des représentations de saints, mais aussi de tombeaux, de reliquaires, de chapelles ou encore de bâtiments. Si certaines de ces représentations sont empruntées à des publications antérieures, d'autres ont été directement envoyées aux Bollandistes. Dans notre communication, nous

étudierons ces estampes en adoptant le regard, non pas de l'historien de l'art, mais celui du philologue et de l'historien. Plus précisément, à l'aide de quelques exemples tirés des *Acta Sanctorum*, nous nous intéresserons à la manière dont les Bollandistes se sont procuré ces images et les ont exploitées. En effet, ceux-ci laissèrent, au sein même du texte, de nombreuses traces de leurs recherches, explicitant, notamment, leurs sources, leur méthode et exprimant leur souci constant de fidélité et d'authenticité. Nous porterons également une attention particulière au vocabulaire utilisé, en particulier aux termes et expressions employés pour décrire ces images ou pour inviter le lecteur à les observer. Nous espérons ainsi contribuer à éclairer la manière dont les Bollandistes mettaient en œuvre leurs compétences, savoirs et ressources, en centrant notre analyse sur leur pratique et leur usage de l'image.



Jean-Baptiste MUREZ

Les frères des écoles chrétiennes en Belgique (1830-1945)

Engagé dans des recherches pour un futur livre sur les frères des écoles chrétiennes en Belgique entre 1830 et 1945, je reviendrai sur les principales étapes de leur implantation et de leur présence en Belgique, sur les réactions suscitées par cette présence, mais aussi sur les principaux fonds d'archives qui permettent de la documenter. Je terminerai en évoquant les difficultés de la recherche et les questions qui restent en suspens.

Hormis une première présence pendant les périodes françaises et néerlandaise, l'essor des frères des écoles chrétiennes démarre après l'indépendance de 1830. En 1842, le pays compte ainsi 145 frères, 16 écoles et plus de 7000 élèves. Au fil des années, leur profil initial évolue. Si les premiers frères et visiteurs sont très liés à la France, peu à peu, les recrues belges se multiplient. De plus, l'enseignement, d'abord très centré sur le primaire, se diversifie. Des établissements techniques, à destination du monde industriel, sont ouverts, ainsi que des cours du soir pour adultes.

Ces écoles sont appréciées du monde catholique et au-delà, car elles offrent une formation de qualité en pleine révolution industrielle. En revanche, les anticléricaux apprécient peu leur influence dans la société. Leur adoption par les communes, au

lieu d'une école laïque, les gêne. Toutefois, malgré quelques difficultés liées aux décisions politiques des gouvernements libéraux, notamment en 1879, l'essor des écoles des frères est peu entravé. L'Institut est particulièrement florissant entre 1884 et 1914, période où un gouvernement catholique est au pouvoir. Les écoles, mais aussi les maisons de formation croissent, les frères s'investissent dans les sciences, les arts et l'architecture (écoles Saint-Luc). Ce développement, ainsi que les évolutions culturelles et linguistiques, conduisant à une présence de plus en plus importante de la langue néerlandaise, amène à ce que la Belgique des frères soit scindée en deux districts en 1893, le nord regroupant la Flandre et Bruxelles, le sud la Wallonie. En 1903, le nord représente 322 frères, le sud 528.

Le début de la Première Guerre mondiale fragilise l'Institut. Des écoles en Belgique sont détruites et/ou fermées, des frères sont blessés ou tués. Toutefois, la mort au feu et le départ de frères sont en partie compensés par un regain des vocations dans la partie nord, où de nouvelles écoles ouvrent, notamment dans les centres industriels. C'est justement dans l'entre-deux-guerres que cette partie, renforcée des Pays-Bas, dépasse le sud, avec 785 frères contre 649 pour la Wallonie en 1939. Écoles et vocations se maintiennent à un niveau satisfaisant jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, qui touche durement le pays. Des établissements sont détruits ou transformés en hôpitaux, des frères sont déportés pour faits de résistance. Les changements les plus profonds interviennent toutefois à partir de la Libération, car une sécularisation rapide marque à partir de ce moment la société belge.



Pierre PETIT

**Les médailles religieuses dans le Hainaut occidental :
topographie des dévotions et du colportage sous l'Ancien
Régime**

En un peu moins de deux siècles, les numismates ont rédigé plus de 100 contributions – dont une cinquantaine de courtes monographies – sur les médailles de dévotion des différents sites de pèlerinage des anciens Pays-Bas méridionaux. Ces textes n'ont cependant presque jamais interrogé la mobilité de ces objets, au départ, par exemple, d'un corpus trouvé dans un contexte archéologique ou dans une région donnée. C'est ce que je tenterai de faire au départ de trouvailles réalisées par

des détectoristes dans la région de Beloeil, Tournai et Mons. Il s'agit d'un corpus important, de plus de 500 médailles, qui permet d'avoir une idée assez précise de la popularité des différents saints, des différents ordres religieux, des différents lieux de dévotion ou de pèlerinage durant les Temps modernes dans l'ouest de l'actuelle province du Hainaut.

L'exposé mettra en avant les enjeux méthodologiques que pose une telle recherche. L'identification des médailles, souvent corrodées, n'est pas aisée en raison du caractère lacunaire de la littérature scientifique. Une grande partie des médailles est d'ailleurs inédite et fait apparaître des sites de dévotion qui n'ont jamais été recensés dans les textes numismatiques. Un réseau de collaboration est donc nécessaire pour réaliser les identifications.

La taille de l'échantillon permet une approche quantitative débouchant sur des ordres de grandeur statistiques quant à la présence relative des différentes dévotions. Les résultats seront comparés à ce que les sources écrites décrivent de l'histoire religieuse de la région.

À l'heure où l'Agence wallonne du Patrimoine – consultée lors de cette recherche – légifère en matière de détectorisme, ce travail offre un exemple de l'intérêt et des limites d'une étude basée sur un tel matériel pour l'histoire religieuse d'une région donnée.



Alicia SCARCEZ

**Le rituel cartusien de Sainte-Catherine-du-Mont-Sinaï :
découverte d'un manuscrit liturgique et musical anversoï
du xvi^e siècle**

Le rituel cartusien aujourd'hui conservé au couvent des Carmes de Bruxelles (s.c.) provient de la chartreuse Sainte-Catherine-du-Mont-Sinaï à Anvers où il fut copié sans doute au début du xvi^e siècle. Le manuscrit a probablement ensuite transité par la chartreuse de Lierre. Il échappe à la confiscation de 1783 pour finalement rejoindre les Carmes à une date indéterminée, sans doute via des réseaux monastiques ou des personnes privées.

Ce témoin exceptionnel de la liturgie cartusienne et du patrimoine belge, à ce jour inconnu de la communauté scientifique belge, mérite d'être mis en valeur. Nous proposons ici d'en retracer l'histoire passionnante et d'en examiner le contenu, afin de mettre en évidence quelques-unes de ses spécificités liturgiques étonnantes.



Jean-Philippe SCHREIBER

L'architecture synagogale en Belgique au XIX^e siècle : le judaïsme se transforme

Le judaïsme belge s'est construit, dès le XIX^e siècle, sur une interaction paradoxale avec la culture du pays d'accueil, faite à la fois d'intégration et de particularisme. Ses synagogues en sont le reflet. Huit synagogues ont en effet été construites en Belgique avant 1914, notamment à Arlon, Bruxelles, Anvers, Liège et Ostende. Ces synagogues, dont les façades correspondent à des types d'architecture synagogale différents, sont exemplaires des choix esthétiques opérés par les communautés juives et de l'identité qu'elles reflètent, entre tradition et modernité, entre Orient et Occident, entre judaïsme et culture chrétienne ambiante. Elles se marquent, en plus du style de leur façade, par des caractéristiques propres à l'organisation de l'espace intérieur. Ces lieux de culte furent aussi des lieux d'expression d'un discours religieux reflétant les mêmes paradoxes, et de rites adaptés à l'évolution du judaïsme.

On peut illustrer ce propos par l'exemple de la grande synagogue de la rue de la Régence à Bruxelles, inaugurée en 1878, et de sa façade romano-byzantine. Elle incarne fort bien le rapport du judaïsme aux deux faces de son expérience historique, dans la relation entre l'Orient et l'Occident. La synagogue bruxelloise, construite dans la principale artère de la ville, se signale par un emplacement en vue dans la cité, au contraire par exemple de la Grande Synagogue, qui lui est contemporaine et qui l'a inspirée, de la rue de la Victoire à Paris, peu visible aux regards. Elle donne à regarder à la fois une différence – l'Orient mythifié, byzantin, métaphore du judaïsme – et une proximité – l'Occident roman, la civilisation chrétienne, très prégnante. Elle est clairement une affirmation de la spécificité juive, bien plus qu'une dilution.



Martin STRASSER

**Produire la sainteté à Bruxelles à l'époque post-tridentine :
édition hagiographique et modèles de sainteté**

Cette intervention proposera d'analyser les transformations de l'hagiographie imprimée dans le contexte post-tridentin à partir du cas de Bruxelles, des débuts de l'imprimé jusqu'à 1700. À la suite du concile de Trente, l'Église catholique redéfinit les normes de la sainteté en s'orientant vers une centralisation et une uniformisation accrues. L'hagiographie est directement affectée par ces évolutions et constitue dès lors un observatoire privilégié des recompositions religieuses dans les Pays-Bas méridionaux.

Centre politique des Pays-Bas espagnols, Bruxelles présente une production hagiographique limitée mais étroitement inscrite dans des réseaux de pouvoir liés à la Cour et aux institutions ecclésiastiques. Loin d'être un simple relais, elle apparaît comme un espace d'adaptation des modèles tridentins aux réalités locales.

L'analyse se déploiera en deux temps. Elle s'attachera d'abord à l'étude de l'édition hagiographique bruxelloise : conditions de production, rôles des commanditaires, ateliers d'imprimeur, chronologie, langues et pratiques de traduction. Ces éléments permettront de saisir les logiques éditoriales et les modalités de diffusion des normes tridentines, replacées dans une perspective comparative incluant Anvers, Douai et Liège.

Dans un second temps, la communication se concentrera sur les figures de sainteté mises en avant dans les *Vitæ* bruxelloises. L'étude de ces personnalités issues du patrimoine local, des sphères de pouvoir et des dynamiques de réforme catholique permettra de découvrir les processus de sélection et de réinterprétation des saints, entre héritage et renouvellement.

L'ensemble mettra ainsi en lumière le rôle actif de l'hagiographie imprimée dans les dynamiques religieuses de l'époque moderne, comme instrument de réforme et vecteur de construction identitaire.



Bernard VAN DEN DRIESSCHE

Un témoin disparu de la piété mariale au XIX^e siècle : le Calvaire et la crypte de Notre-Dame des Sept Douleurs à Jolimont (Hainaut)

Dans une étude comparative consacrée à la religion des milieux ouvriers catholiques dans les bassins houillers franco-belges et haut-silésiens entre 1922 et 1939, Damien Thiriet évoque les associations de Notre-Dame de Lourdes qui dynamisèrent la vie des paroisses. Et de citer à titre d'exemple la réussite de la journée de Quaregnon, organisée à la grotte et au chemin du Rosaire érigé en 1910. L'auteur met également en évidence, à propos des pèlerinages importants dans cette région, celui du Tour de Wasmes avec ses 15.000 participants et cite également Jolimont « où plusieurs milliers de pèlerins assistaient, dans les années vingt, au récit des douleurs de Marie, le troisième dimanche de septembre. »

Érigé en 1872 et démoli dans les années 1940, le Calvaire et sa crypte restent peu documentés à ce jour, si ce n'est par des cartes postales anciennes dont celles colorisées qui sont particulièrement précieuses. Grâce aux documents conservés aux Archives de l'État à Mons (Fonds de la Congrégation des Sœurs servites de Marie, déposé en 2020), il est à présent permis d'en préciser quelque peu l'histoire et d'en découvrir l'originalité. Si le concepteur, le curé Georges Bataille (1841-1911), est bien connu, l'auteur de cette réalisation étonnante n'a cependant pas encore pu être identifié avec précision.

Section 6 : Histoire des sciences, des techniques et des savoirs anciens

Présidence : Geneviève XHAYET

Vice-présidence : Caroline POLET

Sophie GLANSDORFF

Secrétariat : Arnaud PÉTERS

François ANTOINE, Arnaud PÉTERS & Marie TIELEMANS
***ArchiSols* : histoire publique et sciences citoyennes au service de l'intelligence des sols** [Table ronde *ArchiSols*]

Afin d'introduire la table-ronde consacrée à *ArchiSols*, cette communication se propose de revenir sur les principaux enjeux rencontrés par ce projet de recherche qui a débuté en 2020. Soutenu par un financement de la Région bruxelloise (*co-create Innoviris*), un groupe de « co-chercheurs » s'est engagé autour de plusieurs objectifs. Le premier consiste, via une approche environnementale des technologies et activités industrielles, à améliorer les connaissances sur les sols bruxellois. Surtout, il s'agit de produire des outils et méthodes permettant une meilleure exploitation des données sur l'histoire des sols. Le second objectif du projet se concentre sur la consolidation des pratiques de protection des sols, développées dans le cadre de la législation régionale (*Ordonnance sols*). En ce sens, *ArchiSols* vise à aider les administrations régionales et communales, en leur proposant outils et méthodes. Le leitmotiv du projet reste l'amélioration de l'usage et de l'accès aux archives administratives et privées qui recèlent des données de grande valeur environnementale.

Parce qu'il valorise les méthodes de l'histoire – dans une optique de dissémination –, qu'il met au jour un grand nombre de données historique validées, et qu'il prône le dialogue entre disciplines, *ArchiSols* s'inscrit pleinement dans la dynamique de l'histoire publique. *ArchiSols* entend, par ailleurs, valoriser les « sciences citoyennes », en promouvant la production de connaissances par des acteurs non-scientifiques-professionnels, qu'il s'agisse d'individus (érudits locaux, témoins, anciens ouvriers, etc.) ou de groupes (cercles d'histoire, collectifs

citoyens, employés communaux). La voie de la mémoire orale a été privilégiée pour mobiliser et préserver ces données précieuses qui éclairent l'histoire des sols. *In fine*, via cette dynamique participative, une réappropriation des sols devient possible.

Cette communication reviendra sur les acquis, difficultés et défis d'un programme de recherches qui s'est déployé au travers d'expertises très diverses réunies autour de la thématique du sol. Elle mettra en perspective l'apport essentiel de l'histoire au sens large à l'étude des activités anthropiques impactant les sols, mais également à celle des fonctions ou services écosystémiques des sols. En cela, l'histoire des sols s'écrit au présent ... et au futur.



Antoine BAUDRY, Céline MOUREAU & Xavier LAMBERT
**La centrale électrique des carrières de Correux à Sprimont
à l'aube du xx^e siècle**

Cette communication propose de revenir sur l'histoire de la centrale électrique des carrières de Correux à Sprimont, érigée en 1904-1905, et aujourd'hui écrin privilégié du Centre d'Interprétation de la Pierre, en croisant des sources textuelles et iconographiques largement inédites. Elle s'appuie sur l'étude menée par Arnaud Péters en 2020, qui constitue à ce jour la synthèse la plus aboutie sur le sujet. Celle-ci met en lumière le rôle pionnier de l'entreprise de Mathieu van Roggen dans l'introduction de l'électricité industrielle dans le bassin carrier sprimontois dès les années 1890, ainsi que le développement d'une centrale majeure en 1905.

À la croisée de l'histoire industrielle et de l'histoire des techniques, cette étude souligne la place de Sprimont dans les débuts de l'électrification industrielle en Belgique. Nous présenterons des éléments inédits issus des recherches complémentaires menées par Antoine Baudry. Ces apports permettent de préciser certaines hypothèses, notamment en ce qui concerne l'évolution du bâtiment et de ses installations, leur fonctionnement technique et leur inscription dans les dynamiques industrielles régionales.

Une attention particulière sera accordée à un fonds de plans en cyanotype entré en 2022 dans les collections du Centre d'Interprétation de la Pierre. Cet ensemble cohérent,

comprenant notamment une série de plans originaux de la centrale, offre un regard renouvelé sur l'architecture, les dispositifs techniques et l'organisation spatiale du site. Ces apports récents ouvrent de nouvelles perspectives pour l'étude des savoirs techniques et de leur matérialisation dans l'espace industriel.



Benoît BEYER DE RYKE

La querelle de l'héliocentrisme, de Copernic à Galilée

La querelle de l'héliocentrisme constitue, entre le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle, un moment décisif de transformation des savoirs astronomiques et des représentations du monde. Héritée de l'Antiquité, la vision géocentrique issue de Ptolémée et d'Aristote plaçait la Terre immobile au centre de l'univers et influença durablement les conceptions cosmologiques et théologiques. La publication, en 1543, du *De revolutionibus* de Copernic introduit une rupture majeure en proposant un système héliocentrique.

Cette hypothèse, encore discutée et diversement interprétée, suscite des résistances et ouvre un débat auquel prennent part plusieurs acteurs aux positions contrastées. Tycho Brahe élabore un modèle géo-héliocentrique fondé sur des observations précises, tandis que Johannes Kepler, en s'appuyant sur ces données, formule les lois du mouvement planétaire et introduit les orbites elliptiques. Galilée, grâce à l'usage de la lunette astronomique, apporte des arguments observationnels en faveur de l'héliocentrisme. Parallèlement, Giordano Bruno développe une conception d'un univers infini et multiple, qui dépasse le cadre strict de l'astronomie et engage des enjeux philosophiques et théologiques. L'ensemble de ces positions met en évidence la diversité des interprétations de l'héliocentrisme et les tensions qu'il suscite, notamment dans ses rapports avec les autorités religieuses.

La communication examinera ces différentes contributions en les replaçant dans leur contexte scientifique et intellectuel. Elle s'attachera à analyser les formes du débat, les désaccords entre ses principaux acteurs et les implications épistémologiques et métaphysiques de cette transformation des savoirs.



James DEBOEUR

Genèse et développement de la galvanisation à Liège (1845-1914)

Au XIX^e siècle, le revêtement des métaux par le zinc connaît un essor rapide en Europe, d'abord en Angleterre, puis dans d'autres régions industrielles du continent. Parmi elles, le bassin industriel liégeois constitue un terrain particulièrement propice au développement de cette technique, la galvanisation. Mais pourquoi à Liège, et surtout, pourquoi à ce moment précis ?

Liège possédait de nombreux atouts : des ressources énergétiques et minérales, des infrastructures en expansion, une main-d'œuvre abondante et des traditions entrepreneuriales bien établies, pour n'en citer que quelques-uns. Dans un premier temps, ces conditions permettent la multiplication d'ateliers de petite taille. Toutefois, cette phase d'expansion est suivie d'un mouvement rapide de concentration des sociétés. Comment passe-t-on d'un tissu d'ateliers dispersés à un paysage dominé par quelques acteurs majeurs ? Pourquoi observe-t-on ce phénomène de concentration et de quelles manières certaines entreprises sortent-elles du lot ?

En définitive, cette communication propose d'analyser la galvanisation liégeoise non seulement comme un projet de production, mais aussi comme un observatoire privilégié des dynamiques d'innovation, de concurrence et de structuration industrielle dans la Belgique du XIX^e siècle. Et si, derrière cette industrie en apparence technique, se jouait en réalité une transformation bien plus profonde du monde économique ?



Jean-Jacques DE GHEYNDT

Le Cardinal Bellarmin et les procès Galilée

En 1992, au terme d'un long procès en révision, le Vatican réhabilitait Galileo Galilei. Il n'en a pas été ainsi pour Giordano Bruno. Tous deux se sont appuyés sur Nicolas Copernic, opposant l'héliocentrisme à la doctrine géocentrique de l'Eglise. Tous deux ont été accusés d'hérésie. Tous deux ont fait face à un Jésuite : Robert Bellarmin (Roberto Bellarmini). Juge d'instruction au procès de Bruno, Bellarmin condamne le moine défroqué au bûcher ; ce dernier est exécuté le 1^{er} février 1600. Mandaté par le pape, le même Bellarmin notifie à Galilée

l'erreur de Copernic, en 1616, mais le munit dans la foulée d'un Certificat autographe le blanchissant de tout lien personnel avec cette théorie. Ce document sauvera la vie à Galilée lors du procès de 1633. Qui donc est ce futur cardinal Bellarmin et pourquoi deux attitudes en apparence si contradictoires à seize ans d'intervalle ? Quelles sont les conditions, liées aux accusés et aux circonstances, qui conduisirent à des verdicts aussi différents ?

Nous trouverons une partie des réponses dans les conférences prononcées par Bellarmin à Louvain, entre 1570 et 1572, où le Jésuite présente des thèses étonnamment en contradiction avec le dogme. L'affaire Galilée relève d'une question philosophico-théologique et non d'un débat scientifique.



Nicolas DEMASY

Reconstitution de la première expérience de mesure de la radioactivité réalisée en 1897 par Pierre et Marie Curie

L'exposé présentera l'aventure scientifique et humaine liée à la reconstitution, à l'Université de Mons, de l'appareillage de mesure de la radioactivité développé par Pierre et Marie Curie à la fin du XIX^e siècle. Il retracera le cheminement qui a conduit à remettre en fonctionnement une instrumentation historique aujourd'hui disparue des laboratoires : depuis la recherche documentaire et l'identification des instruments d'époque jusqu'à la restauration et la reconstitution des composants, en passant par le réapprentissage des gestes expérimentaux associés.

Au-delà de l'aspect technique, l'exposé mettra en lumière les défis rencontrés, les choix opérés face aux contraintes matérielles et les collaborations qui ont rendu cette reconstitution possible. Ce projet ne vise pas seulement à reproduire un dispositif, mais à retrouver une pratique expérimentale et à faire revivre une méthode de mesure fondatrice dans l'histoire de la radioactivité.



Ivan DEMIÉVILLE & Arnaud PÉTERS

Les archives du Gouvernement Provincial de Brabant (AEB, 1827-1965) et leur apport à la connaissance des sols bruxellois [Table ronde *ArchiSols*]

Cette contribution se propose de mettre en perspective un aspect des recherches menées dans le cadre du projet *ArchiSols* (programme *Co-create - Innoviris*). Les archives du Greffe du Gouvernement provincial de Brabant, inventoriées par Griet Maréchal en 1996, contiennent – principalement dans les blocs A et B – des données précieuses pour l’histoire des sols. Elles recensent de façon exhaustive l’ensemble des autorisations et permis délivrés par la Députation permanente dans le cadre de la législation sur les établissements classés, législation dont l’origine remonte au décret d’octobre 1810. Autrement dit, elles permettent d’éclairer le paysage industriel bruxellois et son évolution. Au-delà des activités industrielles autorisées, elles informent sur l’identité des entreprises demanderesse, leur localisation (adresses) et livrent des renseignements succincts de procédure, liés notamment à l’enquête *de commodo et incommodo*.

Cette source complète donc les divers fonds de dossiers d’établissements classés – les dossiers complets comprenant l’ensemble de la documentation administrative, en ce compris des plans, associée à l’autorisation proprement dite – disséminés dans plusieurs lieux : Archives de l’État, Archives communales, Archives régionales, etc. Par son caractère exhaustif et sa couverture chronologique très large, de 1827 à 1965, la source valorisée dans cette contribution permet de décrire finement le paysage bruxellois des autorisations et permis octroyés aux établissements classés. À l’échelle *macro*, elle peut éclairer de manière diachronique l’évolution des tissus industriels des communes bruxelloises. À l’échelle *micro*, elle permet d’appréhender l’évolution d’un site industriel en documentant les technologies mises en œuvre mais aussi les normes techniques imposées par la législation.

Depuis l’année 2025, plusieurs chercheurs, dont des historiens bénévoles, se relaient pour encoder et valoriser les données issues de ce fonds. Ils sont actifs dans le projet *ArchiSols* qui ambitionne de développer des méthodes et outils améliorant l’intelligence des sols en Région bruxelloise. L’exploitation systématique de la source, qui présente un intérêt majeur pour la recherche historique mais aussi pour des recherches en

géographie, urbanisme, sociologie, etc., a été définie comme une priorité. Moyennant une approche spécifique, les informations seront, à terme, rassemblées dans une base de données géographiques recensant un ensemble d'anciennes entreprises dont les activités ont pu générer d'éventuelles pollutions des sols. Cela suppose de mettre au point une méthode efficace de géolocalisation des établissements industriels, sur la base des adresses mentionnées. Dans une optique de protection des sols et via une démarche de recherche appliquée, un outil de ce type pourrait compléter utilement les outils existants.



Pierre DEVAHIF

Potentiel souvent insoupçonné...

Une collection muséale, en l'occurrence et à titre d'exemple, de microscopes anciens ainsi que d'autres instruments liés à la microscopie peut être le point de départ d'exploitations didactiques et culturelles d'une étonnante diversité. De brefs récits, amusant les uns, émouvant les autres, introduisent en douceur des notions très diverses dans des domaines qui *a priori* peuvent paraître rébarbatifs. La biologie et l'optique viennent généralement à l'esprit en premier lieu. Mais il y a aussi, entre autres, la cristallographie. Surtout, derrière ces mots se cachent des hommes... et des surprises. L'histoire est bien sûr le fil conducteur : l'histoire des découvertes, toutes essentielles, dans les sciences du vivant et de la santé, intimement liée à l'histoire des inventions et des progrès dans les domaines techniques. Les anecdotes abondent, conférant un charme inattendu au rappel de ces moments du passé.

Quant à la littérature, elle regorge de perles enfouies, y compris là où on ne s'y attend guère. Dans le désordre, citons Hugo, Balzac, Flaubert, Proust, Duhamel, Defoe, Lautréamont, d'autres célébrités encore et d'illustres inconnus non dénués de talent. Le mythe de Faust est revu par un Belge employé au Ministère des Finances et passionné de microscopie. Les arts graphiques aussi ont cédé à la fascination de l'inconnu minuscule. Le théâtre et le cinéma également ; même la musique ! Faut-il dire que les philosophes n'ont pas manqué de s'en imprégner. Spinoza, pour n'en citer qu'un, et lui, beaucoup plus concrètement qu'on ne peut le penser. Trois siècles plus tard, une méduse fluorescente vient mettre son grain de sel dans l'aventure.

Le musée dans tout ça ? Chaque évocation ci-dessus accompagne un instrument dans une vitrine. Qui cache l'autre, au fond ?



Augustin DEWULF

Les animaux dans les écrits de l'Académie thérésienne de Bruxelles : un règne en questionnement (1772-1794)

Le projet développé par des naturalistes belges du XVIII^e siècle de faire venir des vigognes - espèce de lama des Andes - dans le duché de Luxembourg, afin d'en vendre la laine ; des autruches qui, selon Buffon, n'auraient pas besoin de boire pour survivre... Voici quelques informations à la volée que met au jour la lecture des documents de l'Académie thérésienne de la fin du XVIII^e siècle.

Pour mon Master en Histoire, j'ai étudié une série de sources à caractère zoologique issues des archives de l'Académie royale de Belgique, allant des mémoires édités au règlement de l'institution.

Le but de cette recherche est de répondre à un ensemble de questions abordant les auteurs des documents sélectionnés, les questionnements des Académiciens, ainsi que la matérialité desdits écrits avec une attention particulière accordée à l'édition ou non des sources. Dans ce but, j'ai utilisé la méthode statistique afin de mettre en évidence des données chiffrées facilement utilisables et représentables graphiquement.

Dans le cadre de ce congrès, je me concentrerai sur l'importance du règne animal dans les questionnements des auteurs et sur la place qu'y prennent ses représentants dans les écrits de l'Académie. On se posera la question de savoir si les animaux constituent un sujet d'importance ou servent simplement de prétexte au traitement d'autres sujets.



Marie-Anne DRAGON

Au-delà des traités : l'artiste et la construction du savoir sur l'oiseau américain aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles

Cette communication analyse le rôle des peintres et graveurs des Pays-Bas aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles dans l'émergence d'un savoir ornithologique à partir des représentations d'oiseaux américains. Elle s'inscrit dans une historiographie qui reconsidère les liens entre art et science à l'époque moderne, en abordant les images comme des outils actifs de production de connaissances. Adoptant une perspective foucaldienne, elle envisage la scientificité des images non comme une qualité intrinsèque, mais comme le produit d'un contexte socio-historique et de choix visuels spécifiques. L'objectif est de montrer que l'artiste peut être considéré comme un véritable producteur de savoir. Par des méthodes d'observation proches de celles des naturalistes, les artistes dépassent parfois les traités d'histoire naturelle. Ils proposent des formes de classification visuelle, rendent visibles des variations morphologiques peu décrites et replacent les espèces dans leur environnement.

La démonstration repose sur trois études de cas. Le premier concerne l'œuvre de Jan Breughel l'Ancien, dont l'organisation visuelle des oiseaux s'inspire directement des classifications ornithologiques de Conrad Gessner et d'Ulisse Aldrovandi. Toutefois, loin de se limiter à une transposition de modèles savants, Jan Breughel propose une mise en ordre synthétique et comparative du vivant que l'image seule permet d'atteindre.

Le second exemple porte sur l'œuvre de Melchior d'Hondecoeter, qui témoigne d'un recours explicite à l'observation directe. Dans ses représentations du cardinal rouge, l'artiste rend visible avec précision le dimorphisme sexuel de l'espèce, un phénomène pourtant absent ou marginal dans la littérature savante contemporaine. Cette attention portée aux variations morphologiques révèle une pratique empirique fondée sur l'étude prolongée de spécimens vivants.

Enfin, les œuvres de Frans Post illustrent les oiseaux dans une végétation et une faune cohérentes avec leur biome d'origine, suggérant une compréhension des relations entre espèces et environnement naturel. En articulant observation zoologique et représentation du paysage, Post propose une forme de savoir visuel qui dépasse la simple identification de l'espèce pour envisager son inscription dans un écosystème.

À travers ces trois études de cas, la communication visera à mettre en lumière le rôle fondamental de l'artiste comme médiateur entre observation, représentation et connaissance. Elle invitera ainsi à repenser les frontières traditionnelles entre art et science, en montrant que les images ne constituent pas de simples reflets du savoir savant, mais des lieux actifs de production et d'élaboration du savoir scientifique.



Melchior d'Hondecoeter, *Ménagerie*, ca 1690, huile sur toile, 135 x 116 cm, Amsterdam, Rijksmuseum, n° inv. SK-A-173.



Anne-Catherine DUMONT

Isala Van Diest : un autre regard

Les archives du CPAS de Bruxelles conservent quelques lettres d'Isala Van Diest (1842-1916) ainsi que sa biographie inédite, rédigée par son amie Céline Dangotte (1883-1975). Ce travail a été annoté, revu et commenté par Claire Dickstein-Bernard dans les années 1960. Céline Dangotte est une féministe belge et une des premières femmes franc-maçonnnes de Belgique ; elle est connue pour son engagement féministe en faveur de l'éducation des enfants, débouchant sur la création d'une bibliothèque et d'écoles.

Le Fonds Céline Dangotte conservé par les Archives de la Ville de Bruxelles (AVB), contient par ailleurs un dossier comportant une quarantaine de lettres de Céline Dangotte à propos d'Isala Van Diest, ainsi que des lettres d'Isala adressées à Céline Dangotte et à son mari entre juin 1910 et juillet 1914. Nous pouvons tracer, à travers ces échanges épistolaires, un portrait plus personnel d'Isala Van Diest, première femme médecin et première femme universitaire belge. Elle fut également une des fondatrices du mouvement féministe de Belgique. Les grands faits sont connus, ses apports au féminisme belge aussi, mais son caractère et son engagement restent à approfondir.

Pourquoi s'est-elle lancée dans des études de médecine à une époque où les universités belges n'étaient pas encore accessibles aux femmes ? D'où lui vient son engagement féministe ? Les archives inexplorées à ce jour viennent nous apporter des éléments de réponse.



Romain DURIEUX

Projet SATURN et documentation cadastrale : perspectives de recherche pour l'histoire des entreprises, des pratiques industrielles et des pollutions à Bruxelles [Table ronde ArchiSols]

Le SPF Finances, un des plus anciens départements du Royaume, est l'un des plus importants clients institutionnels des Archives de l'État en Belgique, en raison de sa production documentaire colossale, depuis sa création à la fin du XVIII^e siècle, durant la période française. En particulier au sein de

l'Administration générale de la Documentation patrimoniale, on retiendra la coupole qui comprend, entre autres, les administrations Mesures & Évaluations et Sécurité juridique – mieux connues sous leur appellation d'hier, à savoir le Cadastre d'une part, et l'Enregistrement et les Hypothèques de l'autre. La dénomination est assez explicite. Cette structure est en effet responsable de la gestion d'une vaste documentation relative au patrimoine, avant tout immobilier, à des fins fiscales, bien entendu. Pour ce faire, ont été constituées, durant plus de deux siècles, de véritables bases de données de papier qui, pour une large part, conservent une grande force probante et une pertinence juridique à très long terme. Même si ces archives sont loin d'être méconnues, leur potentiel de recherche reste parfois ignoré, principalement en raison de la technicité de ces ressources documentaires, du caractère lacunaire des collections conservées et du faible degré d'accessibilité et de cohérence des fonds. Le projet *SATURN*, fruit d'une collaboration entre les Finances et les Archives de l'Etat, tente de remédier à ces problèmes, en réfléchissant à des stratégies de recherche, visant notamment à accroître la lisibilité des documents et leur accessibilité.

Si les grands plans cadastraux forment une source de premier ordre, entre autres pour l'étude de l'aménagement du territoire et du bâti industriel, d'autres ensembles documentaires produits par l'administration du Cadastre au cours des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles peuvent aussi présenter un intérêt manifeste pour l'histoire des activités manufacturières et industrielles. On citera notamment l'enregistrement de la représentation graphique, l'identification des propriétaires, la description de la nature des terrains et du bâti pour chaque mutation immobilière depuis 1834. On signalera également la confection d'une documentation d'expertise comprenant, entre autres, des dossiers techniques pour les bâtiments dits « exceptionnels et industriels ». Il sera ici aussi question des évolutions de la fiscalité, impliquant le cadastre, pour la prise en compte de la force motrice de la machine à vapeur dans la valeur du bâti, et de l'imposition du matériel et de l'outillage des fabriques, usines et manufactures.

Au travers des situations bruxelloises, la présente communication se donne pour but de présenter les archives et les typologies de documents du Cadastre – les défis, la pertinence et la robustesse du système documentaire dans tous ses recoins. Cela sera ainsi aussi l'occasion de revenir sur la collaboration fructueuse avec le projet *Innoviris.brussels*

ArchiSols, qui a pu mobiliser les archives cadastrales pour analyser finement les évolutions morphologiques de lieux d'activité industrielle, l'usage du bâti, des types de construction et fonction d'occupation et des risques de pollution des sols.



Jean-Pierre EVERS
Corphalie, le bicentenaire !

Cette communication s'inscrit dans le sillage des travaux d'Arnaud Péters sur la *Vieille-Montagne*, ainsi que, plus récemment, sur la *Nouvelle Montagne* et ses héritières, *Prayon* et *Silox*. Elle vise aussi à célébrer le bicentenaire de la fabrique de zinc de Corphalie, fille méconnue du pôle liégeois du zinc.

En effet, à la suite de la (re)découverte de la mine de Corphalie (kooke = tas, monticule ; falisa = rocher, falaise) par Pascal Boveroux et Nicolas Deffet, une première société de la fabrique de Corphalie est constituée le 31 août 1826 par ces deux personnes, rapidement remplacées par Joseph Francotte, Nicolas Joseph Mahy, François Joseph Mahy et Marie Jeanne Namur, son épouse. Le 20 septembre 1826, une demande de concession est effectuée. En 1831, la construction d'une première usine est entreprise par Joseph Guilmain, ancien employé de la *Nouvelle Montagne* à Prayon-Trooz, puis poursuivie par Henri Delloye, un industriel hutois. En parallèle, deux fonderies de zinc seront construites à l'initiative de Louis de Laminne, grand propriétaire local, à Ampsin (1841) et à Antheit (1842). Le 4 juillet 1846, la *Société anonyme de Corphalie* voit le jour. Lors de la création, en 1863, de la *Société anonyme métallurgique austro-belge*, elle y sera logée en même temps que la *Kroatische Gesellschaft*. Elle fait alors partie des toutes premières sociétés belges à vocation métallurgique internationale. À partir de 1900, la *Maison de Laminne* héberge des bureaux. Après la Première Guerre mondiale, en 1919, les deux usines de Laminne sont reprises par la *Société anonyme de Corphalie*, qui en profite pour reprendre son nom dans le cadre de la restructuration de la société austro-belge.

Au printemps 1928, la *Société métallurgique de Corphalie* est absorbée par la *Compagnie des Métaux d'Overpelt-Lommel*, elle-même résultant de la fusion, en 1913, entre *Métaux et Produits chimiques d'Overpelt* (1898) et la *Société métallurgique de Lommel* (1904). La nouvelle entité porte le nom de *Compagnie des Métaux d'Overpelt-Lommel et de Corphalie*. Elle fait partie

du réseau d'entreprises contrôlées ou influencées par la *Société générale de Belgique*, grand holding financier belge, et représente le pôle zinc du groupe. L'absorption de *Corphalie* s'inscrit dans un mouvement de concentration industrielle visant à rationaliser la production de zinc, réduire la concurrence locale et préparer l'intégration future dans un groupe métallurgique de dimension internationale. En 1930, 300 travailleurs furent licenciés et, le 31 mars 1932, la fermeture des usines entraîna le départ des 525 restants.



Vincent GEENEN

Léon Fredericq (1851-1935), fondateur de l'école liégeoise de physiologie

Le baron Léon Fredericq est un géant de la science dont les travaux ont permis à l'Université de Liège de rayonner dans le monde entier. Obsédé par le poulpe, à la station marine de Roscoff, il découvre en 1878 l'hémocyanine, une protéine contenant du cuivre et transportant l'oxygène dans le sang. Il s'agit du transporteur d'oxygène le plus répandu chez les êtres vivants (crustacés, arachnides, mollusques, etc.), après l'hémoglobine. Porteur d'un triple doctorat à 28 ans (Sciences naturelles, Médecine et Physiologie), Léon Fredericq est alors choisi par Theodor Schwann (1810-1882), le père de la théorie cellulaire, pour lui succéder en 1879 à la chaire de physiologie de l'Université de Liège.

À Liège, ses travaux portent sur la coagulation du sang, la respiration, la circulation vasculaire et la physiologie cardiaque. De celui qui disait que « le doute est l'oreiller du savant », la plus grande découverte fut la circulation céphalique croisée qui lui permit de mettre en évidence la régulation de la respiration par la composition en CO₂ du sang qui irrigue la tête d'un animal. C'est grâce à ce même modèle expérimental que Corneille Heymans (UGent) recevra le prix Nobel en 1938 pour la « découverte du rôle joué par le sinus carotidien et les mécanismes aortiques (barorécepteurs et chémorécepteurs) dans la régulation de la respiration ». En 1888, Fredericq fonde l'Institut de Physiologie situé sur la place Delcour en Outremeuse et, à son instigation, l'Université de Liège ouvre la première station scientifique des Hautes-Fagnes, au Mont Rigi.

Fondateur avec Paul Héger (ULB) des *Archives internationales de Physiologie*, devenues ensuite *Archives de Physiologie et de*

Biochimie, Léon Fredericq organise aussi les premiers congrès internationaux de physiologie. En hommage à cet homme illustre, la Fondation Léon Fredericq (FLF) pour la recherche biomédicale liégeoise voit le jour à la Faculté de médecine de Liège en 1987, qui deviendra fondation hospitalo-universitaire d'utilité publique en 2018.



Sophie GLANSDORFF

Botanique et médecine à Bruxelles au XVII^e siècle : l'herbier du collège jésuite de Bruxelles (1666)

La Bibliothèque royale de Belgique conserve une importante collection d'herbiers du XVII^e siècle, dont ceux des collèges jésuites de Bruxelles, Gand et Louvain. Au sein de cette collection, l'herbier de Bruxelles (KBR 5862), daté de 1666 et particulièrement bien conservé, se distingue par son caractère rigoureux et soigné, par la diversité de son contenu botanique et, enfin, par la personnalité et les interventions de son auteur.

Le catalogue de la bibliothèque du collège, également conservé à KBR, nous a permis d'identifier cet auteur : Pieter Gillis ou Petrus Ægidius. Natif de Gand, il exerça comme apothicaire dans divers collèges de la province flandro-belge avant de se fixer à Bruxelles en 1662. Il y finit ses jours en 1697, crédité par ses frères d'un « gros volume de médecine », que L. Vandewiele identifie à la *Medicina Pharmaceutica oft drôgh-bereydende Ghenees-Konste* publiée à Bruxelles en 1681. Il est également l'auteur de l'herbier du collège jésuite de Louvain.

L'étude de l'herbier de Bruxelles nous permet de mettre en évidence les ressources scientifiques de Pieter Gillis ainsi que d'approcher ses réseaux botaniques, notamment à travers la présence importante des plantes exotiques. Joint à deux ouvrages contemporains, l'herbier de Bernard Wynhouts, de l'abbaye de Dileghem, et le catalogue de l'apothicaire bruxellois Jean Hermans, cet herbier nous offre un éclairage sur les pratiques médicale et botanique à Bruxelles au milieu du XVII^e siècle.



Anne GODARD

Une flore 'exotique' dans les herbiers et les florilèges des Pays-Bas méridionaux aux xvi^e et xvii^e siècles

Aux xvi^e et xvii^e siècles, l'arrivée de produits 'exotiques' s'intensifie sur le continent européen, en ce compris des graines et bulbes de plantes jusque-là inconnues. Ces plantes nouvelles et rares attisent l'intérêt des collectionneurs, notamment dans les Pays-Bas méridionaux. Les effets de cet engouement sont perceptibles dans les travaux des botanistes, dans les arts plastiques et dans l'aménagement des jardins. Ma recherche porte sur la réception de la flore 'exotique' et s'appuie sur une approche croisée, faisant appel à des sources de nature diverse. Parmi elles, les sources écrites comme les herbiers, florilèges, récits de voyage, correspondances entre collectionneurs et livres de comptes fournissent des informations essentielles.

Ma communication se concentrera sur la présence des plantes « peregriines » ou « estranges » dans plusieurs ouvrages d'un intérêt majeur édités à cette époque tels que le *Cruydeboek* (1554) de Rembert Dodoens, le *Rariorum plantarum historia* (1601) et l'*Exoticorum libri decem* (1605) de Charles de L'Écluse, ou encore le *Jardin d'hyver* (1616) de Jean Franeau. Quelles sont les plantes 'exotiques' qui y sont évoquées ? Quelles informations ces sources livrent-elles et comment les exploiter, en relation avec les autres catégories de témoignages et documents disponibles ?



Jean-Marie KREINS

Les *Précis historiques* : science et apologétique dans une revue belge de la Compagnie de Jésus (1852-1898)

Fondés en 1852 par le père Édouard Terwecoren, les *Précis historiques* apparaissent d'abord comme une revue d'édification religieuse et d'histoire ecclésiastique, destinée à diffuser une culture catholique auprès d'un public cultivé. La présente communication propose d'examiner un aspect encore peu mis en lumière : la place des contenus scientifiques dans le projet intellectuel de la revue. Dès 1854, le périodique prend le titre de *Collection de Précis historiques, littéraires et scientifiques* et annonce la publication de textes consacrés à des questions d'éducation, d'enseignement, de lettres, de bibliographie et de sciences. Cette ouverture s'inscrit dans une démarche apologétique explicite, destinée à répondre aux

accusations présentant l'Église comme étrangère au progrès des sciences ou hostile à la raison. L'hypothèse défendue est que, dans les *Précis historiques*, les contenus scientifiques ne relèvent pas d'un simple supplément de culture générale, mais participent d'une stratégie visant à affirmer la compatibilité du catholicisme avec la raison et les savoirs modernes.

À partir d'un corpus d'articles et de tables des matières, la communication montrera que la revue constitue un lieu de médiation savante où les savoirs sont sélectionnés, ordonnés et diffusés dans une perspective apologétique. L'exposé montrera également que le tournant missionnaire des années 1890 ne supprime pas cet intérêt pour les savoirs, mais en reconfigure les objets. La revue s'ouvre alors davantage à la géographie, à l'ethnographie, à la médecine, à l'agronomie ou à l'histoire naturelle des terrains de mission. On cherchera ainsi à contribuer à l'histoire des rapports entre catholicisme, culture savante et diffusion des connaissances dans la Belgique des XIX^e et XX^e siècles.



Stéphanie LEVECO, Julien DESTATTE & Anne MOMBER
L'album photographique des papeteries Godin :
(re)découverte d'un document exceptionnel

La communication portera sur la présentation d'un document patrimonial remarquable : l'album photographique des papeteries Godin, daté de 1887. À l'initiative d'Anne Momber, à l'origine de la redécouverte de cet album, un projet d'étude et de publication a été mis en place en étroite collaboration avec la Maison de la Métallurgie et de l'Industrie de Liège, les Éditions Altura et d'une équipe de spécialistes.

Les papeteries Godin occupent une place importante dans l'histoire de la région liégeoise. Actives de 1757 à 1967, elles ont constitué un acteur majeur du développement économique local et ont profondément marqué le tissu social de la région. Les papeteries Godin ont développé un système tout à fait novateur pour l'époque, impliquant le travailleur dans la qualité de sa production.

Cet album compte 20 pages, 76 photographies en noir et blanc représentant plus de 1800 ouvrières et ouvriers. Les clichés ont été réalisés par Théodore Girard (1860-1900).

La communication portera sur l'état des recherches autour de cet album, d'un point de vue technique, économique, environnemental et social.



Benoît PAINCHART

Une nouvelle pièce du puzzle de l'histoire du verre des Pays-Bas méridionaux : l'acquisition des techniques italiennes par ses verriers endémiques, les Colnet, au ^{xvii}^e siècle

Jusqu'à il y a peu, le royaume de Belgique pouvait s'enorgueillir d'une histoire verrière doublement prestigieuse du point de vue technologique. Elle connut l'implantation de deux centres verriers majeurs à l'échelle européenne ayant fabriqué des verres cristallins, entre le milieu du ^{xvi}^e et le milieu du ^{xvii}^e siècle. Il s'agit d'une part de la verrerie italienne d'Anvers, qui fit travailler des verriers vénitiens, venus de Murano, et d'autre part du complexe verrier de Momignies-Beauwelz en Hainaut, où les verriers locaux, les Colinet alias (de) Colnet, employèrent de la main-d'œuvre vénitienne et lorraine.

L'histoire de ce second centre fut révélée en 1955 par des documents 'découverts' par Raymond Chambon, notamment le *catalogue Colinet*, qui venaient fort à propos combler la lacune irrémédiable due à la perte des Archives de l'État à Mons, détruites par un incendie en mai 1940. Ces documents exceptionnels ont fait illusion jusqu'au ^{xxi}^e siècle et rares étaient les personnes à douter de leur véracité. Il y a une quinzaine d'années, je me suis attelé, dans six articles publiés dans la revue *Éclats de Verre*, à démontrer l'impossibilité de leur contenu, à décortiquer les mécanismes de cette forgerie et son fonctionnement, et, point primordial à mes yeux, à reconstituer la véritable histoire de la prestigieuse lignée des verriers Colnet, attestée en Hainaut depuis 1378.

J'ai pu établir que l'acquisition par les Colnet de compétences vénitiennes, notamment la maîtrise du cristallin, ne pouvait remonter au ^{xvi}^e siècle, mais était beaucoup plus tardive. Elle se fit vraisemblablement vers 1630 à la verrerie Barbençon (Hainaut), dont l'historique avait été soigneusement éludé par Chambon, afin de mettre en avant Momignies, son village

natal. De nouvelles pièces d'archives concordantes, récemment découvertes, détaillent les circonstances de cet important transfert de technologie.



Caroline POLET

Jalons et figures de la paléopathologie en Belgique, du XIX^e siècle à nos jours

L'histoire de la paléopathologie débute en Belgique avec Philippe-Charles Schmerling (1790-1836). Si ce médecin est mondialement célèbre pour la découverte de l'enfant néandertalien d'Engis en 1829, son ouvrage de 1834 intitulé *Recherches sur les ossemens fossiles découverts dans les cavernes de la province de Liège* pose les bases de la discipline par la description détaillée de pathologies osseuses sur des ours, des hyènes et des loups. Après un hiatus, la discipline connaît un nouveau jalon à la fin du XIX^e siècle sous l'impulsion du médecin et anthropologue Émile Houzé (1848-1921), qui consacre ses travaux tant aux restes du Pithécantrophe de Java qu'à des variations anatomiques comme le troisième trochanter.

Il faut ensuite attendre la fin des années 1950 pour que la paléopathologie belge connaisse un véritable renouveau. Une approche interdisciplinaire émerge alors, notamment via la collaboration entre l'anthropologue François Twiesselmann (1910-1999) et le stomatologue Hyacinthe Brabant (1907-1975). Leurs études odontologiques couvrent un large spectre chronologique, des néandertaliens de Spy aux populations médiévales. Parallèlement, le médecin Paul Janssens (1921-1993) marque la discipline par ses recherches sur les trépanations néolithiques, les crémations romaines et l'étude de personnages historiques tels que Marie de Bourgogne. Son ouvrage de synthèse, intitulé *Palaeopathology. Diseases and Injuries of Prehistoric Man*, publié en 1970, lui assure une reconnaissance internationale.

À partir des années 1970, l'anthropologue Marie-Antoinette Delsaux (1929-2025) multiplie les diagnostics sur des séries protohistoriques, romaines et mérovingiennes. Depuis les années 1990, la paléopathologie belge connaît un nouvel essor. Les travaux sur les restes humains menés entre autres par Philippe Masy (1930-2022), Rosine Orban, Kim Quintelier, Isabelle Crevecoeur, Katrien Van de Vijver, Mathilde Daumas,

Caroline Laforest et l'autrice, ainsi que ceux sur les restes fauniques menés par Wim Van Neer, Mircea Udrescu (1942-2019) et Bea De Cupere, embrassent désormais tous les continents, depuis le Paléolithique jusqu'au xx^e siècle. Ils ont bénéficié de l'expertise de cliniciens comme Stéphane Louryan et de collaborations internationales avec d'autres paléopathologistes comme les Français Jean Dastugue (1910-1996) et Olivier Dutour.

Aujourd'hui, la paléopathologie belge s'illustre par l'intégration de techniques de pointe, telles que l'imagerie médicale haute résolution et les analyses moléculaires, et s'appuie sur la richesse et la diversité de ses collections nationales pour ouvrir des perspectives de recherche inédites.



Olivier SKA

**Histoire des techniques et risques de pollution en
Région bruxelloise : interpréter les activités industrielles
historiques au regard des actuelles rubriques d'installation
classée [Table ronde *ArchiSols*]**

Le projet *ArchiSols*, dont émane cette contribution, promeut un dialogue fécond entre co-chercheurs aux expertises diverses (historiens, archivistes, urbanistes, experts sols, etc.). Cette communication se propose de revenir sur un aspect de ce dialogue, qui concerne l'histoire des technologies et leurs impacts environnementaux.

À Bruxelles, la gestion des pollutions des sols est régie depuis 2005 par trois Ordonnances. Ces textes légaux ont mis l'accent sur la connaissance et la gestion des pollutions, en particulier des pollutions historiques. Tout terrain sur lequel une activité potentiellement polluante a été ou est attestée doit faire l'objet d'une investigation. Aujourd'hui, les activités potentiellement polluantes sont définies par des arrêtés d'exécution qui renvoient vers les rubriques d'installation classée définies pour l'ordonnance – permis d'environnement. Pour les installations actuelles, le choix d'installations classées semble assez logique et permet administrativement de gérer finement les obligations environnementales de ces exploitations.

Dans le cadre du projet *ArchiSols*, les co-chercheurs réalisent notamment des bases de données via l'exploitation

de fonds d'archives sélectionnés pour leur pertinence en matière d'information environnementale. L'un des enjeux de la recherche consiste à consolider les données historiques, en établissant un lien entre les activités historiques recensées et les rubriques d'installation classée actuelles. Cette relation permet notamment de cibler les établissements dont les activités présentent des risques pour les sols et, à terme, d'enrichir les outils disponibles pour la gestion des sols bruxellois. La démarche suscite plusieurs questions méthodologiques et mérite d'être explicitée.

L'analyse des activités historiques mobilise l'histoire des techniques pour une appréhension plus fine des pratiques industrielles. Elle suppose également une attention aux impacts environnementaux des activités industrielles, en particulier les pollutions du sol.



Estelle SLUSE

L'ananas par les voyageurs et colons aux Guyanes (1589-1741)

Au XVIII^e siècle, l'ananas devient, pour les élites européennes, un objet d'intérêt scientifique en même temps qu'un produit de luxe. Dès lors, ce fruit constitue un motif prisé dans les arts, y compris en architecture : en Écosse, le comte de Dunmore fait ainsi construire, dans le parc de son château, une serre en forme d'ananas.

Dans mon mémoire de master en Histoire, j'étudie l'ananas et le manioc, deux plantes originaires d'Amérique du Sud dont la réception auprès des Européens diffère fortement. J'interroge les rapports des hommes au monde végétal aux Guyanes, de la fin du XVI^e siècle au début du XVIII^e siècle, à travers ces deux produits emblématiques, sélectionnés pour leur fréquence dans les sources. Je me penche sur les manières dont les colons et les voyageurs européens, français, anglais et néerlandais, qu'ils soient navigateurs, missionnaires, ou, plus rarement, naturalistes, envisagent le monde qui les entoure.

Pour cette communication, je me concentrerai sur l'ananas. Il s'agira, premièrement, d'examiner les modalités de description du fruit, principalement à travers le prisme de l'expérience personnelle des auteurs qui l'étudient, puis d'analyser les

pratiques associées (culture, consommation, autres usages) et enfin d'aborder l'origine et la transmission des savoirs associés au fruit.



Façade de la Dunmore Pineapple. House Airth (Écosse), Dunmore Park, 1761.



Kevin TROCH

**De l'enseignement « par l'exemple et par les yeux »
aux objets « boîtes noires » : l'électrométrie à la Faculté
polytechnique de Mons des années 1880 aux années 1930**

Une césure est visible dans la collection d'instruments scientifiques anciens de la Faculté polytechnique de l'Université de Mons. Touchant surtout les instruments liés à l'électricité,

le constat s'impose que les objets antérieurs à 1920 sont très différents de ceux postérieurs à la Première Guerre mondiale. Les instruments acquis avant 1914 sont 'aériens'. Leurs parties internes sont directement visibles, leur mode de fonctionnement facilement compréhensible. À l'inverse, les objets achetés par la Faculté après 1920 constituent un ensemble de 'boîtes noires'. Enfermés dans des coques moulées en bakélite ou dans des coffrets massifs en bois ou en métal, leur fonctionnement est inaccessible et seule la lecture de la mesure semble importante. Comment expliquer cette différence ? Est-elle due à de simples choix de conservation des objets ou bien faut-il y chercher des causes plus complexes ?

Cette communication présentera les résultats d'une enquête menée par le MUMONS, le musée de l'Université de Mons, pour trouver l'explication de cette césure. Cette enquête, basée sur les instruments eux-mêmes et sur les sources disponibles, nous a permis de retracer les changements pédagogiques dans l'enseignement de l'électricité à la Faculté polytechnique entre les années 1880 et les années 1920, principalement dans l'enseignement de l'électrométrie, la science des mesures électriques. Elle a permis également de faire ré-émerger des figures oubliées de l'histoire des savoirs, notamment celle d'Auguste Macquet, qui fut professeur puis directeur de la Faculté polytechnique de 1882 à 1919 et à qui l'on doit la mise en place et le développement de l'électricité à Mons.



Lien VANDENBROUCKE

Vergeeten kennis: de impact van botanica op de geneeskunde in de zuidelijke Nederlanden aan de hand van medicinale recepten (17^{de} en 18^{de} eeuw)

Gebaseerd op de resultaten van mijn masterscriptie zal ik de impact van de achttiende eeuwse botanica op de geneeskunde toelichten aan de hand van medicinale recepten en farmacopees uit zowel de 17^{de} als de 18^{de} eeuw. Hierbij zal de focus liggen op de gebruikte planten (waarbinnen een onderscheid wordt gemaakt tussen uitheemse en inheemse planten), de geografische oorsprong van geneeskrachtige planten en acclimatisatietechnieken, alsook de meest voorkomende ziektes. Daarnaast zullen ook minerale en dierlijke producten een korte vermelding krijgen binnen het kader van de opkomende chemische geneeskunde.

Aan de hand van deze resultaten zal ik een vergelijking maken tussen de Zuidnederlandse casus en de situatie in de Republiek, in Engeland en in Spanje. Deze vergelijking maakt het mogelijk om het beeld van de Zuidelijke Nederlanden als een intellectueel dode regio te nuanceren en aan te tonen dat de realiteit er complexer en gelaagder was.



Lionel VANVELTHEM [Table ronde *ArchiSols*]

L'apport de l'histoire orale au projet *ArchiSols* : retour d'expérience

S'intégrant dans une table ronde consacrée au projet *ArchiSols*, un projet qui vise à une meilleure connaissance de l'histoire des sols bruxellois et de leur pollution potentielle par le recours aux 'savoirs dormants', la communication propose de présenter brièvement l'apport de l'histoire orale au sein de ce projet. On cherchera à montrer, à travers plusieurs exemples concrets, en quoi cette approche peut compléter l'analyse d'archives sur papier dans une recherche sur les dimensions technique, industrielle et environnementale de l'utilisation des sols.

La communication reviendra principalement sur les résultats de deux campagnes de collecte de témoignages oraux qui ont eu lieu à Woluwe-Saint-Lambert, puis à Anderlecht, plus spécifiquement dans le quartier de Cureghem. L'interview d'habitants, de travailleurs ou de spécialistes de ces deux communes a permis de mettre à l'épreuve et de préciser un certain nombre d'éléments méthodologiques. Interviews individuelles ou collectives ? Quel type de questions poser ? Utiliser des documents, des cartes ou des photographies à l'appui des témoignages récoltés ? En termes de résultats, l'histoire orale aura permis non seulement de compléter certains renseignements glanés dans les sources écrites, mais aussi de mettre au jour des informations propres à la mémoire personnelle ou collective d'une rue, d'un quartier ou d'une zone, absentes de ces sources.

Section 7 : Histoire de l'environnement et de l'aménagement du territoire

Présidence : Nicolas SCHROEDER

Vice-présidence : Guérard GAUTIER

Secrétariat : Violette POUILLARD

François ANTOINE & Marie TIELEMANS

L'histoire industrielle de Cureghem gravée dans les sols : un héritage à connaître pour le réinventer

Le quartier de Cureghem a été le lieu d'une industrialisation intense et diversifiée au cours des deux derniers siècles. Ce passé industriel est le résultat de facteurs topographiques, mais surtout politiques. En effet, la Senne et ses différents bras, le Canal de Bruxelles-Charleroi ainsi que les infrastructures ferroviaires ont fait de Cureghem un secteur particulièrement propice au développement industriel. En parallèle, dans la seconde moitié du XIX^e siècle et dans le cadre du plan d'ensemble pour l'extension et l'embellissement de la région bruxelloise, Cureghem se voit dédié à l'industrie, tandis que d'autres secteurs de la région deviennent des zones résidentielles.

Aujourd'hui, Cureghem fait l'objet de nombreux projets d'aménagement. Toutefois, son passé industriel, peu étudié, est durablement gravé dans les sols par des pollutions. Cette méconnaissance se répercute sur les informations relatives à la qualité des sols dont disposent les aménageurs et constitue un obstacle majeur à la bonne réhabilitation d'espaces anciennement industriels. C'est le constat de ce déficit informationnel qui est à la base du projet *ArchiSols* (*co-create Innoviris*), qui entend développer une méthodologie archivistique permettant de retracer l'histoire industrielle de la région bruxelloise.

Cette communication exposera comment, grâce à deux sources d'archives réputées exhaustives – le cadastre et les arrêtés de la Députation permanente du Conseil provincial de Brabant –, le passé industriel de Cureghem peut être retracé.

Les archives cadastrales permettent de reconstituer finement l'évolution parcellaire et l'occupation du sol. Elles offrent une vision diachronique des usages industriels, résidentiels et mixtes, permettant ainsi d'identifier, de manière systématique, les sites ayant accueilli des activités potentiellement polluantes. Quant aux autorisations délivrées par la Députation permanente de la Province de Brabant pour les établissements classés, elles fournissent des informations précieuses sur la nature exacte des activités, les procédés utilisés et leur niveau de nuisance.

En mobilisant ces archives, *ArchiSols* cherche à intégrer la profondeur historique des sols dans les projets urbains contemporains. L'objectif est de produire des connaissances utiles, accessibles et mobilisables par les administrations, les architectes et urbanistes, afin de concevoir des projets adaptés aux contraintes réelles du sol. Ainsi, à Cureghem, les archives ne servent pas uniquement à documenter le passé : elles deviennent un outil opérationnel pour orienter la transformation urbaine, réduire les risques sanitaires et valoriser les héritages industriels dans une perspective de durabilité.



Antoine BAUDRY

**Le bassin carrier d'Ourthe-Amblève au fil du XIX^e siècle :
entre mutation industrielle, développement infrastructurel
et transformation du paysage**

L'Ourthe-Amblève est une région du sud-est de la Belgique. Elle est largement définie par les vallées de ces deux rivières qui serpentent au sud de Liège où elles aboutissent dans la Meuse en tant qu'affluent et sous-affluent. Au Moyen Âge et sous l'Ancien Régime, ce territoire rural vit essentiellement de l'agriculture, de la sylviculture et du travail du minerai de fer. Incapables de rivaliser avec les progrès techniques de la sidérurgie liégeoise, forges et hauts-fourneaux établis le long des cours d'eau ferment leurs portes dans la première moitié du XIX^e siècle. C'est au cours de cette période-charnière qu'émerge une exploitation industrielle de la pierre. L'épicentre de ce phénomène se situe sur les communes de Comblain-au-Pont, Sprimont, Aywaille et Esneux, où les premières 'grandes' carrières voient le jour vers 1835-1845. À la veille de la Première Guerre mondiale, le secteur, en constante évolution tout au long du siècle, compte plus d'une centaine de carrières et sites industriels et embauche près de 3500 ouvriers. Cette

mutation industrielle s'accompagne de divers aménagements infrastructurels majeurs – canal de l'Ourthe, réseau ferroviaire, routes empierrées – et entraîne une transformation profonde des villages et des paysages – minéralisation des flancs de vallée, implantation de maisons ouvrières, concentration de zones de stockage et de pôles industriels en divers points, etc. La présente communication entend mettre en perspective ces transformations tout au long du ^{xix}^e siècle, liées à l'essor d'une industrie régionale.



Antoine BONNIVERT

La chasse aux loups et aux loutres dans l'ancien comté de Namur (xiv^e-xvi^e siècles)

Il y a une dizaine d'années, après plus d'un siècle d'absence, le loup a fait son retour en Belgique, suscitant à la fois fascination et inquiétude. Sous l'Ancien Régime, cet animal, alors largement présent dans nos régions, était perçu comme une menace pour les populations humaines et leur bétail et, à ce titre, faisait l'objet d'une chasse particulièrement intensive. Dans l'ancien comté de Namur, cette mission incombait à un officier comtal spécifique, le louvier. À ses côtés, le loutrier était chargé de traquer les loutres, dont la présence menaçait les ressources halieutiques des eaux et viviers relevant de l'autorité comtale. À partir de dizaines de comptabilités namuroises issues du vaste fonds des Chambres des comptes, conservé aux Archives générales du Royaume à Bruxelles, il est possible d'analyser avec précision ces pratiques cynégétiques au Moyen Âge tardif, entre le ^{xiv}^e et ^{xvi}^e siècles. Le corpus fournit des données extrêmement détaillées tant sur les acteurs de ces chasses que sur le nombre et le type d'animaux capturés : loups adultes, louveteaux, loutres. Certains documents livrent en outre des informations plus fines, notamment sur les lieux et les dates des prises, ainsi que sur les différentes techniques de chasse mises en œuvre par les officiers comtaux. Plus largement, cette communication invite à reconsidérer la place du loup et de la loutre dans l'espace namurois médiéval et à mieux appréhender le regard que portaient les autorités sur ces animaux jugés nuisibles et dangereux.



Marie CHAIDRON

Protéger les oiseaux plutôt que leurs habitats ? Un choix politique dans la Belgique du XIX^e siècle

Cette communication souhaite examiner un paradoxe constitutif des politiques de protection des oiseaux dans la Belgique du XIX^e siècle. Alors même que les sources administratives, agronomiques et naturalistes identifient clairement la destruction des haies, le défrichement des bois, l'assèchement des zones humides ou encore l'urbanisation comme des facteurs majeurs de raréfaction des espèces, cette reconnaissance ne se traduit ni par une politique de préservation des habitats, ni par une remise en question des logiques productivistes qui transforment les paysages. Comment, dès lors, comprendre ce décalage entre diagnostic et action ?

À partir d'un corpus de sources parlementaires, administratives et scientifiques, cette communication mettra en évidence les rationalités politiques qui sous-tendent ce choix. L'analyse révèle ainsi que les transformations structurelles des milieux sont largement naturalisées au nom du progrès. Défrichement, intensification agricole, urbanisation et expansion ferroviaire apparaissent comme autant de nécessités. Dans ce cadre, l'action publique se déplace vers des causes 'secondaires', à savoir la chasse et les pratiques enfantines de destruction des nids, conduisant à désigner certaines catégories sociales comme les responsables d'un désordre dont les causes profondes résident pourtant ailleurs. Plus encore, l'insistance sur la régulation des pratiques individuelles apparaît parfois comme une manière de compenser l'impossibilité d'agir sur les transformations structurelles. Ainsi, l'altération des habitats, loin de constituer un levier d'action, tend paradoxalement à renforcer l'urgence de mesures répressives. La raréfaction des abris rend les oiseaux plus vulnérables et justifie en retour un contrôle accru des populations humaines.

Cette contribution met en lumière un mode d'arbitrage qui demeure au cœur des politiques contemporaines de conservation. La tension entre protection des espèces et préservation des habitats continue en effet de structurer les politiques contemporaines de conservation, comme en témoignent les discussions récurrentes autour d'espèces emblématiques telles que le grand tétras. Or, ces orientations engagent des arbitrages proprement politiques, en ce qu'elles

impliquent des degrés différenciés de remise en cause des usages des espaces et des logiques d'aménagement. Tandis que les mesures centrées sur les espèces offrent des possibilités d'action circonscrites, les politiques de restauration des habitats supposent des transformations plus profondes, souvent génératrices de conflits, remettant en cause les structures économiques et territoriales.



Odile DE BRUYN

Planter pour financer l'assistance aux pauvres : la gestion des bois de la Confrérie Saint-Éloy de Bruxelles, puis des Hospices civils de Bruxelles et successeurs, au hameau de Verrewinkel à Uccle (xvi^e-xx^e siècle)

Contrairement à l'histoire de la forêt de Soignes toute proche, celle des bois de l'extrémité méridionale de la commune d'Uccle (bois de Verrewinkel, de Buysdelle, de la chapelle Hauwaert...) a fait l'objet de très peu d'études. Et cependant, elle mérite amplement qu'on s'y attache. En effet, bien qu'issus de l'ancienne forêt charbonnière et ayant été contigus à la forêt de Soignes jusque dans la première moitié du xix^e siècle, ces bois ont connu, au moins depuis le xvi^e siècle, un développement propre, distinct de celui du massif sonien. D'abord propriétés privées d'une fondation charitable, la Confrérie Saint-Éloy de Bruxelles, qui les exploitait afin de financer ses activités d'assistance aux pauvres malades ou âgés de la ville de Bruxelles, ils ont ensuite rejoint, après la Révolution française, le patrimoine des Hospices civils de Bruxelles, ancêtres de l'actuel CPAS. Depuis le xvi^e siècle, ces espaces boisés ont donc connu un statut différent de celui de la forêt de Soignes, avec une gestion, des choix de plantations et des fonctions bien distincts.

Il est difficile de suivre et de retracer en détail l'évolution de cette gestion. Néanmoins, les nombreuses archives conservées au CPAS de la Ville de Bruxelles relatives à ses propriétés rurales et en particulier à ses bois, très peu consultées et analysées jusqu'à présent, permettent de dégager certaines lignes directrices et d'aboutir à des conclusions inédites sur le sujet. Ces recherches s'inscrivent dans un contexte de regain d'intérêt pour l'histoire des propriétés rurales des CPAS urbains. On citera à ce propos l'exposition *Gentse Gronden* au Stadsmuseum Gent en 2024 et l'inventaire, au Felix-Archief

Antwerpen en 2025, des dossiers relatifs aux ventes publiques de bois issu des propriétés du CPAS d'Anvers, aux XIX^e et XX^e siècles.



Stéphane DEMETER & Cecilia PAREDES

Paysages baroques : exploration des panoramas urbains de Bruxelles à l'époque des Habsbourg d'Espagne

Notre communication propose d'explorer les 'vues aériennes' ou 'vues à vol d'oiseau' de Bruxelles avant l'apparition des avions et des dirigeables. En nous concentrant plus particulièrement sur les représentations du XVII^e siècle, nous examinerons le rôle qu'ont joué les clochers d'églises, les tours civiques, les portes de la ville et autres belvédères dans la construction de l'iconographie urbaine bruxelloise.

À partir d'une sélection de vues plongeantes montrant rues, places, quartiers ou monuments, les références topographiques permettront de localiser les points de vue récurrents et majeurs de la capitale du Brabant. Il est également prévu d'interroger les ambitions de ces représentations, ainsi que les savoir-faire et les pratiques mobilisés. La confrontation entre l'iconographie ancienne et le tissu urbain contemporain, enrichie par des descriptions littéraires et des récits de voyage, constituera un axe essentiel de notre démarche.



Cécile DUBOIS

L'architecture Art Déco, fil conducteur de la découverte des communes

2025 a célébré l'Art Déco, marquant le centenaire de l'*Exposition internationale des Arts décoratifs et industriels modernes* de Paris. Ce style a en effet joué un rôle essentiel dans la reconstruction de la Belgique après la Grande Guerre. Au lendemain de ce premier conflit d'ampleur mondiale, en Belgique, le constat est alarmant : on estime à plus de 200.000 le déficit en nombre d'habitations, soit 100.000 logements détruits et au moins 100.000 habitations qui n'ont pu être construites pendant les plus de quatre années d'occupation allemande.

Si, à la fin du ^{xix}^e siècle, la réaction contre l'académisme avait conduit des architectes bruxellois vers la voie de l'Art nouveau, l'Entre-deux-guerres se démarquera, en Belgique et à Bruxelles, par la coexistence de deux grandes tendances architecturales aux multiples variations : l'Art Déco et le Modernisme. Ces styles, dont les origines sont perceptibles avant la Première Guerre mondiale, correspondent aux goûts d'une société nouvelle, radicalement modifiée par la guerre, marquée, durant deux décennies, par des courants contradictoires faits de progrès sociaux, de crises économiques, d'abondance pour certains et de misère pour d'autres.

La communication se concentrera sur Bruxelles et l'Art Déco, insistant sur les multiples sources d'inspiration de ce nouveau style, et donnant quelques clés qui permettent son identification dans l'espace urbain. Seront ensuite abordés les programmes de l'Art Déco (immeubles publics, logements sociaux, hôtels particuliers, maisons bourgeoises, immeubles à appartements, écoles, lieux de culte...) et leur répartition dans la ville, avant la présentation de quelques bâtiments emblématiques à Bruxelles. Sans oublier les questions liées à la préservation de ce patrimoine exceptionnel.



Françoise JURION

L'œuvre de l'architecte Charles Soubre à Spa

Fin du ^{xix}^e siècle et début ^{xx}^e siècle, la ville de Spa va se couvrir, au moins dans les nouveaux quartiers résidentiels, de villas édifiées par de grandes familles de la région et d'ailleurs. Parmi eux, les Frère-Orban, les Peltzer, les Simonis et d'autres. Ces gens fortunés vont principalement choisir un style anglo-normand souvent appelé « style villégiature ».

Parmi les architectes les plus marquants de cette période, il faut citer Charles Soubre. Ce Liégeois d'adoption, natif de Bruxelles, issu d'une famille d'artistes, qui construit à Liège des maisons classiques urbaines, va se distinguer par sa contribution à l'Exposition de Liège en 1905.

À Spa, il passera du style classique à un art nouveau sans fioritures et en cédant aussi à un style qu'on pourrait qualifier de néo-Renaissance et au style anglo-normand, toujours avec une touche personnelle.

La communication mettra en évidence le rôle des réseaux, familiaux et professionnels, qui ont jalonné la carrière de l'architecte.

Vu leur nombre, ses constructions contribuent encore aujourd'hui à l'image de la ville thermale.



Marguerite LAGAGE

Le Groupe des promeneuses et promeneurs du Centre Culturel d'Uccle

Créé en mars 2023 à l'initiative de Tristan Bourbouze, alors directeur du Centre Culturel d'Uccle (ccu), le Groupe des promeneuses et promeneurs rassemble des habitants d'Uccle animés par le plaisir de parcourir leur commune, tout en partageant des savoirs originaux. Ces connaissances, issues d'ouvrages scientifiques, d'archives, de témoignages ou encore de mémoires locales, nourrissent la conception de balades à la fois instructives et accessibles.

Le groupe, qui réunit aujourd'hui une dizaine de membres, s'attache à élaborer des parcours inédits, mettant en lumière les multiples facettes du territoire ucclois. Ce travail a donné lieu à la publication d'une collection de topoguides édités par le Centre Culturel d'Uccle, intitulée *Chemins d'Uccle – Histoires vivantes*. Ces publications gratuites sont disponibles au ccu et téléchargeables.

Parallèlement à ces activités de terrain, le groupe développe également une démarche de médiation culturelle à travers la conception d'expositions. En avril 2025, l'exposition *Au fil d'Uccle* a ainsi exploré les transformations du paysage ucclois, en croisant les effets de l'urbanisation et l'évolution du regard porté sur la nature, à partir d'œuvres issues de la collection communale. Une prochaine exposition, consacrée aux sentiers d'Uccle et réalisée en collaboration avec le Cercle d'histoire d'Uccle, est prévue pour mai 2027.

À travers ces initiatives, le groupe contribue à créer des espaces de partage, à relier les quartiers et tous leurs habitants, à encourager l'appropriation de l'espace public et à renouveler les manières de découvrir et de parcourir le territoire.



Christophe LOIR, Cecilia PAREDES, Thomas SCHLESSER, Nicolas SIMON & Christian VANDERMOTTEN

Au-delà du pittoresque ! La carte postale comme source essentielle pour l'histoire et l'étude des paysages urbains [Table ronde]

Longtemps considérée comme une simple illustration ou un témoignage nostalgique, la carte postale est aujourd'hui reconnue comme une source visuelle d'une richesse exceptionnelle permettant d'étudier le passé de nos villes et territoires. Mais comment dépasser l'approche purement descriptive et exploiter pleinement le potentiel heuristique de ce matériel foisonnant ?

La table ronde propose d'inverser la perspective habituelle. Au lieu d'utiliser la carte postale pour documenter un paysage, nous montrerons comment le contexte historique (culture architecturale, urbanistique, visuelle, pratiques de mobilité et discours patrimonial) est essentiel pour décrypter ce qui est représenté – ou volontairement invisibilisé – à l'époque de l'essor de ce médium populaire. Nous explorerons l'intérêt capital des collections de grande ampleur, à l'instar de celle du Crédit communal (actuel Belfius) : quelque 77 000 cartes réparties sur toutes les provinces du pays, aujourd'hui conservées à l'Académie royale de Belgique. Cette précieuse collection ainsi que d'autres fonds appartenant à des institutions publiques permettent des analyses à grande échelle. Trois points peuvent être mis en évidence.

- L'évolution de l'espace urbain et des paysages : transformation de la voirie, de l'urbanisation, des fonctions et de la fréquentation des rues. Une comparaison 'avant/après' d'un même site est souvent révélatrice des choix posés en matière d'urbanisme et de paysage urbain.
- L'histoire sociale et culturelle : quels thèmes sont privilégiés ou ignorés selon les époques ? Comment la fonction de la carte postale elle-même a-t-elle évolué ?
- Les applications pratiques au service du territoire. Nous mettrons en lumière l'usage concret des collections de cartes postales par les administrations, notamment Urban.brussels, pour la gestion du patrimoine et l'aide à la décision.

À travers des exemples illustrés et des analyses systématiques, nous engagerons la discussion sur la carte postale non seulement comme objet de recherche historique, mais aussi comme un outil précieux d'aide à la compréhension et à la gestion de l'environnement urbain contemporain. Cette table ronde est une invitation à intégrer de manière critique une ressource visuelle essentielle dans les travaux d'histoire locale, d'archéologie et d'études urbaines et s'intègre dans le projet *Behind the Postcards* porté par l'ULB, Urban.brussels et l'Académie royale de Belgique.



Martine PARMANTIER

Le château du Cheridreux aujourd'hui disparu

Cette communication s'attache à retracer l'histoire du château de Cheridreux, situé près du plateau de l'Observatoire d'Uccle et aujourd'hui disparu. Au début du ^{xx}e siècle, son propriétaire Prosper Hanrez avait pourtant choisi des architectes renommés comme Constant et Vandeveld pour dessiner sa maison de campagne. Il avait engagé celui qui deviendra architecte en chef des parcs et jardins de la ville de Bruxelles pour en réaliser le parc. La personnalité attachante de Prosper Hanrez, qui consacra sa vie à l'amélioration des conditions de vie de ses contemporains et de sa ville, resurgit à l'occasion de cette recherche. Mais rien n'y fait, le château sera détruit sous les coups des pelleteuses dans les années septante, cédant à la pression de la 'bruxellisation'. À sa place sont érigés des immeubles de standing, dont le parc privé reste soigneusement préservé par un comité chargé du domaine, imaginé par Jules Buyssens.



Stéphanie QUÉRIAT

Trajectoires des bâtiments hôteliers en Wallonie, depuis leur origine jusqu'à leur reconversion (1850-2020)

À côté des hôtels en activité aujourd'hui sur le territoire wallon – certains existant depuis fort longtemps, comme l'hôtel des Postes à Bouillon –, un œil un peu averti peut repérer toute une série de traces laissées par une fonction hôtelière passée. Comme toute autre activité économique, le secteur touristique est en perpétuelle transformation. Il

est constamment confronté à la mutation des pratiques, à l'évolution des touristes et de leurs besoins. Les infrastructures (hébergements, attractions...) qui leur sont destinées sont ainsi amenées à changer, à s'ajuster, à se renouveler.

La communication se propose de faire le point sur les trajectoires des hôtels en Wallonie depuis le milieu du XIX^e siècle, moment où émerge et se développe le tourisme bourgeois, jusqu'à nos jours. Elle s'intéressera particulièrement aux bâtiments dans lesquels s'exerce cette activité mais aussi aux acteurs, hôteliers et touristes, qui sont à la manœuvre. On interrogera rapidement les origines de l'hôtellerie wallonne, notamment à travers la forme des bâtiments, notamment l'habitat vernaculaire, dans lesquels s'est inscrite cette fonction au départ. On s'attardera sur l'évolution de l'hôtellerie au cours de près de deux siècles. La communication identifiera les permanences dans la fonction hôtelière, mais aussi les fluctuations. Elle mettra aussi en évidence les pertes de fonction et tentera d'éclaircir les facteurs qui en sont la cause : décalage par rapport à la demande, vieillissement des installations, impossibilité de s'adapter, faillite, décès des exploitants, départ à la pension, impossibilité de trouver un repreneur. On étudiera le lien potentiel avec la concurrence au sein du secteur ou avec les crises politiques, financières et économiques, sans oublier les changements en terme législatif ou de mobilité.

Une fois sorties du champ touristique, les infrastructures peuvent traverser une période de friche, parfois longue, et/ou sont reconverties. La communication analysera les différents types de reconversion rencontrés sur le territoire wallon et leurs conséquences en termes d'aménagement du territoire. Cette étude a été entreprise, pour la période allant de 1850 à 1914, pendant ma thèse et poursuivie ensuite, pour la période 1920-2020, dans le cadre de recherches personnelles et de travaux sur les trajectoires des hébergements touristiques pour la Conférence permanente du Développement territorial, au sein d'une équipe de recherche composée de Valérie Cawoy, Xavier Courtois, Anya Diekmann et moi-même. Elle s'appuie sur deux bases de données élaborées à partir de guides de voyage, de cartes postales, de traces trouvées sur le web et d'autres sources éparses. Elle a également été nourrie par un important travail de repérage sur le terrain ou via *Google Street View* et par une série d'interviews.



Benoît VANWIJNSBERGHE

Reconstruire Bruxelles après 1945 : le cas de la rue André Fauchille à Woluwe-Saint-Pierre

La rue André Fauchille est une artère secondaire reliant l'avenue de Tervueren et les abords du Collège Saint-Michel. Progressivement construite au début du ^{xx}e siècle, elle ne se distingue guère des autres par son cadre architectural particulier : c'est une rue bourgeoise comme il y en a tant en Région bruxelloise. Pourtant son destin et celui de ses habitants basculent au cours d'une pluvieuse après-midi de novembre 1944.

À 14h15, le ciel lui tombe littéralement sur la tête. Une bombe volante V1 s'écrase à l'entrée de la rue, côté avenue de Tervueren. Le bilan officiel fait état de deux morts et d'une vingtaine de blessés et les dégâts matériels sont importants.

Par la suite, une petite trentaine de demandes d'indemnisation sont introduites auprès des autorités publiques ; des archives aujourd'hui conservées dans le fonds des dommages de guerre aux biens privés (AGR2 – dépôt Joseph Cuvelier). En se concentrant sur ce 'petit monde', notre mémoire de Master s'est attaché à décortiquer chaque dossier pour analyser toutes les étapes de la prise en charge des dommages et de la procédure d'indemnisation. En outre, ce fonds, encore largement sous-exploité par la recherche historique, s'avère d'une portée documentaire beaucoup plus large que sa fonction administrative première. Il permet d'esquisser le profil socio-économique des sinistrés, tout en ouvrant la porte à l'histoire de la culture matérielle via les constats de dommages. Chaque dossier et son parcours administratif propre sont autant de témoins uniques du fonctionnement de l'appareil étatique, et, plus généralement, de l'histoire politico-économique de la Belgique au début des Trente Glorieuses.

Section 8 : Généalogie et histoire des familles (en ce compris héraldique)

Présidence : François DE PIERPONT

Vice-présidence : Christophe DEFOSSA

Secrétariat : Bernard VANDERMEERSCH

Jan CALUWAERTS

Généalogie en panne ? Cherchez la soutane !

Cette présentation porte sur l'intérêt des prêtres et des religieux dans la recherche généalogique, en particulier lorsqu'ils apparaissent en marge des lignées familiales, souvent sans descendance directe. De telles figures peuvent néanmoins jouer un rôle significatif, notamment comme éducateurs, bienfaiteurs ou références spirituelles, apportant une profondeur particulière à l'histoire familiale.

La présentation met en évidence les difficultés liées à leur identification, en raison du nombre limité de sources disponibles, surtout pour ceux qui n'ont pas exercé de fonctions importantes. Elle insiste dès lors sur la valeur des registres d'ordination, sources encore largement méconnues et rarement accessibles en ligne. Ces documents constituent de véritables 'carnets de route', retraçant de manière chronologique les différentes étapes menant au sacerdoce – de la tonsure aux ordres mineurs et majeurs – et fournissant des informations précieuses telles que l'identité des parents, l'origine géographique ou l'âge des candidats.

La présentation aborde également l'état de conservation de ces registres dans les anciens diocèses des Pays-Bas méridionaux, souvent fragmentaires ou lacunaires. Enfin, un exemple concret illustre la richesse de telles sources, tout en montrant que seule une minorité des candidats parvenait à l'ordination sacerdotale.

D'autres sources alternatives permettant d'identifier des prêtres de l'Ancien Régime seront également brièvement évoquées, telles que les actes de fondation et l'administration des bourses d'études.



Louis-Donat CASTERMAN

D'une cime à l'autre : le cimier de Bonifacio Roero, patricien d'Asti en Piémont, sur son triptyque votif probablement réalisé à Tournai au xiv^e siècle

Le musée diocésain de Susa (Suse en français), une ville d'origine antique qui commandait l'accès à un passage alpin que fréquentaient au Moyen Âge les lombards actifs en nos régions, abrite un triptyque en laiton de 51 x 58 cm datant des années 1360. Cette œuvre provient assez probablement de Tournai, ville alors réputée pour son travail du laiton. Son histoire singulière est bien connue sur le versant italien des Alpes, mais beaucoup moins du côté septentrional, où seuls deux articles de Ludovic Nys en traitent. L'objet de notre étude n'est pas de repasser sur les traces de l'auteur précité, qui s'est surtout attaché à éclaircir les circonstances et la motivation de l'installation, par son commanditaire astésan, de ce triptyque votif sur un sommet alpin, le Rocciamelone, où il passa quelques siècles dans une petite chapelle bâtie à cet effet. Nous nous pencherons plutôt sur un détail d'ordre héraldique. En effet, le triptyque montre, dans le volet droit, Bonifacio Roero, agenouillé en prière devant la Vierge à l'Enfant du panneau central. Il est équipé de pied en cap tel un membre de la *Società dei Miliati* astésane qu'il était. Contre lui, son écu laisse percevoir, malgré un bûchage malheureux, les armes parlantes de sa famille : *de gueules à trois roues d'argent*. On sait par ailleurs que seuls les cimiers distinguaient les différentes branches de cette famille. Or, celui figurant sur le triptyque ne correspond à aucun d'entre eux. Dans la mesure où un cimier pouvait être choisi de façon très personnelle, celui de Bonifacio Roero, par son côté exceptionnel, devait avoir une résonance précise pour lui. On verra que l'accomplissement d'un haut fait – expression à prendre ici dans tous les sens – en constitue l'explication la plus probable.



Colette CLAES-PINSON

En quête des 'Pinson' : histoire familiale

À partir du témoignage manuscrit de *Florentin Pinson* (1860-1949), des recherches généalogiques ont été entreprises concernant la famille Pinson de Rondu.

On évoque parfois une origine espagnole à la famille *Pinzon* en lien avec la seigneurie de Laval-Remagne aux mains des comtes Gallo de Salamanca et Gallo de Lima (xvi^e-xvii^e siècle).

Solidement implantés dans le village ardennais de Rondu depuis le XVIII^e siècle, mes ancêtres y exercèrent le métier de maréchal-ferrant durant près de deux siècles. L'église actuelle remonterait au XVII^e siècle. Dédiée à saint Étienne, elle est entourée d'un cimetière autrefois emmuraillé. Une pierre tombale rappelle le souvenir de mon arrière-arrière-grand-père, Henri Joseph Pinson (1824-1868) et de son épouse Anne Joseph Octave (1822-1893), parents de dix enfants parmi lesquels Florentin.

Ce dernier fut le premier instituteur communal de Libramont où il fonda une imprimerie-librairie reprise par son fils Fernand puis par son petit-fils *Henry*.

Des investigations récentes ont permis d'évoquer le souvenir de deux frères, Marcel et Marcelin Pinson, combattants de l'Armée belge durant la Première guerre mondiale et décédés en septembre et octobre 1918, lors de la contre-offensive alliée. Ils étaient âgés de 24 et 22 ans.



Jean-Edgar DARIMONT

Généalogie des familles : créer un outil de recherche

Dans le cadre de la publication du 37^e *Bulletin de la Société Royale des Archives Verviétoises*, qui propose un relevé exhaustif des actes d'Ancien Régime utiles à l'histoire des familles de Jalhay, je souhaite partager 40 années d'expérience en recherches généalogiques. Cette pratique de longue haleine m'a conduit à concevoir et à réaliser un outil destiné à faciliter la construction des généalogies familiales, particulièrement pour la période antérieure à l'apparition des registres paroissiaux.

L'outil en question est le fruit du dépouillement systématique de 213 registres et liasses des archives de la Cour de Justice de Jalhay et des Cours féodales de Jehanster et Surister, conservées aux Archives de l'État à Liège. Au total, 2.846 actes (testaments, convenances de mariage, partages, émancipations, reliefs, constitutions de mambours, etc.) ont été extraits et analysés, couvrant la période allant de la fin du XV^e siècle au début du XIX^e siècle.

L'objectif était d'identifier tous les actes mentionnant explicitement des liens de parenté afin de compléter utilement les registres paroissiaux de Jalhay, qui ne débutent qu'en 1649 pour les baptêmes, 1650 pour les mariages et 1651 pour les sépultures. Le relevé, présenté par ordre chronologique,

s'accompagne d'un référencement précis, d'un glossaire et surtout d'une table onomastique exhaustive, recensant toutes les variantes orthographiques des patronymes, fréquemment instables sous l'Ancien Régime.

Cette communication expliquera la méthodologie mise en œuvre pour créer cet instrument de recherche : choix des fonds, critères de sélection, traitement des lacunes documentaires, élaboration des index et mise en forme finale. Elle mettra en évidence l'apport d'un tel outil, non seulement à l'établissement des généalogies, mais également à la compréhension des dynamiques familiales, patrimoniales et sociales à l'échelle locale.



Bernard DE LOVINFOSSE

Généalogie d'une famille, les Lovinfosse à Liège : état de la recherche

La présente communication a pour but de retracer les grandes lignes d'une recherche généalogique dans le temps long, à savoir du XVIII^e siècle à nos jours. Cette aventure commence avec le roi d'armes Jean Gilles Le Fort, sollicité par deux descendants de cette famille vivant dans la seconde moitié du XVII^e siècle, alors au faite de leur carrière, désireux non seulement de fixer pour eux et leurs descendants les bases d'une accession à l'ordre de la noblesse, mais également d'offrir à tous ceux qui descendent de ces ancêtres communs la possibilité de s'y rattacher. Le terme de l'aventure se traduit par une constitution passée devant le notaire Nicolas Antoine Carlier en 1721. Elle a rassemblé plusieurs descendants directs et indirects de la famille, promettant leur aide à tous ceux qui auraient un motif de prouver leur rattachement à ladite famille. Au cours du XX^e siècle, plusieurs descendants notables ayant accédé à une position sociale élevée se sont lancés à leur tour dans la recherche de leur ascendance, le but n'étant pas de retrouver leurs racines mais plutôt de redonner à leur nom le prestige qu'ils supposaient perdu au fil du temps. Le mérite de leurs travaux a été de donner à leur descendance une conscience familiale. Même s'ils ont laissé un sentiment d'inachevé auprès de leurs descendants, ils ont permis à d'autres de faire leurs propres recherches dans les sources mises en ligne et les actes de notaire, de manière à accomplir le pacte que leurs pères avaient signé plus de 200 ans plus tôt. Au moment où je m'apprete à apporter ma pierre à cet édifice, je terminerai cette communication par quelques considérations sur la méthodologie adoptée, sur les difficultés rencontrées et, avec mon regard d'historien de formation, sur mes hypothèses.



Thomas DELVAUX

Du haut Moyen Âge à l'Antiquité : jusqu'où peut-on faire remonter une généalogie ?

En 1985, Christian Settiani avait soumis l'idée selon laquelle il était possible de relier les filiations médiévales et antiques. Cette hypothèse, popularisée en 1991 par son ouvrage *Nos Ancêtres de l'Antiquité*, est souvent caricaturée sans retenir toutes les précautions de son initiateur.

La conséquence première de cette simplification est une vision binaire de cette théorie : acceptée sans nuance ou rejetée en bloc... En s'abstenant généralement de consulter et analyser les sources disponibles.

Ce n'est bien sûr pas le seul auteur à s'intéresser à cette matière. Cependant, en raison de la très grande difficulté d'accès aux documents, les auteurs sont assez peu nombreux mais d'une très grande qualité, tels Toumanoff ou Adontz.

En outre, plus de 40 ans plus tard, notre connaissance des filiations du haut Moyen Âge ou de l'Antiquité tardive a évolué à la suite de nouvelles découvertes ou d'analyses plus fines de la documentation disponible. À ce titre, les échanges entre chercheurs apportant de nouveaux éclairages se sont multipliés.

Il est également à souligner que les types de sources sont très diversifiés suivant les époques et les zones géographiques étudiées. Établir un lien entre des territoires aussi différents que l'Occident chrétien et le monde byzantin nécessite de s'adapter à des réalités diverses et de maîtriser une documentation hétéroclite.



Loïc DE MOFFARTS

**Décrypter les registres Grommen : de l'archive au roman historique, en passant par l'intelligence artificielle.
Sept générations d'une famille de la noblesse liégeoise
(1622-1876)**

En 2008, la vente publique de la collection Grommen dispersait onze registres manuscrits couvrant plus de deux siècles et demi d'actes liés à la famille de Moffarts, seigneurs de Hoeselt : contrats de mariage, testaments, rentes seigneuriales,

procurations et arbres de quartiers. Rédigés en flamand ancien du Limbourg, en latin juridique ou en français d'Ancien Régime, ces livres de raison et livres de comptes constituent un corpus hétérogène qui documente simultanément la vie juridique, foncière et seigneuriale d'une famille sur sept générations.

La communication se déroulera en deux temps. On présentera d'abord la méthode d'analyse systématique de ces registres, assistée par intelligence artificielle : chaque document a été soumis à un protocole standardisé – glossaire, toponymie, identification prosopographique, hiérarchie des niveaux de certitude –, puis croisé avec la chronique familiale compilée par Daniel de Moffarts, les inventaires des Archives de l'État à Hasselt et les fichiers Heredis. Le croisement a révélé des liens invisibles entre registres, comme le binôme fonctionnel entre Joannes Moffarts, échevin, et son frère Willem, dont il validait juridiquement les actes.

Le second temps montrera comment ces découvertes archivistiques nourrissent un roman historique. Sans trahir la rigueur documentaire, on verra comment un acte de prise de possession de seigneurie ou une commission de garde-chasse peuvent devenir des scènes romanesques.



Didier DESCAMPS

La Maison de Berlaimont, de Gilles de Chin à Charles de Berlaymont

Les tentatives d'établissement des premiers degrés de la Maison de Berlaimont par les généalogistes des siècles passés ont toutes répliqué les erreurs que comportaient les anciennes généalogies familiales et celles provenant de sources peu fiables. L'identité des prénoms, remarquable dans cette famille, explique en partie les difficultés rencontrées par ces généalogistes. Fort heureusement, les moyens de recherche actuels, associés à une approche rigoureuse, permettent de localiser rapidement de nombreux actes d'un accès parfois difficile. Grâce à ces outils, nous avons tenté de restituer des bases généalogiques solides à cette famille, sans répéter les erreurs du passé. Faisant table rase des généalogies anciennes, nous n'avons retenu que les informations issues d'actes authentiques ou de sources de qualité, quand ils faisaient défaut. En l'absence de testaments, nous avons soigneusement documenté la dévolution des fiefs au sein de la famille afin de justifier des filiations probables, même si elles ne peuvent

être prouvées avec certitude. Cette étude a permis d'établir une généalogie descendante de la Maison de Berlaimont, que nous avons limitée aux douze premières générations sur les 22 qu'elle compte. L'Office généalogique et héraldique de Belgique nous a fait l'honneur d'accepter d'en publier le résultat dans sa revue *Le Parchemin* de 2026. Dans cette communication, nous présenterons la structure de l'arbre généalogique dans sa globalité : les branches de Saint-Aubert, Chin, Berlaimont et Floyon, ainsi que les rameaux de La Flamengrie, Assebroek, Glageon et Ville-Pommerœul.



Philippe-Edgar DETRY

Le colonel Georges Vigneron (1892-1979) : un héros de guerre et une mitraillette en guise de prénom pour la postérité

Le colonel Georges Vigneron est né à Hingeon le 27 mai 1892 et décédé à Etterbeek le 13 janvier 1979. Il ne doit pas être confondu avec son homonyme, Georges Vigneron (1880-1956), colonel de réserve de gendarmerie et sénateur provincial rexiste de Liège.

Formé à Namur aux études gréco-latines, alors qu'il s'apprête à entrer à l'École militaire, la Première guerre mondiale éclate. Il accomplit son devoir au 13^e régiment d'infanterie de Ligne en cette ville. Courageux et même téméraire, le sergent devient, au cours des hostilités, lieutenant d'infanterie au 19^e régiment de Ligne. Défendre son pays est une évidence et il connaît les horreurs de l'Yser. Les premières descriptions qui le concernent évoquent que « l'extérieur est avantageux, la constitution et la santé, robustes, l'intelligence développée, le jugement sain, le caractère énergique, l'éducation soignée, la conduite très bonne, la tenue très correcte et l'attitude devant la troupe, très bonne ». Marié en pleine guerre par l'évêque de Bayeux et Lisieux, qui prononce le discours de mariage en la cathédrale, Georges Vigneron épouse Jeanne-Gabrielle Berlet, fille du président du Tribunal civil de Première Instance du lieu.

Grièvement blessé en avril 1918, par un éclat d'obus à la moelle épinière, il échappe miraculeusement à la mort. Le 26 mars 1920, il devient capitaine au 19^e régiment de Ligne. Pensionné le 29 mars 1921, il prend rang dans les cadres de réserve par arrêté royal du 25 mars 1921. Il devient secrétaire-rapporteur à la Caisse nationale des Pensions de la guerre à Bruxelles où il est victime d'un attentat perpétré par une veuve désabusée. Résistant lors de la Seconde guerre mondiale, il est

ensuite président de l'Association nationale des Prisonniers politiques et n'a cessé de valoriser cette œuvre en invitant tantôt la reine Elisabeth, tantôt le prince régent, le général Leclerc ou Maurice Schumann. Inventeur ingénieux, il dépose trois brevets d'invention, le premier en Belgique en 1958 et en Suisse en 1960, pour un « Dispositif de freinage de la culasse mobile et de réglage de la cadence de tir d'une arme automatique », le second en Belgique en 1959 pour une « Arme automatique à culasse mobile », le troisième en 1960 pour une « Mitraillette ». Cette dernière, connue sous le nom de 'mitraillette Vigneron', fera sa réputation.



Mathieu GILLION

Les Gillion, meuniers, bourgeois et magistrats en Avesnois, 1431-2026

La présentation aborde la généalogie de la famille Gillion, qui n'a jamais été étudiée auparavant. L'auteur, qui travaille sur celle-ci depuis 30 ans, exposera les grandes étapes de ses recherches ainsi que la méthode utilisée pour remonter son ascendance, du moulin de Thuillies en Belgique (xvii^e-xix^e siècle) jusqu'en Avesnois au xiv^e siècle.

Les Gillion proviennent vraisemblablement de Ramousies en Avesnois, où Pierrard Julions (ou Gillos) apparaît dans un cartulaire de l'abbaye de Liessies à la Noël 1356. Il y est mentionné comme possédant des terres à Ramousies et au hameau de Joncry, qu'il tenait de son père.

Le premier ancêtre certain de la famille est Gillechon Gillion, fils de Collart, cité comme juré de Trélon le 11 mars 1431. Son fils Jehan Gillion, chanoine et écolâtre de Saint-Germain à Mons, a laissé un testament très détaillé daté de 1496. Celui-ci permet de relier avec certitude toute sa descendance, de la branche de Trélon et de ses rameaux, jusqu'à nos jours.

L'histoire de la famille Gillion offre également un éclairage inédit sur celle des Pays-Bas bourguignons et de la Belgique. La famille a notamment été proche de la cour de Bourgogne. Le beau-frère de Gilles Gillion, Gauthier Henri, fut écolâtre et chanoine majeur de Sainte-Gudule à Bruxelles, sommelier et clerc de la chapelle de Philippe le Bon, puis maître de chapelle et conseiller du duc Charles le Téméraire.

Cette proximité avec le pouvoir bourguignon a sans doute valu à la famille de tenir le fief « de Dame Aelis » à Momignies aux xv^e et xvi^e siècles. Les limites occidentales de ce fief forment

à cet endroit l'actuelle frontière franco-belge. Au ^{xvii}^e siècle, certains membres de la famille se sont établis à Bruxelles, alors confrontée à la guerre de la Ligue d'Augsbourg et au tragique bombardement de la ville par les troupes françaises en 1695.



Alexandre GROSJEAN

Les Galeries royales Saint-Hubert, une histoire de famille depuis six générations

Faut-il encore présenter les Galeries royales Saint-Hubert ? Traversé chaque année par quelque 13 millions de personnes, ce prestigieux passage couvert fait partie du paysage bruxellois depuis plus de 175 ans. C'est aussi un modèle en matière de gestion immobilière et patrimoniale, et ce par les mêmes familles depuis également 175 ans.

L'ancien président des Galeries Royales Saint-Hubert présentera cette élégante vieille dame, son microcosme urbain imaginé dès l'origine par son génial architecte, Jean-Pierre Cluysenaar, ainsi que les nombreuses rénovations entreprises il y a plus de 30 ans. Ce qui fait d'elle un exemple de gestion et de rénovation bien ancré dans la modernité. D'autant que les Galeries royales Saint-Hubert assurent le *leadership* de l'Association des Passages européens, *EuroArcades*.



Olivier HAMAL

Le monde bancaire liégeois du ^{xix}^e siècle

Jusqu'à présent, rien n'a été écrit sur le monde bancaire de la province de Liège au ^{xix}^e siècle. Le manque sera comblé dans les prochains mois par un ouvrage, fruit d'un travail de recherche et de compilation, publié sous la direction d'Olivier Hamal. Ce travail puise ses sources tant dans les archives publiques et privées que dans la presse et les témoignages des familles. La période couverte va de 1800 à 1914, même si les origines de certaines banques au ^{xviii}^e siècle ont également été étudiées. Ce ne sont pas moins d'une cinquantaine de banques qui ont été identifiées à Liège, Verviers et Huy.

Pour chacune des banques retenues, et en fonction des informations disponibles, les auteurs ont établi un historique s'intéressant notamment à la composition de leur actionnariat et de leur conseil d'administration. Plus généralement, c'est l'histoire de nombreuses familles qui est ainsi abordée. Des

données chiffrées permettent pour plusieurs des banques concernées de mieux cerner leurs activités. Les auteurs ont également voulu mettre en exergue les entreprises dans lesquelles ces banques avaient des participations ou dont elles assuraient le service financier. Il est clair que la plupart des banques liégeoises du XIX^e siècle ont joué un rôle important dans le développement économique de la province de Liège et de ses différents bassins. L'ouvrage est complété par deux chapitres, respectivement consacrés aux agents de change et aux investissements liégeois en Russie, notamment au travers des banques.



Liliane HIERRO

Généalogiste : un métier d'enquête au service des familles et des successions

Le métier de généalogiste professionnel se situe à la croisée de l'histoire, du droit et de l'enquête. Cette communication propose une immersion dans une pratique encore méconnue, qui dépasse largement la simple reconstitution d'arbres généalogiques.

À partir d'exemples concrets, seront présentées les différentes facettes du métier : recherches familiales à la demande de particuliers, mais aussi enquêtes successorales visant à identifier et localiser des héritiers. Une part importante de cette activité s'inscrit dans un contexte international, en collaboration avec des notaires, avocats ou cabinets successoraux étrangers, pour retrouver des héritiers en Belgique ou au Luxembourg.

L'intervention abordera également les méthodes de recherche utilisées, combinant archives publiques, bases de données, travail de terrain et analyse critique des sources.

Une attention particulière sera apportée au cadre légal dans lequel s'inscrit cette activité, notamment en matière de respect de la vie privée, de preuve et de collaboration avec les professionnels du droit.

Enfin, cette présentation mettra en lumière les enjeux humains du métier, entre transmission de la mémoire familiale et résolution de situations conflictuelles parfois complexes. Elle permettra de mieux comprendre le rôle et les spécificités du généalogiste professionnel aujourd'hui.



Jean-François HOUTART

La famille van Caloen à Bruges depuis le XVII^e siècle : son rayonnement dans l'espace public

Originaires du petit village d'Ardoye à quatre lieues au sud de Bruges, les van Caloen ne s'établissent dans la Venise du Nord qu'au début du XVII^e siècle. Elle a alors perdu son statut de 'ville la plus riche au monde', les marchands étrangers ayant quitté la cité depuis un siècle au profit d'Anvers. L'âge d'or de la draperie brugeoise a fait place à une industrie plus modeste : la serge au XVI^e, la tapisserie aux XVI^e et XVII^e, la dentelle dès le XVII^e, le coton à partir du XVIII^e siècle... La différence est nette avec Gand, qui maintiendra une activité textile florissante, surtout lors de la Révolution industrielle. Cependant, Bruges conservera le souvenir de sa gloire et restera un centre administratif et religieux très important au cœur d'une région agricole prospère.

Depuis l'arrivée de *meester* François van Caloen (1577-1646), sa famille sera toujours active dans le magistrat de la Ville et du Franc, tissant un réseau de relations conforté par une politique matrimoniale intelligente. La fortune des Caloen s'arrondit au fil des alliances et intègre un patrimoine foncier s'étendant sur tout le territoire du Franc de Bruges. Dès le début du XVII^e siècle et pendant plus de 400 ans, ils marquèrent leur territoire et leur influence au travers de toute une série d'objets : pierres tombales, vitraux, *obiit*, portraits, cheminées armoriées, plaques commémoratives, demeures historiques, chasses du bienheureux Charles le Bon et du bienheureux abbé Idesbald, maître-autel baroque à Saint-Gilles, maisons-dieu, relique du Saint-Sang...

Notre communication propose une promenade dans Bruges où, à chaque coin de rue, on peut rencontrer des témoignages de l'empreinte des van Caloen.



Michel MARY

Le comte Adrien van der Burch, un grand mécène

Le comte Adrien van der Burch (1877-1954) est incontestablement une des figures les plus importantes de l'Entre-deux-guerres en Belgique.

Pendant près d'un demi-siècle, son nom est inséparable des expositions universelles et internationales auxquelles la Belgique a participé ou qu'elle a organisées. Ses domaines

d'activité furent multiples : la finance (administrateur de plusieurs sociétés), l'armée (président de l'Amicale des officiers de campagne, président de la Fédération interalliée des Anciens combattants), le tourisme (président de l'Office belgo-luxembourgeois du tourisme), la presse (président de l'Agence Belga), le sport (président de la Fédération des Sociétés de natation), etc.

Mais il a été également un grand mécène. Commissaire général de différentes expositions, il a toujours tenu à aider les artistes et à promouvoir l'art. Il s'est également investi dans différentes institutions. Ainsi, il fut membre du comité de patronage des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique ainsi que de l'Association belge de propagande artistique à l'étranger, du conseil d'administration des Amis des Musées royaux de l'État, vice-président du comité exécutif de l'Œuvre nationale des Beaux-Arts de Belgique, président du Musée du Livre, membre 'Groupe des Neuf' soutenant les artistes d'avant-garde (1926-1928), président d'honneur de l'Association des Artistes professionnels de Belgique, etc. En outre, il a fondé l'association *Les Demeures historiques de Belgique*.



Benoît PAINCHART

Fidélité au *roy* d'Espagne : la destinée de Guillaume Le Vasseur et de ses descendants au comté d'Artois (1540-1659)

Le comté d'Artois est un État qui fut très disputé au point de vue géopolitique : situé aux confins de la France et des provinces bourguignonnes, il passe sous la domination de la maison de Habsbourg à partir du traité de Senlis en 1493 et entre ainsi dans le giron de la Couronne espagnole.

Parmi les familles prestigieuses ayant servi l'Artois espagnol, la lignée Le Vasseur, aujourd'hui totalement oubliée, se distingue par son action. Issue de la soldatesque de l'entourage direct de l'empereur Charles Quint, elle est anoblie en 1549. Cependant, elle allait jouer un rôle politique, administratif et militaire de premier plan des dernières guerres d'Italie, de la création des Pays-Bas méridionaux dans le contexte de la sécession protestante (Paix d'Arras en 1579), et encore lors des assauts militaires du Royaume de France dans le second tiers du XVII^e siècle.

Quoi qu'il advienne, la lignée Le Vasseur fait figure de moteur dans le dévouement à l'Espagne malgré toutes les vicissitudes locales. La présente communication se propose de

détailler la destinée de quatre générations, partant des frères Barthélémy et Guillaume Le Vasseur du milieu du xvi^e siècle jusqu'à l'arrière-petit-fils de Guillaume, Louis Le Vasseur d'Ossimont, dernier rejeton de la lignée. Même après le dépeçage de l'Artois par les armées de Louis XIII et Louis XIV, les Le Vasseur refusèrent de déposer les armes ou de capituler. Malgré leur résistance, ils verront leur patrie et leur identité, l'Artois espagnol, tout bonnement disparaître lors du traité des Pyrénées en 1659.



Daniel STEVENS

L'intégration de la 'première' émigration de familles russes en Belgique : cadre et contribution de leur généalogie à son analyse

L'auteur est le fondateur d'une association qui protège les archives russes des émigrés des années 1920 et 1930 et qui a organisé des colloques, réalisé des interviews et collecté des archives sur cette émigration peu étudiée. Après avoir cité les causes de cette émigration, terreur rouge et guerre civile, il mettra en évidence les raisons de la venue d'une partie de ces émigrés en Belgique ou au Congo : existence de relations belgo-russes privilégiées dans le domaine économique et militaire, présence du français, œcuménisme dans les écoles, parfois interventions royales. Il parlera ensuite des réactions complexes des Belges, entre compassion et parfois méfiance gouvernementale ou populaire. Les caractéristiques de ces émigrés, en Belgique souvent des militaires, seront examinées, comme les raisons des fréquents mariages mixtes, ainsi que l'adaptation au nouveau cadre de vie. On évoquera une première génération autosacrifiée, tentée d'oublier sa langue pour favoriser l'adaptation de ses enfants. Il y eut ensuite une deuxième génération, belge et bien intégrée, et une troisième, cherchant parfois un lien avec le passé familial. On étudiera l'adaptation à la société belge d'une noblesse différente, souvent ancienne, ruinée et pas toujours soucieuse d'alliances de prestige, parfois fuyant la reconnaissance belge de ses titres. Enfin, seront envisagées les causes possibles d'une intégration réussie et sera souligné l'intérêt d'étudier les généalogies d'émigrés russes.



Herman SWINNEN

Plus de 10.000 juristes de l'ancienne Université de Louvain recensés

Avec un groupe de bénévoles de *Familiekunde Vlaanderen regio Leuven*, nous avons dans un premier temps identifié dans les archives de l'ancienne Université de Louvain les étudiants qui ont obtenu, entre 1540 et 1797, le grade de licencié en droit (*juris utriusque licentiatus*). Ce sont principalement les comptes généraux de l'université qui ont permis de constituer ce corpus.

Dans un second temps, nous avons cherché un maximum de données biographiques concernant ces juristes. Nous avons rassemblé les informations disponibles relatives à leur baptême, mariage, décès et carrière. Pour chaque personne, nous avons également regroupé l'ensemble des références aux sources et à la littérature identifiées.

Le résultat – un ouvrage en quatre volumes contenant des données précieuses pour les historiens du droit, les généalogistes et d'autres chercheurs – a été publié fin 2025 et présenté lors d'une séance académique organisée au Collège *De Valk* par la Faculté de droit et de criminologie de la KULeuven.

Quel est le profil des licenciés en droit ? D'où viennent-ils ? De quelles familles ? Après avoir été diplômés, quelle fut leur carrière ? Autant de questions auxquelles cet ouvrage tente de répondre.



William TIMMERMANS

De Zeven Geslachten van Brussel, een levende traditie

Brussel heeft een rijke aristocratische traditie, die haar wortels vindt in de vroege middeleeuwen. Vanaf de 13^{de} eeuw werd het stadsbestuur gedomineerd door zeven patricische geslachten, die als 'de zeven geslachten van Brussel' bekend staan. Het gaat om de families Sweerts, Serhuyghs, Roodenbeke, Coudenberg, Steenweeghs, Sleeus en Serroelofs. Deze families monopoliseerden gedurende meer dan een eeuw de toegang tot het schepencollege en de belangrijkste stedelijke functies. Hun greep op de macht leidde tot toenemende spanningen met de opkomende ambachten, verenigd in de naties, die een rechtvaardigere verdeling van het bestuur opeisten. Ook na diverse hervormingen verdwenen de geslachten niet: zij bleven invloedrijke spelers in het sociale en culturele leven van de stad.

Ook vandaag leven de zeven families voort in straatnamen, archieven en heraldische tradities die het historische geheugen van Brussel bewaren. Maar de zeven geslachten leven ook voort in een VZW, die hun afstammelingen verenigt. Dat is niet alleen een nostalgisch curiosum, maar een levendige vereniging die deel uitmaakt van het Brusselse stadsweeftel.



Vincent VAGMAN

Deux manières de sortir de la généalogie pour découvrir ou s'approprier l'histoire de sa famille

L'auteur a expérimenté, formalisé et vulgarisé deux méthodes qui permettent de sortir de la généalogie pour partir à la découverte de son histoire familiale et la partager ou la transmettre. La première, « extraire la sève de son arbre généalogique », exploite de nouvelles techniques de contextualisation en vue de produire, selon un processus en trois étapes, un véritable récit de l'histoire familiale. La seconde conceptualise une généalogie sensorielle et propose une marche à suivre afin d'explorer l'histoire de famille ou l'histoire locale à travers nos cinq sens.



Bernard VANDERMEERSCH

« Un putsch familial » ? Le coup d'état de la Cour Saint-Bavon (28 octobre 1577) et les familles patriciennes de Gand

Le coup d'état survenu à Gand le 28 octobre 1577 constitue l'un des événements charnières de la Révolte des Pays-Bas. Alors que la guerre civile et religieuse faisait rage, des patriciens gantois s'emparèrent du pouvoir et instaurèrent un régime communal indépendant : la république calviniste de Gand (1577-1584).

À faire le compte, écrit un historien, les principaux conjurés appartenaient à six familles, six familles patriciennes alliées par des mariages, des cousinages et autres alliances de sang. « On pourrait donc parler d'un putsch familial ». Ces six familles sont les d'Hembyse, La Kethulle, Utenhove, Gruutere, Borluut et Triest.

La thèse est tentante : si le putsch était « familial », faut-il penser qu'il ait été conçu pour servir les intérêts des six familles en question ? Ou, du moins, faut-il penser que la solidarité

entre parents et cousins influença les choix politiques des uns et des autres ?

Grâce à la généalogie, on a reconstitué les relations familiales qui unissaient les conjurés du 28 octobre 1577. On peut ensuite confronter cette réalité aux choix politiques et à l'attitude des cousins, parents et alliés tout au long de la république de Gand. Leurs relations apparaissent marquées par la division, la trahison, les divergences politiques et religieuses.

Loin d'un bloc familial soudé agissant pour défendre des intérêts collectifs, le coup d'état constitue le fruit d'une parenté à la fois mobilisatrice et conflictuelle. La solidarité du sang n'empêche ni les divergences doctrinales ni les luttes de pouvoir.



Daniel VAN STEENBERGHE

L'héraldique des vitraux à l'église Notre-Dame des Victoires au Sablon à Bruxelles

Les vitraux de l'église au Sablon sont très renommés, bien que le sort se soit acharné contre eux au cours des siècles. Ceux offerts par les Habsbourg au xv^e siècle furent détruits par une tempête et ceux offerts ensuite par Marguerite d'Autriche par les iconoclastes. Ceux offerts par l'archiduchesse Isabelle furent à nouveau détruits par une tempête.

C'est lors de la restauration de l'église au xix^e qu'on rassembla les blasons restants en deux grandes verrières. Cela inspira la famille d'Arenberg, qui installa des vitraux de la main de Samuel Coucke dans le fond du chœur. De nombreuses familles suivirent l'exemple dans la nef principale, en faisant représenter un saint et souvent dans le bas leurs armoiries.

Après la Première Guerre mondiale, on décida d'installer un vitrail en l'honneur de la victoire en choisissant logiquement l'église Notre-Dame des Victoires. C'est le magnifique vitrail de Gustave Ladon représentant le Roi Albert et la Reine Elisabeth devant Ypres et Nieuport. Tout autour figurent des blasons de victimes de la guerre. Comme il n'avait pas assez de place, on continua à en peindre sur le mur voisin. Des familles suivirent l'exemple et bon nombre des verrières du haut de la nef furent bientôt blasonnées. Dans les années 1930, l'Ordre du Saint Sépulcre de Jérusalem fit de Notre-Dame des Victoires son église capitulaire et installa dans le chœur deux magnifiques verrières de la main des Crespin et Colpaert. Les confréries de sainte Wivine et de saint Hubert firent de même.

Après la Seconde guerre mondiale, d'autres verrières furent installées dans le haut de la nef par des familles en l'honneur de leurs héros. Actuellement, toutes les fenêtres sont occupées et on y compte plus de 300 blasons. Il est touchant de voir parfois les mêmes familles à l'honneur pour les deux guerres.



Michel VANWELKENHUYZEN

Les archives fiscales : une source peu utilisée en généalogie

La perception d'impôts remonte à la plus haute antiquité, en Mésopotamie ou en Égypte, sans parler d'un impôt resté fameux et inventé par l'empereur Vespasien... Cette perception n'est tolérée par le corps social que si elle apparaît la plus juste possible. Personne ne doit en être exempt et personne ne saurait payer deux fois la même taxe. Ceci implique l'existence d'une administration minutieuse, de listes d'imposés et de comptes, le percepteur de la taxe étant redevable auprès des autorités au nom desquelles il percevait.

L'exploitation de ces documents permet au généalogiste d'entrevoir des aspects de la vie du passé qui ne seraient probablement pas connus par d'autres sources. La perception d'impôt touche toutes les classes de la population, même celles qui ont laissé peu d'autres traces. Ceux qui, en raison de leur pauvreté ou de leur noblesse, étaient dispensés de contribution, étaient mentionnés 'pour mémoire', avec la justification de leur exemption.

L'exposé abordera les possibilités offertes par l'analyse de taxes perçues à Bruxelles ou dans l'agglomération dans le courant du XVIII^e siècle, même si la plupart existait ailleurs et préalablement. On parlera notamment de l'ancêtre de l'impôt foncier (le 'xx^e denier'), de la taxe sur les chiens, de celle sur le thé et les cheminées, de celle payée pour être dispensé de la garde bourgeoise, des fournitures militaires en nature, de l'octroi... En conclusion, on attirera l'attention sur les possibilités d'exploitation de listes du personnel communal de Bruxelles qui reprennent les noms des employés chargés de la perception de la taxe, au cours du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Vu la richesse du sujet, on ne pourra pas aborder certaines taxes professionnelles spécifiques, imposées à ceux qui exerçaient un certain métier – comme celle payée par les boulangers bruxellois pour pouvoir allumer leurs fours – , ni les innombrables procès contre ceux qui ne payaient pas !

Section 9 : Histoire des arts

Présidence : Isabelle LECOCQ

Vice-présidence : Cecilia PAREDES

Noémie PETIT

Secrétariat : Sacha ZDANOV

Pierre ANAGNOSTOPOULOS

Les sculptures du jubé Renaissance et la recherche d'harmonisation dans la collégiale Sainte-Waudru au premier quart du XIX^e siècle : les interventions du sculpteur François Rude et de l'architecte Charles Vanderstraeten

L'analyse de documents d'archives inédits provenant de la collégiale Sainte-Waudru et conservés aux Archives de l'État à Mons permet d'ouvrir une page peu connue de l'histoire des sculptures de son jubé. La recherche d'harmonisation avec le bâti, en particulier dans le chœur, au cours des années 1819-1825, en constitue le fil directeur. Ceci amène à rompre avec l'attention jusqu'ici exclusive portée à la seule évacuation d'une grande partie des ornements sculptés de l'église et, notamment, à la vente du jubé.

Les sources investiguées fournissent la preuve de l'intervention de François Rude (1784-1855), restée jusqu'ici inconnue de ses biographes. Elles seront mises en perspective à la lumière de la carrière du sculpteur français, alors installé à Bruxelles, dont le beau-père, Louis Frémiet (1769-1848), habitait et travaillait à Mons. Nous évoquerons aussi l'intervention de l'architecte Charles Vanderstraeten (1771-1834).

Les sculptures du jubé ont fait l'objet d'une réflexion esthétique de la part des artistes néoclassiques. Vers 1800, elles jouissaient encore d'un grand prestige. Leur sauvetage, que la tradition attribue au peintre Joseph Halletz (1770-1840), en témoigne avec force.

Notre travail vient éclairer les débuts du processus de muséalisation subi par la collégiale montoise. À titre de comparaison, nous considérerons les réaménagements et les recherches d'harmonisation menées à la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles au cours des mêmes années.



Erika BASSO

Orfèvrerie religieuse et dévotion dans le Hainaut au début du xvi^e siècle : le cas d'une croix-reliquaire de Valenciennes (1531)

Cette communication se propose d'examiner une croix-reliquaire inédite, parfaitement poinçonnée, réalisée à Valenciennes en 1531. L'objet, en argent partiellement doré, renferme quatorze reliques scellées sous des cabochons en cristal de roche et se distingue par la présence, au revers, d'une inscription gravée. Celle-ci permet leur identification et leur recontextualisation dans le cadre des pratiques dévotionnelles médiévales.

La pièce apporte de nouvelles connaissances sur la production d'orfèvrerie à Valenciennes. En replaçant cette croix dans le contexte historique et religieux du comté de Hainaut, la communication interroge également les pratiques de collecte et de circulation des reliques, depuis la Terre sainte jusqu'aux anciens Pays-Bas au début du xvi^e siècle. Une inscription à la base de la croix, faisant référence à l'église d'un village proche de Valenciennes, ouvre enfin des perspectives sur la destination de l'objet ainsi que sur le rôle des trésors paroissiaux dans l'affirmation d'un prestige local.

À travers l'étude de cas, il s'agira de contribuer à une meilleure connaissance de l'orfèvrerie valenciennoise, connaissance encore lacunaire pour le début du xvi^e siècle, tout en proposant une réflexion générale sur les usages des reliques et leur mise en scène à la charnière entre Moyen Âge et Temps modernes.



Tiphaine A. BESNARD

« Les œuvres sont sœurs comme les deux artistes » : réceptions des peintres Héva (1860-1939) et Diana (1861-1952) Coomans et de leurs œuvres antiquisantes

Héva (1860-1939) et Diana Coomans (1861-1952) ont été formées par leur père, le peintre belge Pierre Olivier Joseph Coomans (1816-1889). Comme lui, elles ont réalisé de nombreuses scènes de genre dans un style néo-grec et néo-pompéien très affirmé. Elles n'ont qu'une vingtaine d'années

lorsque leurs peintures sont présentées pour la première fois à la Galerie artistique à Paris. Leurs productions sont alors saluées par la critique pour leurs brillantes qualités de coloris et de dessin. Faisant suite aux nombreuses commandes reçues de marchands américains, Héva et Diana émigrent définitivement aux États-Unis en 1889.

Les œuvres respectives des sœurs Coomans demeurent aujourd'hui dans des collections privées, mais les nombreuses reproductions gravées, ou peintes sur plaques de porcelaine ou sur panneaux, très appréciées des amateurs européens, offrent des témoignages particulièrement précieux de leur travail.

Pour autant, leur parcours et leurs œuvres demeurent méconnus. Nées à Paris puis émigrées outre-Atlantique, Héva et Diana sont, pour ainsi dire, passées sous les radars des historiens de l'art français, belges et américains. C'est pourquoi, en nous inscrivant dans le champ spécifique et fécond des *Reception Studies*, nous proposons une étude inédite portant sur une double réception : celle de l'Antiquité dans les œuvres des deux sœurs et celle de leurs œuvres elles-mêmes, dans un voyage pensé dans le temps, de l'Antiquité au xx^e siècle, et dans l'espace, de l'Europe aux États-Unis d'Amérique.



Annick BORN

***Byzantium Nunc Constantinopolis* : la capitale ottomane dans l'atlas *Civitates Orbis Terrarum* de Georg Braun et Frans Hogenberg**

L'atlas de Georg Braun et Frans Hogenberg, *Civitates Orbis Terrarum*, a fait l'objet de nombreux commentaires dans la littérature spécialisée, tout comme la carte *Byzantium Nunc Constantinopolis* publiée dans le premier volume de 1572. Cette contribution propose de réexaminer la manière dont les auteurs ont exploité les sources cartographiques existantes, notamment la vue à vol d'oiseau réalisée au début du xvi^e siècle par Giovanni Andrea Vavassore, pour créer une représentation de la ville destinée au public de l'Empire des Habsbourg. Cette planche gravée souligne la puissance de la capitale ottomane, maîtresse de l'ancien cœur de l'Empire d'Orient.

L'ajout d'éléments décoratifs et textuels spécifiques fera l'objet d'une analyse. Ainsi, la frise de personnages vêtus de

costumes ottomans contemporains – citation littérale de la planche gravée de *Soliman défilant sur l'Hippodrome*, issue de la série des *Moeurs et Fachons de faire des Turcz* de Pieter Coecke van Aelst, publiée en 1553 par sa veuve, Mayken Verhulst –, ou encore la rangée des douze portraits de sultans en médaillon, inspirés de modèles européens et présentant la lignée depuis Osman I^{er} jusqu'au souverain régnant au moment de l'édition, transforment une carte géographique en un manifeste culturel et politique.

Une attention particulière sera également portée au titre de la planche, qui juxtapose le nom grec de la ville, « Byzance », à son appellation contemporaine, « Constantinople », ainsi qu'au texte d'accompagnement retraçant l'histoire de la cité.

Enfin, l'iconographie de la carte, les données biographiques sur Coecke fournies par Braun et les liens avec Hogenberg seront replacés dans le contexte du cercle des humanistes de l'époque et du milieu des imprimeurs, avec lesquels la veuve de Coecke entretenait des relations étroites.



Michel BOUTILLIER

Des commandes de retables anversois à Châlons-en-Champagne à l'orée du xvi^e siècle

Un couple de drapiers, Crespine Cuissotte et Jehan Moyne, a développé une intense activité de mécénat à Châlons-en-Champagne au début du xvi^e siècle. Ce couple a notamment doté la cathédrale de Châlons d'un vitrail représentant la *Passion du Christ*. L'une de ses caractéristiques les plus remarquables réside dans les entrelacs de branchages qui se substituent aux dais architecturés usuellement placés au-dessus des personnages. Une telle ornementation, très rare en Champagne, trouverait son origine en Alsace ou en Souabe.

Devenue veuve, Crespine Cuissotte favorisa l'église Saint-Alpin de Châlons à l'instar d'autres bourgeois. Elle y a dédié une chapelle à ses propres saints patrons, Crépin et Crépinien, et fait placer dans l'église un vitrail similaire à celui de la cathédrale. Elle y aurait également fait installer, sur le maître-autel, un retable réalisé à Anvers, aujourd'hui conservé à Fromentières. Un autre retable anversois, provenant de Coligny et entré au Louvre, ainsi que deux autres retables imitant leur style, seraient également attestés à Châlons au xvi^e siècle.

Bien qu'étant un centre industriel et commercial qui ne semble pas avoir entretenu des relations privilégiées avec Anvers, à la différence de ses voisines Reims et Troyes, Châlons semble donc avoir éprouvé un intérêt particulier pour les retables anversoises, grâce à des personnalités comme Dame Cuissotte. On la voit osciller entre tradition et modernité, mais aussi entre originalité et adhésion aux courants dominants de son époque et de sa classe sociale.



Alix BUISSERET

Besançon au xv^e siècle : un centre artistique méconnu entre réseaux, mobilités et production manuscrite

Entre 1420 et 1480, Besançon est un centre artistique actif dont l'importance a longtemps été sous-estimée. Une cinquantaine de manuscrits peut aujourd'hui être rattachée à la ville par leur usage, leur commanditaire ou leur provenance. Leur étude permet de reconstituer et d'enrichir les corpus de cinq peintres actifs à Besançon : les mains A et B des Heures s.n. 2615 de Vienne, le Maître du Morgan 293, le Maître du Morgan 28 et Jean Antoyne.

Majoritairement itinérants et souvent d'origine étrangère, ces artistes introduisent des motifs et des pratiques qui influencent directement la production locale. La recherche met en lumière, d'une part, un réseau d'artistes favorisant collaborations et circulations, à l'origine de l'essor du centre bisontin, et, d'autre part, un réseau de commanditaires liés à la cour, à l'Église ou au marché. Cette étude jette également un éclairage sur le fonctionnement des ateliers dans un contexte dépourvu de cadre corporatif strict.

La communication propose d'analyser le style des manuscrits peints à Besançon au xv^e siècle afin de mieux comprendre les conditions d'émergence d'une production à la fois abondante et de qualité. Elle vise plus largement à interroger les dynamiques de mobilité et d'échanges artistiques dans une région frontalière, à la croisée du Saint-Empire et du royaume de France, envisagée non comme une périphérie, mais comme un nœud actif de circulation artistique.



Meggy CHAIDRON

Étude de la mise en scène et de la représentation du roi Salomon dans l'œuvre de Gerbrand van den Eeckhout

Le roi Salomon est probablement l'un des souverains de l'Ancien Testament dont la vie apparaît la plus contradictoire. Bien que Dieu lui ait accordé une grande sagesse, il succombe au péché d'idolâtrie à la fin de sa vie, sous l'influence de ses épouses et de ses concubines. Des images le représentent en prière dans le Temple, tandis que d'autres le montrent adorant des idoles. Une œuvre en particulier, réalisée par Gerbrand van den Eeckhout, peintre amstellodamois du ^{xvii}^e siècle, emprunte des caractéristiques à ces deux iconographies, si bien que les historiens de l'art demeurent partagés quant à l'identification exacte de la scène représentée. Elle offre en outre une vision singulière du roi Salomon, agenouillé, de biais face au spectateur, richement vêtu et paré de bijoux orientalisants, dans un intérieur d'église.

Cette peinture constitue une porte d'entrée privilégiée pour étudier l'image du souverain, dont l'iconographie évolue par rapport à celle du ^{xvi}^e siècle, époque où il est couramment représenté vêtu d'une armure romaine. Ce changement n'est pas sans rapport avec le renouvellement des études bibliques qui s'opère alors, en particulier avec les lectures typologiques qui interprètent Salomon comme une préfiguration du Christ, lectures que l'analyse iconologique permettra de mettre en lumière.

L'objectif de la communication sera donc de proposer une étude iconographique et iconologique de l'œuvre afin, d'une part, de clarifier la nature de la scène représentée et, d'autre part, d'examiner la manière dont cette peinture a contribué à l'évolution de la représentation de Salomon entre le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle.



Sarah COLLARD

Simon Bonneau (ca 1660-1731), un sculpteur montois d'« un mérite inférieur » ?

Dans un article des *Annales du Cercle archéologique de Mons* publié en 1880, Léopold Devillers écrit : « D'autres sculpteurs montois d'un mérite inférieur ont droit à une mention dans cette revue. Joseph Baudry, Antoine Anthoine, Bricquet,

Boniau, Goffiaux, Férie [...] ont meublé nos églises d'une infinité de statues et de sculptures dans le genre de celles qui ornent aujourd'hui encore les chapelles de l'église de Saint-Nicolas-en-Havré ».

Simon Bonneau, également orthographié Boniau dans les archives, est un sculpteur montois actif entre la fin du ^{xvii}^e siècle et le début du ^{xviii}^e siècle. En dépit d'une activité bien attestée, il demeure largement méconnu de l'historiographie montoise, contrairement à des figures telles que Claude-Joseph de Bettignies ou Charles-Augustin Fonson.

Au fil des décennies, les recherches qui lui ont été consacrées sont restées très limitées. Les principales attributions d'œuvres reposent sur les travaux de Félix Hachez (1859), qui lui associe les figures du retable du maître-autel de Saint-Nicolas-en-Havré, et d'Ernest Mathieu (1887), qui lui assigne les stalles de l'église de Saint-Germain de Mons, aujourd'hui conservées à Sainte-Waudru. Depuis lors, son catalogue est demeuré réduit à ces deux ensembles, tandis que sa biographie se résume à quelques mentions succinctes.

La communication propose de reconsidérer ce corpus à partir d'une analyse morphologique fine des œuvres, croisée avec une étude archivistique approfondie. Elle vise à démontrer que la production de Simon Bonneau est plus étendue qu'il n'est généralement admis et à réévaluer son rôle dans le paysage artistique de Mons et de l'ancien comté de Hainaut.



Ralph DEKONINCK

L'illustration des *Acta Sanctorum* : l'image 'document', témoin de 'monuments' hagiographiques

La Société des Bollandistes conserve une riche collection de plus de 600 plaques de cuivre qui ont servi, à partir du dernier quart du ^{xvii}^e siècle, à l'illustration des *Acta Sanctorum*, la grande entreprise hagiographique des Bollandistes. S'inscrivant dans le cadre du projet PDR FNRS (UCLouvain – ULiège) *Cupra Bollandiana*, cette communication propose de rendre compte du statut et des fonctions non seulement de ces plaques, mais plus encore des images qui en furent tirées.

Plus précisément, il s'agit d'explorer les conceptions et les pratiques de l'image que les Bollandistes ont mises en œuvre

au service d'un savoir historique appliqué à la vie des saints et des saintes. L'attention sera ainsi portée aux modalités de figuration de la grande variété typologique d'objets (monnaies, reliquaires, mosaïques...) et de monuments (églises, autels, tombeaux...) reproduits, afin de mieux apprécier le souci de fidélité apporté à la représentation de ces réalités matérielles.

À travers l'étude de cette aventure éditoriale et épistémique, c'est donc l'importance du rôle des images dans la culture savante et le marché de l'imprimé qui sera au cœur de cette intervention.



Antoinette DE LAET & Alain JACOBS

La *Vierge consolatrice des affligés* peinte par Jean Portaels (1850-1852) au tympan du fronton de l'église Saint-Jacques-sur-Coudenberg à Bruxelles : d'un enjeu national à un enjeu patrimonial

Les recherches récentes consacrées au peintre et directeur de l'Académie des Beaux-Arts de Bruxelles Jean Portaels (1818-1895), fondées sur un corpus inédit de sources archivistiques, épistolaires et graphiques, permettent aujourd'hui de proposer un nouvel examen de la genèse, de la réalisation et de la réception critique du tympan de l'église Saint-Jacques-sur-Coudenberg à Bruxelles. Réalisée entre 1850 et 1852 dans la technique du wasserglas, cette œuvre fut exécutée sous la direction de Portaels par une équipe réunissant plusieurs peintres belges et un artiste allemand. Ce chantier trouve son origine dans la décision du ministre libéral de l'Intérieur Charles Rogier d'orner d'une image monumentale dont le sujet relèverait de la doctrine catholique le grand fronton de l'église dominant la place Royale et la capitale, lieux symboliques du pays. Elle constitue la première peinture murale extérieure en Belgique au XIX^e siècle.

La communication abordera l'origine du chantier, la description de l'œuvre, sa technique ainsi que la symbolique du thème de la *Vierge consolatrice des Affligés*. Elle analysera aussi le style de Portaels à partir de dessins préparatoires, avant de conclure sur la nécessité de protéger cette œuvre et sur les enjeux de sa conservation.



Guy DELMARCEL

Antoine de Lalaing (1480-1540), comte de Hoogstraten, conseiller de Marguerite d'Autriche, et ses tapisseries

La collection d'Antoine de Lalaing nous est connue grâce à plusieurs inventaires, qui permettent de reconstituer un véritable « musée imaginaire » de ses tapisseries. Dans ses résidences de Malines et de Bruxelles se trouvaient diverses tentures de chasse ainsi que des verdure attribuées à Enghien.

L'inventaire posthume dressé en 1548 au château de Hoogstraten, qu'il a fait reconstruire, énumère les tentures les plus intéressantes : la *Passion du Christ*, à comparer à celle de Marguerite d'Autriche, l'*Histoire de Calicut*, tenture de Tournai mettant en scène les conquêtes des Portugais en Inde, ainsi que l'*Histoire de Griseldis*, thème fréquent à l'époque, mais dont aucun exemplaire n'a encore été identifié.

Seule une suite est conservée de nos jours, dans l'église de Hoogstraten. Tissée entre 1532 et 1547, elle est dédiée à saint Antoine et à sainte Élisabeth, patrons tutélaires des donateurs. Elle fut très probablement tissée à Enghien. Il s'agit d'une des rares tentures de chœur conservées en Belgique.



Wendy FRÈRE

Le buste en marbre de Charles II d'Angleterre du Design Museum de Gand : éléments en faveur d'une attribution à Arnold Quellinus

Le buste en marbre représentant Charles II d'Angleterre du Design Museum de Gand n'a jusqu'à présent fait l'objet d'aucune étude approfondie. Cette communication propose de réexaminer l'œuvre à la lumière de nouvelles observations stylistiques et d'avancer des éléments en faveur de son attribution au sculpteur anversois Arnold Quellinus.

L'étude s'attachera à retracer la provenance du buste, à faire le point sur l'état de la recherche et à réexaminer les différentes attributions proposées jusqu'à présent. Elle prendra également en considération le contexte de la carrière d'Arnold Quellinus, qui s'établit en Angleterre à la fin des années 1670 et y poursuit son activité jusqu'à sa mort en 1686. Son intégration au milieu artistique londonien et sa proximité avec les cercles de la cour de Charles II offrent un cadre de référence pertinent pour l'étude de ce portrait royal.

La démonstration reposera principalement sur une analyse stylistique du buste et sur sa confrontation avec plusieurs œuvres attribuées avec certitude à Arnold Quellinus. L'étude comparative fera apparaître une série de correspondances significatives, justifiant l'intégration de l'effigie au corpus du sculpteur. Cette attribution conduit non seulement à reconsidérer la place de l'œuvre dans la production d'Arnold Quellinus, mais enrichit notre connaissance de son activité en Angleterre, dans un climat artistique marqué par les échanges avec les anciens Pays-Bas.



Thomas GRECK

Clément Léonard, Hubert Froment et Louis Lange : trois architectes du tournant du xx^e siècle au service d'un néo-médiévalisme rationnel et moderne

À partir des années 1870 émerge en Belgique une école néogothique rationaliste. Elle est fortement influencée par les écrits et les chantiers d'Eugène Viollet-le-Duc, mais aussi par les expérimentations sur l'emploi, apparent ou non, de matériaux de construction et de parement modernes dans l'architecture néo-médiévale, qu'il s'agisse d'ossatures métalliques, d'éléments préfabriqués ou de carreaux vernissés produits en série. Au sein de cette production, trois architectes wallons se distinguent par leurs réalisations entre 1892 et 1914, notamment par leur recours au système de voûte Francart, remarquable assemblage de bardeaux de terre cuite reposant sur une ossature métallique apparente.

Associé à une maîtrise de la référence historique gothique et à des principes de composition issus du rationalisme néogothique, l'œuvre de Clément Léonard, Hubert Froment et Louis Lange, aujourd'hui quelque peu oublié, constitue un témoignage majeur de la modernité d'une certaine école néo-médiévale, issue à la fois des enseignements de Saint-Luc et de ceux des Beaux-Arts. Entre rares classements, restaurations et enjeux de conservation d'un patrimoine religieux parfois mésestimé, la (re)découverte d'édifices majeurs permet un regard renouvelé sur la production néo-gothique et néo-romane en Wallonie.



Alain JACOBS

Les projets du sculpteur Joseph Fernande pour le concours d'un monument en l'honneur de l'impératrice Marie-Thérèse et de son fils Joseph II à Bruxelles (1779-1780)

En 1779, les États du Brabant envisagèrent d'ériger un monument en l'honneur de l'impératrice Marie-Thérèse et de son fils Joseph II au milieu du Parc royal de Bruxelles, destiné à faire pendant à la statue de Charles-Alexandre de Lorraine, inaugurée en 1775 au centre de la Place royale. Un concours fut organisé, auquel plusieurs sculpteurs participèrent, parmi lesquels G. L. Godecharle et F. Janssens. Deux albums de gravures conservés au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque royale prouvent que le sculpteur brugeois Joseph Fernande (1741-1799) participa également à ce concours. Il proposa deux statues, chacune élevée sur un haut socle historié : l'une dédiée à l'impératrice, l'autre à Joseph II. Le décès de Marie-Thérèse le 29 novembre 1780, ainsi que l'accession au trône de son fils, souverain réputé pour sa rigueur et son souci des finances de l'État, mirent un terme définitif au projet.

L'examen des planches des deux albums de Fernande offre l'occasion de revenir sur cet ambitieux programme politique, sur la personnalité du sculpteur, ainsi que sur ses deux propositions de statues, enrichies de scènes illustrant les hauts faits du règne de Marie-Thérèse et de la corégence exercée avec son fils.



Emmanuelle JOB, Paula CORDEIRO & Marie-Noëlle MARTOU
La Maison du Roi : étude et compréhension des décors de façade

La restauration des 22 blasons et emblèmes, héraldiques et de fantaisie, devra s'appuyer sur l'ensemble des données issues des observations *in situ*, des sondages stratigraphiques, des analyses de laboratoire et des recherches archivistiques, notamment celles d'Alphonse Wauters relatives à la polychromie et à l'héraldique. Ces études ont permis de caractériser les matériaux, les couches de finition et l'état de conservation, mettant en évidence une polychromie riche. Elle comprend une proportion importante de dorure, aujourd'hui largement altérée.

Cette contribution s'inscrit dans une étude globale portant sur l'ensemble des éléments constitutifs des façades de la

Maison du Roi (sculptures métalliques, pierre, ardoises), menée sous l'égide de la Ville de Bruxelles. Réalisées durant la période de la pandémie de Covid-19 au moyen d'une nacelle motorisée, ces investigations ont nécessité une organisation complexe et une coordination étroite entre les différents intervenants, qui se sont succédé afin d'assurer une analyse exhaustive de l'état sanitaire du bâtiment.



Eduardo LAMAS & Isabelle LECOCQ

L'inventaire : une démarche scientifique en péril dans l'étude des arts

Une des tâches principales de l'historien de l'art en matière d'heuristique consiste à recueillir des données *in situ*, qu'elles soient matérielles, techniques, archivistiques ou contextuelles. Ce travail de terrain doit précéder et accompagner l'élaboration et la mise à jour des corpus, inventaires et catalogues. Bien que trop souvent négligée, voire perçue comme relevant d'une histoire de l'art dépassée, cette approche demeure essentielle. Elle ne saurait être contournée, sous peine de conduire à des interprétations biaisées, si ce n'est à la perte irréversible de connaissances sur les œuvres et leur contexte.

La communication illustrera les atouts majeurs de la méthode de l'inventaire à travers des exemples concrets, issus des recherches menées par les deux intervenants à l'Institut royal du Patrimoine artistique à Bruxelles. En croisant les sources archivistiques et les observations directes, cette démarche permet de combler des lacunes documentaires, de révéler des aspects méconnus des œuvres, souvent invisibles sans une étude systématique, et d'appuyer des analyses théoriques sur des bases tangibles. Une approche centrée sur l'objet apparaît ainsi indispensable, sans pour autant exclure d'autres approches ni méthodes complémentaires. Elle est cruciale tant pour la recherche fondamentale, qui contribue à l'élargissement général du champ des connaissances, que pour la recherche appliquée, notamment par la (re)découverte d'œuvres majeures et par la définition des mesures optimales à prendre pour leur conservation et leur valorisation.



Anne-Sophie LARUELLE

Les tapisseries aux armes d'Adrien de Croÿ-Roeulx (vers 1530) : usages et fonctions

Conservées au TAMAT, le Musée de la Tapisserie et des Arts textiles de Tournai, deux tapisseries aux armes d'Adrien de Croÿ-Roeulx constituent un ensemble encore peu étudié, dont la fonction et les usages restent difficiles à cerner. Tissées en laine et soie et centrées sur un dispositif héraldique complexe, ces pièces font actuellement l'objet de recherches menées en collaboration avec plusieurs institutions internationales, dans une perspective croisant analyse matérielle, sources archivistiques et mise en contexte historique.

Si plusieurs pistes ont été explorées concernant leur commanditaire, leur iconographie ou leur transmission, notamment à travers la documentation réunie par Gaignières, la question de leur fonction demeure ouverte. Cette communication propose d'aborder ces tapisseries à partir de leurs usages possibles, en les envisageant comme des objets de représentation mobiles.

À partir de l'analyse formelle des pièces et de leur inscription dans la culture matérielle de la noblesse du début du xvi^e siècle, plusieurs hypothèses seront discutées : usage dans des contextes chevaleresques liés à l'ordre de la Toison d'or, déploiement lors de cérémonies ou de festivités, ou encore intégration dans des espaces résidentiels et de réception. L'attention sera portée à la manière dont ces tapisseries participent à la mise en scène du rang et de l'identité nobiliaire.

À partir d'un cas d'étude, la communication vise à interroger plus largement les fonctions des tapisseries armoriées de la Renaissance et à mettre en évidence l'intérêt d'une approche collective et interdisciplinaire.



Fiona LEBECQUE

Et que vive l'audace des fous...

Ça commence par un « et si... » rêveur. Systématiquement suivi par d'autres « et j'imagine aussi... » enthousiastes. D'une idée personnelle, le projet est déjà devenu cœur au sein de l'équipe. Les propositions audacieuses se superposent comme autant de voix dans une polyphonie. Presqu'avec culot, le

chef d'orchestre du projet s'ouvre vers l'extérieur, fédère les créativité et les énergies des partenaires. Mu par ces passions qui se rencontrent, chacun se lance dans l'aventure. En se disant qu'avec toutes ces bonnes volontés réunies, le projet ne pourra qu'aboutir au succès. Que les fonds nécessaires seront levés. Que le public sera au rendez-vous.

En fait, ça a toujours commencé comme ça, à la Société archéologique de Namur : par un « et si... » rêveur. Dès la création de la Société, qualifiée par Jules Borgnet, l'un des fondateurs, d'« idée folle » dans cette ville qu'il considérait dans toute la sincérité de son âme comme la moins archéologique du monde.

Cette passion partagée, que d'aucuns qualifieraient de folie, a permis de sauver, de prendre soin, parfois contre vents et marées, d'un patrimoine irremplaçable, de l'étudier et de le transmettre à la génération suivante. Des gestes inlassablement répétés, grâce à l'investissement enthousiaste et contagieux de quelques « fous », heureusement suivis par d'autres. Un terreau à connaître pour comprendre la dynamique qui s'exerce au sein de cette « société savante ».



Isabelle LEROY

Palais Stoclet – Klimt, l'accomplissement

Le Palais Stoclet, inscrit au Patrimoine mondial depuis 2009, constitue l'exemple le plus abouti de la notion de *Gesamtkunstwerk* ou œuvre d'art total, tel que le concevaient les artistes viennois de la Sécession au début du xx^e siècle. Architecture, arts majeurs et mineurs, arts décoratifs, arts des jardins et de la scène, technologies diverses s'y côtoient dans un mélange étonnant de matériaux et de styles transcendé par un sentiment d'universalité, d'amour et d'humanisme qui leur donne de la cohérence. Conçue par l'architecte Joseph Hoffmann et les artisans des *Wiener Werkstätte*, la demeure de l'avenue de Tervueren abrite, dans sa salle à manger, une frise en mosaïque et marbre dessinée par Gustav Klimt et l'ultime version du *Baiser*.

Œuvre d'art magistrale dont le Museum für angewandte Kunst (MAK) de Vienne conserve les esquisses, la frise du Palais Stoclet se distingue par sa grande complexité. Celle-ci se manifeste non seulement dans son esthétique et la préciosité des matériaux mis en œuvre par l'atelier dirigé par Léopold Forstner,

mais aussi par la présence de nombreux messages subliminaux. D'une extrême modernité, le Palais Stoclet porte en effet tout l'héritage du symbolisme et du romantisme wagnérien. Si les Sécessionnistes rejettent l'historicisme, ils s'imprègnent de l'histoire et des découvertes archéologiques pour inventer leur propre langage. Passé et futur se rejoignent dans le décor de la salle de musique imaginé par Fernand Khnopff. La musique, omniprésente à Vienne, l'est également au Palais Stoclet et s'invite dans le décor et l'architecture. Cette maison, destinée au couple fusionnel, nanti et cultivé formé par Adolphe Stoclet et Suzanne Stevens, soulève encore aujourd'hui de nombreuses questions.

La communication s'attachera à donner des clés de lecture et à formuler des hypothèses inédites d'interprétation de la frise de Klimt, si connue mais qui n'est cependant pas accessible au public. Elle sera aussi l'occasion de présenter le travail de recherche et de reconstitution du Palais dans son état de 1912, réalisé par Urban.brussels et le Bureau Alice ULB / Faculté d'Architecture La Cambre.



Didier MARTENS

L'image miraculeuse de Kláštor pod Znievom : une composition de Quinten Massys au potentiel miraculeux ?

L'église de l'Assomption de Marie, située dans les murs de l'ancien monastère prémontré de Kláštor pod Znievom (Slovaquie, district de Martin), conserve un panneau peint datant des années 1600 : une représentation grandeur nature, à mi-corps, de la *Vierge à l'Enfant trônant*. Le groupe marial dérive d'un modèle créé dans les années 1490-1500 par le peintre anversois Quinten Massys (vers 1460-1530). À la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, cette image a suscité à Anvers de nombreuses copies peintes. Elles s'inscrivent dans un mouvement esthétique conservateur lié à la Contre-Réforme, visant à revenir à l'art des Primitifs flamands. L'influence de ce néogothique précoce est également perceptible dans la gravure anversoise. Vers 1600, les frères Wierix ont produit quatre estampes basées sur le prototype de Quinten Massys, dont une signée par Hieronymus Wierix (1553-1619). C'est elle qui a servi de source d'inspiration au peintre de la *Vierge à l'Enfant trônant* de Kláštor. Le tableau n'est toutefois ni anversois ni même flamand. Peint sur un panneau de tilleul et non de chêne, il a probablement été réalisé dans le sud de l'Allemagne. Ce

sont les jésuites, particulièrement actifs dans cette région, mais également dans le nord de la Slovaquie, qui ont dû l'apporter à Kláštor. Au ^{xvii}^e siècle, ils s'installèrent dans l'ancien monastère prémontré. À partir de cette tête de pont, ils mirent en œuvre une politique énergique de recatholicisation des territoires environnants, où le luthéranisme avait pris racine. Une image monumentale de la *Vierge à l'Enfant trônant* pouvait constituer une arme efficace dans la lutte confessionnelle. Des guérisons miraculeuses ont dû avoir lieu à Kláštor et auront été attribuées au tableau. En 1777, il est mentionné comme « *Gratiosa imago* » ou « *Gnadenbild* », une « image de grâce ». Dès cette époque, des ornements en argent doré ont été fixés au panneau, le rendant immédiatement reconnaissable comme représentation à potentiel miraculeux. Un changement de statut inattendu pour une image inventée par Quentin Massys et destinée probablement au marché libre...



Sylvie OLIVIER & Nicole GESCHÉ-KONING

Géo De Vlamynck : éloge de la polyvalence artistique

Mieux faire connaître l'artiste Géo De Vlamynck tant auprès des spécialistes que du grand public, tel est le souhait de ses petits-enfants. Le patrimoine laissé par cet artiste né à la toute fin du ^{xix}^e siècle n'a que peu été étudié, malgré une rétrospective en 1992 et la publication récente d'une monographie. Cet élève de Constant Montald et Jean Delville, détenteur de plusieurs prix, ayant intégré à plus de 30 ans La Cambre dans l'atelier de peinture décorative de Gustave van de Woestyne, professeur de Nicolas de Staël qui a collaboré avec lui à la réalisation du Pavillon du Verre d'Art pour l'Exposition internationale de 1935, n'a encore fait l'objet d'aucun catalogue raisonné.

Et pourtant, la matière ne manque guère pour cet artiste polyvalent, oscillant entre symbolisme et expressionnisme, mais également sensible à la stylisation qui le mènera à l'abstraction. Géo De Vlamynck réalisa ainsi, au cours de sa longue carrière, plusieurs œuvres monumentales tant en Belgique qu'à l'étranger, de nombreux vitraux ainsi que des mosaïques pour divers bâtiments. Il veilla également à redonner ses lettres de noblesse à l'art de la fresque lorsqu'il fonda sa société d'ensemblier-décorateur, pour laquelle il conçut des meubles ingénieux et transformables, laissant transparaître l'influence du Bauhaus.

Également pédagogue, Géo De Vlamynck était un artiste en quête permanente de renouveau, conscient de travailler pour un monde meilleur. Espérons que la présente communication contribuera à sensibiliser les responsables politiques à l'impérieuse nécessité de préserver son œuvre.



Natasja PEETERS

Tournai, une plaque tournante pour les artistes anversois autour de Cornelis et Frans Floris vers 1570 ?

À la fin de l'année 1568, la ville de Tournai se trouve dans une situation critique : une part considérable de son patrimoine bâti et artistique a été endommagée à la suite des troubles religieux. C'est dans ce contexte que quelques artisans et artistes anversois séjournent dans la ville. Parmi eux figurent quelques proches de Cornelis et Frans Floris, dont le jeune peintre d'histoire Ambrosius Francken, qui vient de quitter l'atelier de Frans Floris. Selon le témoignage de Carel Van Mander, ils se seraient mis au service de l'évêque Gilbert d'Oignies en 1569. Celui-ci mène alors une politique de reconstruction avec le soutien de Marguerite de Parme et réunit des artistes aux compétences variées : sculpteurs, peintres, verriers et autres artisans, afin de redonner à Tournai sa splendeur.

La reconstitution des activités de ces artistes demeure toutefois largement hypothétique, en raison de la destruction des archives et des monuments lors des bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

La présente contribution vise à étudier les témoignages fragmentaires en lumière rasante, afin de mieux cerner l'impact du 'cercle des Floris', à la fois comme une communauté artistique et comme un réseau socio-économique gravitant autour de Gilbert d'Oignies. À un autre niveau, pouvons-nous voir Tournai comme un foyer temporaire de diffusion de l'art anversois ?

L'épisode tournaisien illustre les dynamiques de mobilité artistique et les réseaux professionnels des artistes anversois au lendemain des crises iconoclastes.



Noémie PETIT

Les autels et retables néogothiques de l'église Notre-Dame du Sablon

L'église Notre-Dame du Sablon à Bruxelles, édifice datant majoritairement du xv^e siècle, a connu d'importants travaux durant tout le xix^e siècle. Si les restaurations et transformations apportées au bâtiment ont été bien étudiées, le mobilier neuf, réalisé dans les dernières années du siècle, n'a en revanche jamais fait l'objet de recherches approfondies. C'est notamment le cas des sept retables et autels néogothiques, conçus dans le respect de la loi d'unité de style chère aux partisans du mouvement. Au préalable, plusieurs autels de style baroque ou néoclassique ont été démantelés, puis replacés dans d'autres églises. L'iconographie des nouveaux autels, dédiés au Sacré-Cœur, à saint Joseph ou encore à saint Antoine de Padoue, reflète les dévotions particulièrement populaires de l'époque. La présente étude met également en lumière les noms d'artistes qui, bien qu'oubliés aujourd'hui, ont connu en leur temps un véritable succès au sein du mouvement néogothique. C'est par exemple le cas du sculpteur anversois Pierre Peeters (1841-1925), dont la pratique se caractérise notamment par l'utilisation systématique de ses modèles de composition. L'orfèvre liégeois Joseph Wilmotte (1834-1893) réalisa, quant à lui, les éléments en cuivre du maître-autel ainsi que la châsse de sainte Wivine, placée sur un des nouveaux autels latéraux de l'église. Le dépouillement des sources archivistiques permet également de retracer l'historique de la commande de ces autels et de préciser l'implication des différents intervenants dans la conception et la réalisation des œuvres.



Jean-Luc PYPAERT

Bavière et Luxembourg à Bruxelles : le culte des saints Henri et Cunégonde et sa réception dans l'art des anciens Pays-Bas vers 1480

La KBR à Bruxelles conserve deux manuscrits hagiographiques relatifs aux saints Henri et Cunégonde, les époux vierges de la maison des Saliens (xi^e siècle) — dont l'un est daté de 1480 — issus du milieu brabançon de la Congrégation de Windesheim. Les Frères de la Vie commune imprimèrent en 1484 leur légende. À la même époque, un artiste bruxellois, le Maître de la Légende de sainte Barbe, élabore un important

ensemble pictural consacré à la vie de saint Henri, aujourd'hui partiellement reconstitué au Landesmuseum de Münster. Cet ensemble comporte les armoiries du Saint-Empire, dont Frédéric III, père de Maximilien, avait été sacré empereur par le pape Nicolas V. Maximilien introduisit le culte de saint Henri à Bruxelles dans le dernier quart du ^{xv}^e siècle, afin de supporter ses prétentions à la couronne impériale. La présente communication revisite cette œuvre, propose d'ajouter un élément à l'ensemble conservé et avance une hypothèse quant à son origine.



Ines SANCHEZ CIENFUEGOS

**« Un cours d'histoire à l'usage des artistes et des artisans » :
l'émergence de l'enseignement de l'histoire de l'art en
Belgique en dehors des universités (1830-1914)**

En Belgique, les cursus universitaires en histoire de l'art et archéologie ne sont organisés qu'à partir de 1903. Néanmoins, il ne faut pas attendre cette date pour voir apparaître de nombreuses initiatives en la matière, tant à l'université qu'en dehors de ses murs. Dans cette communication, qui se concentre particulièrement sur l'enseignement à Bruxelles, il ne s'agit pas de réaliser un relevé exhaustif de tous ces cours, mais plutôt de s'interroger sur ce qui a motivé leur création, sur les publics auxquels ils s'adressent et sur le(s) but(s) recherché(s) par les enseignants.

L'examen de l'émergence des cours universitaires au cours du ^{xix}^e siècle révèle, au-delà de leur grande diversité, le fait qu'ils occupent fréquemment une place singulière par rapport aux autres cours de la faculté au sein de laquelle ils sont organisés. Comparer ces derniers à ceux dispensés en dehors du cadre universitaire permettra de mettre en évidence similitudes et différences. En effet, l'offre de cours non universitaires à destination d'un public adulte se caractérise par sa grande variété, que ce soit par les structures qui en sont à l'origine, par le profil des enseignants ou encore par les finalités qu'ils poursuivent. Plus largement, cette comparaison vise à déterminer comment ces cours participent à la professionnalisation et à l'institutionnalisation de la discipline de l'histoire de l'art.



Matthieu SOMON

Champaigne – Rubens : une émulation créatrice

Né à Bruxelles et formé dans les anciens Pays-Bas avant de gagner Paris vers 1621, Philippe de Champaigne (1602-1674) a pu consulter tout au long de sa carrière l'œuvre de Rubens (1577-1640), sous la forme d'originaux peints observés *in situ*, ou par le biais des gravures de reproduction, dont le maître anversois supervisait scrupuleusement la réalisation. Les travaux de Bernard Dorival, puis de Sabine van Sprang, ont ouvert le champ stimulant des rapports entre la peinture de Champaigne et celle de Rubens. La présente communication propose de nouveaux apports factuels et théoriques quant à la pratique par Champaigne de la rivalité compétitive, laquelle aboutit à la transformation de l'héritage rubénien.

Par l'examen d'une demi-douzaine de tableaux de Champaigne non encore étudiés par les historiens de l'art sous l'angle de l'émulation, et à la lumière de ses discours à l'Académie royale de peinture et de sculpture, l'enquête pistera les emprunts compositionnels, mais aussi les modifications et les détournements opérés par Champaigne par rapport à des œuvres majeures de son devancier. Si la démarche érudite de Rubens, qui maîtrisait le latin et plusieurs langues vernaculaires, a pu inspirer Champaigne dans son interprétation des sujets religieux, ses transformations créatrices se traduisent par des choix de cadrage, d'échelle, de coloris et de *parerga* (objets liés au 'costume', c'est-à-dire au décorum qui entoure les figures jouant l'action principale). Ces choix distinguent ses peintures de celles de Rubens, d'un point de vue formel autant que sémantique, étant donné la familiarité de l'artiste bruxellois avec le jansénisme et l'école française de spiritualité.

La communication souhaite ainsi être une contribution au foisonnant dossier de l'impact créatif de l'œuvre de Rubens sur la production artistique en dehors des anciens Pays-Bas, et plus précisément en France avant l'époque d'Antoine Watteau (1684-1721).



Alexis TANGETEN

Les archiducs Albert et Isabelle dans les cabinets de peinture : entre programme iconographique et appropriation artistique

La récente redécouverte d'un tableau représentant l'archiduc Albert d'Autriche et l'archiduchesse Isabelle visitant un cabinet de collectionneur relance la question du statut de ce type de représentation dans la construction visuelle du pouvoir. Dans le contexte de la reconquête catholique des Pays-Bas méridionaux à l'aube du ^{xvii}^e siècle, le couple archiducal fit l'objet de nombreuses représentations picturales le mettant en scène dans différents contextes – politiques, religieux, culturels –. Les conditions officielles de commande de ces œuvres révèlent l'existence d'un programme iconographique structuré visant à affirmer visuellement l'autorité des archiducs. À l'inverse, les scènes de visites dans des cabinets de peinture, plus difficiles à rattacher au pouvoir central, soulèvent une question essentielle : relèvent-elles d'une stratégie visuelle bien définie, visant à promouvoir l'image des souverains comme protecteurs des arts, ou témoignent-elles plutôt de l'appropriation et de la diffusion progressive de cette image au sein des milieux artistiques ?

Une analyse croisée du corpus connu, des profils des peintres spécialisés dans ces représentations et de leur distance par rapport au cœur du pouvoir, ainsi que des emprunts aux modèles iconographiques des portraits officiels, permet d'interroger les échanges entre production officielle et appropriation artistique. Il s'agira ainsi de déterminer si ces œuvres prolongent le programme iconographique de la reconquête ou si elles en constituent déjà l'un des premiers effets.



Jacques TOUSSAINT

L'art de la médaille visité par le sculpteur André Willequet (1921-1998)

Lorsqu'on évoque André Willequet, on le qualifie sans hésitation de sculpteur et, bien sûr, de dessinateur, accessoirement d'écrivain. On parle plus rarement de son activité de médailleur et de créateur de bijoux. Le baron Philippe Roberts-Jones a dressé de lui une biographie juste et complète dans le 10^e tome de la *Nouvelle Biographie Nationale*, publié en 2010.

L'artiste touche à l'art de la médaille, qu'il aborde en sculpteur et avec sa sensibilité particulière. Il n'en fait pas son métier, cette discipline n'étant qu'une pratique qu'il effleure du fait de son enseignement. Après un professorat en sculpture à l'École des Arts et Métiers d'Etterbeek (1965-1975), il dirige l'école de bijouterie de l'Institut des Arts et Métiers de Bruxelles (1975-1982). C'est à ce moment qu'il crée des bijoux, essentiellement en argent, ainsi que des médailles commémoratives.

Ses créations en médailles ne sont pas très nombreuses, mais elles révèlent un talent évident dans ce domaine de la petite dimension. Son catalogue comporte une dizaine de créations en bronze et une en cire, non réalisée. À la manière du sculpteur, il livre des médailles obtenues par le procédé de la cire perdue. Pour ce qui concerne les médailles frappées, il s'adresse à des fabricants installés à Paris, telle la Monnaie de Paris, ou à Bruxelles, tels J. Fonson et Fibru-Fisch. Les thèmes abordés sont ceux exploités couramment dans l'art de la médaille, c'est-à-dire le portrait, bien que des créations moins figuratives complètent son répertoire. Parmi celles-ci, on relève la médaille commémorative de l'Université catholique de Louvain (1976), la médaille du 150^e anniversaire de la fondation de la Classe des Beaux-Arts de l'Académie royale de Belgique (1995). En 1982, il rend hommage à celui qui deviendra son biographe, le poète, historien de l'art et essayiste Philippe Roberts-Jones.

Comment caractériser les œuvres d'André Willequet ? Une citation de l'artiste résume à elle seule sa vision de l'art : « Une volonté me conduit : retrouver les sources, faire taire tout bavardage, toute surcharge, l'encombrement qui étouffe. La ligne dans sa virginité ».



Thomas VANDORMAEL

« Parva, sed apta mihi » : les vitraux domestiques à Bruxelles à la Belle Époque (1880-1914)

La thèse à l'origine de la présente communication porte sur les vitraux dans le cadre résidentiel à Bruxelles entre 1880 et 1914. Cette recherche vise à déterminer s'il existe une cohérence entre les vitraux et l'architecture dans laquelle ils s'inscrivent. L'analyse montre qu'en moyenne, environ 70 % des maisons présentent une concordance évidente entre le style architectural et la décoration en vitraux. Cependant, vers 1900, une divergence

croissante entre l'architecture et les vitraux devient visible. Cette évolution est probablement liée à l'émergence de l'Art nouveau, qui a introduit de nouveaux principes esthétiques et encouragé une utilisation plus indépendante des vitraux, y compris dans des bâtiments d'autres styles. Au fil du temps, cette divergence s'accentuera, en particulier dans les maisons de style éclectique et Beaux-Arts, où la concordance diminue.

Plusieurs explications sont avancées pour cette évolution. L'Art nouveau est peut-être devenu un style à la mode, appliqué de manière plus superficielle par les architectes, tandis que les propriétaires influençaient de plus en plus les choix décoratifs, reflétant ainsi un marché davantage axé sur la demande. Dans certains cas, l'iconographie des vitraux est directement liée au propriétaire, intégrant des éléments personnels tels que des noms, des monogrammes ou des références professionnelles, et s'adaptant parfois à l'emplacement spécifique au sein de la maison.

Ces conclusions ont été confirmées par un vaste ensemble de données. L'échantillon traité met en évidence des évolutions techniques nettes, notamment l'utilisation croissante de verre structuré, opalescent et de type cathédrale, parallèlement au déclin des cives et du verre antique. On observe également une évolution chronologique, passant du verre peint aux compositions au plomb. Enfin, les résultats suggèrent que les ateliers opéraient localement, en fonction de la demande du quartier.

Section 10 : Patrimoine oral et immatériel, folklore

Présidence : Isabelle LEROY

Vice-présidence : Jean-Pierre DUCASTELLE

Secrétariat : Delphine CLARINVAL

Delphine CLARINVAL

Le pèlerinage de Notre-Dame de Laeken selon le père Jean-Antoine Gurnez (1647) : un récit oratorien témoin d'une dévotion mariale vécue au XVII^e siècle

Au XVII^e siècle, les pèlerinages dédiés aux images miraculeuses de la Vierge Marie constituent un phénomène bien connu dans l'historiographie des Pays-Bas méridionaux. Encouragés par la politique religieuse des archiducs Albert et Isabelle-Claire-Eugénie d'Autriche, ils participent d'un large mouvement de reconquête catholique, accompagné d'une nouvelle structuration des communautés locales. Parmi les sanctuaires mariaux environnant Bruxelles, la paroisse péri-urbaine de Laeken, consacrée à Notre-Dame, apparaît comme un lieu de pèlerinage particulièrement fréquenté, rassemblant des foules chaque année plus nombreuses. Si les sources iconographiques et littéraires attestent la participation active de l'Infante Isabelle à ce moment de dévotion partagée, elles révèlent également toute l'importance symbolique et sociale du sanctuaire de Laeken. Il se présente comme un espace de rassemblement, de partage et de cohésion communautaire.

Largement étudiés pour leurs formes rituelles, du déroulement des processions aux gestes rituels posés par les communautés religieuses, les pèlerinages en l'honneur de la Vierge font toujours à l'heure actuelle l'objet d'une attention scientifique soutenue. La question de leur dimension sociale demeure néanmoins rarement interrogée. Quelle était la participation réelle des fidèles dans ces rassemblements ? Quelle place occupait le pèlerinage dans la vie collective de la paroisse de Laeken ? Qu'en est-il de la réception sociale de cet événement dévotionnel ? Et, surtout, comment répondre à de telles interrogations ? C'est une source primaire imprimée qui pourrait offrir l'éclairage nécessaire pour mettre en lumière l'aspect socialement incarné du pèlerinage marial de Laeken :

le *Laca, olim Lachen, Bruxellense suburbanum illustrata* (1647). Laissant de côté le descriptif conventionnel et détaillé du déroulement du pèlerinage, l'ouvrage du père de l'Oratoire Jean-Antoine à Gurnez en propose un récit singulier où transparait sa dimension sociale vécue, ainsi que son inscription durable dans le paysage religieux local.

Cette communication envisage le pèlerinage de Laeken comme une pratique collective participant à la structuration du paysage religieux et sonore d'une paroisse péri-urbaine. En outre, le récit du père Gurnez met l'art du beau discours oratorien au service de la dévotion. Cette recherche s'inscrit dans la continuité de mes travaux consacrés aux pratiques musicales des pères de l'Oratoire aux XVII^e et XVIII^e siècles.



Delphine CLARINVAL

À la rencontre des praticiens et praticiennes de la marionnette à tringle en Fédération Wallonie-Bruxelles : mise à jour du cadastre d'une communauté du Patrimoine culturel immatériel

Si la marionnette à tringle a toujours occupé une place remarquable et remarquée au sein de l'espace belge francophone, la reconnaissance de « la tradition de la marionnette à tringle bruxelloise » au Patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO marque un tournant pour les membres de sa communauté. Une telle reconnaissance internationale consacre pleinement la valeur patrimoniale, historique et artistique de cette tradition marionnettique. Néanmoins, elle invite également à s'interroger sur sa vitalité actuelle, au-delà du territoire bruxellois lui-même.

La pratique continue-t-elle à se transmettre, à se renouveler, à rassembler des publics ? L'artisanat suscite-t-il toujours autant l'intérêt des jeunes praticiens et praticiennes ? La « tradition » connaît-elle des transformations qui invitent à réévaluer autant le répertoire que les cadres de sa description patrimoniale ? Autant de questionnements qui invitent à se demander si le contenu « art de la marionnette à tringle en Fédération Wallonie-Bruxelles », inscrit au Patrimoine culturel immatériel de cette communauté depuis 2013, demeure pleinement représentatif en 2026.

Cette communication propose d'apporter un éclairage empirique sur ces questions à partir des résultats d'une

enquête de terrain menée auprès des praticiens et praticiennes de la marionnette à tringle sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Fondée sur une approche méthodologique, où neutralité et transparence ont constitué les principes essentiels pour mener à bien ce travail, l'analyse mettra en évidence la vitalité de la pratique, ainsi que la mise à jour du cadastre de ses praticiens et praticiennes. Elle permettra également d'observer les évolutions, qu'il s'agisse du répertoire, des formes d'artisanat ou des modalités de transmission. Ce sera également l'occasion de rendre compte des préoccupations exprimées par les membres de la communauté lors des rencontres de terrain et de partager quelques perspectives envisagées pour l'avenir de leur pratique. Grâce à cette remise en perspective, mon propos souhaite engager la réflexion sur les mesures de sauvegarde à mettre en place pour aider les praticiens et praticiennes. Ce travail présente les travaux de recherche de terrain entrepris lors d'un Atelier Patrimoine culturel immatériel entre février et juillet 2026.



Jean-Jacques DE GHEYNDT

***Schieven Architek !* Les langues endogènes à Bruxelles**

Schieven Architek ! est une expression bruxelloise typique qui illustre l'interpénétration du français et du flamand dans la capitale ; on la relie à Joseph Poelaert qui avait fait détruire la moitié de la Marolle pour ériger son pharaonique Palais de Justice. Mais, au fait, combien de parlers historiques réellement différents y a-t-il (ou y avait-il) à Bruxelles ? Ceci, sans évoquer le *maroxellois*, influence du bruxellois auprès des populations immigrées. De ville flamande au Moyen Âge, pratiquant un dialecte brabançon dénommé le *brussels vloms*, mâtiné d'archaïsmes, truffé de français et gorgé d'expressions colorées et savoureuses, Bruxelles est devenue profondément francophone à la fin du XIX^e siècle, donnant naissance au *beulemans*, déformation du français par des Bruxellois de souche flamande gardant le mode de pensée de leur langue maternelle (« Tiens, voilà mon père sa voiture ! »). Un parler marollien spécifique, mais disparu, introduit progressivement du flamand dans un français fortement teinté de picard. C'est la langue des *Fables de Pitje Schramouille*. Enfin, l'idiome le plus étonnant est sans contexte le *bargoensch*, également disparu, un argot flamand de la pègre et de marchands ambulants montant vers la capitale.



Jean-Pierre DUCASTELLE

Les compétitions de chants de pinsons au Pays d'Ath (xix^e-xx^e siècles)

Depuis le début du xix^e siècle, des pinsons s'affrontent pacifiquement à Ath et dans la région. Des sociétés organisent des concours rassemblant plusieurs dizaines d'oiseaux. La société locale placée sous le patronage de sainte Barbe sera invitée à défiler dans le cortège de la ducasse traditionnelle du quatrième dimanche d'août à partir de 1891 et jusqu'à la Première Guerre mondiale. Celle-ci marquera un point d'arrêt et le jeu ne reprendra qu'assez tardivement à la veille de la Seconde Guerre. Il connaîtra un bel essor dans les années 1960 et subsistera jusqu'au début du troisième millénaire. On mettra en évidence les évolutions de la coutume qui devra évoluer pour s'adapter à la législation relative à la protection et au bien-être des oiseaux.



Alain GRAUX

Le cheval d'osier binchois du ^{xvii}e au ^{xviii}e siècle

Les chambres de rhétorique avaient une grande importance à Binche. Lors des processions, elles organisaient des spectacles devant la collégiale Saint-Ursmer. Un 'cheval jupon', élément burlesque, précédait ces processions, afin de faire régner l'ordre chez les spectateurs et d'ouvrir le cortège. Si Ath, Douai, Mons et Nivelles ont conservé dans leur folklore local ces chevaux processionnels, il n'en est pas de même à Binche, qui n'en retient le souvenir qu'au travers des archives de la ville.

La première mention d'un 'cheval d'osier' date de 1598, mais l'usage en est déjà bien établi puisque l'information concerne une réparation du travestissement. Le Magistrat local assura l'entretien et le renouvellement des parties usées. Grâce aux renseignements fragmentaires recueillis dans les registres d'audiences des jurés de la ville et leurs corollaires que sont les comptes des massards, l'utilisation de ce cheval d'osier est attestée jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Il se démenait comme un bon diable, si l'on en juge par les réparations qu'il nécessita à travers le temps.

Les archives nous informent sur l'armature de l'animal fabriqué par un vannier (*manderlier*), sur la façon dont il était revêtu et peint, sur ses accessoires (clochettes, vessie, etc.) et sur les nombreux porteurs.

Cette joyeuse coutume qui dura plusieurs siècles prit fin avec la tourmente révolutionnaire. Nous espérons la faire revivre dans cette communication.



Isabelle LEROY

Dix ans de mise en œuvre de la compétence Patrimoine immatériel en Région de Bruxelles-Capitale : enjeux et résultats

Depuis la ^{vi}e réforme de l'État, la Région de Bruxelles-capitale exerce une compétence spécifique en matière de Patrimoine culturel immatériel biculturel, marquant une évolution significative du paysage institutionnel belge. Cette communication propose un retour critique sur dix années de mise en œuvre de cette compétence, en analysant ses

dimensions juridiques, administratives et opérationnelles. Elle mettra en lumière le cadre instauré par l'ordonnance du 25 avril 2019, qui organise les mécanismes de reconnaissance, de sauvegarde et de soutien du Patrimoine culturel immatériel à l'échelle régionale, ainsi que le rôle central joué par Urban. brussels dans son déploiement.



Grand-Place de Bruxelles, Finition du tapis de fleurs, édition 2004. Photo : Isabelle Leroy

L'intervention analysera la construction progressive d'une politique publique du patrimoine vivant, fondée sur l'inventaire régional, la reconnaissance d'éléments emblématiques et la participation active des communautés patrimoniales. Elle montrera comment cette politique s'inscrit dans les principes de la Convention de l'UNESCO de 2003, en favorisant une approche dynamique, inclusive et évolutive du patrimoine. Les résultats obtenus témoignent de la diversité des pratiques reconnues – du folklore aux expressions contemporaines –, ainsi que des relations croissantes avec les dispositifs internationaux, notamment l'inscription de certains éléments sur la Liste

représentative de l'UNESCO. En 2025, l'inventaire régional comptait 23 éléments, illustrant l'ancrage progressif de cette politique dans le niveau international.

Enfin, la communication abordera les défis persistants liés à la gouvernance multiniveau, à la diversité culturelle bruxelloise et à la pérennité des pratiques dans un contexte urbain en mutation.



Murielle LESECQUE

Quand l'élément matériel se met au service de l'immatériel : le cas du *Monument aux Forains* ou le *Pierrot héroïque* à Anderlecht

Le Patrimoine culturel immatériel est, par définition, intangible. Patrimoine vivant, transmis de génération en génération et évoluant avec elles, il nécessite cependant, pour mieux l'appréhender et le transmettre, de recourir à des supports



Emplacement du Monument aux Forains au square de l'Aviation, soit à côté du boulevard accueillant la Foire du Midi, n'a rien d'anodin. C'est en effet alors que la Foire battait son plein que l'Allemagne envahit la Belgique en août 1914. Photo : Isabelle Leroy

matériels. Ce qui peut sembler un paradoxe est clairement reconnu par l'UNESCO dès l'adoption de la convention pour la sauvegarde du Patrimoine culturel immatériel en 2003. En effet, sa définition inclut d'emblée « les instruments, objets, artefacts et espace culturels » associés aux « pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire » constituant le Patrimoine culturel immatériel. Depuis, les débats et articles sur le sujet n'ont pas manqué.

Il est ici proposé d'aborder ce sujet par l'exemple bruxellois du *Monument aux Forains morts pour la Patrie*, aussi connu sous le nom de *Pierrot héroïque*, érigé au lendemain de la Première Guerre mondiale et qui, au-delà de sa fonction mémorielle, matérialise les valeurs de la communauté foraine.

Lieu de rassemblement – au lancement de la foire du Midi – et de commémorations – notamment le 11 novembre –, comment cet héritage symbolique a-t-il traversé le siècle et comment est-il perçu par les jeunes générations de forains ?



Badri Anne SORKHI

Chanter la Révolution : l'éventail comme vecteur de transmission idéologique (1790-1793)

Notre communication propose d'étudier un éventail révolutionnaire français, *À la gloire de la Nation française* (1790-1793), conservé aux Musées royaux d'Art et d'Histoire à Bruxelles.

Loin d'être un simple accessoire, cet objet du quotidien devient, en pleine Révolution française, un moyen de diffusion populaire. Produit en série, facilement manipulable et transportable, il circule au sein de la population et participe à la transmission d'idées politiques auprès d'un large public.

Au revers, l'éventail présente un chant patriotique imprimé, *Le Bonheur de la France*, destiné à être appris, chanté collectivement et transmis de mémoire. Cette dimension sonore et collective inscrit l'objet dans une culture orale vivante, où les valeurs révolutionnaires se diffusent par la répétition, l'appropriation et la pratique sociale.

Entre les mains de ses utilisateurs, l'éventail devient ainsi un support de folklore politique, où se croisent image et texte, contribuant à ancrer les idéaux révolutionnaires dans l'esprit des citoyens.

À travers cet exemple particulier, notre communication entend interroger la place des objets matériels dans la transmission du patrimoine immatériel, en montrant comment idées, pratiques et représentations collectives peuvent se cristalliser dans des formes simples, manipulables et partagées.



Anonyme, *À la gloire de la Nation française*, 1790-1793, éventail plié, feuille en papier gravée et rehaussée à la gouache, monture en bois, 14 + 2 brins. Bruxelles, Musées royaux d'Art et d'Histoire. Photo : Bianca Cuevas Geiger, 2025



Guy VANDE PUTTE

Notre-Dame-au-Bois (Jezus-Eik) : chronique d'un topocide annoncé

À l'époque de la Belgique unitaire, les toponymes bilingues faisaient naturellement partie du paysage administratif et culturel. La fédéralisation de l'État belge a cependant mis fin à leur reconnaissance officielle : désormais, les noms néerlandais ne sont utilisés qu'au nord de la frontière linguistique, les noms français uniquement au sud. Le bilinguisme toponymique est strictement limité à Bruxelles et aux six communes à facilités de

sa périphérie. Cette évolution entraîne la disparition progressive, dans l'espace public comme dans la mémoire collective, de nombreux toponymes binaires historiquement employés dans la périphérie bruxelloise et le long de la frontière linguistique.

Le cas de Jezus-Eik / Notre-Dame-au-Bois, hameau d'Overijse, illustre particulièrement ce phénomène. Ce doublet toponymique, loin de désigner deux lieux distincts, renvoie à une même réalité : un lieu de culte marial situé au cœur de la forêt de Soignes. Apparues au ^{xvii}^e siècle, les deux formes, néerlandaise et française, ont coexisté et joui d'une grande popularité, nourrie par des récits religieux et légendaires autour de la Vierge de Soignes.

Si la dévotion attira des pèlerins venus de tout le pays, Notre-Dame-au-Bois exerça une attraction spécifique sur les Bruxellois. Dès l'origine, le site bénéficia de la faveur de la Cour



Notre-Dame au Bois patronne de la forêt de soignes. Image pieuse éditée à l'occasion des festivités du Couronnement de Notre-Dame-au-Bois, le 1^{er} juin 1924. Ed. Phobel. Collection privée

et de la bourgeoisie. Le *Jesukens-Eyck* devint progressivement, sous le nom français, un lieu de promenade dominicale et d'excursion touristique. À la fin du ^{xix}^e siècle, le hameau se transforma en une véritable annexe champêtre de la capitale : guinguettes, laiteries, terrasses et jardins y prospérèrent, dans un paysage perçu comme le prolongement naturel du bois de la Cambre et de l'avenue Louise.

Cette 'bruxellisation' s'accompagna d'une francisation croissante de la population locale, renforcée par l'exode des habitants de Bruxelles vers la ceinture verte dans les années 1960-1970. Dans ce contexte, les tensions linguistiques et les réformes institutionnelles successives ont constitué la toile de fond d'un topocide : l'effacement progressif du nom français *Notre-Dame-au-Bois* au profit de la seule forme néerlandaise. Le hameau représente ainsi un cas exemplaire de disparition programmée d'un toponyme bilingue, révélatrice des enjeux identitaires et communautaires de la Belgique contemporaine.



Brigitte VAN WYMEERSCH

Cloches et conflits : le sonore comme enjeu de pouvoir entre autorités civiles et religieuses sous l'Ancien Régime

Sous l'Ancien Régime, les cloches jouent un rôle essentiel dans l'espace urbain. Elles structurent le temps quotidien, rythment la vie collective et constituent un moyen de communication fondamental dans ces sociétés. Le paysage sonore urbain est ainsi organisé par les sonneries : appels aux offices, annonces des événements civils, alertes en cas de danger (incendies, intempéries, invasions), fêtes et processions. Le sonore participe pleinement à l'exercice de l'autorité et à l'encadrement des populations.

Si les beffrois constituent dès le ^{xiii}^e siècle un contre-pouvoir par rapport aux cloches et carillons d'église, ils incarnent surtout l'affirmation progressive des autorités urbaines face au monopole ecclésiastique du sonore. La maîtrise du sonore devient ainsi un enjeu politique et symbolique, révélateur des rapports de force entre pouvoirs laïques et religieux.

Le cas de la tour Saint-Julien à Ath constitue un exemple particulièrement révélateur des tensions liées au contrôle des

cloches. Différents conflits émaillent la gestion de celles-ci, notamment en ce qui concerne leur usage. Ces affrontements ne sont pas propres à Ath. On retrouve des situations comparables ailleurs dans le Hainaut, opposant paroisses entre elles ou autorités religieuses et civiles. Le sonore devient alors un champ de négociation et de conflit, révélateur des rapports de force locaux.

Nous nous interrogerons également sur les diverses charges des 'sonneurs' de la ville et des paroisses, notamment en exploitant les fonds d'archives : contrats, livres de comptes, décisions de ville. Nous verrons que ces sonneurs sont investis de missions variées : protection des populations (sonneries lors d'orages ou de grêles), appels pour les offices, mais aussi participation au prestige urbain par la sonnerie lors de processions, de fêtes ou d'événements exceptionnels. Cet aspect très concret permettra d'ancrer notre réflexion dans le quotidien de l'usage des cloches et carillons et de révéler l'importance, y compris économique, donnée à cet acteur sonore qu'est le *clockman*.

Section 11 : Archives et bibliothèques

Présidence : Marc LIBERT ZUCKERMANN

Vice-présidence : David KUSMAN

Nathaël ISTASSE

Secrétariat : Nicolas RUFFINI-RONZANI

Michel BERRÉ

Abrégés grammaticaux et rudiments en concurrence : trois dispositifs nouveaux pour enseigner le français et le latin dans les Pays-Bas autrichiens

Les rudiments de la langue latine sont des manuels d'un genre nouveau qui apparaissent et se développent au XVIII^e siècle. Rédigés dans la langue maternelle de l'élève, ils s'inscrivent dans une pédagogie qui se veut plus rationnelle, partant de ce que l'élève connaît – l'usage de sa langue maternelle – pour aller vers l'inconnu (les concepts grammaticaux) avant d'aborder la langue latine dont l'élève ignore à la fois et l'usage et la grammaire. Quant aux abrégés de grammaire, la pénétration du français dans les collèges en change la fonction et la forme. Dans cette intervention, nous nous proposons d'analyser trois dispositifs, à savoir, dans l'ordre chronologique :

- le rudiment et l'abrégé en usage dans les collèges de la Compagnie de Jésus (province gallo-belge) ;
- le rudiment et l'abrégé en usage au collège de Houdain à Mons ;
- le rudiment et l'abrégé imposés par la Commission royale des études (1777-1785) à tous les collèges des Pays-Bas autrichiens.

L'objectif est de mettre en évidence les points de convergence et les différences de ces manuels pour *in fine* rendre compte de l'« exception montoise » qui, après de multiples échanges avec la Commission royale des études, a été autorisée à garder son abrégé et ses rudiments.

Plus généralement, cette intervention s'inscrit dans des travaux de recherche qui portent sur l'histoire de l'enseignement du français dans les Pays-Bas méridionaux.



Guy BIART

Le Fonds Weissenbruch à l'Université de Liège : au terme réussi d'une saga chaotique

Grâce à la bienveillance et à la générosité de la famille Weissenbruch ainsi qu'à l'accueil empressé, enthousiaste et efficace de l'Université de Liège, le fonds documentaire (livres, périodiques et archives) conservé au siège de l'Imprimerie éponyme a gagné son conservatoire définitif au terme de 250 ans d'activités dans le domaine de la presse, de l'édition et de l'imprimerie ainsi que de la librairie.

Certes il ne donne qu'un reflet très partiel et appauvri par des circonstances contraires, des diverses facettes de l'activité de la Maison Rousseau-Weissenbruch. Malgré tout il contient des traces remarquables de toutes les époques et de toutes les composantes de l'activité déployée.

Les archives les plus anciennes ont été révélées au milieu du ^{xx}e siècle par l'intérêt historique d'académiques de l'ULB et de la VUB et surtout par la passion patrimoniale du Dr Clément, Conservateur du Musée ducal, et l'empathie de P. de Weissenbruch. Elles éclairent la production « encyclopédique » du ^{xviii}e siècle qui a d'emblée fait le renom de l'officine sous l'impulsion de Pierre Rousseau avec l'appui de son beau-frère Weissenbruch. Un ensemble important de nouvelles pièces ont été retrouvées par mes soins dans la maison familiale et jointes au fonds d'archives.

Le fonds documentaire contient également plusieurs centaines d'ouvrages et de périodiques des ^{xix}e et ^{xx}e siècles ainsi que des dossiers de fabrication de publications du ^{xx}e siècle.

Outre la présentation du fonds, la communication s'attardera sur les critères supposés, reconstitués ou d'évidence ayant présidé à la sélection et à la limitation des archives ainsi qu'à la conservation des publications.



Jean-Michel BRUFFAERTS

Projet d'implémentation d'un « service des archives » à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

L'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles est aujourd'hui l'une des seules entités universitaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles – sinon la seule – à ne pas s'être encore dotée d'un service d'archives. Cette situation peut surprendre pour une institution qui se présente elle-même comme un lieu de savoir au sein duquel enseignement et recherche sont les deux composantes-clés. À Saint-Louis, il n'existe en effet ni service ni même cellule chargés de gérer son patrimoine documentaire, lequel remonte au milieu du XIX^e siècle. En l'absence de toute politique en la matière, le sort des archives de Saint-Louis repose sur des pratiques individuelles. Beaucoup ont déjà été détruites ou ont disparu, tandis que d'autres sont menacées.

Comment dès lors assurer leur conservation, leur consultation et leur valorisation ? Un premier pas dans la bonne direction a été franchi avec la création, en 2025, d'une première salle d'archives, non encore accessible aux chercheurs, dédiée à l'enseignement et au parcours de l'étudiant. Il reste toutefois beaucoup à accomplir.

Un équilibre doit être trouvé entre les attentes des partisans d'une politique patrimoniale active et les moyens limités dont disposent les autorités garantes de la bonne santé financière de l'institution. Entre obligations légales et obligations morales et réputationnelles, Saint-Louis se trouve à la croisée des chemins. Alors que sa fusion avec l'UCLouvain est une réalité depuis 2023, tout au moins en phase transitoire, le moment est venu pour elle de renoncer à des pratiques d'un autre âge et d'investir dans sa mémoire institutionnelle.



Céline CARDOEN

Le chartrier de l'Hôpital de Lessines (XIII^e siècle)

Fondé dans la première moitié du XIII^e siècle, l'Hôpital de Lessines, aujourd'hui connu sous le nom d'Hôpital Notre-Dame à la Rose de Lessines, a longtemps été étudié à travers une tradition historiographique qui en a proposé une lecture événementielle. Pourtant, les archives conservées permettent de repenser sur nouveaux frais les origines de l'Hôpital. L'édition critique réalisée sur les actes originaux,

conservés à l'Hôpital Notre-Dame à la Rose, complétés par ceux qui ne sont conservés qu'en copie dans les deux cartulaires de l'établissement, et élargie à un certain nombre d'actes originaux du fonds du chapitre cathédral de Cambrai et au « Cartulaire d'Audenarde » reposant aux Archives Départementales du Nord, procure au chercheur un corpus documentaire exhaustif pour le XIII^e siècle. Ce corpus offre un accès renouvelé à des sources parfois peu exploitées et à d'autres surinterprétées, tout en soulignant la richesse et la complexité des actes conservés.

Lors de cette communication, l'objectif sera de mettre en lumière le caractère précieux de ces pièces d'archives, tout en les replaçant, de manière plus générale, dans notre recherche sur la fondation de l'Hôpital de Lessines.



LUCIE CASTAIGNE

Des archives à l'objet : explorer le métier de relieur à travers le fonds Berthe Van Regemorter

Conservé à la Wittockiana, le fonds d'archives de Berthe Van Regemorter constitue un ensemble exceptionnel pour l'étude du métier de relieur au XX^e siècle. Riche de documents variés – frottis, dessins préparatoires, échantillons de matériaux, croquis, essais de titrage, photographies de reliures, ainsi que divers documents de travail et tirés à part – ce corpus permet d'entrer au cœur du processus créatif et technique de l'artisan.

Cette communication propose d'interroger la manière dont ces archives, souvent considérées comme périphériques par rapport à l'objet fini, participent pleinement à la compréhension des pratiques de reliure. En mettant en regard les documents d'archives avec certaines reliures effectivement conservées au sein de la Wittockiana, il devient possible de reconstituer les étapes de conception, les choix esthétiques et les contraintes matérielles qui jalonnent la création.

L'étude de ce fonds soulève ainsi une problématique plus large : comment les archives d'atelier transforment-elles notre regard sur les objets patrimoniaux et sur les savoir-faire qui les produisent ? À travers le cas de Berthe Van Regemorter, il s'agira de montrer que la valorisation de ces archives ne relève pas seulement de la documentation, mais qu'elle constitue un levier essentiel pour renouveler l'histoire des techniques, des gestes et des métiers du livre.

En ce sens, ce fonds apparaît comme un laboratoire privilégié pour penser les enjeux contemporains de conservation et de mise en valeur des archives d'artisans, à la croisée des bibliothèques, des musées et des pratiques de recherche.



Thierry DELPLANCQ, Anne-Sophie HANSE & Romain DURIEUX
Prévention et préparation aux risques : défis, projets et
résultats en matière de protection du patrimoine culturel
face aux situations de crise

La prise en compte des risques (naturels, accidentels ou liés aux conflits) est désormais une exigence qui s'impose à tous les acteurs du secteur culturel patrimonial, dont les institutions d'archives ou les bibliothèques. Développer des actions de prévention et des capacités opérationnelles d'intervention pour les situations d'urgence est un enjeu commun. Entre autres depuis les inondations de 2021 – qui ont marqué le pays et le secteur culturel – de nombreuses initiatives ont été menées pour diffuser des bonnes pratiques (outils standardisés, stratégies, méthodes d'action), pour sensibiliser, pour former et développer des réseaux de volontaires, coordonner des exercices et promouvoir des synergies entre institutions, experts et citoyens.

Romain Durieux présentera brièvement les ambitions et activités du Comité belge du Bouclier Bleu (actions de communication, de formation et de renforcement des capacités, activités de développement de la protection proactive et de la préparation aux risques) et les retours d'expérience.

Thierry Delplancq interviendra sur la nécessité de prévoir des plans de sauvegarde dans les centres d'archives mais aussi sur les défis rencontrés par les acteurs de terrain pour élaborer et finaliser ceux-ci. Il abordera les résultats, les réalisations, les projets – dans les archives communales (à La Louvière en particulier).

Anne-Sophie Hanse présentera le plan interne d'urgence du Musée de la Médecine à Bruxelles, en soulignant les points nécessairement particuliers de ce type de projet et ceux qui peuvent se composer de la même manière dans tout type d'institution. Elle interviendra ainsi aussi sur son expérience de formation, de sensibilisation (comme restauratrice et membre du Bouclier Bleu).



François DERÈME

Quels sont les outils juridiques pour transmettre, préserver et pérenniser une bibliothèque et/ou un fonds d'archives ?

Que ce soit par donations entre vifs, par successions, en faveur de personnes physiques ou de personnes morales, de droit privé ou de droit public, la cession à titre gratuit de bibliothèques et/ou fonds d'archives répond à des impératifs et objectifs, à des contraintes, à des modalités, conditions et charges particuliers, tant en droit civil que fiscal.

Un projet de transmission, *a fortiori* s'il est associé à une volonté de préservation et de pérennisation, doit être examiné, étudié et traité au moyen d'outils juridiques appropriés et à la lumière de connaissances particulières.

Tel sera l'objet de cette présentation, juridique mais pratique et accessible.



Romain DURIEUX

Projet SATURN : enjeux archivistiques et perspectives de recherche dans les archives fiscales centrales et bruxelloises

Comptabilité publique, droits de douanes, monnaie, publicité foncière, relations financières internationales, séquestres, impositions directes ou indirectes, dette publique constituent, entre autres, les missions du ministère des Finances (puis SPF) dont certaines remontent, avec une véritable continuité, à l'installation de l'administration française en 1795.

Pour qui se confronte à la production documentaire de cette organisation labyrinthique, ce n'est pas toujours une promenade de santé. Les administrations des Finances sont multi-formes – très connues pour certaines, largement moins pour d'autres. Les archives peuvent être complexes et techniques, avec des accès fragmentaires ou inégaux. Les volumes transférés sont facilement massifs, impressionnants – voire déconcertants. Depuis 2013, le projet SATURN – fruit d'une collaboration entre les Archives de l'État et le SPF Finances – relève ce défi : trier, classer, et préserver ces montagnes de papier, tout en les rendant progressivement accessibles aux chercheurs et aux agents publics.

À Bruxelles, l'équipe *SATURN* prend en charge à la fois les archives des services centraux des administrations des Finances (historiques et actuels) et celles produites par les services dits extérieurs pour l'ancien Brabant et l'arrondissement bruxellois. La présente communication se propose à la fois de plonger dans les coulisses du projet, en explorant ses enjeux archivistiques et ses retombées concrètes, avec les pistes de recherche qu'il ouvre. Elle s'appuiera sur des exemples bruxellois et brabançons, tirés des archives de la documentation patrimoniale (cadastre, enregistrement, domaines et comité d'acquisition d'immeubles) et d'autres archives fiscales (trésorerie, douanes, fiscalité) pour les *xix^e* et *xx^e* siècles.



Christian DURY

Le journal de Jacques Jamotte, architecte du chapitre de Saint-Paul à Liège (1760-1762)

Document conservé dans les archives du chapitre collégial de Saint-Paul à Liège (A.Ev.L.), il s'agit d'un calepin ou petit carnet relié, de 85 x 135 mm, contenant environ 54 f., écrit à l'encre noire. Il porte comme titre : « Journal pour St Paule / 1760 / Vilers [...] Hanut ». Son auteur, Jacques Jamotte, est loin d'être un inconnu. Plus que vraisemblablement originaire de Jehay-Bodegnée ou de Saint-Georges, distantes de 4,5 km l'une de l'autre, entre Waremme et Huy, il a travaillé sur plusieurs églises, presbytères et granges du diocèse de Liège, en principauté de Liège, en Brabant et en Namurois vers 1760-1780. Notamment à Harlue, Liège, Merdorp, Nethen, Roclenge, Haren, Corroy-le-Grand, Gesves, Lathuy, Corbais, Gaesbeek, Piétrebais, Saint-Denis, Velaine-sur-Sambre et Floreffe (selon les recherches de Jean-Louis Javaux).

L'intérêt du texte est indéniable tant pour l'histoire de l'art en général que pour l'histoire de l'architecture (les entrepreneurs, les chantiers, les matériaux, leur quantité, leur provenance et leur transport, et les outils), l'histoire économique et sociale (les prix, les monnaies, les poids et les mesures) et l'histoire des sciences, des techniques et des savoirs anciens dans un territoire incluant particulièrement les localités de Walhain-Saint-Paul, Moxhe, Villers-le-Peuplier et Waremme. Ce document mériterait d'être restauré et édité, ce à quoi nous nous sommes attachés.



Julie DURY & Christian DURY

Les cartes et plans du chapitre Saint-Paul de Liège (xvii^e-xviii^e siècles)

Conservé pour l'essentiel dans les Archives de l'Évêché de Liège, le fonds du chapitre collégial de Saint-Paul à Liège contient de très nombreux documents en rapport avec la gestion d'un domaine implanté en Hesbaye et en Condroz, notamment des bois, des dîmes et des églises. Depuis le xiii^e siècle et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, des accords, des mesurages, des comptes, des délimitations ou cerquemanages, des abornements, des records, des descriptions, ainsi que des cartes et des plans par dizaines décrivent seigneuries, dîmes, tailles et coupes, et entretien des églises situées en milieu le plus souvent rural mais également urbain (Jodoigne et Waremme). Des arpenteurs jurés ou sermentés, des géomètres, des mesureurs, des greffiers... ont travaillé pour les chanoines de Saint-Paul. Certains sont bien connus. Leurs cartes et plans sont parfois abîmés, mais beaucoup ont été restaurés récemment, voire reliés, avec l'aide de mécènes dans un atelier du livre axé sur les techniques anciennes. Toute cette documentation archivistique mérite d'être étudiée pour elle-même et valorisée dans un bel ouvrage en préparation et sur Internet. La communication éclairera cette riche collection représentant villes et villages, hameaux, parcelles, routes et digues, viviers et cours d'eau et bâtiments de toutes sortes et illustrera comment elle peut être exploitée dans le cadre de l'histoire paroissiale et des relations économiques et sociales entretenues par les chapitres séculiers avec le monde rural à travers la perception de la dîme.



Fanny EVRARD

L'archiviste face aux demandes d'accès aux dossiers personnels : enjeux et harmonisation des pratiques

En 2009, le délai de versement aux Archives de l'État des dossiers produits par les administrations publiques visées par l'article 1^{er} de la loi de 1955 a été ramené de 100 à 30 ans. En rapprochant le versement des dossiers de leur moment de production, cette évolution place les archivistes de l'État face à une augmentation significative des demandes de consultation émanant de personnes directement concernées par ces archives, parfois dans des contextes encore sensibles. La prise en charge de ces demandes les confronte à des zones d'incertitudes, alors

même qu'émergent de réelles questions, notamment d'ordre juridique et humain.

En s'appuyant sur les demandes de consultation de dossiers judiciaires introduites par des victimes de violences sexuelles subies durant la minorité et en adoptant une approche à la croisée du droit, de l'éthique et de l'archivistique, cette communication vise à éclairer certains enjeux soulevés par ces demandes, notamment en matière de respect de la vie privée et de prévention de la survictimisation. Elle proposera des éléments susceptibles d'alimenter une réflexion collective sur les pratiques professionnelles et sur l'élaboration de lignes directrices communes.



Damien HANET

Pérégrinations dans Namur : itinéraire d'une bibliothèque

Cette communication retracera l'histoire de la bibliothèque de la Société archéologique de Namur (SAN) à travers ses collections historiques, ses acteurs et ses lieux. Elle évoquera les difficultés structurelles qu'elle connaît depuis sa création.

Tout au long de la communication, l'origine des divers fonds historiques et leur organisation seront explicités et mis en lien avec des lieux et/ou des personnages importants pour l'institution. Les difficultés rencontrées par la bibliothèque seront aussi mises en exergue pour en tirer des parallèles, ou non, avec la situation actuelle.

Les fonds historiques abordés seront les manuscrits de la SAN et de la Ville de Namur, ainsi que les anciens imprimés namurois et non namurois, dont les incunables. Ces deux fonds emblématiques de la SAN témoignent de la volonté des fondateurs de constituer une bibliothèque réunissant un maximum d'ouvrages rares et anciens. Ces deux fonds présentent des modalités de conservation et d'organisation similaires.

Les autres fonds abordés, plus récents, sont les périodiques, fruit d'une politique d'échanges que la SAN entretient depuis plusieurs années avec des sociétés savantes au niveau international, national et local. Seront également présentées les productions de la SAN, notamment les *Annales*, les *Namurcum* anciens, les collections monographiques (*Monographies, Namur. Archéologie, Namur. Histoire et Patrimoine*, etc.).

Pour conclure, une réflexion sera menée sur les difficultés actuelles des bibliothèques d'ASBL patrimoniales.



Valentine JEDWAB & Marie TIELEMANS

Les archives communales et provinciales au service de l'histoire des sols : le travail des métaux à Bruxelles (1880-1900)

Dans le cadre du projet *ArchiSols* (co-create Innoviris), qui entend améliorer la connaissance de la qualité des sols bruxellois par l'étude des fonds documentaires, une attention toute particulière a été portée aux archives communales et provinciales. Cette documentation, en effet, pourtant riche en informations sur l'histoire des sols et sur les pratiques ayant pu modifier leur qualité, demeure encore peu ou partiellement mobilisée par les administrations compétentes en matière d'environnement. Cette situation résulte de facteurs multiples, parmi lesquels figurent notamment le manque de moyens alloués à la valorisation de ces fonds d'archives et leur mise en accessibilité, mais également la méconnaissance de ces derniers par les administrations.

Cette communication, issue d'une collaboration entre les Archives de la Ville de Bruxelles et les Archives de l'État à Bruxelles (pour le projet *ArchiSols*), se propose d'explorer les apports respectifs des fonds communaux et provinciaux pour l'histoire des sols. Elle vise, par le biais d'une étude de cas consacrée au travail des métaux dans l'espace *intramuros* de Bruxelles entre 1880 et 1900, à mieux cerner les potentialités de ces archives et à en souligner la complémentarité. Si les dépôts provinciaux conservent des séries d'archives réputées exhaustives concernant les établissements « insalubres, incommodes et dangereux » présents sur le territoire bruxellois, les documents que celles-ci rassemblent demeurent en effet parfois (très) succincts. Les archives communales permettent dès lors de compléter ces informations (au travers notamment des dossiers de l'Hygiène publique, des registres de patentes et des Almanachs de commerce), en apportant des données plus précises quant aux activités à risque et à la localisation des établissements classés.



Olivier LATTEUR

**Intérêt et valorisation d'un fonds documentaire méconnu :
les correspondances savantes d'Auguste Bellynck, François
Dierckx et Désiré Lucas (1850-1914)**

Cette communication entend mettre lumière l'intérêt documentaire que revêt la correspondance de plusieurs professeurs du collège Notre-Dame de la Paix de Namur, ancêtre de l'actuelle Université de Namur. Les courriers envoyés ou reçus par les pères jésuites Auguste Bellynck (1814-1877), botaniste, François Dierckx (1863-1937), mycologue, et Désiré Lucas (1860-1949), physicien, témoignent en effet non seulement de l'activité scientifique qui se développe dans leur institution au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, mais aussi de l'ampleur et de la diversité de leurs réseaux épistolaires respectifs et des usages de la sociabilité savante de leur temps. On relève ainsi des partages d'informations et de références à des travaux, des achats de livres et de matériel, des notes de lecture et des échanges d'informations privées.

Après une présentation de ce fonds comptant plus de 400 lettres inédites conservées à la Bibliothèque Universitaire Moretus Plantin (Namur), l'exposé abordera la question de sa valorisation, notamment au travers de publications scientifiques et d'une campagne de numérisation en cours, ainsi que les difficultés liées à cette valorisation : dispersion du matériel entre diverses institutions, caractère lacunaire, catalogage à l'unité ou par ensemble, problèmes de datation, etc...



Marie LEJEUNE

**Vers une gestion de l'information organisée et contrôlée :
l'expérience du Service Fédéral Audit Interne**

Le Service Fédéral d'Audit Interne (FAI) est un organe indépendant, créé en 2016 et hébergé administrativement auprès du SPF Appui et Stratégie (BOSA). Le FAI réalise des audits auprès des services publics fédéraux et de programmation, dans l'objectif d'améliorer leur fonctionnement interne.

Dès 2021, le FAI a lancé le projet d'automatisation de son processus d'audit et d'amélioration de sa gestion de l'information. Dans le cadre des audits, des documents peuvent être créés, reçus ou recherchés. Mettre en place une gestion de l'information structurée et collaborative avec les entités

auditées mais aussi avec des partenaires privilégiés réalisant des audits (la Cour des Comptes et l'Inspection des Finances) devenait indispensable.

En 2024, le FAI a accéléré cette amélioration en mettant en place plusieurs actions : 1) L'analyse des besoins dont découle la politique organisationnelle des documents ; 2) L'inventaire des documents et l'écriture d'un tableau de tri, en collaboration avec les Archives Générales du Royaume ; 3) La liaison entre les séries documentaires, leur localisation, leur processus et leur catégorie FISP (Federal Information Security Policy) afin de trier et d'éliminer tout ce qui pouvait l'être ; 4) La conception d'une liste de métadonnées et d'un schéma de classification ; 5) La création d'une convention de nommage par processus ; 6) La génération d'une architecture informatique *SharePoint 365* divisée en environnements distincts pour éviter les doublons et gérer les versions.

Tous ces éléments, qui seront présentés en détail lors de la présentation, contribuent à évoluer vers une gestion de l'information organisée et contrôlée.



Déborah LO MAURO

Découvrir un fonds éclaté : les archives de l'abbaye de Bonne-Espérance entre Ancien Régime et Petit Séminaire de Tournai

À l'occasion de la préparation de son exposition 2026 consacrée à l'abbatiale de Bonne-Espérance, le Centre d'Histoire et d'Art Sacré en Hainaut (CHASHa), a entrepris une exploration des archives relatives à l'abbaye de Bonne-Espérance, d'Ancien Régime jusqu'à sa transformation en Petit Séminaire au XIX^e siècle.

Cette enquête a rapidement mis en évidence la richesse, mais aussi la grande complexité de ce corpus documentaire. Loin de constituer un fonds homogène, les archives de Bonne-Espérance apparaissent aujourd'hui éclatées entre plusieurs institutions. À cette dispersion s'ajoutent des inventaires inégaux, parfois anciens ou lacunaires, rendant difficile toute approche globale.

Malgré ces contraintes, les premières investigations ont permis d'identifier des ensembles documentaires d'un intérêt majeur, touchant à la gestion économique de l'abbaye, à ses

réseaux institutionnels, ainsi qu'aux campagnes de construction. Ces sources offrent un potentiel considérable pour l'histoire de l'institution. L'abbaye conserve également un fonds important de l'ancienne bibliothèque monastique d'Ancien Régime, dispersée et dont on retrouve des traces dans la réserve précieuse de l'UMons.

En mettant en lumière un fonds encore largement sous-exploité, cette contribution vise à susciter de nouvelles recherches et à encourager une approche coordonnée de ce patrimoine archivistique, à la croisée de l'histoire religieuse, économique, intellectuelle et artistique.



Estelle MARTINAZZO

Les bibliothèques des anciennes écoles normales du Nord (1880-1990) : genèse d'un fonds patrimonial, reflet de la formation des maîtres

Cette intervention a pour but de retracer l'histoire de la constitution de la bibliothèque patrimoniale des anciennes écoles normales du Nord de la France. Initiés par les circulaires, notamment celles de Jules Ferry, ces fonds visaient à normaliser la formation des instituteurs à travers une sélection rigoureuse d'ouvrages en pédagogie. Une partie de ce fonds a été valorisée depuis 2007 par l'Université d'Artois.

Le corpus étudié dans le cadre de cette communication concerne les ouvrages d'histoire, de géographie et de morale laïque. Il a été reconstitué à partir des catalogues numérisés. Il révèle une bibliothèque moins récréative que professionnelle : 2544 ouvrages en histoire-géographie, 1414 en littérature de jeunesse, en y incluant les anciens manuels scolaires du primaire et du secondaire.

Ces collections reflètent les priorités institutionnelles – pédagogie, réformes, place de l'élève, laïcité et morale – et l'évolution de la formation des maîtres, depuis Jules Ferry jusqu'à la disparition des écoles normales. Notre étude, complétée par des recherches au sein des fonds des Archives départementales du Pas-de-Calais, a pour but de rappeler l'histoire de la constitution du fonds et interroge sa valorisation et son potentiel dans la formation actuelle des professeurs, pour une didactique renouvelée de l'histoire scolaire.



Nicolas RUFFINI-RONZANI

**Un travail de veille relatif aux documents médiévaux
circulant sur le marché privé : le projet *GUARD***

La communication propose de présenter le projet *GUARD* (*Guarantee Unpreserved Archives Remain Documented* – <https://guard.ulb.be/doku.php>). Conçu comme une base de données collaborative de type « wiki », *GUARD* a pour objectif d'assurer l'archivage d'un maximum d'informations relatives aux documents écrits médiévaux circulant sur le marché privé.

Le projet repose sur un principe simple : recueillir, conserver et compiler l'ensemble des données disponibles – y compris les reproductions photographiques – concernant des actes, rouleaux, manuscrits ou fragments transitant, souvent de manière éphémère, par des maisons de ventes aux enchères établies ou par des plateformes de vente en ligne.

En rassemblant ces informations dispersées et difficilement accessibles, *GUARD* met à la disposition des chercheurs un corpus documentaire substantiel, constitué de pièces dont la consultation demeure habituellement difficile et qui disparaissent rapidement du champ d'observation scientifique.

La communication dressera un premier bilan du projet deux années après son lancement.



Martine SIBILLE-MICHEL

**Numériser ses collections, un long processus : le cas du
Cercle Royal d'Histoire et d'Archéologie du Canton de
Soignies**

Le Cercle royal d'Histoire et d'Archéologie du Canton de Soignies a été fondé en 1893. Il fonctionne uniquement grâce à des bénévoles et a des moyens financiers très limités. Son fondateur, Amé Demeuldre, lui a fait don de sa bibliothèque, notamment d'une importante collection de journaux locaux qui s'est étoffée au fil du temps et couvre la période 1870-1978. Dès 2014, la question de la préservation de ces documents s'est posée.

En 2023, grâce à l'achat d'un scanner, adapté aux formats A3 au maximum, nous avons entamé la numérisation de nos *Annales*, privilégiant les volumes épuisés, qui sont ensuite mis en ligne sur notre site Internet. Cet appareil nous permet aussi de sauvegarder d'autres documents de notre bibliothèque ou prêtés par nos membres.

Nous avons également sollicité l'aide de la direction du Patrimoine numérique et de son plan Pep's, pour la collection de journaux, dont la dégradation s'accélérait. En 2024, nous avons commencé, avec quelques bénévoles, l'encodage préparatoire des 36.000 pages ; ce travail a duré environ huit mois. Après leur numérisation par une entreprise spécialisée, ces journaux seront conservés à la bibliothèque de l'UMons et consultables sur le site *numérique.be*. Nous numérisons aussi à l'occasion des témoignages audios, des diapositives, des photos grâce à des bénévoles qui possèdent le matériel nécessaire.

L'absence d'un bibliothécaire-archiviste professionnel, capable de classer, gérer et restaurer efficacement notre patrimoine, ainsi que le manque de moyens financiers, de place, de matériel de classement et de conservation adéquat constituent nos principales difficultés.



Sophie WITTEMANS

**Quarante ans de promotion de la recherche en histoire
du scoutisme et guidisme : le Centre Historique Belge du
Scoutisme**

Fondé en 1986, le Centre Historique Belge du Scoutisme (CHBS), reconnu comme institution scientifique par le SPF Affaires Économiques depuis 2021, conserve et met à la disposition de chercheurs le patrimoine scout et guide belge et étranger. C'est que le scoutisme et le guidisme, établis entre 1910 et 1919 en Belgique, sont devenus 'objets d'histoire' et suscitent des travaux de recherche, tant académiques qu'à l'initiative d'acteurs locaux. Depuis 2021, les historiens bénévoles du CHBS accueillent chaque mercredi après-midi les chercheurs intéressés.

Le patrimoine conservé comprend une bibliothèque de plus de 5500 titres, des périodiques, des fonds d'archives et photographiques, et des objets en tout genre, dont des œuvres

d'art. Il concerne les fédérations belges, surtout francophones, les fédérations établies au Congo belge, mais également, de manière non exhaustive, les groupes locaux. Le CHBS conserve également des fonds thématiques et consacrés à des personnalités.

Depuis 2007, au départ des fonds conservés, la publication semestrielle *Cahiers d'Histoire Belge du Scoutisme* met en valeur un pan de l'histoire du scoutisme et du guidisme en Belgique et ailleurs. Cette communication présentera l'ensemble des fonds, à l'aide de certains des « 40 trésors » du CHBS, sélectionnés à l'occasion de son 40^e anniversaire, et qui seront au cœur du *Cahier* d'octobre 2026.

Section 12 : Patrimoine mobilier et musées

Présidence : Nathalie NYST

Vice-présidence : Julien MAQUET

Bérengère DE LAVELEYE

Secrétariat : Claire LEBLANC

Thomas BEYER & Nicolas NAVARRO

Concevoir, expérimenter, créer une exposition dans un musée universitaire : l'exemple de l'exposition Verropolis (ULiège)

Dans le cadre de leurs missions respectives et dans une volonté d'intensifier leurs collaborations, le Service de muséologie et le Pôle muséal et culturel de l'ULiège travaillent actuellement à la conception d'une exposition consacrée au verre. Elle a été rendue possible par un financement COS-V ULiège, obtenu dans le contexte du bicentenaire de la cristallerie du Val Saint-Lambert.

L'exposition entend répondre à cinq enjeux majeurs : (1) valoriser les collections patrimoniales universitaires ; (2) rendre visibles les recherches en cours à l'ULiège ; (3) faire de l'exposition un espace d'expérimentation en muséologie ; (4) proposer une forme de visite accessible à un public familial ; et (5) formaliser une archive susceptible de prolonger et de documenter ce travail.

Pour répondre à ces objectifs, plusieurs actions sont actuellement engagées et chacune nous interroge sur le processus de conception d'exposition dans le cadre spécifique du musée universitaire :

- établir, en étroite collaboration avec les responsables de collections, une sélection d'œuvres susceptibles de montrer l'importance du verre dans les pratiques scientifiques ;
- associer, selon leurs disponibilités et leurs intérêts, une dizaine de chercheurs, doctorants, postdoctorants et professeurs des deux genres, abordant le verre depuis différents points de vue disciplinaires (archéométrie, littérature, architecture, chimie, astronomie, etc.) ;

- imaginer une enquête-collecte nourrie par un cours de muséologie consacré en 2026 à la biographie d'objets (en l'occurrence provenant du Val Saint-Lambert) ;
- recourir à une fiction cartographique pour élaborer un scénario d'exposition générateur d'interactions entre adultes et enfants, à travers la création d'une ville imaginaire intitulée *Verropolis* ;
- réfléchir à une forme de catalogue capable d'archiver cette écriture expographique, en collaboration notamment avec les formations de l'ESA Saint-Luc Liège.

Il s'agira, le temps d'une communication, d'examiner à la fois les potentialités de cette entreprise et les compromis qu'impose déjà, ou imposera, l'articulation entre exigences scientifiques, ambitions de médiation et conditions matérielles de réalisation.



Méliha BIÇAK, Mélanie CORNELIS & Benoît FOURNEAU

De la consultation à la coopération : le défi de la représentativité

La contribution propose une première analyse d'un programme de recherche-action mené pendant cinq ans à l'Espace muséal d'Andenne (EMA). Cette recherche repose sur une méthodologie élaborée « par et pour » les publics socio-culturellement fragilisés. L'objectif central interroge la représentativité de ces communautés au sein du musée, envisagé à la fois comme espace physique et comme institution culturelle. La démarche débute par la création d'un comité d'accompagnement composé de personnes s'identifiant comme éloignées de la culture dite « dominante ». Ce comité a été conçu pour questionner les pratiques muséales et lutter contre le non-recours aux droits culturels. L'analyse présentée s'appuie sur les rapports produits par les médiateurs ainsi que sur les entretiens individuels réalisés auprès des membres du comité. Ces matériaux permettent de retracer leurs trajectoires personnelles et d'identifier les atouts et les limites de la méthodologie participative expérimentée.

Trois axes majeurs émergent de l'analyse. Le premier concerne la gouvernance participative : le comité a contribué à l'élaboration des orientations muséales, introduisant des voix longtemps absentes des espaces publics. Le deuxième porte sur la représentativité dans les collections : un nouveau critère de sélection des objets a été introduit, afin de mieux refléter la

diversité culturelle et d'aller au-delà d'une vision homogène du patrimoine. Le troisième axe touche à l'inclusion professionnelle : l'intégration d'une collaboratrice présentant un handicap cognitif témoigne de la volonté d'adapter les pratiques internes et de renforcer l'accessibilité organisationnelle. Les actions du comité révèlent un renforcement du pouvoir d'agir des participants et une reconnaissance croissante des publics fragilisés comme acteurs légitimes du secteur muséal. Cette expérience montre que la représentativité dépasse la simple présence symbolique et implique une redistribution concrète des rôles et des responsabilités. Après cinq années, l'EMA se positionne comme un acteur d'inclusion sociale. Toutefois, plusieurs défis demeurent, notamment la pérennisation des dispositifs participatifs, la formation continue des équipes et l'articulation entre droits culturels et contraintes institutionnelles.



Sophie BRIARD

**La Wittockiana, musée des arts du livre et de la reliure :
de la bibliothèque bibliophilique privée au musée public**

Depuis sa création en 1983, la Wittockiana a connu une transformation significative : d'une bibliothèque privée accessible à un cercle restreint de proches, de bibliophiles et de marchands invités, elle est devenue un musée ouvert à un public diversifié. Cette évolution a impliqué de nombreux ajustements, notamment en matière de catalogage, de valorisation des collections, de politique d'acquisition et d'adaptation des infrastructures. Le catalogage des livres précieux, considérés comme des objets d'art, soulève des enjeux spécifiques en termes de description. L'élargissement au champ des arts du livre redéfinit la notion même de rareté, en y intégrant notamment le livre d'artiste, souvent produit en multiples exemplaires. Comment rendre compte de cette diversité dans des notices normalisées ? Quel outil à la fois efficace et accessible proposer aux chercheurs, tout en intégrant les fonds d'archives et la littérature secondaire ?

La valorisation des collections repose sur une politique ambitieuse d'expositions et de médiation. Il s'agit notamment de susciter l'intérêt pour l'objet livre, parfois perçu comme banal, voire obsolète à l'ère des technologies numériques. Comment dépasser la frustration liée à l'impossibilité de manipuler les ouvrages, alors même que leur consultation

appelle spontanément au feuilletage ? Par ailleurs, la politique d'acquisition doit répondre à des critères objectifs, souvent dictés par des contraintes institutionnelles. Comment, dans ce cadre, rester fidèle à l'esprit et à la vision du fondateur, guidé par sa passion bibliophilique ? Enfin, l'adaptation du bâtiment et de ses équipements aux normes en constante évolution constitue un autre défi majeur. Autant de questions qui jalonnent le développement de la Wittockiana, donnant lieu à des réponses testées, ajustées, parfois abandonnées, mais toujours porteuses d'un projet muséal et bibliophilique mené avec conviction et enthousiasme.



Liévin CASTELAIN, Michèle LONEUX & Nathalie NYST
**Restauration d'un spécimen d'exception en sciences
naturelles : choix, pratiques et potentiel patrimonial**

La question de la restauration de spécimens zoologiques et, plus largement, relevant des sciences naturelles, fait partie intégrante de la gestion des collections universitaires. Elle est illustrée ici à travers le cas d'un fœtus de baleineau naturalisé.

Les milliers de pièces conservées au Muséum de zoologie et d'anthropologie de l'ULB possèdent chacune, de par leur histoire et leur rareté, une valeur patrimoniale plus ou moins importante. Mais ce n'est pas le seul critère. Quelles sont les raisons qui ont motivé la restauration de ce spécimen en particulier ?

Après la sélection du spécimen, le diagnostic de son état de conservation et les objectifs de restauration guident les actes posés. Quel degré de réparation est possible, nécessaire, suffisant ? Que veut-on montrer au public ? Comment la pièce s'intègre-t-elle dans le parcours muséal et dans l'ensemble de la collection ?

Dans un contexte plus général, les questionnements liés à la conservation-restauration font partie des problématiques liées aux politiques de gestion des collections universitaires. La possibilité de classement comme « objet d'intérêt patrimonial » ou « trésor » par la Fédération Wallonie-Bruxelles (décret du 17/03/2022) peut entrer en ligne de compte pour la protection de ce patrimoine.



Marieke DE BAERDEMAEKER

Het Museum van de Stad Brussel – een rijk verleden, een spannende toekomst

Op 2 juni 1887 opent op de tweede verdieping van het Broodhuis op de Grote Markt het *Musée Communal* van Brussel, gewijd aan de geschiedenis van de stad. Het pas geopende museum had van bij aanvang een duidelijke missie: de geschiedenis, archeologie en historische producties van Brussel tonen en bewaren. Het museum werd door zijn oprichters dus niet gezien als een kunstmuseum, maar zeer expliciet gedefinieerd als erfgoedinstelling. Een waaier aan collecties zou dit rijke Brusselse erfgoed in een passend historisch kader tentoonstellen. De meest heldere visie op het museum werd in de jaren 1920 uitgewerkt door archivaris en conservator Guillaume Des Marez, allicht niet toevallig een historicus. Zijn plannen met, onder meer, de keramiekcollectie tonen op welke manier het museum een plek van materiële cultuur uit het verleden moest worden. De opeenvolgende conservatoren werkten in diezelfde traditie verder. De schone kunsten vonden een plek in het museum, maar steeds ten dienste van de geschiedenis. In 2026 blijft het Brusselse stadsmuseum, ondanks of dankzij de bijzonder rijke collecties, in eerste instantie een erfgoedmuseum. Tegelijk werd enkele jaren geleden gestart met een denkoefening over wat een Brussels stadsmuseum in de éénnentwintigste eeuw kan betekenen en hoe de eigentijdse stad tot een collectieobject kan worden.



Dorian DOS SANTOS

L'intelligence artificielle face aux contraintes de gestion quotidienne des musées en Belgique francophone : quels leviers pour des institutions aux statuts et organisations diversifiés ?

Cette communication s'inscrit dans le cadre d'un mémoire de master consacré à l'intégration de l'intelligence artificielle dans la gestion des musées en Belgique francophone. Elle part du constat que les débats sur l'IA dans le secteur muséal portent souvent sur la conservation, la médiation, la recherche ou l'expérience des publics. Or, le fonctionnement d'un musée repose aussi sur des tâches de gestion moins visibles, mais essentielles : administration, coordination interne, suivi documentaire, communication, budget, ressources humaines et

pilotage organisationnel. La recherche interroge donc la manière dont l'IA pourrait soutenir ces fonctions quotidiennes, sans remplacer les compétences professionnelles, ni uniformiser des institutions très différentes. L'enjeu est d'identifier les besoins réels du terrain, les tâches chronophages ou fragmentées, ainsi que les conditions nécessaires à une intégration pertinente de ces outils.

La méthodologie repose sur une enquête exploratoire menée auprès de professionnelles et de professionnels de musées situés en Wallonie et à Bruxelles. Elle articule des entretiens semi-directifs et un questionnaire diffusé auprès d'acteurs de terrain, afin de croiser les perceptions, les besoins et les limites exprimées. Cette approche permet d'analyser les contraintes rencontrées dans la gestion journalière des musées, mais aussi les écarts liés à la diversité des tailles, statuts, moyens et organisations internes.

La communication présentera les premiers résultats de cette enquête, en mettant en évidence les opportunités perçues, les résistances possibles et les risques associés à l'IA. Une attention particulière sera accordée aux enjeux de gouvernance, de protection des données, de formation des équipes et d'appropriation professionnelle. L'hypothèse défendue est que l'IA peut devenir un levier stratégique pour certains musées, à condition d'être pensée à partir des pratiques concrètes des agents et non comme une solution technologique abstraite.

Cette communication souhaite ainsi contribuer à une réflexion plus large sur les conditions d'une transformation numérique responsable, adaptée à la diversité réelle des institutions muséales en Belgique francophone.



Maxime DUMÉNIL

La structuration du mumons : une évolution progressive pour structurer le musée universitaire de l'UMons

Le mumons, le Musée de l'Université de Mons, s'inscrit dans un processus de structuration engagé il y a plusieurs années. Ce processus s'est construit de manière progressive, au fil des besoins du terrain et des opportunités rencontrées. Il trouve aujourd'hui un aboutissement dans la mise en place d'un cadre muséal cohérent.

La communication propose de retracer les principales étapes de cette évolution, en mettant en évidence la manière dont le projet du mumons s'est progressivement défini, précisé et consolidé au sein de l'umons. Elle mettra en lumière les choix opérés pour faire émerger un musée capable d'articuler recherche, enseignement et service à la société.

L'analyse portera sur les réalités concrètes de fonctionnement du mumons : développement des activités, structuration de l'équipe, modes de collaboration et processus de décision. Elle visera à expliciter comment, à partir d'initiatives parfois dispersées, s'est construit un projet muséal structuré et lisible, en lien avec les dynamiques institutionnelles de l'université.

Une attention particulière sera accordée au mode de management mis en place, fondé sur la responsabilisation, la confiance et l'autonomie des équipes, et à son rôle dans le développement des projets du musée.

Enfin, la communication proposera un retour critique sur les tensions, ajustements et apprentissages qui ont accompagné cette évolution, afin de mettre en lumière les conditions concrètes de développement d'un musée universitaire aujourd'hui.



Christine DUPONT

***History Lab Europe* ou comment repenser la Maison de l'Histoire européenne**

Le 5 mai 2017, la Maison de l'Histoire européenne ouvrait ses portes au public. Ce musée d'histoire de l'Europe, voulu et soutenu par le Parlement européen, avait été développé pendant plusieurs années à l'abri des regards et loin de tout débat public. Dix ans après son ouverture, l'institution souhaite se réinventer. En tant que musée censé représenter l'histoire de tout un continent, la Maison de l'Histoire européenne a la responsabilité particulière de favoriser la polyvocalité et le multiperspectivisme. Mais comment répondre à cette ambition ? Quels récits présenter ? Portés par quelles voix ? Que manque-t-il ? Et que doit/devrait comporter une collection de musée d'histoire de l'Europe ? Le projet *History Lab Europe* est une tentative de répondre à ces questions de manière ouverte et participative, en développant, avec des partenaires locaux (bruxellois) et européens, des méthodologies et des formats

permettant à diverses communautés de se pencher de manière critique sur l'histoire de l'Europe. Cette communication sera l'occasion de revenir sur les défis d'une telle démarche. Avec quelles interlocutrices et interlocuteurs travaille-t-on ? Qui décide ? Comment partager l'autorité ? Comment inventer de nouveaux modes de fonctionnement à l'intérieur et avec l'extérieur du musée ?



Caroline ESGAIN & Nicolas LOR

Du Musée du Costume et de la Dentelle au Musée Mode & Dentelle : enjeux de la rencontre entre deux collections

La contribution revient sur l'histoire du Musée Mode & Dentelle de la Ville de Bruxelles. De la constitution de ses collections en 1977 à aujourd'hui, en passant par l'évolution de sa politique d'acquisition et d'expositions, cette intervention s'attarde sur une particularité propre au musée : les synergies et tensions entre deux collections. La collection de dentelles, patrimoine historique notamment lié au territoire bruxellois, d'une part, et la jeune collection de mode contemporaine, comme nouvel axe crucial dans la compréhension de la société actuelle, d'autre part. La communication vise également à mettre en lumière les lieux de superpositions passés ou présents entre ces deux typologies comme la dentelle contemporaine ou bien l'utilisation de la dentelle dans les collections de mode, en particulier par les créateurs et créatrices liés à Bruxelles.



Paul GROSJEAN

Du bon usage de la communication historique

Comment populariser le patrimoine historique ? Tel est le défi auquel j'aimerais faire référence dans le cadre de ma communication. En vue des célébrations liées au bicentenaire de la Belgique, je souhaiterais aborder la question de la démarche à suivre pour captiver les gens, qu'il s'agisse de visites guidées ou de conférences thématiques. Il me semble, en effet, que les guides ou conférenciers ont trop souvent tendance à s'adresser au public comme s'il s'agissait d'étudiants en histoire ou en architecture. Ce faisant, leurs propos sont trop techniques. En tant que journaliste, j'ai la faiblesse de croire que c'est une erreur. J'ai l'intime conviction que le défi est de proposer un récit

humain dans le strict respect de la rigueur scientifique. Derrière tout patrimoine matériel, il y a le patrimoine immatériel. Au communicateur de mettre en évidence les hommes et les femmes qui font l'histoire : propriétaires, commanditaires, créateurs, architectes, paysagistes, décorateurs, usagers, citoyens... Le but de mon exposé sera d'ouvrir le débat.



Éléonore HEROUFOSSE

Entre conservation et valorisation : le cas des collections patrimoniales de l'UMONS

Lors de l'inauguration d'une nouvelle exposition, le public ne perçoit généralement que la partie émergée de l'iceberg. Derrière les vitrines soigneusement agencées ainsi que les cartels et les dispositifs de médiation, se déploie pourtant une organisation complexe et invisible. Cette réalité, propre aux institutions muséales, est particulièrement singulière dans le cadre des musées universitaires, structures hybrides au croisement de l'enseignement, de la recherche et du patrimoine.

En 2021, l'Université de Mons (UMONS) inaugure son musée universitaire, le MUMONS, initialement indépendant du service en charge de la gestion des collections patrimoniales de l'institution. Ce n'est qu'en 2024 que les gestionnaires de collections intègrent l'équipe muséale, permettant ainsi une fusion administrative et fonctionnelle entre le musée et l'ensemble des collections patrimoniales de l'UMONS. Une telle configuration constitue une première dans le paysage universitaire en Belgique francophone.

Ce modèle inédit invite à interroger le rôle et la place des gestionnaires de collections au sein de cette structure. Quelles sont leurs missions, tant au sein du musée qu'à l'échelle plus large de l'UMONS ? Quelles particularités caractérisent les collections patrimoniales de l'UMONS et dans quel état se trouvaient-elles à leur arrivée ? Enfin, comment penser et organiser la valorisation de ces collections lorsqu'on dispose d'un musée universitaire ?



Pascale INGELAERE

L'inventaire du patrimoine mobilier de la Région bruxelloise : outil de valorisation des collections

À la suite à la VI^e Réforme de l'État, la Région bruxelloise hérite en 2014 de compétences culturelles transférées depuis l'État fédéral. La Direction du Patrimoine culturel (Urban.brussels) appréhende depuis lors son patrimoine de manière globale et cohérente : non seulement, son patrimoine bâti, naturel et archéologique, mais également dorénavant son patrimoine culturel mobilier et immatériel. Créé en 2017, le Département Patrimoine mobilier a saisi l'occasion pour mettre en place des outils législatifs et pratiques permettant d'identifier, de conserver et de valoriser le riche patrimoine mobilier situé sur son territoire.

En ligne depuis 2020, le site internet www.collections.heritage.brussels est un outil de gestion et de valorisation des collections bruxelloises, mis à disposition gratuitement par Urban.brussels. Il illustre aujourd'hui une petite centaine de collections aussi riches que variées : des collections religieuses, communales et muséales, mais aussi quelques collections privées. Les quelque 30 000 objets culturels publiés relèvent de typologies extrêmement variées : des peintures et sculptures au patrimoine industriel, en passant par les arts décoratifs, le mobilier, l'orfèvrerie, les textiles civils et religieux ou les éléments architecturaux démembrés.

Cette contribution propose un voyage au travers des collections bruxelloises, à la découverte de quelques pépites récemment redécouvertes et une mise en lumière de ces collections au travers de thématiques en lien avec les enjeux sociétaux actuels.



Diane LOUIS

La joaillerie belge à l'époque de l'Art nouveau : processus de patrimonialisation et stratégies de légitimation

Cette communication, issue d'un mémoire en cours, interroge les enjeux de patrimonialisation et de légitimation dans le domaine de la joaillerie belge Art nouveau. Le bijou constitue un objet hybride et ambigu, relevant à la fois de la sphère intime et du commerce. Sa matérialité fragile et précieuse est sujette aux

démontages et à la refonte, ce qui compromet sa conservation et explique sa présence limitée dans les collections patrimoniales. Dans une Belgique nationaliste enrichie par la colonisation et l'industrialisation, mais aussi avec l'essor d'une bourgeoisie consommatrice et avec la présence structurante des expositions universelles, la joaillerie devient un lieu de cristallisation des tensions entre art, artisanat et industrie.

À cela s'ajoute la politique coloniale de Léopold II, dont l'exploitation du Congo favorise l'introduction de matériaux tels que l'ivoire congolais. Fondée sur un corpus de sources imprimées et archivistiques, cette recherche montre que la patrimonialisation de la joaillerie Art nouveau belge procède de médiations instables. Loin d'être marginale, elle agit comme un révélateur des limites des catégories de l'histoire de l'art, en mettant en tension valeur esthétique, valeur matérielle et usages sociaux.



Anne MALMENDIER

Les politiques d'acquisition muséales contemporaines et la part des dons : vers une patrimonialisation raisonnée ?

Dans quelle mesure les politiques muséales d'acquisition sont-elles redéfinies par les enjeux culturels, sociaux, politiques, économiques et environnementaux contemporains ? Comment faisons-nous mémoire aujourd'hui ? Qu'il s'agisse des achats ou des dons et des legs, comment les musées (re)pensent-ils actuellement leurs missions de collecte et de conservation ?

Confrontés à la saturation des espaces de réserve, à la hausse des coûts de conservation — invitant parfois à remettre en question le principe même d'inaliénabilité des collections — et à la diminution des budgets d'acquisition, comment les musées, qu'ils soient fédéraux, régionaux, communautaires, provinciaux, communaux ou, universitaires, ajustent-ils, volontairement ou malgré eux, leurs politiques d'acquisition ?

Se concentrant plus particulièrement sur l'acquisition par don ou legs, la communication présente le cas du Musée d'Ixelles (Bruxelles), mis en relation avec d'autres musées de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La communication présente les résultats préliminaires d'une recherche doctorale en cours (ULB) portant sur les dynamiques

de patrimonialisation d'objets d'art privés par les musées publics. Au croisement des champs disciplinaires de l'anthropologie et de la muséologie, auxquels elle emprunte les méthodologies et les cadres théoriques, l'enquête est menée sur la base d'entretiens réalisés auprès de donateurs et de professionnels de musées, d'analyses archivistiques et d'une observation participante (Musée d'Ixelles, 2021-2025).



Gordana MICIC

Un musée sous les pavés : le récit d'une scénographie singulière, porteuse de mémoire et de valorisation patrimoniale

En parcourant les pavés de la ville, on se rend rarement compte de la présence sous nos pas d'un véritable musée contemporain. Au fil des décennies et à l'abri des regards, de nombreux artistes, reconnus comme émergents, ont investi les espaces souterrains des stations de métro bruxelloises, façonnant un patrimoine culturel d'une grande richesse.

Cette communication propose d'explorer l'histoire des infrastructures de mobilité à travers leur dimension culturelle, profondément enracinée dans le sous-sol bruxellois. Elle mettra en lumière les dynamiques à l'œuvre autour des œuvres pérennes et temporaires, des expositions, de l'archéologie et des différentes formes de création. Elle abordera également les processus de sélection, de commande, d'installation et de maintenance qui constituent et organisent ce musée 'hors standard', intégré au design même des espaces de mobilité.

Soumise à des contraintes techniques et fonctionnelles, cette forme d'art public se distingue par sa diversité et son caractère pluriel. Son développement repose sur une approche multidisciplinaire et évolutive, façonnée par les avancées techniques et les enjeux opérationnels, ainsi que les orientations politiques.

À ces dimensions s'ajoutent les spécificités de gestion, de protection, de communication et de valorisation, essentielles à la préservation d'un patrimoine bien particulier.

Dans cette perspective, les œuvres contribuent à humaniser et à rendre plus accueillante l'ambiance souterraine souvent

perçue comme austère. En soutenant une identité propre basée sur une esthétique originale, elles participent à la création de ces lieux singuliers et à l'émergence d'un dialogue entre art, architecture et mobilité. Par leur originalité et la diversité d'expressions, intégrées dans une scénographie singulière, elles constituent un levier important de mise en relation entre le réseau des transports et la ville. Offertes aux regards des passants, elles favorisent l'accès à l'art et la culture à toutes et à tous.



Patrick MUDEKEREZA BULONZA

Entre pseudo-musées et pseudo-rituels : pratiques artistiques et expérimentation d'une muséologie sociale dans la perspective de la restitution

Dans le contexte africain, la critique du musée ethnographique comme institution coloniale a mis en évidence la nécessité de refonder les modes de conservation et de transmission du patrimoine, afin de les rapprocher des préoccupations et des visions des sociétés concernées. Aujourd'hui, ces critiques prennent une nouvelle acuité avec l'intensification des débats sur la restitution des patrimoines culturels africains.

Toutefois, ces processus se heurtent à une double impasse : d'une part, la fragilité des infrastructures muséales locales ; d'autre part, l'évolution des systèmes de représentation, marquée notamment par une distanciation vis-à-vis des cultes traditionnels dans des contextes dominés par le christianisme et l'islam.

Dans un tel contexte, le recours à l'action artistique apparaît comme une alternative aux formes classiques de médiation patrimoniale. Il permet de valoriser des savoirs situés en impliquant activement les communautés, tout en contournant les réticences liées au statut ambivalent des objets patrimoniaux.

Les pratiques artistiques instaurent ainsi un espace intermédiaire de médiation, réactivant les relations entre objets, mémoire et société. Elles se situent dans une zone de tension entre registre rituel et un cadre muséal perçu comme eurocentré : ni pleinement inscrites dans le modèle de la contemplation muséale, ni dans celui des pratiques rituelles, mais empruntant à chacun leurs dimensions relationnelles et performatives.

À ce titre, elles peuvent être comprises comme des formes expérimentales de muséologie sociale, centrées sur les usages, les relations et les communautés.

Cette communication s'appuie sur un projet collaboratif mené avec quatre artistes à Lubumbashi et à Moba (République démocratique du Congo), en dialogue avec la culture matérielle tabwa : le vidéaste Joseph Kasau, la productrice sonore Denise Maheho, ainsi que les sculpteurs Alexandre Kyela et Agxon (Chef Tumpa). À travers des vidéos-forums, des séances d'écoute collective et des installations, leurs œuvres agissent comme médiateurs et révèlent de nouveaux régimes de valeur pour des patrimoines à restituer. Il s'agit ainsi de penser des 'pseudo-musées' et des 'pseudo-rituels' comme des processus sociaux de réactivation et de négociation, engageant la restitution dans une dynamique continue de réhabilitation culturelle.



Letizia NONNE

Un laboratoire de conservation-restauration 'hors les murs' : retour d'expérience

Déployée hors de son cadre traditionnel, la conservation-restauration s'exerce au plus près des objets archéologiques, sur les chantiers de fouille comme dans les réserves. Loin du confort et des équipements d'un laboratoire, elle se confronte à des environnements instables, aux situations d'urgence suscitées par des découvertes et à la diversité des matériaux, exigeant une capacité d'adaptation constante. Dans ces contextes contraints, chaque intervention oblige à trouver un point d'équilibre entre rigueur scientifique, réactivité et ingéniosité. Stabiliser un objet fragile dès son exhumation, documenter précisément son état, proposer des solutions techniques adaptées avec des moyens limités : autant de défis qui redéfinissent les modalités d'intervention du conservateur-restaurateur.

Ce laboratoire 'hors les murs' s'appuie sur les fondamentaux de la discipline, tout en les ajustant aux réalités du terrain. Il ne s'agit plus seulement d'appliquer des protocoles, mais de les adapter en fonction des contraintes rencontrées et des besoins spécifiques de chaque contexte. Au cœur de cette démarche, la collaboration avec les archéologues sur les chantiers de fouille et avec les conservateurs au sein des réserves est essentielle. Elle permet d'intégrer les enjeux de conservation dès la découverte

des objets, d'assurer leur prise en charge dans la durée et de garantir leur préservation, leur étude et leur valorisation future. À travers des cas d'intervention concrets, partagés entre la Belgique, la Corse, l'Italie et la Jordanie, se révèle une pratique en constante adaptation, essentielle à la préservation du patrimoine et caractérisant le laboratoire 'hors les murs'.



Valérie PEUCKERT

Les expositions comme engagement : initiatives artistiques et sociales de Charles Gaspar dans l'Entre-deux-guerres à Arlon

Charles Gaspar (1871-1950) est connu dans les milieux de l'art comme photographe pictorialiste, membre de l'Association belge de photographie dès 1895 et actif durant toute la période de ce mouvement artistique. Si ses origines bourgeoises favorisent son accès à cette discipline naissante, il reste difficile pour un Arlonais de participer pleinement à l'effervescence artistique de son époque, en raison de l'éloignement géographique des centres urbains.

La Première Guerre mondiale engendrera une rupture dans ses occupations. Dès 1916, et durant tout l'Entre-deux-guerres, Charles Gaspar s'impliquera dans l'organisation d'expositions artistiques et historiques à vocation patriotique, puis plus largement sociale. Citons *Souvenirs de Guerre* en 1924, *La Vie populaire luxembourgeoise* en 1925 ou encore le *Salon d'Art luxembourgeois* en 1930.

Ces expositions et son engagement témoignent d'une époque particulière où la modernité atteint les campagnes et bouleverse les modes de vie, tout en étant encore fort marquée des stigmates de la Grande Guerre.

Les archives que Charles Gaspar a conservées permettent d'appréhender les aspects organisationnels de ces expositions, tandis que d'autres sources autorisent à apprécier son implication, qui se confirmera lorsqu'il deviendra secrétaire de la section locale de l'Œuvre nationale des Invalides de Guerre et président de la Commission d'Assistance publique d'Arlon.



Valérie PEUCKERT & Héloïse SMETS

De la mutualisation à la cocréation : 10 ans de collaboration au sein du collectif *Lux Musea*

Cette contribution propose un bilan et une mise en perspective du réseau muséal *Lux Musea*, nouvelle appellation du collectif M8 actif en province de Luxembourg belge depuis une dizaine d'années. Né d'une volonté de mutualisation des ressources et de valorisation concertée du patrimoine, ce réseau s'est progressivement affirmé comme un espace de coopération entre institutions muséales aux profils complémentaires. Le changement d'identité, accompagné d'un nouveau positionnement visuel et de l'intégration de nouveaux membres, a constitué en 2025 une étape significative dans son évolution et sa structuration.

Désormais composé de onze musées, *Lux Musea* s'inscrit dans une dynamique de collaboration renforcée visant à favoriser la circulation des savoirs, des collections et des publics. Le collectif repose sur des valeurs de transmission, de complémentarité et d'ancrage territorial, contribuant à renouveler les pratiques muséographiques et les dispositifs de médiation. Le bilan des dix premières années met en évidence le rôle structurant des expositions collectives, qui ont permis de croiser les approches disciplinaires et de renforcer la visibilité du réseau à l'échelle régionale.

Dans cette continuité, une cinquième exposition est organisée durant l'été 2026 au Musée de la Grande Ardenne. Consacrée à la thématique de l'animal, elle proposera une lecture pluridisciplinaire à la croisée de l'histoire, de l'art et des représentations culturelles, illustrant la capacité du réseau à produire des contenus scientifiques partagés, tout en valorisant la diversité de ses collections.

Enfin, les perspectives de développement de *Lux Musea* s'articulent autour du renforcement des collaborations en matière de recherche, d'éducation au patrimoine et de médiation culturelle. L'élargissement récent du collectif témoigne de son dynamisme et de son ambition de structurer un réseau muséal durable à l'échelle de la province du Luxembourg. Certaines incertitudes demeurent toutefois quant aux modalités concrètes de mise en œuvre de ces ambitions, notamment en termes de financement et de coordination, laissant entrevoir plusieurs trajectoires possibles.



Cécile QUOILIN

Un patrimoine protéiforme : enjeux de conservation et de valorisation au Musée de la Vie wallonne

Les collections du Musée de la Vie wallonne forment un patrimoine d'une remarquable diversité, tant par la variété de ses thèmes (croyances, commerces, petits métiers, vie quotidienne et scolaire, etc.) que par celle de ses supports (du dé à coudre aux véhicules hippomobiles). Ce fonds, riche de plus de 100.000 objets datant de la fin du XVIII^e siècle à nos jours, s'accompagne d'archives variées (300.000 documents : affiches, cartes postales, plans d'architectes, correspondances), de dizaines de milliers de clichés dus à des photographes célèbres, comme G. Marissiaux, J. Kirsch et L.-H. Zeyen, ou moins connus, tel J. Martiny, ainsi que d'une bibliothèque incluant des journaux et des livres anciens. S'y ajoutent des archives filmées et sonores, issues de l'ancien Service des Enquêtes ethnographiques. Au début du XXI^e siècle, deux ensembles importants ont été incorporés aux collections : le Fonds d'Histoire du Mouvement wallon ainsi que la Bibliothèque des Dialectes de Wallonie.

La gestion de ce patrimoine protéiforme représente un défi constant, notamment en matière de conservation, de numérisation, de restauration et de valorisation. La diversité des statuts juridiques des collections, marquées par la multiplicité des propriétaires et gestionnaires des différents fonds, complexifie leur exploitation quotidienne (reproduction, recherche) et leur mise en valeur (dépôt, prêt, exposition).

Fondée en 1913 comme musée d'ethnographie régional, l'institution a évolué vers un musée de société au tournant de l'an 2000. Elle s'oriente désormais, à l'horizon 2030, vers une dimension territoriale, tout en préservant son ancrage ethnographique et sociologique. Cette transformation se reflète notamment par une politique d'acquisition, élargie à des thèmes contemporains, tels que la transition écologique ou les nouvelles configurations familiales.



Christelle SCHOONBROODT

Le Musée diocésain de Liège au sein du Grand Curtius

Le Département d'Art religieux et d'Art mosan a pour singularité d'être issu d'une longue histoire muséale associant institutions religieuses et communales au service du patrimoine historique et artistique du diocèse et de l'ancien diocèse de Liège. Il succède au Musée d'Art religieux et d'Art mosan, lui-même héritier de l'ancien Musée diocésain inauguré en 1892 par le chapitre de la cathédrale Saint-Paul de Liège et la Société d'Art et d'Histoire du Diocèse de Liège. En 1976, le Musée diocésain est pris en charge par la Ville de Liège sous un nouveau vocable : le Musée d'Art religieux et d'Art mosan – le MARAM. Les collections vivent notamment grâce à un financement communal, à du mécénat et à une équipe spécialisée. Liège inaugure le Musée Grand Curtius en 2009. Il rassemble plusieurs anciens musées communaux où dialoguent désormais les collections d'archéologie, d'arts décoratifs, du verre, d'armes et d'art religieux. Ces entités deviennent des départements au sein d'un grand complexe muséal. Le patrimoine conservé au sein du Département d'Art religieux et d'Art mosan provient de la Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège, de la cathédrale de Liège, des congrégations religieuses, de plusieurs paroisses diocésaines, de la Ville de Liège, de l'État, de particuliers... À présent, comment le Département poursuit-il ses engagements historiques ? Par quels moyens contribue-t-il à la mise en valeur du patrimoine religieux ? Quels sont ses enjeux ?



Héloïse SMETS

Décloisonner le musée par ses collections : la vannerie au Musée gaumais

Comment faire plus — et mieux — avec moins ? Face à cette injonction devenue structurelle, les musées sont contraints de repenser la manière dont ils déploient leurs missions afin de les maintenir. Cette communication propose d'explorer comment un musée peut articuler ses différentes missions autour d'un thème fédérateur issu de ses collections, en s'appuyant sur le cas de la collection de vannerie du Musée gaumais à Virton.

La vannerie constitue en effet un patrimoine vivant et un élément identitaire de la Gaume, ancré dans l'histoire locale et ravivé par des pratiques contemporaines. C'est pourquoi

nous avons choisi ce thème, au sein d'un axe de travail sur l'artisanat, pour appliquer une approche intégrée et déployer une diversité d'actions complémentaires : inventaire et étude de la collection, conservation préventive, valorisation scientifique (conférences, publications), médiation culturelle (ateliers pour différents publics), collaborations avec des artisans et des acteurs associatifs dans des projets éducatifs.

En décloisonnant les missions et en les structurant autour d'une thématique centrale, cette démarche renforce la cohérence des actions menées, tout en consolidant l'ancrage territorial du musée. Elle valorise par ailleurs savoir-faire et identité régionale, et cherche à créer des synergies avec son environnement.

Cette présentation analysera les apports et les limites de cette approche telle qu'elle est pratiquée au Musée gaumais et vise à contribuer à une discussion collective sur les défis rencontrés par les musées.



Philippe TOMSIN

**Un précurseur de l'archéologie industrielle en Belgique :
René Evrard (1907-1963). Nouvelles informations tirées
d'archives privées inédites**

Auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages sur l'histoire de l'hydraulique et de la sidérurgie d'ancien Régime en Ardenne et dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, René Evrard demeure un personnage mal connu.

En 1938, alors qu'il occupe les fonctions de secrétaire de direction au sein de la Compagnie générale des Conduites d'Eau de Liège (CGCE), il entame des recherches sur l'histoire de cette société. L'année suivante, il coordonne l'exposition consacrée à l'évolution des procédés d'adduction, organisée dans le cadre de l'Exposition internationale des Techniques de l'Eau.

À la fin des années 1940, Evrard met en place un petit musée de l'hydraulique sous l'égide de Paul Doat, directeur de la CGCE. Simultanément, il entame un inventaire photographique des anciennes forges de Wallonie. C'est durant l'élaboration de cet inventaire qu'il découvre le Fourneau Saint-Michel, futur site emblématique du patrimoine industriel en Wallonie. Ses publications en étayent le classement en 1952.

La mise à disposition d'archives privées conservées par un membre de la famille de René Evrard apporte un éclairage inédit sur le personnage, et notamment sur ses relations avec plusieurs personnalités belges et étrangères actives dans l'industrie, les musées ou la recherche historique. Consistant essentiellement en correspondances, ces documents renseignent aussi sur sa contribution au classement du Fourneau Saint-Michel, sur l'élaboration de ses publications et sur le conflit qui, au crépuscule de sa vie, l'oppose à la Compagnie de Pont-à-Mousson.



Jean-Marie YANTE

Les musées de terroir ou de société : une mission déclinée en trois temps

Quelle que soit la terminologie présentement adoptée, les musées 'de terroir', 'de société' ou encore 'de civilisation' correspondent à une nouvelle approche muséologique, davantage qu'à une catégorie de structure muséale plus ou moins inédite. Ils conservent, étudient et valorisent des objets et documents évoquant l'évolution de l'homme dans son cadre de vie, transmettent des savoir-faire oubliés ou en voie de disparition, reconnectent la société avec son environnement historique et, à ce titre, ont une réelle résonance face aux enjeux actuels. Bien plus que pour d'autres catégories de musées se pose la question de l'ancrage culturel dans la cité, de leur rôle d'acteurs dans la vie publique. Dans cette perspective, leurs actions se déclinent en trois temps. Un passé plus ou moins proche est sauvé de l'oubli, scruté et analysé dans ses composantes techniques, artistiques, philosophiques, religieuses... Pour les jeunes générations, en âge ou non de scolarité, pour leurs aînés ainsi que pour les individus nouvellement implantés dans une ville ou région, ces structures contribuent à leur développement, épanouissement et/ou insertion. Et on ne peut passer sous silence l'importance de la mission de collecter des témoignages d'éléments significatifs d'une contemporanéité en perpétuel devenir, autrement dit de pallier autant que faire se peut des pertes irréversibles. Ces missions requièrent des moyens financiers non négligeables pour le personnel, pour la conservation et la restauration, pour les lieux d'exposition et de stockage. Elles réclament impérativement une vision à moyen ou long terme, ainsi que de la continuité dans l'action de la part des conservateurs et autres gestionnaires,.

Index des orateurs

ADAM Renaud	145	CHAIDRON Marie	208
ANAGNOSTOPOULOS Pierre	235	CHAIDRON Meggy	240
ANTOINE François	181, 205	CHARRUADAS Paulo	99
APPELMANS Janick	161	CLAES-PINSON Colette	218
AUSPERT Sarah	146	CLARINVAL Delphine	259, 260
AXENSALVA Laure	162	COGNARD Lou	101
BARTHÉLEMY Sarah	162	COLLARD Sarah	240
BASSO Erika	236	COLLIGNON Sylvie	101
BAUDRY Antoine	99, 131, 182, 206	CORDEIRO Paula	245
BAVAY Gérard	100, 132	CORNELIS Mélanie	288
BERRÉ Michel	231	DAMME Olivier	118
BESNARD Tiphaine A.	236	DARIMONT Jean	219
BEYER DE RYKE Benoît	146, 183	DE BAERDEMAEKER Marieke	291
BEYER DE RYKE Jérémie	117	DEBOEUR James	184
BEYER Thomas	287	DEBOUVERIE Patrick	134
BIART Guy	272	DE BRUYN Odile	209
BIÇAK Méliha	288	DE CODT Thierry	167
BONNIVERT Antoine	132, 207	DE GHEYNDT Jean-Jacques	184, 261
BOONE Marc	130	DEGRAEVE Ann	99
BORN Annick	237	DEKONINCK Raph	241
BOTT Julie	163	DE LAET Antoinette	242
BOUSMAR Eric	117	DELAET Jean-Louis	119
BOUTILLIER Michel	238	DELMARCEL Guy	243
BRIARD Sophie	289	DE LOVINFOSSE Bernard	220
BRIMBERT Pierre	133	DELPLANCQ Thierry	275
BROOTCORNE Marceau	164	DELVAUX Thomas	221
BRUFFAERTS Jean-Michel	273	DEMASY Nicolas	185
BUISSERET Alix	239	DEMELENNE Marie	102
BUSSCHOTS Jérémy	165	DEMETER Stéphane	9, 99, 210
BYL Sylvie	99	DEMIÉVILLE Ivan	186
CALUWAERTS Jan	217	DE MOFFARTS Loïc	221
CARDOEN Céline	134, 273	DE NAYER Raphaël	148
CARLIER Aurore	147	DEPAUW Claude	19, 120, 121
CASTAIGNE Lucie	274	DEPRETER Michael	117
CASTELAIN Liévin	290	DERU Xavier	103
CASTERMAN Louis-Donat	218	DERÈME François	276
CAVALIERI Marco	111	DESCAMPS Didier	222
CERESATO Floriana	130	DESCHUYTENEER Charles	122
CHEVALIER Bérénice	102	DESMETTE Philippe	168
CHAIDRON Manon	166	DESTATTE Julien	197

DE THIBAUT Dominique	135	GROSJEAN Paul	294
DETRY Philippe-Edgar	223	HAMAL Olivier	225
DEVAHIF Pierre	187	HANET Damien	279
DEVOS Yannick	99	HANSE Anne-Sophie	275
DE VRIENDT François	168	HARDENNE Louise	99, 106
DE WAHA Michel	9, 104, 166	HARTOCH Else	107
DEWULF Augustin	188	HERMAND François	169
DHONDT Frederik	149	HEROUFOSSE Éléonore	295
DIERKENS Alain	9, 25, 93	HIERRO Liliane	226
DOS SANTOS Dorian	291	HOLVOET Camille	170
DOULEY Julie	150	HOUTART Jean-François	227
DRAGON Marie-Anne	189	HUSSON Jean-François	122, 171
DRUGMAND Baptiste	104	INGELAERE Pascal	296
DUBOIS Cécile	210	JACOBS Alain	242, 245
DUCASTELLE Jean-Pierre	262	JEDWAB Valentine	280
DUMONT Anne-Catherine	191	JOB Emmanuelle	245
DUMÉNIL Maxime	292	JOURQUIN Aymeric	133
DUPONT Adrien	136	JUDO Frank	153
DUPONT Christine	293	JURION Françoise	211
DURIEUX Romain	191, 275, 276	KREINS Jean-Marie	196
DURY Christian	277, 278	LABBAS Vincent	108
DURY Julie	169, 278	LACROIX Aurélien	110
DURY Roxane	137	LAGAGE Marguerite	212
EL GHALI Adnen	138	LAHOUSTE Jean-Philippe	171
ESGAIN Caroline	294	LAMAS Eduardo	246
EVERS Jean-Pierre	193	LAMBERT Xavier	182
EVRAUD Fanny	278	LARUELLE Anne-Sophie	247
FELIX Eddy	138	LATTEUR Olivier	281
FERRER-BARTOMEU Jérémie	151	LEBECQUE Fiona	247
FOURNEAU Benoît	288	LEBOUTTE René	139
FOURNY Michel	93	LECLERCQ Arthur	154
FRANCKX Fannie	105	LECLÈRE Antoine	154
FRÈRE Wendy	243	LECOCQ Isabelle	246
GAHIDE Renaud	152	LEESTMANS Charles J.A.	124
GAUTIER Patrice	99, 106	LEJEUNE Marie	281
GEENEN Vincent	194	LEROY Isabelle	248, 263
GESCHÉ-KONING Nicole	250	LESECQUE Muriel	265
GHEQUÏÈRE Valérie	99	LEVECQ Stéphanie	197
GIEY Alix	152	LIARD Florence	111
GILLION Mathieu	224	LIMINA Valentina	101
GLANSDORFF Sophie	195	LO MAURO Déborah	140, 282
GODARD Anne	196	LOHAY Justine	112
GRACEFFA Agnès	130	LOIR Christophe	213
GRAUX Alain	263	LONEUX Michèle	290
GRECK Thomas	244	LOR Nicolas	294
GROSJEAN Alexandre	225	LOUIS Diane	296

MAGHRAOUI HASSANI Camila	113	SCHLESSER Thomas	213
MALMENDIER Anne	297	SCHOCKERT Vinciane	101
MARTENS Didier	249	SCHOONBROODT Christelle	304
MARTIN Emeline	113	SCHREIBER Jean-Philippe	177
MARTIN Patrick	172	SERVANTIE Alain	126
MARTINAZZO Estelle	283	SIBILLE-MICHEL Martine	284
MARTOU Marie-Noëlle	245	SIMON Nicolas	151, 213
MARY Michel	227	SKA Olivier	200
MERCIER Farah	173	SLUSE Estelle	201
MEUNIER Nicolas	101	SMETS Héloïse	302, 304
MICIC Gordana	298	SOMON Matthieu	254
MODRIE Sylvianne	99, 106	SORKHI Badri Anne	266
MOMBER Anne	197	SOSNOWSKA Philippe	99, 108
MORA-DIEU Guillaume	108	STEVENS Daniel	229
MOUREAU Céline	182	STRASSER Martin	178
MUDEKEREZA BULONZA Patrick	299	SWINNEN Herman	230
MUREZ Jean-Baptiste	174	TANGETEN Alexis	225
NAVARRO Nicolas	287	THEUNISSEN Florian	114
NONNE Letizia	300	TIELEMANS Marie	181, 205, 280
NYST Nathalie	290	TIMMERMANS Julie	99
OLIVIER Sylvie	250	TIMMERMANS William	230
PAINCHART Benoît	198, 228	TOMSIN Philippe	305
PAREDES Cécilia	210, 213	TOUSSAINT Jacques	19, 255
PARMANTIER Martine	214	TROCH Kevin	203
PASQUASY François	141	VAGMAN Vincent	231
PEETERS Natasja	251	VAN ACKERE Mathilde	159
PEREIRA Catarina	113	VAN BOXEM Fabian	115
PÉTERS Arnaud	181, 186	VANDENBROUCKE Lien	203
PETIT Noémie	252	VAN DEN DRIESSE Bernard	179
PETIT Pierre	175	VANDEN HOVE Isabelle	127
PETTIAU Hérold	155	VANDE PUTTE Guy	267
PEUCKERT Valérie	301, 302	VANDERMEERSCH Bernard	231
PIERRARD François	156	VANDERMOTTEN Christian	213
PINCEEL Jef	101	VANDORMAEL Thomas	256
PIOT Thomas	157	VAN NIEUWENHOVE Benjamin	99
POLET Caroline	102, 199	VANOVERSCHelde Bastien	125
PYPAERT Jean-Luc	252	VAN STEENBERGHE Daniel	232
QUÉRIAT Stéphanie	214	VANVELTHEM Lionel	204
QUOILIN Cécile	303	VANWELKENHUYZEN Michel	233
RENARD Maxime	125	VAN WERSCH Line	102
RENGLET Antoine	158	VANWIJNSBERGHE Benoît	142, 216
RONVAUX Marc	141, 158	VAN WYMEERSCH Brigitte	269
ROZEIN Matthias	125	VERBAANDERD Grégory	95, 128
RUFFINI-RONZANI Nicolas	284	VERMEERSCH Romain	129
SANCHEZ CIENFUEGOS Ines	253	VERREYCKEN Quentin	117
SCARCEZ Alicia	176	VILLOTTE Sébastien	102

VISART Marine	160
WARLAND Geneviève	130
WEITZ Armelle	99
WITTEMANS Sophie	285
YANS Johan	111
YANTE Jean-Marie	143, 306

Table des matières

Comité d'organisation & Comité scientifique	5
Hommage à Jean-Marie Duvosquel	7
<i>Le Congrès de Bruxelles 2026 : quelques mots de présentation</i> par Alain DIERKENS, Stéphane DEMETER & Michel DE WAHA	9
Liste des congrès depuis 1885	15
Bureaux des douze sections	17
<i>L'Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique : désormais bien plus qu'un congrès !</i> par Jacques TOUSSAINT & Claude DEPAUW	19
<i>Pour une histoire de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles, depuis sa fondation en 1887</i> par Alain DIERKENS	25
Visites et activités culturelles par Pierre ANAGNOSTOPOULOS (coord.)	37
Programme du Congrès	69
Plan du Palais des Académies	71
Communications (liste par section et ordre alphabétique des orateurs)	73
Résumés des communications	93
Index des orateurs	307

Toute reproduction ou adaptation d'un extrait quelconque de ce volume par quelque procédé que ce soit réservée pour tout pays.